

Université d'Oran 2
Faculté de Droit et des Sciences Politiques
THESE
Pour l'obtention du diplôme de Doctorat « L.M.D »
En droit Public économique

L'impact des accords de libre-échange signés par l'Algérie sur la fiscalité nationale

Présentée et soutenue publiquement par :
Mme REMINI Meriem

Devant le jury composé de :

ELIMAM BELKHIR Hind	**Professeur**	**Université d'Oran 2**	**Président**
LOUNIS Abdelouahab	**Professeur**	**Professeur Université d'Oran2**	**Rapporteur**
BOUMEDENE Zaza	**MCA**	**Université d'Oran**	**Co-encadreur**
BABA HAMED Nassim	**Professeur**	**Université d'Oran 2**	**Examinateur**
Fninekh Abdelkader	**Professeur**	**Université Mostaganem**	**Examinateur**
Gheras Abdelhakim	**Professeur**	**Université Sidi Bel Abbes**	**Examinateur**

Année : 2023-2024

Remerciement

Je remercie tous mes enseignants en particulier mon premier directeur de thèse, Monsieur Yelles Chaouche Bachir pour ses précieuses orientations pour la construction de ce travail, mes remercîments vont aussi à Madame Zaza Boumedane, ainsi que Monsieur Lounis Abdelouhab pour toutes leurs orientations.
Aux proffesseurs Elimam Belkhir Hind, Baba Hamed Nassim, Fninekh Abdelkader, Gheras Abdelhakim pour l'honneur qu'ils m'ont fait en acceptant d'être membres de mon jury

Dédicaces

Cette thèse a été rédigée à une époque marquée par toutes les violations du droit international, A tous ceux que le fléau de l'injustices a touché et qui n'ont pas trouvé de protection.

A tous les peuples réprimés sous la colonisation plus particulièrement le peuple palestinien, A votre résilience, A votre quête incessante de justice et de liberté.

Elevons nos voix contre l'injustice et unissons-nous pour construire un monde meilleur où la dignité des personnes et préservé où les droits et libertés sont respectés.

A mes chers parents à qui je dois beaucoup
A mes enfants, Assia, Zineb et mustapha
A mon Epoux

LISTES DES ABREVIATIONS

ALENA : Accord de libre-échange Nord-Américain

ALE : Accord de libre-échange

ANDI : Agence Nationale de Développement de l'Investissement

Art. : Article

CES : Conseil économique et Social

CEE : Communauté Européenne Economique

C.I.D.T.A : Code des impôts et Taxes assimilées

CIJ : La Cour International de justice

CNUCED : La Conférence des Nations Unies sur le Commerce le développement

CNI : Le Conseil National d'investissement

Dr. Fisc : Le Droit Fiscal

DGI : La Direction Général des Impôts

DD : Les droits de douane

FMI : Le Fonds Monétaire International

GATT : Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce

GZALE : La Grande Zone Arabe de libre-échange

IBS : Impôts sur les Bénéfices des Société

IDE : Investissement Direct Etrangers

IRG : Impôts sur le Revenu Global

J.O.R.A : Journal Officiel de la République Algérienne

L.F : La loi de Finance

L.F.C : La loi de Finance Complémentaire

NPF : la Nation la Plus Favorisé

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMC Organisation Mondiale de Commerce

OMD : Organisation Mondiale des Douane

ONU : Organisation des Nations Unies

Op. Cit : Option Citée

P : Page

PED : Pays en Développement

PIB : Le Produit Intérieur Brut

PME : Petite et Moyenne Entreprises

PP : Pages

SND : Société des Nations

TVA : La Taxe sur la Valeur ajoutée

TAP : La Taxe sur l'activité Professionnelle

TIB : Traité d'Investissements Bilatéraux

TSA : La Taxe Additionnelle

UE : L'Union Européenne

UD : L'Union Douanière

VOL : Volume

ZLECAF : La Zone de libre-échange Continentale Africaine

Sommaire

Introduction

Partie I : **Le fondement Juridique des ALE, enjeux légaux et considérations économiques.**

Titre 1 : Analyse théorique des ALE

Chapitre I : Les bases conceptuelles et théoriques du libre-échange

Chapitre 2 : Interaction entre les ALE et l'OMC : opposition ou complémentarité

Titre 2 : Le cadre juridique des ALE signés par l'Algérie, des avancées juridiques confirmées

Chapitre 1 : **Les principes régissant les échanges dans le cadre des ALE : engagement obligatoire et régimes d'exceptions**

Chapitre 2 : **Le contenu des ALE, une étude approfondie**

Partie II : **Effet des ALE sur la politique fiscale : un système fiscal en retrait par rapport à la mondialisation**

Titre 1 : L'incidence fiscale des ALE : des difficultés à surmonter

Chapitre 1 : Le système fiscal national à l'ère des ALE, des réformes d'ordre législatif et institutionnelle

Chapitre 2 : Les investissements directs étrangers en Algérie : une perspective fiscale

Titre 2 : Les réformes du système douanier : reflets ou conséquences des ALE

Chapitre 1 : L’évolution de la politique douanière en Algérie : entre les contraintes locales et internationales

Chapitre 2 : L’élimination des barrières non tarifaires

Conclusion

INTRODUCTION

Introduction

En ce début du troisième millénaire, les échanges commerciaux revêtent une importance particulière dans les relations économiques internationales, du fait qu'ils participent à l'expansion de la croissance économique des Etats et la réduction de la pauvreté dans le monde.

La structure de l'économie mondiale a changé en profondeur, elle est marquée, d'une part, par l'internationalisation des échanges, des investissements et des mouvements des biens et services. **« *La première composante de la mondialisation est constituée des IDE(les investissements directs étrangers) et plus généralement de l'ensemble des formes de délocalisation des activités économiques à l'étranger* »**[1] et d'autre part par de nouvelles technologies de l'information qui ouvrent de nouveaux outils de communication, tel que l'internet.[2] Cette dernière qui ignore les signes traditionnels d'identifications (résidence, sexe, nationalité…), une nouvelle ère vit le jour, une époque moderniste fut conçue, celle des innovations scientifiques. Face à toute ces métamorphoses qui ont touché le système économique, des regroupements politiques et des unions économiques et douanières fut appliqué un nouveau concept qui est la mondialisation.

Ce système économique basé sur la mondialisation des échanges permet aux pays en voie de développement d'accéder aux marchés internationaux, d'améliorer leurs niveaux économiques et sociaux, de renforcer la compétitivité de leurs entreprises ainsi que de profiter de la procédure de règlement des différends[3].

Cette globalisation économique qui se caractérise par : des transformations importantes qui ont poussés les Etats à revoir leurs rapports économiques instaurés depuis longtemps. Ainsi, l'économie mondiale est devenue un espace très ouvert dont l'un des symboles principaux est l'organisation mondiale de commerce (OMC), qui a pour mission de contrôlé et de gérer un marché mondial totalement libéralisé et déréglementé.[4]

---

[1] El Mouhoud Mouloud, « *Mondialisation et délocalisation des entreprises* », La Découverte, Paris, 2017, P9.
[2] Ais Souhila, « *les conventions internationales en droit fiscal* », mémoire de magister en droit comparé des affaires, Faculté de Sciences politique et juridique, université d'Oran, 2010, P1.
[3] Mezili Imad, « *la problématique de l'application du traitement spécial et différencie au sein du système commercial multilatéral* », Thèse de doctorat, Faculté des sciences économiques, commerciales, et des sciences de gestion, université d'Oran2, 2016, P7.
[4] Guendouzi Brahim, « commerce extérieur algérien : entre démantèlement tarifaire et nouvelles mesures prote ctionnistes », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques et Politiques*, Vol 51, N2, 2014, P25.

Actuellement, les débats se focalisent autour du concept de la mondialisation. Ce terme est souvent employé pour décrire un état de grande ouverture supposé de l'économie mondiale[5]. Des mutations qui s'opèrent sur le plan international créent une dynamique qui nous contraint à adhérer à ce nouveau recentrage afin de pouvoir se situer au mieux dans le paysage économique et commerciale mondial.

L'Algérie, à l'instar de tous les pays du monde et spécialement les pays en voie de développement n'est pas en reste.[6] En effet, l'Algérie n'a pas échappé à ce vaste mouvement, elle s'est engagée dès la fin des années quatre-vingt dans un énorme processus de réformes économiques lui permettant de mieux s'insérer dans la nouvelle dynamique de l'économie mondiale. Le degré d'internationalisation des économies nationales ainsi que le dynamisme commercial peuvent être mesurés par le taux d'ouverture commerciale, (exportations+ importations/ PIB)[7].

En Algérie, ce taux a connu une tendance baissière, il est passé d'un niveau supérieur à 50% durant le boom pétrolier des années 70 à 25% en 1986 suite au choc pétrolier. L'économie algérienne a commencé a affiché une détérioration sévère de ses ressources budgétaire, après la chute des prix de pétrole en 1986[8]. Cette dernière qui fut la source d'un tournant très important dans l'histoire de l'économie algérienne, l'ayant acculé à suivre des réformes sous recommandation des institutions financières mondiales.[9]

Dans ce contexte de crise économique nationale, plusieurs politiques économiques sont engagées qui se sont exprimées à travers la promotion de l'investissement et plus exactement les investissements directs étrangers (IDE). La privatisation des entreprises publiques, les négociations avec OMC en vue de l'adhésion, ainsi que la signature de plusieurs accords de libre-échange (ALE) qui été au cœur de ces politiques.

[5] Mucchielli Jean-Louis, Mayer Thierry, « *économie internationale* », Dalloz, Paris, 2010, P14
[6] Belguendouz Houari, « *évaluation des aspects essentiels de l'accord d'association entre l'Algérie et l'union européenne, quel bénéfices possibles pour l'économie algérienne* », Thèse de doctorat, Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée, 2018, P18.
[7] Bouchet Michel-Henry, « *La globalisation* », Pearson Education, Paris, 2005, P34.
[8] Brahmi Souad, Bouteldja Abdenacer, « Ouverture commerciale de l'Algérie : états de lieux et perspective », *Revue Finance et Marchés*, Vol 5,N°9,Algerie,2018,P306.
[9] Bouhou Kasim, « L'Algérie des réformes économiques : un gout d'inachevé », *politique étrangère*, N°2, P324.

L'Algérie a signée plusieurs accords de libre-échange dont : Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la République algérienne démocratique et populaire d'une part et la communauté européenne et ses Etats membres d'autre part, signé à Valence le 22 avril 2002, ainsi que ses annexes 1 à 6, les protocoles n° 1 à 7 et l'acte final y afférents, puis convention de facilitation et de développement des échanges commerciaux entre les Etats arabe signé à Tunis le 27 février 1981, pour faciliter les échanges commerciaux entre les pays arabes, juste après un projet d'une zone de libre-échange a été adopté en 1997, avec une condition que l'Etat adhéré doit tout d'abord ratifié la convention de la facilitation et de développement des échanges commerciaux, l'Algérie a ratifié cette convention en 2004, cependant il faut attendre quatre ans plus tard(2008) pour que l'Algérie dépose auprès du secrétariat général de la ligue Arabe pour adhérer à la (GZALE), et puis nous avons le plus récent que l'Algérie a ratifiée en 2018 qui est la ZLECAF [10]

Le système de libéralisation commerciale prend deux voix : la voix du multilatéralisme en adhérant à l'OMC ainsi que la voix du régionalisme en adhérant à des ALE avec des pays voisins ou des partenaires commerciaux stratégiques tel est le cas pour l'Union Européenne (UE) pour l'Algérie[11].

En raison des conditions fixées par l'OMC en matière de prix sur le marché local de marchandises stratégiques, ainsi que la lenteur des négociations, l'Algérie n'a pas encore concrétisée son d'adhésion. Cependant, face à la rigidité du cadre multilatéral de l'OMC et en raison de la volonté d'aller plus loin, l'évolution des accords de libre-échanges a été significatif [12].

[10]le décret présidentiel n° 05-159 du 27 avril 2005, J.O.R.A., N° 31 du 30 avril 2005, p.3 ;- le décret présidentiel N°04-223, du 3 aout 2004,J.O.R.A, N°49 du 08 aout 2004, P04, - le décret présidentiel n°21-133 du 05 mai 2021, J.O.R.A., N°36 du 16 mai 2021, P03 ; Et pour ce qui est des accords bilatéraux de coopération commerciale préférentiel, il s'agit de :- la convention de coopération commerciale entre l'Algérie et la Jordanie qui a été signée à Alger le 19 mai 1997 et ratifiée par le décret présidentiel N° 98-252 du 08 aout 1998, J.O.R.A., N° 58, du 9 aout 1998,P 07 et rentrée en vigueur le 31 janvier 1999 ; - l'accord commercial préférentiel conclu entre l'Algérie et la Tunisie, signé à Tunis le 4 décembre 2008, ratifiée par le décret présidentiel n°10-12 du 10 janvier 2010, J.O.R.A., N°12 du 17 février 2010,P 3 , ainsi que ses annexes du protocole n°1, ratifié par décret présidentiel n°13-271 du 24 juillet 2013, J.O.R.A., N° 42, du 21 aout 2013.P03. Pour plus de détail voire le site suivant : https://www.douane.gov.dz/spip.php?rubrique50.

[11] Mennad Naima, « *Impact du démantèlement tarifaire sur l'économie algérienne : évaluation à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable* », Thèse de doctorat en sciences économiques, Faculté des sciences économiques ,commerciales et sciences de gestion, université d'Oran2,2018,P3.

[12]Bastidon Cécile, Gbaguidi Ochozias, Ghoufrane Azzedine, Silem Ahmed, « *Mondialisation, accord commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique* », L'harmattan, Paris, 2017, P11..

Le régionalisme qui a donné lieu à une multitude d'ALE constitue une nouvelle voie du libéralisme commercial. En effet, vu les niveaux bas des droits de douane et l'évolution du commerce international, il fallait se tourner vers de nouvelles formes de libéralisation commerciale[13], une situation qui pousse les Etats a créé de nouvelles formes de régulation par le biais de nouvelles règles et principes[14].

Dans le prolongement de la définition d'une stratégie de développement de l'économie algérienne, la question de la valorisation et de l'optimisation de la substance des ALE que l'Algérie a conclue avec des Etats étrangers revêt une importance de premier ordre. S'il est vrai que la majorité des ALE signés par l'Algérie n'était pas précédé d'études d'impact de ces accords sur le plan économique et juridique[15] et ce pour des raisons de politique étrangère poursuivie à cette époque par notre pays, et même après signature de ces accords il y'a une méconnaissance de leurs contenus par les opérateurs économiques algériens[16].

Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui on est appelée désormais à peaufiner une stratégie de réadaptation de certains ALE. Nous pensons dans ce cadre notamment à l'accord d'association signé avec l'UE, partant du fait que l'union européenne est le premier partenaire de l'Algérie, avec laquelle elle réalise plus de 50% de son commerce extérieur, c'est la raison pour laquelle l'accent sera mis dans le cadre de la réalisation de la présente thèse particulièrement sur l'impact de cet accord d'association.

La valorisation et l'analyse de l'impact des ALE signés par l'Algérie, constitue véritablement un vœu pieux à court terme car cet objectif n'est pas relié uniquement à des considérations économiques, mais plutôt politique, juridique.

L'objectif de l'analyse de l'impact fiscal des ALE signés par l'Algérie à partir de certains principes juridiques qui sont mis en œuvre par l'OMC et repris après dans les ALE peut, cependant, atteindre son « summum », si ces différents principes sont mis en œuvre sur le plan interne dans la législation algérienne.

---

[13] Siroen Jean-Marc, « *La régionalisation de l'économie mondiale* », La Découverte, Paris,2000,P06.
[14] Siroen Jean-Marc, « *Les accords commerciaux régionaux. Alternative au multilatéralisme* ? », L'Harmattan ,Paris,2017,P23.
[15]Voir à ce propos : Bensahli Mustapha, « *La mise à niveau en fiscalité à l'ère de la mondialisation, mythe ou réalité expérience algérienne* » OPU, Alger, 2022 .PP182-192.
[16] Ait Habouche Abdelmadjid, Mihoub-Ait Habouche Ouahiba, Dali-Oulha Fatiha, « Impact de l'accord d'association sur l'industrie, cas de l'industrie oranaise », *Les cahiers du cread,* N°111,P64.

La renégociation des ALE, doit être perçue comme un moyen d'établir de nouvelles règles et de préserver les intérêts algériens. En effet, l'Algérie a enregistré des résultats mitigés[17], après la signature de l'accord d'association et, en raison de ces résultats, elle a demandé en 2010 la révision de l'accord d'association et de reporter l'échéance de la mise en place de la zone de libre- échange à 2020 au lieu de 2017, mais encore une fois cette zone de libre-échange ne voit toujours pas le jour car elle est reportée à une date indéterminée [18].

Les ALE permettant de donner à ces transactions internationale un caractère organique qui puisse à la fois assurer à ces relations économiques une stabilité et une continuité fondée sur une base juridique convenue à l'avance. Ces accords ont pour objectif principal de libéraliser et de développer les échanges internationaux et d'éliminer tous les obstacles tarifaires et non tarifaires qui entravent la libre circulation des biens et services.

Afin d'atteindre cet objectif, ces échanges économiques qui se font dans le cadre de ces accords, sont régis par un certain nombre de principes fondamentaux. En effet, Il existe différents types de systèmes normatifs ayant pour objets de régir les relations économiques internationales, ces normes (règles et principes) sont différentes des règles de conflit de lois, car elles fournissent une réponse instantanée à une question posée, sans qu'elles se limitent à indiquer l'ordre juridique d'où émane la règle de droit régissant une situation juridique.

Ces règles régissant les échanges se distinguent aussi des normes internes lesquelles sont applicables aux relations internes mais aussi aux relations économiques internationale[19].

On peut citer quelques exemples de ces règles tel que le principe de réciprocité entre les pays signataires où chaque pays s'engage à accorder des avantages économiques équivalents à ceux que lui consent à un autre.

On trouve aussi le principe de non-discrimination entre Etats signataires de l'accord, ce principe qui entraine l'application de deux clauses principales celle du traitement national et celle de la nation la plus favorisée.[20]

---

[17] Douici-Hachemi Naima, « *Les effets de l'accord d'association Algérie Union Européénne sur l'economie nationale* », Thése de doctorat en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, Université Mouloud Mammeri,2019,P161.

[18] Accord d'association Algérie-UE : révision de l'accord selon une approche « gagnant-gagnant », disponible sur le site suivant : www.aps.dz. Consultaté le 13/12/2023.

[19] Toquin Eric, « Règles matérielles du commerce international et droit économique », *Revue internationale de droit économique,* Vol 24,N°01,2010,P86.

[20] Saadi belamri Wassila Amel, *« la place des pays en développement dans l'Organisation Mondiale du Commerce* », mémoire de magister en droit, Faculté de sciences politique et juridique, université d'Oran2, 2013, P3.

L'Algérie suit la tendance d'ouverture économique à son tour et tente d'instaurer un espace économique bien intégré, tout en jouant un rôle principal dans la croissance économique dans la région méditerranéenne. Elle tente aussi d'intégrer les différentes normes libre échangistes dans son système juridique afin qu'il puisse être en harmonie avec ses engagements internationaux.

En effet, c'est à la base de ces règles que depuis les années quatre-vingt, la diversification de l'économie algérienne et la réforme de son système juridique figure parmi les priorités des gouvernements successifs en Algérie. Cependant, il faut admettre que malgré les efforts consentis au cours des trois dernières décennies, les résultats dans ce domaine précis restent en dessous des attentes[21].

Car la scène économique algérienne a toujours été un chantier perpétuel, une économie rentière dont les hydrocarbures constituent la principale richesse, à travers laquelle l'Algérie arrive à financer son économie.

On peut distinguer trois périodes caractéristiques de la politique commerciale algérienne : d'abord celle dédiée à la protection de l'économie (1986-1994) ; puis celle d'ouverture imposée par les institutions internationales (1994-1998) et enfin celle marquée par la recherche d'une maitrise de l'ouverture (2000 à nos jours).[22]

Les réformes se sont poursuivies afin d'arrimer l'économie nationale à celle d'une économie de marché après un socialisme fortement enraciné. Depuis le milieu des années 1990, l'Algérie s'est engagée dans un processus de réformes par la suppression du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur qui a été la première manifestation de ces réformes.

Mais la réforme du tarif douanier en 1992 reste incontestablement le fait le plus marquant de ces réformes. L'Algérie a adhéré à la convention relative au « Système Harmonisé » (SH) le 24 octobre 1991 et elle l'a mis en œuvre le 1er janvier 1992. Le SH est une nomenclature internationale polyvalente élaborée par l'Organisation mondiale des douanes (OMD)[23].

[21] Belguendouz Houari, Op.Cit, P 1.
[22] Abbas Mehdi, « L'ouverture commerciale de l'Algérie, apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme », *Revue Tiers Monde*, N°210,2012, P51.
[23] Kaci Abes, « *Le système Harmonisé* », ITCIS, Alger, 2010, P5.

Ainsi les pouvoirs publics décidèrent alors d'une nouvelle structure du tarif douanier dans le but d'améliorer le flux des biens, et de réhabiliter les régimes douaniers économiques en faveur des opérateurs économiques. « Il y a eu une diminution du nombre de quotités, passant de 12 à six, puis plusieurs réductions successives du taux maximal des droits de douane de 120% à 60%, ensuite à 50% en 1996 et enfin à 40% en 2001. »[24],ainsi la taxe additionnelle (TSA) a été instituée, dans le but de combler le manque à gagner dû à l'abaissement du taux maximal des droits de douane (la LFC de 2001 a abrogé la TSA, et elle a été transformée en taxe intérieure de consommation (TIC)[25]).

à partir de 2001, l'Algérie a mis-en œuvre une nouvelle structure tarifaire, cette dernière vient dans le cadre des négociations avec l'UE en vue de la signature d'un accord d'association, ainsi elle est amenée dans le cadre de ces ALE à procéder progressivement à un démantèlement tarifaire de l'ensemble de son dispositif de protection (barrières tarifaires ainsi que les barrières non tarifaires) et d'adopté une nouvelle stratégie fiscale afin de couvrir le manque a gagnée dû à l'élimination des taxes tarifaires.

Partant de ce qui précédé, il est important de s'interroger sur la compatibilité des ALE ratifiée par l'Algérie avec les intérêts économiques algériens, et dans quelles mesures les clauses de l'accords d'association influencent t'ils la politique fiscale ? En effet, comment notre pays a adapté sa politique fiscale afin de préserver ses intérêts notamment après avoir éliminé les obstacles tarifaires et non tarifaires ?

Devant tous les effets qui vont être induits par ce démantèlement tarifaire prévu dans ces ALE, le défi est énorme pour les pays en développement en général et l'Algérie en particulier, car ce système économique international posé et contrôlé par l'OMC ou par les ALE, repose sur l'égalité des pays signataires et la non-discrimination. Or le fait de traiter d'une manière égale des pays inégaux n'est-il pas générateur d'iniquité en faisant triompher la forme sur le fond ? Et quels sont les différents principes régissant ces accords ? La conclusion des accords de libre-échange, comme tous les traités internationaux, passe par plusieurs étapes, quelles sont ces étapes ? N'est-il pas logique de s'interroger sur les liens entre l'ouverture commerciale du pays et sa croissance économique, ainsi que sur ses effets sur la fiscalité. Autrement dit, cette suppression ou la baisse des recettes tarifaires qui va conduit à une réduction des recettes fiscales des pays signataires de ces accords, par quelles mesures l'Etat

[24] Guendouzi Brahim, Op.Cit, P27.
[25] Kaci D, « Une refonte des tarifs attendue en 2002 », *Le Phare*, N°29, Algérie, P29.

va rattraper cette baisse des recettes ?

Bien que la libéralisation des échanges entre l'Algérie et les autres pays partenaires figure sur la feuille de route de tous les ALE, sa mise en œuvre demeure extrêmement fragmentaire, car cette libéralisation affecte les recettes fiscales d'une manière directe à court terme et indirecte à long terme.

Le premier effet tient à la suppression, voir même, la baisse des tarifs douaniers entraine une chute des recettes budgétaires[26], face à cette hémorragie financière, la substitution de ces recettes est l'un des principaux défis posés pour l'Algérie, il est important de savoir quels sont les choix stratégiques auxquels l'Algérie peut opter afin de faire face à ces pertes ?

Pour ce qui du deuxième effet à long terme cette libéralisation est de nature à déclencher un renforcement de la concurrence intérieure entre les différents opérateurs nationaux et étrangers, ainsi qu'une hausse des incitations à l'investissement. D'où l'importance de savoir quel est l'impact de ces accords sur la liberté d'investissement en Algérie ? En effet, l'instauration d'un climat favorable à l'investissement par le biais de la constitutionalisation du principe de liberté d'investissement pour les opérateurs économiques nationaux et étrangers, avec possibilité de transférer librement les montants liés à leurs investissements et la faculté pour l'investisseur de recourir à l'arbitrage international en cas de différend vient en parallèle avec l'ouverture à l'économie de marché.[27] Cette liberté est également consolidée par la signature de l'Algérie de plus d'une cinquantaine de conventions bilatérales pour la promotion et la protection réciproque des investissements[28].

L'objet de notre recherche sera consacré principalement à l'accord d'association entre l'UE et l'Algérie, tout en menant une analyse comparative avec les autres ALE signés par l'Algérie. L'importance de l'accord Algérie-UE réside dans le fait que l'Union européenne constitue le premier partenaire économique de l'Algérie (CEE devenue par la suite l'UE), la présente recherche tente de relever les différentes opportunités et les menaces que présentent ces accords pour l'économie Algérienne, et plus particulièrement sur la fiscalité nationale.

---

[26] Martinez Jean-Claude, « *L'OMC de Marrakech à Washington 1994-2017*», L'Harmattan, Paris, 2017,P209.

[27] Yelles Chaouche Nassima, « *Le régime fiscal des implantations internationales d'entreprises, le cas de l'Algérie* », Thèse de doctorat, Faculté de droit, Université de Cergy Pontoise, Université d'Oran2, 2019, P16.

[28] Ibidem.

Les travaux de recherche déclinent souvent, à titre liminaire, en quoi le thème de recherche est innovant, par rapport à ceux qui existent déjà. Dans notre cas la rareté même des travaux de recherches juridiques sur le sujet suffira comme justification. En effet, si ce thème a été battu en brèche sur le plan économique, il n'en est pas de même sur le plan juridique car les analyses en la matière sont plutôt rares.

L'analyse de l'impact des ALE sur la fiscalité nationale est une question d'autant plus cruciale que se développent de nouvelles formes de régulation de pans entiers de la vie économique nationale, et qu'apparaissent des considérations d'ordre économiques au cœur même de la régulation juridique.

En effet, les ALE supposent de recourir à l'analyse économique dans la négociation de l'accord, c'est la raison pour laquelle notre analyse juridique de ces ALE va prendre en compte les considérations économiques de ce type d'accord.

En effet, la corrélation entre la fiscalité et le développement économique a toujours été une question d'actualité[29], si bien que pour comprendre la fiscalité, il importe de maitriser ses fondements économiques. C'est dans cette optique que nous allons apporter ici quelques éléments d'analyse et de proposer ainsi des perspectives pour une analyse renouvelée des ALE du point de vue juridique.

Il y a plusieurs définitions du « concept impact sur la fiscalité nationale », qui change avec le niveau de l'analyse menée en termes de recettes budgétaires, de législation etc. L'impact sur « la fiscalité nationale » est un concept relatif et étroitement lié aux conditions juridico-économique du pays. Ainsi selon Benkamla Mohammed Abdelaziz : ***« la fiscalité nationale est l'ensemble des règles, des lois et des mesures qui régissent le domaine fiscal d'un pays »***[30]. Maherzi Mohamed Abbas la définit : ***« la fiscalité nationale c'est l'ensemble des prélèvements effectués auprès des personnes physiques et morales d'une société au profit de l'Etat, en Algérie ces prélèvements suppriment toute neutralité au système fiscal, et il faut lui reconnaitre des considérations politiques et économiques »***.[31]

[29] Tafighoult Rabah, « *Fiscalité algérienne* », à compte d'auteur, Algérie,2015,P15.
[30] Benkamla Mohammed Abdelaziz, « *Techniques de fiscalité des firmes, de contrôle et de contentieux* », Maison du livre contemporain, Alger, 2023, P18
[31] Maherzi Mohamed Abbes, « *Introduction à la fiscalité* », ITCIS, Alger, 2010, P09.

Cependant, la neutralité est un concept qui ne peut se concevoir dans l'absolu surtout en matière fiscale, car conditionné par l'évolution constante des disparités de richesse et de revenus en tant que trait fondamental de l'économie de marché contemporaine.

De ce fait, la fiscalité et son impact sur la croissance économique se trouve au centre des débats nationaux, car elle constitue le moyen principal pour financer le fonctionnement de l'Etat et, avec l'internationalisation des échanges, la fiscalité est de plus en plus interdépendante avec le développement économique mondial, du fait des stratégies d'ouverture économique.

La fiscalité nationale est appelée à son temps marqué par la mondialisation impulsée par l'économie de marché qui suppose une organisation du domaine économique,[32] qui obéit à des principes et règles déjà négociés sur le plan international. Donc l'impact des ALE sur la fiscalité nationale est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs, aussi bien nationaux qu'internationaux.

Ce travail de recherche ambitionne de répondre aux différentes questions imbriquées dans le cadre de la problématique générale posée. Pour ce faire, une approche mixte a été adoptée axée sur les fondements théoriques juridique du libre-échange tout en intégrant des composants politiques et économique afin d'étudier l'impact de ces accords de libre-échange sur la fiscalité nationale.

Cette approche aurait été impossible sans le recours aux statistiques publiées par la direction des impôts ainsi que la direction des douanes et la base de données de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement) et les différentes organisations internationales tel que l'OMC.

Afin de répondre à notre problématique déjà exposée, nous avons structuré notre travail en deux parties. La première partie est intitulée « **Le fondement juridique des ALE, enjeux légaux et considérations économique »**

Elle traite particulièrement de l'aspect théorique des accords de libre-échange, ainsi que les analyses des différentes écoles de pensées, l'interaction entre le régionalisme et le multilatéralisme, y compris la mise en place de tous les ALE, toutes ces analyses vont être

[32] Ibidem.

traiter dans le premier titre. Dans le deuxième titre expose le cadre juridique des accords de libre-échange signés par l'Algérie, où on a exposé les différents instruments juridiques de ces accords en passant des principes régissant ce type d'accord, jusqu'au contenu de ces accords.

La deuxième partie intitulé « **Effet des ALE sur la politique fiscale : un système fiscal en retrait par rapport à la mondialisation** », traite de l'impact de ces accords sur la fiscalité et l'investissement en Algérie, à la lumière des données publiées par les directions générales respectivement des impôts et des douanes (titre 1). Il est également question d'examiner les différentes réformes du système douanier algérien : reflet ou conséquence des ALE (titre 2).

Partie I

Le fondement Juridique des ALE, enjeux légaux et considérations économiques.

L'économie s'est mondialisée, ainsi le commerce international et les échanges commerciaux internationaux croissent. Depuis 1947, on assiste à un processus de mondialisation de l'économie. Une progressive libéralisation des échanges au niveau régional constitue la manifestation principale de cette libéralisation des échanges qui se fait en parallèle avec la libéralisation multilatérale.

La théorie de l'intégration économique c'est développée autour des zones de libre-échange. Elle a accompagné les ALE, un accompagnement qui assure une accélération du processus d'abolition de tous les obstacles à libre circulation des biens, services et capitaux aux sein d'une zone de libre- échange, cette dernière qui est l'objectif principale des ALE (Titre I).

Des accords qui octroient aux pays partenaires des concessions en matière d'accès aux marchés locaux et cela en appliquant le tarif le plus réduit. Des accords discriminatoires aux sens des règles de l'OMC qui régies les échanges commerciaux au niveau mondiale, car les relations économiques aux seins de ce système multilatérale sont fondées sur la clause de la Nation la Plus Favoriser (NPF), ou tous les pays membres bénéficient des mêmes avantages automatiquement qui est l'application du tarif douanier le plus favorable (Titre II)

Titre 1 : Analyse théorique des ALE

Certaines théories économiques traditionnelle s'intéressent aux effets des échanges commerciaux internationaux sur les Etats en se basant sur une situation économique modèle qui est la libre circulation des biens, services, capitaux voire même les personnes, comme le seul moyen de développement économique. En effet, une libéralisation des échanges dans une concurrence parfaite, et un processus de libre-échange améliore la situation économique des Etats. Une libéralisation qui a pour objectif l'élimination de tous obstacles aux échanges dans le cadre d'ALE, des accords qui sont généralement régionaux car ils liées les Etats qui sont géographiquement proche, (Chapitre I).

Cependant, la libéralisation des échanges économique ne prends pas uniquement la forme régionale, elle se réalise aussi dans le cadre multilatéral, un cadre qui est régit par l'OMC. Un système qui diffère des ALE car il ne concerne pas uniquement les Etats proche géographiquement mais il concerne tous les Etats même ceux qui ne sont pas forcément liées géographiquement. Beaucoup perçoivent que la diffusion des ALE une modalité du processus multilatérale, d'autres voient ces ALE comme une atteinte à ce système multilatéral régit par l'OMC (Chapitre II).

Chapitre I : Les bases conceptuelles et théoriques du libre-échange

Le présent chapitre traitera dans son ensemble un certain nombre de question liée aux fondements théoriques sur le libre-échange passant par les différentes théories fondatrices du libre-échange aux nouvelles théories du commerce international. Aussi il examinera la mise en place du libre-échange, cette mise en place peut se concrétiser dans un contexte libre-échangiste sous forme de libéralisation commerciale (GATT-OMC), ou sous forme d'intégration régionale

Section 1 : La conceptualisation et les théories fondamentales du libre- échange

Notre analyse s'attaquera, au préalable à la question du mode de fonctionnement du libre-échange, de s'interroger et savoir comment s'orientent les flux commerciaux. Cette présente section présente et explore un ensemble composite de théories dominantes du libre-échange. Nous nous sommes peut-être approfondis dans le développement des théories du libre-échange, car cela va nous permettre de diagnostiquer et d'examiner les politiques économiques qu'a adoptée l'Algérie depuis son indépendance à l'égard du commerce extérieur.

Sous-section1 : Notion du libre-échange

§1 Définition du libre-échange :

La libéralisation des échanges est un fait majeur de la mondialisation, elle se traduit, d'une part, par la création de blocs régionaux (dont l'Union Européenne est évidemment l'un des exemples les plus connus), et d'autre part, part des efforts pour alléger ou supprimer les obstacles aux échanges au niveau mondiale.

Le contexte historique dans lequel se développe le libre-échange est celui de la révolution industrielle et de l'essor du capitalisme, « ***Le libre- échange est apparu avec l'idéologie libérale au XVIII siècle et s'est développé au même temps que se développait le capitalisme, aujourd'hui on voit dans le libre-échange une solution pour faire sortie les pays en voie de développement de la crise de développement qu'ils traversent*** ».[33]

[33] BELATTAF Matouk, « Economie *générale* », Office des publications universitaires, Alger,2017,P421.

Le libre-échange correspond selon BELATTAF Matouk à la confrontation pure, sans intervention extérieure, de l'offre et de la demande sur les marchés,[34]le libre-échange se défini aussi comme étant ***« un mode d'organisation des relations commerciales internationales dans lequel les Etats ne mettent aucun obstacle à l'entrée de biens produits à l'étranger et destinés à être vendus ou transformés sur le territoire national, aux mêmes conditions fiscales et réglementaires que les produits nationaux »***[35] .

La liberté des échanges est évidemment un élément incontournable de tout programme libéral et l'on doit donc se féliciter des progrès effectués au cours des décennies récentes dans la direction de la libéralisation des échanges, que ce soit les marchandises ou bien les services, les capitaux et les hommes.[36]

La théorie du libre-échange préconise la suppression de tout obstacle aux échanges, donc la libre circulation des biens et service et même les capitaux. Le libre-échange part du principe que le commerce international est positif pour tous les pays parce qu'il contribue à la croissance économique de ces dernières.

De nombreux économistes ont exploré la base du commerce international dans le cadre de leur argumentation en faveur du libre-échange et ils ont développé la théorie du libre-échange dont : Adam Smith avec sa théorie d'avantage absolu, David Ricardo avec la théorie de l'avantage comparatif, et aussi la théorie de Heckscher-Ohlin.

En contrepartie il existe d'autres théoriciens[37] qui trouve que le libre- échange constitue un facteur d'appauvrissement et détérioration des termes de l'échanges entre le nord et le sud par la diminution des prix des matières premières exportées par les pays du sud et l'augmentation des prix des matières industrialiser importés par ces pays doit amener ces derniers à se protéger.

[34] Ibidem.
[35] Bezbakh Pierre, Gherardi Sophie, « *Dictionnaire de l'économie* », LAROUSSE, Paris, 2008, P412.
[36] Salin Pascal, *« Libéralisme »*, Odile Jacob, Paris,2000. P449.
[37] Rainelli Michel,*« Le commerce international* », La Découverte, Paris,2009, P6.

§2 Analyse des théories fondatrice du libre-échange :

2-1- La théorie d'avantage absolu d'Adam Smith :

La révolution industrielle provoque un bouleversement total sur le plan économique, les fameux économistes classiques traitent alors ces nouvelles questions qui apparaissent avec la naissance de l'industrie, tel que la division du travail, la croissance démographique, les relations entre offre et demande ou entre salaires et profits.[38]

Adam Smith a exploré la base du commerce international dans le cadre de ses argumentations en faveur du libre-échange, ses écrits réagissaient à la doctrine des mercantilistes[39] qui prévalait alors.

Adam Smith avait argumenté en faveur du libre-échange dans son livre « recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » 1776, en comparant les nations à des ménages, (Parfois considéré comme le premier grand ouvrage d'économie). De même titre qu'un ménage ou il trouve intéressant de ne produire qu'une partie des biens qui sont nécessaires pour lui et d'acheter les autres avec les produits qu'il peut vendre, la même chose pour les nations qui obéissent au même principe.[40]

Selon Adam Smith un ménage trouve intéressant de ne produire qu'une partie des biens qui lui sont nécessaires et d'acheter les autres avec les produits qu'il peut vendre, la même regèle devrait s'appliquer au niveau des nations.

Adam Smith trouve qu'un chef de famille il ne va pas faire chez soi la chose qui lui coutera moins cher à acheter qu'à faire. Le travailleur ne cherche pas à faire ses souliers, mais il les achète au cordonnier. Ce qui est prudence dans la conduite de chaque famille en particulier, ne peut guère être folie dans celle d'un grand empire.

Si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en mesure de fabriquer nous-mêmes, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec une certaine partie du produit de notre propre industrie, et utiliser ainsi notre industrie

[38] Alexandre Reichardt, « *Les Grandes Théories économiques pour les nuls* », First, Paris,2018, P3.
[39] Le mercantilisme est une doctrine économique visant à enrichir une nation par le commerce extérieur, le mercantilisme ne constitue pas une théorie économique à proprement parler, mais un ensemble de réflexions et de pratiques qui s'affirment en Europe aux XVI[e] et XVII[e] siècles, les mercantilistes assimilaient richesse réelle et richesse monétaire, et cherchaient à attirer et à conserver l'or et l'argent afin de stimuler l'activité et de donner au souverain les moyens de sa puissance. Voir plus : Bezbakh Pierre, Gherardi Sophie, Op.Cit, P435.
[40] Belguendouz Houari, Op.Cit, P6.

a notre avantage[41] Smith pensait que le travail est une source de toute valeur, et que toute « valeur » était déterminée et mesurée par des heures de travail.

L'idée fondamental de Smith étaient que la nature des biens que les individus décideraient de produire avec leur travail, les variations de la demande induites par l'ouverture du commerce pousseraient chaque nation à suivre son avantage absolu dans ses décisions de production, ainsi les nations spécialiseraient leur production, et tireraient un profit en échangeant des produits et en se spécialisant selon leurs avantages absolus.

Smith a réussi à persuader certains gouvernements de démanteler des obstacles au commerce international au cours des cent années qui ont suivi la parution de la richesse des nations.

2-2 La théorie de l'avantage comparatif de David Ricardo :

David Ricardo fut le premier économiste à avoir élaboré une théorie économique au niveau international, c'est-à-dire distincte du commerce interne***« La principale contribution de Ricardo à notre compréhension du commerce international a été de montrer qu'il existe une base pour des échanges profitables, que les pays aient ou non un avantage absolu*** »[42]

Selon Ricardo les nations ont intérêt à se spécialiser dans les activités ou elles sont relativement les plus efficaces ou, à défaut se spécialiser dans des activités ou leur cout qui ont une relation avec la production est plus faible par rapport aux autres.[43]

Il reprend la distinction de Smith entre valeur en usage d'un objet, qui correspond à son utilité, et valeur en échange, c'est-à-dire le pouvoir d'acheter d'autres biens.En 1817, Ricardo a formulée ce principe par une loi, « ***cette loi implique que le cout de production est exprimé en terme de quantité de travail*** ».[44]

Il affirme que la quantité de toute autre marchandise contre laquelle elle s'échange, dépend de la quantité relative de travail nécessaire pour sa production. Ses écrits ont exposé ce qui est devenu connu sous le nom de principe de l'avantage comparatif ***: « une nation,***

[41] Smith Adam « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des* nations », collection Idées, Gallimard, Paris,1976, PP 257-258
[42] Belguendouz Houari, Op.Cit. P8.
[43]Lahsen Abdelmaleki, René Sandretto, « *Politiques commerciales des grandes puissances* », de Boeck, Bruxelles,2011, P29.
[44] Bezbakh Pierre, Gherardi Sophie, Op.Cit., P108

comme une personne, tire un gain de l'échange en exportant les biens et services pour lesquels il dispose du plus grand avantage comparatif en termes de productivité et en important ceux pour lesquels il dispose de l'avantage comparatif le plus faible. »[45]

La base ici de la théorie du commerce international, est le principe des avantages comparatifs, ainsi il justifie l'apport positif du libre-échange, « ***le mot clé ici l'adjectif comparatif, qui signifie relatif et non nécessairement absolu. Même si une nation est la plus productive pour la production de tous les biens et une autre la moins productive, toutes deux gagneront à échanger l'une avec l'autre et avec des pays tiers tant que leurs avantages dans la production des divers biens différent les uns des autres a quelque égard.Ricardo a démontré ce point à l'aide d'un simple exemple numérique des gains du commerce international, lorsque deux biens sont échangés par deux pays*** ».[46]

Son célèbre exemple monterait les gains tirés de l'échange de drap anglais contre du vin portugais [47].Il supposait que le Portugal produisait relativement mieux à la fois le vin et le drap, mais surtout le vin. Apres une démonstration semblable à celle du texte ci-dessus, il ajouté que l'introduction de la monnaie dans l'analyse n'avait aucun effet à long terme sur les gains du commerce international.[48]

Ricardo a fait avancer la pensée économique qui régnée auparavant en apaisant les craintes que le commerce international ne puisse fonctionner que si chacun a, un avantage absolu, car Ricardo a présenté l'avantage comparatif comme indicateur de quel pays est celui produit à un cout relativement bas, ainsi le commerce international procure des gains aussi bien aux pays à forte productivité, qu'aux pays à faible productivité.

Selon Ricardo la répartition du travail entre les pays peut concourir au bonheur de l'humanité, c'est pour cette raison que chaque pays doit produire les marchandises pour lesquelles sa localisation, son climat, ses avantages naturels ou acquis sont adaptés. Ensuite ses marchandises seront échangées contre celles que produisent d'autres pays, ***« La théorie de la valeur ou celle de l'échange international suffiraient à asseoir la célébrité de Ricardo. L'auteur des principes a cependant réussi à être reconnu pour des apports dans des***

[45] Lindert, Peter H. Pugel, Thomas A., « *Economie internationale* », Economica, Paris ,1997, P43
[46] Ibidem ;
[47] Jacoud Gilles, Tournier Éric, «*Les grands auteurs de l'économie* », Hatier, Paris,1998, P117.
[48] Ricardo David, « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* », Calmann-Lévy, Paris, 1970, PP. 97-144.

domaines aussi divers que l'impôt, la monnaie ou l'influence des machines. »[49]

2-3 La théorie de HECKSCHER –OHLIN (H-O) :

En situation de libre-échange chaque pays doit se spécialiser dans les domaines ou les couts d'opportunité de la production sont faibles par rapport aux pays partenaires, donc exporter ces biens et importer d'autres. Ce principe a été décliné dans le cadre de la théorie de Heckscher-Ohlin-Samuelson, qui fait reposer les avantages comparatifs sur des différences internationales de dotations factorielles, car la réalité de la mondialisation engagée au lendemain de la seconde guerre mondiale dit le contraire, ou les échanges ont pris place entre les pays partageant des structures économiques très proches. L'image d'un commerce mondial dominé par des échanges Nord-Sud ou les pays en développement exporteraient la matière première et les pays développés des produits manufacturés à plus fort contenu technologique[50]

La théorie la plus généralement accepté de toutes les théories qui ont cherché à expliquer ce qui déterminé la configuration des échanges internationaux, a vu le jour en suède. L'idée fondamentale a été développé par le spécialiste suédois d'histoire économique « Eli Hechscher » en 1919, mais trente ans après une explication d'ensemble claire fut mise au point, par « Bertil Olin » l'élève de Heckscher, «***le théorème Heckscher-Ohlin-Samuelson, part de plusieurs suppositions limitatives, dont celle que les marchés sont parfaitement concurrentiels, que les nations commerçantes ont des gouts et des technologies identiques, que les économies opèrent à plein emploi et que les rendements d'échelle croissants dans la production*** ».[51]

Cette théorie s'énonce comme suit : ***« les biens dont la production requiert l'utilisation d'une forte proportion (de facteurs de production qui existent en abondance) et une faible proportion (de facteurs rares) s'exportent contre des biens dont la production requiert des proportions inverses des mêmes facteurs. Ainsi, indirectement, ce sont les facteurs dont l'offre est abondante qui sont exportés, alors que les facteurs dont l'offre***

[49] Jacoud Gilles, Tournier Éric, Op.Cit. P119.
[50] Crozet Matthieu, « Commerce et géographie, la mondialisation selon Paul Krugman », *Revue d'économie Politique*, Vol 119 , N °4, P514. Voir aussi : Coissard Steven, « Paul Krugman ou la théorie au service de la politique économique », *L'économie Politique,* N° 41,2009, PP 46-57.
[51] Forstater Mathew et Palmer Anna, *« Economie : comprendre les plus grands économistes qui ont marqué notre histoire* », Contre-Dires, France,2013, P80.

est limitée sont importés »[52] d'une manière plus simple les pays importent les produits qui utilisent le plus les facteurs de production qui, chez eux, sont rares.

Hechscher-Ohlin, pour expliquer la configuration des échanges, ils ont commencé par se demander comment que les prix puissent varier d'un pays a un autre avant même d'ouvrir les frontière (sans effectuer les échanges avec d'autres pays).

Ils se basé sur l'idée que les différentes proportions des facteurs qui étaient cruciales en matière de couts comparatifs[53] donc les nations doivent exporter les biens dont la production fait plus intensivement appel à leurs facteurs relativement abondants et à importer des biens dans la production fait plus intensivement appel à leurs facteurs rares.

2-4 Nouvelles théories du commerce international :

Un nouveau courant économique est apparu à partir des années quatre- vingt et KRUGMAN Paul, été l'un des auteurs essentiels qui on marquer cette période, sa nouvelle théorie repose sur le fait que les théories précédentes, présentent des conditions irréalistes du commerce international tel que la concurrence imparfaite et l'absence du rendement croissant, dans ses conditions cette théorie elle ne se présente que comme un complément d'étude de la théorie traditionnelle.

Il va mettre fin à la coupure analytique injustifiable entre les niveaux national et international, il va introduire des explications fondées sur la concurrence imparfaite, le libre-échange selon lui ne doit pas être du « laisser- faire », car l'Etat aurait un rôle important à jouer dans le commerce international, celui de réorganiser le marché en mettant en place des subventions et des tarifs douaniers qui pourrait créer des nouvelles situations de marché, une forme de p5rotectionnisme stratégique[54].

Depuis 1990, l'économie mondiale a connu d'énorme bouleversement dans les flux internationaux de marchandises et de services liés à l'apparition de nouvelles puissances qui modifie la hiérarchie antérieure[55]. Cette période est marquée par une croissance très rapide

[52] Ricardo David, Op. Cit., P.68
[53] Si un mettre de toile coutait deux boisseaux aux Etats-Unis, alors qu'il coutait moins d'un boisseau ailleurs, c'était en premier lieu, parce que les Etats-Unis disposaient, relativement au reste du monde, d'une plus grande quantité des facteurs que la production du blé utilise intensément, et d'une moins grande quantité des facteurs que la production de la toile utilise intensément, voir plus de détail : Lindert, Peter H. Pugel, Thomas A., Op.Cit, P69.
[54] Plus de detail voir le site suivant: www.andlil.com , consulté le 24/02/2019.
[55] Rainelli Michel, Op.Cit., P23.

des exportations mondiales, il y'a donc une croissance très significative de la mondialisation commerciale : les économies nationales sont de plus en plus ouvertes aux échanges internationaux. « ***Krugman met principalement l'accent sur l'importance de la nouvelle géographie économique s'intéressant à l'endroit ou prend place l'activité économique, aux raisons et aux implications de ce fait*** ».[56]

Sous- Section 2 : La mise en place du libre-échange

La libéralisation du commerce est l'élimination de tous types d'obstacle tarifaire qu'il soit ou non tarifaire et cette élimination se fait soit sur la base unilatérale ou bilatérale, multilatérale.

§1 La libéralisation multilatérale :

Le double constat de l'absence d'instance économique internationale de régulation dotée de règles applicable aux échanges commerciaux internationaux, ainsi que le protectionnisme, défavorable à la croissance économique. Ces derniers ont mené la communauté internationale, sous l'initiative des Etats Unis et le Royaume Unis, à organiser un certain nombre de conférences d'où naitra un nouveau système économique multilatéral.[57]

La libéralisation multilatérale est une méthode d'organisation de la libéralisation commerciale, donc un Etat pratique le multilatéralisme lorsqu'il coopère avec d'autres Etats, ou même avec des organisations internationales tel que OMC. Cet Etat ne cherche pas tous seul à réaliser ses intérêts et ses objectifs à l'extérieur de ses frontières[58]

[56] Forstater Mathew et Palmer Anna, Op.Cit, P80.
[57] Saadi Belameri Wassila Amel, Op.Cit,P 2.
[58] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, *« Droit International Economique* », LGDJ, Paris, 1990, P80.

La libéralisation des échanges multilatéraux garantit une plus grande liberté d'accès aux marchés étrangers, l'ouverture des frontières assure aussi la transparence et favorise la concurrence, toute en éliminant les politiques protectionnistes et l'application des principes du libre-échange deviennent des exigences pour améliorer la croissance économique aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale.

Cette coopération internationale est fondée sur plusieurs principes qui vont être présenté et détaillé ultérieurement, cette méthode se traduit soit par la signature d'accord international, ou bien dans un cadre institutionnel (organisation international).

En effet, les accords internationaux touchent pratiquement tous les domaines de la vie sociale, (il existe des principes régissant la fiscalité, les droits de l'homme, la protection des investissements…etc.)[59], il est donc impossible de dire qu'une matière relève du droit international, cependant, nous pouvons simplement dire que le rôle du droit international économique varie selon les relations juridiques qu'il régit.

Il est logique de penser que les Etats coopèrent afin de retrouver une certaine marge de manœuvre politico-économique à l'échelle mondiale et faire face à la mondialisation économique ainsi que la multiplicité des problèmes internationaux issus de cette mondialisation[60]. De ce fait, et afin de régler ces problème le GATT fut le seul instrument multilatéral pendant 50 ans qui avait comme objectif principale garantir le bon déroulement des opérations économiques. En effet, réglementer le commerce international selon une vision multilatérale qui s'inspire bien sur des multiples théories classiques de l'économie.

Ces théories dites classique rejettent toutes les mesures protectionnistes qui encouragent l'économie nationale, car elles estiment que cette dernière n'est pas dans l'intérêt du consommateur, contrairement pour les mesures libre- échangistes qui favorisent la concurrence qui à son tour améliore le niveau de production et diminuer ses couts.

Donc l'ordre international économique actuel repose principalement sur trois axes fondamentaux qui constituent par conséquence l'ensemble du système multilatéral : la liberté des échanges (le principe de libre circulation des produits, des services et même les capitaux), égalité de traitement entre les Etats, et la réciprocité des avantages.[61]

[59] Santulli Carlo, « *Introduction au droit international* », A.Pedone,Paris,2013,P5.
[60] Trépant Inés, « L'organisation mondiale du commerce », *Dossiers du CRISP*, N°63,2005,P09.
[61] Carreau Dominique, Flory thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit, P82

Les Etats s'engagent par le biais de traité international à libéraliser d'une maniéré progressive toutes les transactions commerciales, une libéralisation qui se fait dans un cadre non-discriminatoire, cette libéralisation se fait traduire par l'élimination de tous types d'entraves qu'il soit tarifaire ou non-tarifaire.

La portée universelle des actions de l'OMC lui confère une légitimité incontestable sur les opérations commerciales international, cependant, plusieurs entraves au commerce internationale ne trouvent pas de réponse dans le système multilatéral, c'est pour cette raison que plusieurs opérations économiques plaident en faveur d'une organisation commerciale régionale.

§2 : La régionalisation des échanges :

Conjointement au mouvement de libéralisation multilatérale adopté par l'ensemble de la communauté internationale après la fin de la Seconde Guerre Mondiale et encadré et développé par toutes les institutions économiques mondiale (OMC et FMI). Nous notons l'existence du mouvement de libéralisation régionale qui s'est développé depuis les années 60 et jusqu'à nos jours.[62]

L'un des plus grands défis auxquels les pays en voie de développement sont confrontés ces dernières années est de réussir à des blocs économiques et monétaires, en s'appuyant en grande partie sur la proximité géographique, visant à soutenir leur prospérité économique et leur intégration dans l'économie mondiale[63]. Ces blocs économiques régionaux ont pris une ampleur particulière à partir des années1990.[64]

Il faut savoir que la régionalisation a connu plusieurs phases. Il y a eu d'abord la question, déjà ancienne, de savoir à quelles conditions la mise en place d'un accord régional pouvait être compatible avec les principes généraux du libre-échange et du GATT. Cependant, il fallait aussi, de manière plus pragmatique, trouver des justifications théoriques

[62] Chennouf Sadok, « *Intégration économique internationale : fondements théoriques et expériences cas d'un pays en développement : l'Algérie »,* Thèse de doctorat en Es-Sciences Economiques, Faculté des Sciences Economiques, des Sciences Commerciales, Université d'Oran2, 2015, P 3. Voir aussi : Rakoto-Ramambason Hans Mandresy, « *Intégration régionale et la fiscalité* », Mémoire en vue d'obtention du diplôme maitrise ès- sciences économiques, Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie, université d'Antananarivo, Madagascar,2010. Disponible sur le site : www.univ- antananarivo.mg consulté 26/4/2019.

[63] Douici Naima Hachemi, Op.Cit, P10.

[64] Le développement en Afrique : renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique, in la Conférence des Nations Unis sur le Commerce et le Développement, document disponible sur : www.unctad.org . consulté le 26/02/2023.

à l'application de plus en plus large et systématique de l'article 24 du GATT[65], qui d'exception, tendait à devenir la règle au fur et à mesure de la prolifération des accords d'intégration économique entre un nombre limité de partenaires, remettant ainsi en cause la primauté du multilatéralisme.[66]

On entend par régionalisation la tendance à l'intensification des échanges entre les pays proche géographiquement, nous avons comme exemple les pays développés ont des niveaux de vie globalement comparable, ils ont aussi atteint des stades de développement économique et même technologique similaires, chose qui favorise leur tendance à régionaliser leurs échanges, ***« le terme de régionalisation appliqué à l'économie mondiale signifie que les relations économiques sont plus intenses entre les pays qui appartiennent à une même grande zone géographique (l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Asie du Sud-est) qu'avec le reste du monde. La régionalisation concerne tous les types de flux, ou seulement certains d'entre eux : les biens, les services, les facteurs de production, les capitaux financiers, les monnaies.***»[67],de ce fait, on peut conclure que parfois, la régionalisation est un fait spontané qui résulté par la proximité géographique ou par des liens culturels.

L'intégration économique est définie dans le dictionnaire de l'économie comme étant : « ***Un processus de développement institutionnel des relations commerciales entre plusieurs Etats-nations auxquelles peuvent s'ajouter un certain nombre de politiques économiques communes*** »[68]

Balassa considère l'intégration comme étant un processus destiné dans le but de supprimer les discriminations entre opérateurs économiques (nationaux ou étrangers) appartenant à différents pays ; autrement dit, l'intégration est considérée comme un ensemble de mesures caractérisée par l'absence de toute forme de discrimination entre pays membres de ce processus d'intégration[69].

Ces processus d'intégration régionale sont en phase avec les mutations de l'économie mondiale, les processus d'intégration économique régionale se différencient par leurs degrés

[65] Plus de détail veuillez consulté le site suivant : www.wto.org,
[66] Talahite Fatiha, « intégration économique régionale en méditerranée et dans le monde Arabe : quelle place pour une intégration Sud-Sud », *Revue de Recherche sur l'Economie de la Firme, l'Industrie et le Territoire,* N°1,2013,P79.
[67] Siroen Jean Marc, Op.Cit,P6
[68] Bezbakh Pierre, Gherardi Sophie, Op.Cit, P389.
[69] Chennouf Sadok, Op.Cit, P24.

d'institutionnalisation, ainsi que par leurs élargissement (nombre de pays contractants) …ex, ils peuvent débuter par une simple coopération sectorielle (juste dans un secteur précis) jusqu'aux unions politiques avec transferts de compétences et d'abondants de la souveraineté qui résulte par le fait.

Principalement l'intégration régionale est le résultat de la mise en œuvre de coopération sectorielle, ainsi que des interactions positives territoriales entre les filiales de firmes multinationales, voir même de projets d'envergure régionale (ex des infrastructures, des bassins des fleuves) ou juste des projets transfrontaliers. [70]

Ainsi une intégration régionale ou une simple ouverture qui opère au niveau d'une région (zone géographique) ou d'une zone (un contexte plus restreint qu'une région), cette intégration peut aller jusqu'à l'intégration économique internationale.

Il y a cinq étapes dans le processus d'intégration, chaque étape est un progrès et englobe la phase précédente :

Une zone de libre-échange (ZLE) :

Une zone de libre échange est définie comme étant un ensemble de pays entre lesquels, biens, service, circulent librement. ***« Elle peut aussi n'être qu'une première étape, qu'un tremplin, pour accéder à des niveaux plus élevés d'intégration des marchés, Balassa la définit comme suit : dans une zone de libre- échange, les tarifs douaniers sont abolis ainsi que les restrictions quantitatives entre les pays participants.*** »[71]

A partir de cette définition on peut déduire que les droits de douane et tous type de restrictions quantitatives ne sont que pour ou à l'égard que des pays tiers, mais entre les pays participants les produits et services circule librement autrement dit sans droit de douane ou de restriction quantitatives, cependant chaque pays membre garde son autonomie on se qui concerne sa politique économique interne et sa Politique commerciale à l'égard des pays tiers.

On peut citez plusieurs exemples d'intégration économique, mais le plus marquant reste l'accord de libre-échange nord-américain, connu sous l'acronyme de ALENA, entre le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et le Mexique, en anglais North American Free Trade

[70] Bastidon Cécile, Gbaguidi Ochozias, Ghoufrane Azzedine, Silem Ahmed, Op.Cit,P38
[71] Chennouf Sadok, Op.Cit, P24.

Agreement NAFTA, ce traité est resté juste à ce niveau d'intégration de marchés, quoique ce n'est pas toutes les barrières douanières et commercial qui sont éliminées.

2-1 L'Union Douanière (UD) :

C'est une forme d'intégration encore plus poussée que la zone de libre- échange, elle constitue le 2éme échelon des cinq degrés d'intégration, c'est l'étape ou les pays membre adopte une politique commerciale commune vis-à- vis des Etats tiers, donc le commerce avec les pays tiers est régi par un tarif extérieur unique et une réglementation douanière commune, on trouve qu'il y'a une harmonisation totale des politiques douanière des pays membres.

L'intégration économique à ce niveau reste très partielle à cause de beaucoup d'obstacle à la libre circulation des biens et service et même les capitaux peuvent subsister même après un désarmement douanier, D'où la nécessité de passé à une autre étape plus avancé.

2-2 Le Marché Commun (MC) :

Le marché commun est une étape prolongée de l'intégration régionale, « ***c'est une union douanière qui étend l'accord de libéralisation aux facteurs de production : le travail, le capital financier et technique.*** »[72] , donc en plus de la liberté de circulation des biens et services, le marché commun prévoit la libre circulation des facteurs de production. L'internationalisation des capitaux permettra aux Etats de se financer plus facilement notamment pour les pays en voie de développement signataire des accords de libre-échange.

Un accord de libre-échange tel que l'ALENA, pose les principes d'une libre circulation des capitaux, mais cette libéralisation n'est pas complète parce qu'elle n'est pas étendue au travail, mais dans l'UE, la libre circulation des capitaux est consacrée dans le marché commun, dans le premier paragraphe de l'article 56 du traité instituant la CEE, et toutes types de restrictions aux mouvements des capitaux entre les Etats membres sont interdites. « ***Lors de la création du marché commun européen, beaucoup de producteurs craignaient d'être dépossédés de leurs marchés nationaux par de nouveaux concurrents européens. Mais les gains du marché commun européen ont été suffisamment perceptibles et rapides pour susciter une forte adhésion au processus de libéralisation, de telle sorte qu'un retour***

[72] Siroen Jean Marc, Op. Cit, P16

au protectionnisme entre pays européens parait totalement exclu. »[73].

Il se trouve que la libre circulation des marchandises et des facteurs ne suffit pas dans un marché commun , parce que la concurrence commerciale peut être faussée quand un pays permet à ses entreprises de bénéficier des couts d'exploitation plus bas, en leur accordant des avantages fiscaux, de plus , il existe le risque que les facteurs de production se dirigent vers le pays qui a une politique économique qui offre les conditions plus favorable que les autre pays, ce pays risque de devenir un pôle d'attraction. Pour éviter une telle situation économique (un déséquilibre) qui risque de mettre l'accord en péril et de perturbé la concurrence, il est favorable et même nécessaire d'harmoniser les politique économique (et surtout fiscal) interne des pays membres.

2-3 L'Union Economique (U-Ec) :

L'union économique est une forme plus poussée que l'intégration des marches parce que on ajoute à la libre circulation des marchandises et la libre circulation des capitaux et des facteurs de production, il y a une harmonisation des politique économique et fiscale et même monétaires entre les pays membre.***« L'union monétaire, que l'on peut caractériser par la combinaison de la liberté des mouvements de capitaux et de l'irrévocabilité des taux de change*** »[74], c'est un régime monétaire très adéquat avec les nations économiquement très intégrées.

L'UE a atteint ce degré d'intégration en janvier 2002, ou l'Euro a été adopté comme monnaie commune pour douze (12) des quinze (15) pays membres de l'Union qui est connu sous le nom de la zone Euro (Union économique et monétaire), ainsi définie, l'Union Economique constitue l'étape suprême de l'intégration économique.

2-4 L'Union Politique ou Confédération :

C'est la dernière étape du processus d'intégration économique, elle signifie qu'on va vers une fusion des Etats membres, elle suppose une unification des politiques intérieures et judiciaires communes et même une politique extérieure (étrangère) commune entre les pays

[73] Salin Pascal, Op.Cit, P453
[74] Bismut Claude, Pisani-Ferry Jean, « L'union économique et monétaire : principes et implications », *Revue économique*, N°44,1993,P.122, article disponible sur le site suivant : www.cairn.info , consulté le 14/05/2019.

membres. Autrement dit, les Etats membres abandonnent leur souveraineté dans tous les domaines au profit des institutions supranationale et commune.

Donc quand on n'est dans ce degré d'intégration économique il serait nécessaire d'établir une autorité supranationale qui va de son rôle prendre des décisions et ces derniers doivent être suivis par les pays membres, il y a lieu de signaler que c'est le dernier stade de l'intégration économique, et c'est l'Etat supranationale qui remplace l'Etat-nation.

De ce fait, cette régionalisation qui est appliqué au niveau mondial signifie que les relations commerciales sont plus fortes entre les Etats qui appartiennent à une même zone géographique qu'avec le reste du monde. Ce type d'intégration régionale couvre généralement tous les types de flux.[75]

Cette dernière prend des formes juridiques et institutionnelles variées, avec un objectif principal est de lever des obstacles aux échanges, mais d'une manière générale elle prend soit la forme des ALE ou des UD.

Section 2 : L'élaboration et la mise en œuvre des ALE

L'ensemble des rapports sociaux, ils sont régis par des règles juridiques. A ce titre, les rapports internationaux sont évidemment des rapports sociaux, ces règles juridiques présentent en la matière un caractère particulier en raison de ce que pendant longtemps la vie internationale n'a pas été très dense, mais malgré cela on ne peut minimiser le rôle très important joué par les règles juridiques dans les rapports internationaux.

Ces règles représentent ce qu'on appelle les sources formelles du droit international, l'article 38 du statut de la cour internationale de justice distingue plusieurs catégories de règles juridiques : les traités internationaux, la coutume, les principes généraux et d'autres sources auxiliaires.

Dans cette partie on va analyser le traité international, en exposant les éléments de sa définition et plus particulièrement les accords de libre-échange.

[75] Siroen Jean-Marc, Op.Cit,P5.

Sous-section1 : La conclusion des ALE

Les ALE sont des accords préférentiels, ces accords ont pour objectifs de facilités l'accès aux marchés nationaux, un privilège qui n'est pas concédées aux autres Etats qui ne font pas parties de ce processus. Ces accords dans un premier lieu peuvent apparaitre comme discriminatoires, et ils peuvent aller plus loin et conduire à un transfert de souveraineté nationale au profit d'une instance supranationale dans le cas où cette intégration économique est devenue une intégration politique.

En effet, dans le cadre de l'ouverture multilatérale (l'OMC), tous les échanges économiques sont régit par un principe fondamentale qui est la Nation la Plus Favorisée (NPF),[76] les exportateur des Etats dans le cadre de ces accords bénéficient par le biais de ce principe d'une application d'un tarif douanier le plus favorable, par exemple si un pays de l'OMC fait passer un tarif douanier de 7% sur les importations des ordinateurs américains, il doit appliquer ce tarif à tous les autres pays membres de l'OMC. Cependant, les règles régissant l'OMC tolèrent un nombre important d'exceptions et de dérogations, ces derniers qui vont être exposé ultérieurement.

§1 Typologie des ALE :

Comme déjà exposé un peu plus haut, le traité international constituent l'une des sources de droit[77], il faut savoir qu'il n'existe aucun vocabulaire précis pour désigner les traités internationaux et que des termes tels que : convention, accord, traité, protocole, …peuvent être employés indistinctement.

Cependant, plusieurs constitutions contemporaines utilisent en général deux expressions soit ***« traité*** », ou bien « ***accord*** », dans les articles qu'elles consacrent au droit international, pour désigner ce qu'on appelle globalement en droit « ***un engagement international*** ».

Mais cette incertitude terminologique nous oblige néanmoins à poser une définition afin de déterminer le champ d'application de règles que l'on entend exposer.

[76] Ibid,P10.
[77] Carreau Dominique, « *Droit international* », A. Pedone, Paris,1999,P115.

1- 1 Définition des ALE :

La définition juridique d'un accord international reste constante quels soient les parties contractantes ou bien leurs contenu, tout accord international est un consensus mutuel des parties. Selon Reuter Paul, l'accord international est défini comme étant « un traité est une manifestation de volontés concordantes imputables à deux ou à plusieurs sujets de droit international et destinée à produire des effets de droit selon les règles du droit international » [78], la convention de vienne qui s'applique aux traités entre deux Etats, définie les traités dans l'article 2, paragraphe 1comme suit : « ***l'expression « traité » s'entend d'un accord international conclu par écrit entre Etats et régi par le droit international, qu'il soit consigné dans un instruments unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière*** ».

Selon ces définitions on peut déduire les éléments constitutifs des ALE :

-Le premier élément c'est que l'accord doit être en forme écrite, cet élément est obligatoire d'un traité international, cet écrit se présente sous forme d'un texte ou d'un échange de lettres entre les représentants des gouvernements.

-Le deuxième élément, il faut qu'il s'agisse d'un accord entre sujets de droit international il s'agit uniquement soit des Etats ou les organisations internationales. La Convention de Vienne définit dans son article 3 les traités comme uniquement conclus entre Etats, Mais d'autres types de traités existent également et font l'objet d'une autre convention : la Convention de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales de 1986, qui adapte celle de 1969.

-Le troisième élément c'est que cet accord il a pour but de produire des effets de droit, et bien sur cet accord doit être soumis au droit international.

Donc l'ALE est un traité liant deux ou plusieurs Etats, visant à fixer les conditions de la libéralisation progressive des échanges de bien de services ainsi que capitaux. Une situation ou l'Etat contractant limite d'une manière volontaire sa souveraineté douanière.

[78] Reuter Paul, « *Introduction au droit des traites* », Presses Universitaires de France,1995,P.26, livre disponible sur le site suivant : www.presee.fr consulté le 19/08/2019.

De ce fait et afin d'éviter tout contentieux avec les services douaniers des Etats contractants, on trouve que ces accords fixer quelques définitions de notions essentielles tel que, société, activités économiques, filiale, succursale, produits originaires.[79]

Plusieurs appellations sont utilisées par les pays qui font parties de ce type d'accords, contrairement à la terminologie de l'OMC qui adoptent (accords commerciaux régionaux), pour leur part, les Etats faisant partie de ces accords jouissent d'une grande liberté terminologique en les baptisant d'une manière alternative des accords de coopération économique et des fois un partenariat, et même des fois des accords préférentiels , ou des accords de libre-échange.

Mais, par-delà la variabilité de leur dénomination, tous ces accords qu'ils soient des bi- ou plurilatéraux ont un objectif commun qui est d'octroyer uniquement à leurs parties des préférences consenties d'une manière réciproque. Ces préférences sont dans le but de renforcer l'ouverture de leurs marchés, en garantissant la liberté de circulation des produits, services et capitaux.[80]

1-2 La typologie des accords :

L'objet de toute classification d'acte juridique, que ce soit sur le plan du droit interne ou bien international, qui n'est pas un simple classement est à partir de critères précis, d'essayer de dégager des catégories distinctes d'actes juridiques soumis à un régime spécifique.

Le but des accords internationaux est très diversifié, cependant il est important de distinguer les accords constitutifs des organisations international (comme les accords de marrakech portant création de l'O.M.C, ou bien le traité de Maastricht portant création de l'Union Européenne), des autres types d'accords que ce soit des accords multilatérales ou bilatérales. Cependant, la rigidité inhérente à la procédure multilatérale explique le succès de la procédure bilatérale.[81]

[79] Décret présidentiel N° 05-159 , Op.Cit, P11
[80] Siroen Jean-Marc,Op.Cit,P12.
[81] Groud Thomas Habu, « *Les règles nationales visant les opérations économiques internationales* », In « *Droit de l'économie internationale* », A.Pedone, Paris,2004,P91.

Selon les dernières études [82]les ALE représentent plus de trois quarts des ACP qui sont en vigueur, ce qui signifie que les Etats ont une préférence pour conserver leur personnalité douanière et leur liberté conventionnelle et réglementaire à l'égard des autres États qui ne font pas parties de ces accords. En effet, cette prolifération des ALE est tel qu'il est devenu courant que les États soient partis à plusieurs ALE.

Tel est le cas pour le Canada et des États- Unis qui, après avoir conclu un ALE bilatéral, ont ensuite conçu l'accord de l'ALENA avec le Mexique[83], ou bien un autre cas où, après la conclusion d'un ALE régionale entre la Chine et les pays membres de l'ASEAN en 2005, le Singapour, a opté pour un accord bilatéral avec la Chine en 2008[84] afin d'approfondir le degré d'intégration des normes et principes (essentiellement en ce qui concerne de normes sanitaires et phytosanitaires et des obstacles techniques).

Afin de pouvoir honorer leurs engagements dans le cadre des deux types d'accords, les États généralement prévoient des clauses passerelles dans ces accords, cependant ils peuvent encore ne rien prévoir. Dans ce cas les éventuels conflits pourront se régler en se référents à des règles générales prévues par la Convention de Vienne sur le droit des traités[85].

§2 Etapes de conclusion des ALE :

Comme nous l'avons déjà citez dans le paragraphe précédent, dans l'article deux de la convention de Vienne la définition quel a donné est extrêmement prudente , elle n'authentifie aucune appellation particulière elle laisse le nom de l'engagement conclu entre les parties contractantes à leur entière discrétion, mais elle exige sur le plan de la forme toujours, une limite formelle à la qualification de « traité » : doit être écrit, car le droit international contrairement au droit interne ignore les accords verbaux.

Sur le plan du fond, l'essentiel est que ces accords produisent des effets de droit entre les parties contractantes, car il est envisagé comme produisant des effets de droit, en vertu d'une norme lui étant préexistante , ce n'est pas un simple fait pré juridique, mais au contraire un fait juridique, car le fait est constitué de déclarations de volonté de sujets internationaux,

[82] Warin Thierry, « Accords de libre-échange du XXI siècle : une étude de l'AECG », *L'Europe en Formation*, Vol 3, N°381,2016, PP125-154.
[83] Weintraub Sideny, « *L'impact de l'ALENA sur les relations entre Etats-Unis et le Mexique », In Intégration dans les Amériques dix ans d'ALENA* », Presses Sorbonne Nouvelle, Paris,2004, P221.
[84] Rapport publié par le ministère du commerce de la république populaire de Chine, « La Chine et Singapour lancent des négociations de suivi sur la montée en grade de leur accord de libre-échange bilatéral », disponible sur le site suivant : http: www.french.mofcom.gov.cn , consulté le 21/03/2021.
[85] Santulli Carlo,Op.Cit, P60.

auxquelles la norme préexistante rattache des conséquences juridiques correspondant à la volonté déclarée, donc l'accord qui affirmerait simplement des positions, des vœux ou des intentions « politiques », ne serait pas un accord.

Cependant, la Convention de Vienne se rapporte uniquement aux accords entre Etats, elle reconnait dans l'article 3 que des accords internationaux peuvent être conclus avec d'autres sujets du droit international ou même entre ces sujets du droit international, pour cette raison qu'on a employé ici même le terme le plus large est celui d'accord, la convention de Vienne a employé le terme « ***Traité*** », pour désigner seulement, un accord international conclu entre Etats en forme écrites et régi par le droit international, mais sans exclure que les règles qu'elle propose s'appliquent aux autres accords internationaux.[86]

Les accords de libre-échange se classe dans la catégorie des traités internationaux, car ils sont conclus entre Etats, et ces derniers adhère à ce type d'accords dans le cadre de leur stratégie de développement économique et la libéralisation du commerce extérieur, afin d'améliorer la compétitivité de leurs firmes nationales et améliorer leurs accès aux marchés étrangers toutes en encourageant la libre circulation des produits et service et voir même les capitaux (investissements).

Comme déjà énoncé , la Convention de Vienne 1969, avait comme but de trouver des solutions aux problèmes qui posent en tenant compte de l'évolution récente de la pratique des traité, cette convention n'est entre en vigueur que le 27 Janvier 1980, elle comprend huit parties et une annexe, les partie porte sur la conclusion et l'entrée en vigueur des traités, le respect et l'application et l'interprétation des traités, l'amendement et la modification des traités, les dépositaires, notifications, corrections et enregistrement. Son article 4 est réservé formellement à l'application des règles énoncées dans la convention, auxquelles les traités seraient soumis en vertu du droit international.

L'accord de libre-échange c'est des actes conventionnels écrit par excellence, revêt, en général une grande solennité, car il marque l'engagement international de l'Etat, il faut savoir qu'il existe des règles internes, d'origine constitutionnelle, qui précisent les conditions sur lesquelles l'Etat peut être amené sur le plan international.

[86] Bastid Suzanne, « *Les traités dans la vie internationale* », Economica, Paris,1985,P45.

De manière général la conclusion des accords internationaux, en particulier les accords bilatéraux commerciaux, c'est un processus qui est composé de trois phases successives : négociation, signature, et ratification, cependant ces phases peuvent changer selon les législations nationales.

2-1 **Selon le droit interne algérien :**

Les conventions constituent une source de droit international et ont une force supérieure au droit interne. La recherche par les Etats à l'adhésion au système économique libérale, ainsi que leurs soucis permanent du paraitre en Etats respectueux des droits de l'homme ainsi que les standards internationaux en ce domaine, ont poussé des Etats (notamment africains) à adhérer aux traites internationales, et à faire évoluer leurs positions pour ce qui est de la place des traites internationales dans leur ordonnancement juridique national [87] .

Et la question de la place des accords internationaux dans l'ordonnancement juridique d'un Etat a beaucoup suscité l'intérêt des juristes, mais pour ce qui est de l'Algérie « ***cette perspective n'a pas été véritablement empruntée jusqu'ici. En effet, il n'existe pas d'étude précise de la pratique conventionnelle algérienne*** »[88]. On pourrait penser que l'étude de supériorité du traité international sur la juridiction nationale n'offre pas grand intérêt et ne soulève pas d'interrogation, pourtant les choses ne sont pas aussi simples.

Il faut noter que l'Algérie a ratifié la Convention de Vienne sur le droit des traités[89], et en vertu de l'article 27 de cette convention : « ***une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité*** ».

L'Algérie n'a formuler aucune réserve sur cet article, on déduit de cet article qu'un traité international est supérieur au droit interne, et que la question de la supériorité des accords internationaux ne soulève pas d'interrogations sérieuses et pourtant la réalité est loin d'être aussi simple, car l'imprécision des règles de droit et l'instabilité et les nombreuses révisions de la constitution algérienne rond la question plus complexe.

[87] Kanoun Nacira, Taleb Taher, « De la place des traités internationaux dans l'ordonnancement juridique national en Algérie », *Revue critique de droit et science politiques,* Vol 4, N° 2, P39.
[88] Laraba Ahmed, « Le droit conventionnel Algérien », *annuaire de l'Afrique du nord,* N °33, Paris,1994,P349.
[89] Décret n°87,222 du 13 octobre 1987 portant adhésion avec réserves à la convention de vienne sur le droit des traites, conclue le 23 mai 1969,J.O.R.A, N°42,1987.

« ***La place des traités vis-à-vis de l'ordre juridique est la question la plus traditionnellement discutée et autour de laquelle s'ordonnent les débats qui partagent les grandes écoles international*** »[90].

L'Algérie est un pays méfiant à l'égard des règles de droit international, il a reconnu pour la première fois le principe de primauté du traité international sur la loi interne, dans la constitution de 1989. Mais malgré cette reconnaissance l'article 123 ne l'étend pas à n'importe quelle règle de droit international car il l'a limité uniquement pour les traités qui sont introduits dans l'ordre interne par ratification.

Le même principe a été reconnu dans la nouvelle constitution de 2020, car selon l'article 91 c'est le président de la république qui conclut et ratifie les traites internationales, mais avant toutes conclusion, généralement elle est précédée par une langue période de négociation.[91]

C'est à la lumière du cadre constitutionnel qu'on constitue qu'il y a aucune distinction juridique entre les différentes sortes de traités, « ***quel que soit le domaine, un seul mode d'engagement de l'Etat est consacré, celui de leur ratification par le président de la république. En d'autres termes, la catégorie des traités en forme simplifiée, engageant l'Etat algérien par le simple jeu de la signature y est introuvable.*** »[92].

En revanche pour une certaine catégorie de traités explicitement et exhaustivement énumérés par la constitution et qui sont les accords d'armistice et les traités de paix, leur ratification nécessite le recueille de l'avis de la cour constitutionnelle et ils sont soumis immédiatement à l'approbation expresse de chacune des deux chambres du parlement. Il y'a donc lieu de déduire que la constitution algérienne prévoie deux catégories de conditions de ratification des accords internationaux par le président de la république.

La première catégorie concerne la ratification des accords de paix ainsi que les accords d'armistice qui exige l'avis du conseil constitutionnel en plus de l'approbation expresse par les deux chambres du parlement. La seconde catégorie regroupe tous les autres types de

[90] Mahiou Ahmed, « La constitution algérienne et le droit international », *Revue générale de droit international public*, N°2,1990, P435.
[91] Décret présidentiel N°20-442, du 30 décembre 2020, relatif à la promulgation de la révision constitutionnelle adoptée par référendum du 1 er novembre 2020, J.O.R.A, N°82, du 30 décembre 2020, PP2-42.
[92] Laraba Ahmed, Op.Cit, P351.

traités quel que soit leur objet et que le président ratifie sans aucune intervention d'une autre institution.

Généralement c'est les textes constitutionnels qui sont sollicités.la conclusion des conventions internationales est coïncidée avec la signification du terme élaboration qui recouvre toutes les étapes procédurales par lesquelles passe la future convention, de la négociation comme première procédure, jusqu'à l'entrée en vigueur comme une dernière procédure.

Le constituant algérien semble retenir le sens étroit du terme conclusion, l'article 91 alinéa 12 de la nouvelle constitution algérienne[93]dispose en effet que le président de la république « ***conclut et ratifie les traites internationaux*** », mais avant la conclusion de ces accords, généralement elle est procédée par une langue période de négociation[94].

2-2 Selon le droit international :

Cependant sur le plan international, la procédure de conclusion des accords de libre-échange reste d'une très grande souplesse, car le droit international est beaucoup moins formaliste que le droit interne, puisqu'il laisse le choix aux Etats pour exprimer leur consentement à être liés. En général il existe cinq phases classiques dans la procédure internationale qui mène à la conclusion d'un accord de libre-échange

2-2-1 La négociation :

Sur le plan du droit les accords internationaux quel que soit leur type, (Bilatéral ou multilatéral) ne soulève pas une difficulté particulière. Ces accords vont être négociés par les représentants des Etats, c'est des personnes qui ont reçu officiellement de la part de leurs Etats le plein pouvoir pour négocier l'accord.

Le droit international est d'une très grande souplesse et beaucoup moins formaliste que le droit interne dans ce qui est des négociations d'accords international[95], le choix est laissé aux pays et c'est ce que l'article II de la Convention de de Vienne.

La durée des négociations varie selon l'importance de l'accord et aussi selon les

[93] Décret présidentiel N°20-442, Op.Cit, P03.
[94] Ais souhila, « Les conventions internationales en droit fiscal », Thése de doctorat, Faculté de droit, université d'Oran, 2010,2011, P 75
[95] Carreau Dominique, Marrella Fabrizio, « *Droit international* », A.Pedone, Paris,2018, P164.

nombres des Etats participants. L'étape de négociation a toujours pour but d'aboutir à un texte qui puisse rencontrer l'accord des participants. Il est évidement plus simple de n'en utiliser qu'une seule langue ou le texte de l'accord sera établie, de nos jours on utilise là l'anglais comme langue diplomatique dans les relations internationales.

Les négociations de traité internationaux peuvent durer plusieurs mois voire même plusieurs années, elle se termine par l'adoption du texte du traité, selon l'article (9.1) et (9.2) de la Convention de Vienne sur le droit des traités 1969.Le texte d'un traité multilatéral négocié au sein d'une conférence intergouvernementale peut être adopté par le consentement de tous les Etats participant à son élaboration, ou encore à la majorité des deux tiers des voix des Etats présents et votants, à moins que ces Etats ne décident, à la même majorité d'appliquer une règle différente.

Les négociations des traités commerciaux internationaux est marqué par la coexistence de deux faits, le premier c'est que les négociations se font toujours sur le plan multilatérale (OMC), le deuxième c'est qu'il existe un plan régional où se font ces négociations des accords qui sont généralement bilatéraux.

Des accords commerciaux qui sont par nature discriminatoires, ces derniers qui se généralisent de plus en plus, de nos jours il existe plus que 279[96] de ces types d'accords qui sont vigueur, et même les pays membres de l'OMC font partie à au moins un accord de ce type.

Les négociations commerciales multilatérales qui se font dans le cadre de l'OMC se distinguent de celles à thème ciblées, car elles impliquent plusieurs thèmes. Ces négociations sont encadrées par les normes et principes qui régissent l'OMC tel que le principe de réciprocité ou bien la NPF[97], afin d'assurer le respect de ces accords, ces derniers sont consolidés par des procédures de règlements des différends.

Les négociations des accords régionales ont un effet limité sur les pays qui peuvent bénéficier du régime préférentiel, car dans les ALE ou les Etats qui font partie de cet accord appliquent par exemple un tarif douanier nul aux importations qui sont d'origine des autres Etats qui font parties de cet accord mais un tarif positif aux importations des autres Etats qui

[96]Constant Karine, Domingues Patrick, Duchêne Gérard, Guilin Amélie, Kablan Sandrine, Lenain Patrick, Lochard Julie, « *Economie Internationale* », Vuibert, Paris, 2018, P320.
[97] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P103.

ne font pas partie de cet accord.

2-2-2 La signature :

Le traité est définitivement fixé après son adoption, le texte n'est plus susceptible de modifications, sauf à ré ouvrir toute la procédure une fois la négociation terminée. [98]Il doit être authentifié il doit y avoir un acte ultérieur pour certifier que le texte est exact et authentique, est c'est ce que l'article 10 de la Convention de Vienne stipule.

Cependant, pour ce qui est des accords commerciaux, ainsi que d'autres accords plus techniques tel que les accords de coopération scientifique, en général la simple signature des pays parties est suffisante sans autre procédure[99].

En effet, ce n'est pas le droit international qui détermine quel est le type d'accords avec lequel l'Etat doit choisir un mode de consentement à être liée, mais c'est au droit interne, l'Etat s'engage selon la pratique constitutionnelle qui est en vigueur.

2-2-3 La ratification (acceptation) :

La convention de vienne utilise indifféremment ces trois expressions (ratification, acceptation, approbation) qui sont équivalentes dans la pratique actuelle. La ratification des accords est une procédure postérieure à la signature, elle vient pour donner aux traité leur pleine validité, celle-ci est réglée par les ordres juridique internes, c'est à dire l'approbation donnée au traité par les organes internes compétents désignés par la constitution pour engager internationalement l'Etat.

Le droit international n'impose aucune obligation de ratification, tous dépendent de la volonté des Etats participants, « ***la responsabilité internationale de l'Etat ne saurait ici être engagée sauf en cas de flagrant délit, de mauvaise foi ou d'abus de droit*** »[100].

La ratification a une double nature, car elle est considéré au même temps comme étant un acte interne et international, cependant ces actes sont indifférent l'un envers l'autre.[101] En

[98] Carreau Dominique, Marrella Fabrizio, Op.Cit,P164.
[99] Benchikh Madjid, « *Droit international public* »,Casbah, Alger,2016, P402.
[100] Ibid, P110
[101] Le bœuf Romain, « La double nature de la ratification des traités : observations sur les discordances entre les procédures constitutionnelles et internationales », *Revue française de droit constitutionnel*, Vol 3, N°107,2016, P602.

effet, le droit interne (constitutionnel) le prévoit selon la perspective des relations entre les prérogatives de l'exécutif et les prérogatives du législatif, mais pour ce qui est du droit international il est indifférent aux nuances des lois internes de chaque pays, et le manquement aux règles interne n'empêche pas un accord international de produire ses effets sur le plan international.

De ce fait, avec le développement du parlementarisme, et la croissance du pouvoir législatif, la ratification a permis au parlement de contrôlé les relations extérieures, donc l'accord ne peut entrer en vigueur et engager internationalement l'Etat qu'après sa ratification.

La ratification est la phase la plus déterminante, elle transforme le projet de texte du traité en engagement définitif, c'est la date de l'échange des instruments de ratification pour un accord bilatéral, ou du dépôt des instruments dans le cas des accords multilatéral (pour les accords réalisé en forme solennelle), qui marque le point de départ des effets juridiques (engagements), mais quand en est phase a des accords en forme simplifiée, la phase de ratification est exclus car ses accords en forme simplifiée le point de départ pour les engagements juridique des Etats contractants, sont marqué par la signature.

Cependant le droit international, ne sanctionne pas l'Etat qui refuse de ratifier un accord qu'elle a déjà signée, cette solution découle du caractère non obligatoire de la procédure de la ratification.[102]

Des lors, l'Etat qui refuse de ratifier un accord qu'elle a signé, ne saurait voir engager sa responsabilité internationale, cet Etat n'a pas commis aucun manquement à ses obligations en vertu du droit international.

2-2-4 L'entrée en vigueur des accords de libre-échange :

Pour que les dispositions de l'ALE deviennent du droit positif et s'intègrent dans le cadre juridique international, il faut que les conditions de son entrée en vigueur soient remplies. D'une manière générale bien avant l'entrée en vigueur d'un ALE certaines de ses dispositions ont déjà acquis le statut de normes et règles de droit international des échanges économiques.

[102] Horchani Ferhat, Op.Cit, P132.

L'entrée en vigueur d'un ALE a pour effet une validation juridique pour les Etats parties de cet accord de l'ensemble des dispositions de ce dernier.[103] L'élément de temporalité existe toujours dans la vie d'un ALE, car il passe par plusieurs étapes de son adoption jusqu'à son entrée en vigueur, ainsi tout le temps d'avant son entrée en vigueur à rendu possible la validation des règles codifiée déjà par l'OMC. En revanche, pour les autres règles non coutumières c'est l'entrée en vigueur qui a permis à ces règles de devenir de droit contraignant pour les parties de cet accord.

Le droit international n'imposant aucune condition particulière, d'ailleurs la convention de vienne ouvre en ce domaine de large possibilités de choix pour les parties contractantes aux termes de l'article 24, cependant le troisième alinéa de cet article, met l'accent sur une distinction extrêmement importante[104],C'est qu'un accord peut ne pas être obligatoire pour tous les Etats signataires, il ne rentre en vigueur que si les conditions déjà prévus sont remplies, et que les Etats contractants auront exprimé leur consentement définitif à être liés.

Selon l'article 32 de la Convention de Vienne les Etats contractants sont complètement libre de décider quand leur accord va rentrer en vigueur, cependant ils n'entrent en vigueur qu'après la ratification et ils doivent être appliqués par les autres parties[105].

Une certaine loyauté de comportement est exigée de la part des Etats qui ont participé à l'élaboration de l'ALE, cependant cette obligation de loyauté de comportement qui est une obligation établie par la coutume internationale dès l'entrée en vigueur de l'accord à partir du principe de bonne foi n'est pas une tâche facile à déterminer.

Sous-section2 : Les effets de la conclusion d'un accord de libre-échange

Tous les accords ont pour objectif de produire des effets de droits entre les pays parties de cet accord, généralement est de crée des obligations dans leurs rapports mutuels ou simplement de s'engagé à suivre une règle de conduite poser par cet accord.

D'une manière générale l'accord n'engage que les pays partis et n'a d'effets que sur ces derniers, cependant l'effet de cet accord peut s'étendre à d'autres pays par le biais du principe de la NPF, ou les pays partis de cet accord s'engagent à étendre les préférences déjà accordées aux pays qui n'ont pas signé cet accord. En outre à raison de leurs objectifs certains

[103] Reuter Paul, Op.Cit,P 62.
[104] Dupuy Pierre-Marie, « *Droit international public* »,Dalloz, Paris,1993,P195.
[105] Horchani Ferhat, Op.Cit, P141.

accords créent un état juridique qui comporte à l'égard d'autres pays qui ne font pas parties de cet accord certains effets de droits.

La conclusion d'ALE dans le cadre multilatérale a permis d'étendre les effets de l'accord sur une basse conventionnelle, la technique de l'adhésion supposant la volonté expresse du pays adhérent, permet ainsi d'aboutir non seulement à des accords d'ordre régional mais plutôt des accords quasi universels.

§1 Effets de conclusion des ALE entre les pays parties :

Selon l'article 26 de la Convention de Vienne, un accord a pour effet de créer des règles juridiques ainsi que d'engendrer des droits et obligations, et cet accord doit être exécuter de bonne foi, comme on la déjà vu le caractère propre d'un accord est d'associer d'une manière étroite un acte juridique et une norme posée par cet accord, et comme l'accord représente la volonté des parties , ses effets les concernes en premiers lieu c'est pour cette raison que la question de l'interprétation de l'accord est importante, car avant l'exécution de l'accord il faut déterminer ce qu'ont voulu les parties.

C'est par le biais d'interprétation de l'accord qu'on peut conclure si l'Etat a respecté les obligations dégagées par l'accord ou non. Selon la cour internationale de justice (CIJ), l'interprétation d'un accord est en déterminant les définitions de ses termes et la portée de ses obligations sur les Etats parties.[106]

Selon le principe de primauté de droit international sur le droit interne, de ce fait, toute interprétation contraignante pour l'Etat prévale sur le droit interne, sur le plan interne la détermination du sens d'un accord passe par les cours nationales et ces dernières qui engagent la responsabilité de l'Etat et l'obligations de l'exécution de l'accord.

1-1 L'exécution de l'accord par l'Etat :

Après la signature de l'accord on l'introduit dans le droit interne, par le biais d'une publication que fait le pouvoir exécutif dans le journal officiel, dans le cas d'une absence de publication de la part de l'Etat pour l'accord ne le délie pas de ses obligations internationales. Cependant les tribunaux refusent l'application d'un accord dans l'ordre interne s'il n'est pas

[106] Lieby Thomas, « Quelques réflexions sur l'interprétation des conventions internationales du travail par le juge national », *Revue internationale de droit économique*, Vol 34, N°01,2020,P 6.

publier dans le journal officiel.

Les dispositions de l'accord déterminent la zone territoriale de l'application des normes posées par ce dernier, selon l'article 29 de la Convention de Vienne c'est tout le territoire qui est mis en cause[107], de ce fait il est important de souligné aussi et de savoir que l'application des normes de l'accord dans le temps c'est les parties de l'accord qui le décide, il n'existe aucune limite vers le passé ou vers l'avenir.

Afin de garantir l'exécution de l'accord beaucoup de techniques qui se sont développées, tel est le cas où la garantie de l'exécution est donnée par un Etats tiers[108], pour cette technique elle est utilisée généralement dans les accords d'une grande importance politique pas dans les ALE.

Les autres accords ou la garantie d'exécution est l'action collective (le pacte de la société des Nations « SDN » prévoit dans son article 16[109]), et une autres catégories d'accord qui utilise la technique de privation de droits et d'avantage ou carrément l'établissement d'une sanction, et il y'a aussi le recours au contrôle permanent d'un organe, ces différentes techniques ont été établis afin d'organiser un contrôle sur les conditions dans lesquelles un accords international soit effectivement appliqué par les Etats parties.

1-2 La supériorité de l'ALE sur le droit interne :

De différentes positions sont adoptées par les Etats en ce qui concerne la hiérarchie des normes internationales et internes, pour certaine Etats c'est le droit interne qui est supérieure au droit international alors que pour les autres c'est le contraire. C'est la politique de l'Etat est son évolution qui est exprimer généralement dans la constitution qui détermine le rapport entre les lois interne et internationales.

Il y'a de plus en plus de pays qui affirme la supériorité de l'accord international sur la loi interne, cette tendance s'est confirmée dans plusieurs pays en développement (tel que l'Algérie[110] et la Tunisie[111]) surtout après leurs ouvertures au marché international,

[107] Reuter Paul, Op.Cit, P91.
[108] Bastid Suzanne, Op.Cit,P136.
[109] Voir plus de détail sur le pacte des SDN, consultéz le site suivant : www.ungeneva.org consulté le 20/03/2021.
[110] L'article 154 du Décret présidentiel N°20-442, Op.Cit, P36.
[111] L'article 32, de la constitution Tunisienne affirme le principe de supériorité des traités internationales sur la loi interne.plus de détail sur la constitution international, veuillez consulté le site suivant : Bejeoui Imed,« La constitution Tunisienne du 27 Janvier 2014 et le droit international conventionnel : les

cependant, pour le Maroc ce dernier continue à passer sous le silence ce principe de la supériorité du droit international sur le droit interne.

D'une manière générale, une fois l'ALE est ratifiée et publié dans le journal officiel, il acquiert une prééminence sur la législation interne, et cette supériorité elle peut avoir plusieurs conséquences.

En effet, les ALE rende inefficace l'application d'une loi douanière ou une loi fiscal préexistante lorsque les dispositions de cette dernière est moins favorable pour les opérateurs économiques (que ce soit des exportateurs ou importateurs, résidents ou non-résidents), ainsi qu'une nouvelle loi (douanière ou fiscal) postérieure à l'ALE ne peut guère écarter l'application de ses dispositions sauf bien sur si ses dispositions sont plus favorable aux opérateurs économique.

§2 Effets de conclusion des ALE à l'égard des tiers

La règle connue est que l'accord international ne produits pas d'effets qu'entre les Etats parties, car la réglé qui régit tous accords internationaux est fondé sur l'échange de consentement des Etats parties.

Cependant les confusions qui entourent le fondement de l'effet obligatoire de ces accords internationaux, et même le fondement de l'effet obligatoire des règles générales surtout NPF, font que ces derniers peuvent conduire à que l'accord produit des effets à l'égard des tiers.

La Convention de Vienne fait une distinction entre l'Etat partie, et l'Etat qui a consenti à être lié par l'accord, ainsi que l'Etat tiers qui n'est pas partie de l'accord[112], une distinction qui est fondamentale car elle a de très lourdes conséquences.

Selon le droit international la règle est l'effet relatif des accords internationaux qui est une conséquence de la souveraineté des Etats, cependant dans la pratique il existe toujours des exceptions et le droit international contemporain nous amènent à de nouvelles, plus spécialement les accords multilatéraux, et c'est ce que l'article 34 le confirme[113], cependant les obligations et droits produites par un accord international pour un l'Etat tiers doivent être

controverses alimentéed », *Revue internationale de droit comparée*, article disponible sur le site suivant : www.persee.fr , consulté le 22/03/2021.

[112] Bastid Suzanne, Op.Cit, P143.

[113] Benchikh Madjid ,Op.Cit, P416.

avec leurs consentement. En revenant vers l'article 34 de la Convention de Vienne on peut développer les situations ou les Etats tiers sont concerné par un accord international, des cas qui sont qualifié d'exceptionnelles, ces cas sont :

2-1 Le principe de la Nation la plus Favorisé (NPF) :

Une disposition dans un accord international peut produire d'effet à l'égard des Etats tiers, et la particularité des accords régissant les échanges économiques est que plusieurs Etats peuvent s'engager de ces accords qui régissent diverses questions.

Dans ce type d'accord les Etats peuvent s'accorder des avantages mutuels que l'un d'eux viendrait à accorder un Etat tiers[114]. Des avantages accordés par quelques Etats dans le cadre d'accords pour certains Etats qui peuvent constituer des obligations pour les autres. Cette clause a joué un très grand rôle historiquement, car elle permettait d'étendre un système conventionnel dans une période où les accords multilatéraux n'existaient pas.[115] Cependant l'application de la clause devient difficile si le niveau de développements des Etats est différent.

Pour résumer le concept on va le schématiser de cette manière, dans le cas ou deux Etats concluent un ALE ou il reconnait la clause de NPF et fixent dans le cadre de cet accord un tarif douanier de 5% pour les produits industriels des deux parties. Un Etat parmi ces Etats quelque temps après va conclure un ALE avec un autre Etat dans lequel les droits de douane relatifs aux produits industriels sont fixé à 4%, malgré que l'autre Etat est une personne tierce a ce dernier ALE, il peut demander son application à son égard.

En effet, de la présence simultanée des deux accords, il découle que le bénéficiaire aura droit à un traitement qui est fixé par un accord auquel il n'est pas parti, les avantages sont procurés par les accords dans la mesure où ces avantages sont concédé par l'autre Etat. Ce principe de la NPF a été rappelé dans plusieurs affaires [116] dans la Cour de Justice

[114] Reuter Paul, Op.Cit, P121.
[115] Bastid Suzanne, Op.Cit, P146.
[116] La CIJ a été saisi dans plusieurs affaires concernant la NPF , tel que l'affaire des ressortissants américains au Maroc dans l'arrêt 27 aout 1952, P192, ou les USA a conclu un accord avec le Maroc qui contenait la clause de la NPF, le Maroc avait signé d'autres accords avec d'autres Etats ou il accordé des avantages en matière de juridiction consulaire, ainsi les USA a prétendaient à la consolidation de ces avantages via la clause de la NPF, mais puisque l'accord qui donné ces avantage a été supprimé la clause ne suffisait pas pour faire bénéficier les ressortissants américains ; ainsi que l'affaire de l'Anglo-iranian dans l'arrêt du 22 juillet 1952, p109, voir plus de détail sur ces affaires sur le site suivant : www.icj-cij.org consulté le 25/02/2021.

Internationale (CIJ), cette dernière estime que l'accord qui contient cette clause est un accord de base duquel découlent des avantages que peut demander l'Etat intéressé.

2-2 **Obligations à la charge des Etats tiers :**

Les juristes qui s'intéressent aux accords internationaux, ainsi qu'à ses règles qui les régissent, savent qu'une grande évolution s'est produite dans cette discipline, cette dernière qui a des implications sur la nature ainsi que le fondement du droit de ces accords, avec l'explosion du mouvement de la conclusion des ALE. En effet, les observateurs considèrent que ces ALE peuvent déclencher au bénéfice des Etats tiers les règles de la responsabilité internationale.

Selon la règle générale les Etats ne peuvent en aucun cas voir naitre une obligation issue d'un accord international dont elle ne fait pas partie, cependant l'article 25 et 37 de la Convention de Vienne dispose d'exception pour cette règle générale, car cette obligation ne peut être établie pour un Etat tiers sauf si cette dernière accepte expressément cette obligation.

Par ailleurs, après avoir accepté cette obligation aucune partie contractante ne peut révoquée ou même modifiée sans le consentement de toutes les parties de l'accord.

En effets, les Etats tiers qui ne sont pas parties d'un ALE ne sont pas tenus d'honorer ou de respecter les obligations en termes de réduction tarifaire ou d'harmonisation de réglementation fiscal, cependant ces Etats peuvent être affectée si l'un des pays signataire d'ALE constitut un partenaire économique essentiel car les normes qui va mettre en œuvre dans le cadre de cet ALE va constituer un obstacle au commerce pour ce pays tiers.

Ainsi ces Etats tiers vont subir une pression afin d'harmoniser leurs politiques commerciales et leurs réglementations fiscales afin de maintenir des relations commerciales bénéfiques, effectivement, ces obligations de ces ALE peuvent servir même de modelé afin d'être adopter par ces pays tiers dans d'autres ALE.

Chapitre 2 : Interaction entre les ALE et l'OMC : opposition ou complémentarité

La mission principale pour laquelle l'OMC a été créé est le contrôle des pratiques commerciales des Etats membres ainsi que de veiller sur le bon déroulement des négociations multilatérales, ces accords constituent le seul régulateur des échanges commerciaux internationaux.

Cependant depuis une vingtaine d'années on assiste à l'émergence de nouvelles formes d'ouverture économique qui sont régit par un autre type d'accord, on parle ici d'intégration régionale, des accords conclus dans un cadre régional qui sont encadrer par des ALE, une forme qui pourrait remettre en question l'efficacité ainsi que l'utilité de tout ce système multilatérales de l'OMC d'où l'importance de déterminer l'interaction entre ces ALE et l'OMC.

Section 1 : Les ALE et l'OMC entre coopération et compétition

Le droit international joue un rôle ambigu dans le domaine de l'économie, les instruments juridiques qui encadre ces échanges économiques internationaux sont incomplet. Cette ambiguïté est due principalement à la présence de deux principales méthodes d'encadrement de ces échanges économiques en apparence contradictoires. La première qui a pour mission de dompter déséquilibre dû à la libéralisation multilatérale et globalisé, la seconde qui est la prolifération des ALE bilatéraux ou multilatéraux.

Sous-section1 : Les ALE une exception légitime du multilatéralisme

Juste après la deuxième guerre mondiale, le GATT a fixé un cadre général afin de gérer le commerce mondial, et juste après l'OMC a pris le relai, un cadre qui assure un traitement équitable et juste pour tous les Etats membres, ainsi qu'une élimination de tous les obstacles tarifaires à cette liberté de circulation des biens et services.

Cette libéralisation des échanges est gérée selon un nombre de règles et principes qui assure le bon déroulement des échanges ainsi que ce traitement équitable pour tous les Etats membres, cependant il existe des dérogations à ces principes, des dérogations qui laisse apparaitre des blocs de libéralisation régionale, une libéralisation qui permet d'aller au-delà d'une élimination des obstacles tarifaire voir l'éliminations de tous types d'obstacles même les non- tarifaires.

§1 : Les ALE une tendance bilatérale plutôt que multilatérale

Les relations économiques internationales sont fixées par le GATT (puis l'OMC) depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette organisation, son objectif est de mettre tous pays membres de manière équitable, afin de s'unir tous pour une élimination des obstacles au commerce ainsi que de faciliter le commerce entre ces pays. Un contexte du commerce dit traditionnel qui implique l'ensemble des pays membres à réduire de leurs barrières douanières en négligent tous les traités bilatéraux au profit d'une politique multilatérale.

Depuis la création de l'OMC, cette dernière autorise les pays membres d'aller plus loin ainsi elle leurs permet de s'intégrer dans des blocs économiques régionaux (former des zones de libre-échange) en autorisant une exception pour la clause de la nation la plus favorisée.

D'importants accords de libre-échange se sont mis en place hors de l'OMC tel que l'UE, et l'Alena et l'Asean[117], ces nouveaux accords de libre-échange s'inscrivent dans une dynamique d'un nouvel ordre du commerce mondial qui veut aller au-delà de la réduction des tarifs douaniers, et supplées ces réductions avec celles des mesures non-tarifaires.

Les négociations d'accords régionaux de libre-échange constituent le pivot du renouvèlement de l'OMC surtout après les années 2000, ou il y'a eu l'échec du round de Doha.[118] Car cette prolifération des ALE n'a pas grand- chose à avoir avec d'encadrement du GATT 1947 qui avait comme but de minimiser les dérogations au principe de la Nation la plus favorisé. L'OMC pour elle a ajouté des clarifications sur l'interprétation de l'article XXIV[119], cependant, aucune amélioration n'a été apportée aux règles déjà existantes qui s'appliquent aux accords de libre-échanges d'ordre régional.

D'une manière générale, les ALE sont plutôt bilatéraux que multilatéraux, surtout les nouveaux accords dit des ALE de nouvelle génération, ces derniers qui sont considéré comme étant l'évolution institutionnelle principale de la mondialisation de l'économie.

[117] Deblok Christian, « Accord commerciaux : entre coopération et compétition », *Politique Étrangère,* N°04,2012, P820.
[118] Rainelli Michel, « *L'organisation Mondiale de Commerce* », La Découverte,Paris,2011,P88.
[119]Cattaneo Olivier, « Comprendre le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha : son contexte, ses enjeux, ses perspectives », *Les Etudes du CERI*, N°92,2002, article disponible sur le site suivant : www.sciencepo.fr consulté le 02/02/2020.

Ce caractère bilatéral est pour une raison principale, dans ces accords l'ambition est d'aller au-delà d'une simple lutte contre les barrières tarifaires, mais plutôt de lutté contre tous les autres obstacles non-tarifaires, ainsi et avec leurs spécificité libérateur ces accords bilatéraux offrent une meilleure possibilité d'incorporation des clauses de la NPF.

Ces ALE de nouvelle génération doivent cohabiter tous leurs systèmes (principes et règles) avec le système multilatéral, en effet, l'OMC coopère avec ses Etats membres pour conférer ces accords. Avec ce type d'accord on assiste à un retour aux négociations commerciales bilatérales, ainsi qu'une annulation de la majorité des barrières non-tarifaires.[120]

Les zones de libre-échange ont été créées pour impulser les relations économiques entre les Etats signataire d'ALE, notamment en faveur du libre- échange ainsi que la réalisation d'investissements. La particularité de ces accords réside dans la présence en son sein des pays développés ainsi que des pays en développement, certes on retrouve cette présence dans l'OMC, cependant cette dernière n'est pas une organisation régionale, elle est mondiale.

Durant la période de l'opposition entre le camp des capitalistes et le camp des socialistes, un nombre important des pays qui ne voulaient pas adhérée à l'OMC, car ils ne souhaitaient pas respecter les règles de libre-échange, cependant l'adhésion de ces pays socialistes à cette organisation est un révélateur des transitions des politiques économiques internes et internationales de ces pays.

De ce fait, l'OMC représente le triomphe de l'économie de marché par le nombre de pays sous-développés adhérents, cependant cela ne signifie pas que ces dernières peuvent désormais coopérer dans tous les domaines, mais un caractère régional permet de mieux connaitre l'état et la nature des relations entre les membres d'un ALE régional et permet ainsi de coopérer d'une manière plus efficace.

Les ALE permettent aux Etats partenaires de s'octroyer des conditions exceptionnelles voir préférentielles dans le cadre des échanges économiques, ces accords sont réciproques ou ne pas l'être car l'accord peut engager qu'une seule partie tel est le cas pour l'UE qui offrent à ces partenaires quelques avantages sans réciproque, et afin d'intensifier le taux des

[120] Bianquis Gaspard, « Les nouveaux accords de libre-échange », *Regards croisés sur l'économie,* N°21, article disponible sur le site suivant : www.cairn.info ,consulté le 23/05/2021.

échanges commerciaux ses Etats partenaires s'engagent à baisser les barrières tarifaires et non tarifaires.

Ces avantages ou bien préférences doivent être négociés entre les pays parties de l'ALE, ce système d'une zone de libre-échange devait constituer une violation aux règles et principes de l'OMC, cependant et comme nous l'avons soutenu précédemment le principe de non-discrimination n'est pas compatibles avec le fait de traitement égal de tous les pays du monde ni avec le fait de maximisation du revenu par le biais d'une répartition des richesses mondiales, de ce fait l'exception est prévu par l'OMC en faveur des zones de libre-échange et des Unions douanière.

Le principe de réciprocité sur lequel repose le système de l'OMC, représente une dynamique mercantiliste[121]où tous les pays qui souhaitent son taux d'exportation elle est obligée d'importer davantage. Ce système a été adapté facilement en ce qui concerne les produits (marchandises), mais pas pour les services, car les pays en développement n'été pas motivé par l'accès aux marchés locaux des pays développés qui été très avancé dans ce domaine.

De ce fait le développement dans ce domaine n'a pas atteint l'objectif principale que les Etats ont tracé dans le cadre des accords de l'OMC, par conséquence, celles-ci ont donc pris la voie des ALE bilatérales, des accords qui permettait d'avoir plus de concessions et d'engagement de la part des pays partenaires en ce qui concerne les services, des concessions et des engagements qui garantissent une meilleure libéralisation des services. Des accords qui viennent pour remédier les lacunes et l'absence de négociations faite par l'OMC du fait de l'agonie du cycle de Doha[122].

L'UE est resté pendant longtemps très prudente à l'égard du bilatéralisme[123], cependant de nos jours elle est devenu le principale promoteur des ALE bilatéraux, son penchant pour ce type d'accord s'inscrit dans la particularité du contenu de ce type d'accord, qui touche de plus en plus une plus grande tranche de domaines (les marchés public, la propriété intellectuelle..), ces derniers qui n'étaient pas couvert par les accords

[121] Plus d'information sur le mercantilisme voir : Spector Céline , « Le concept de mercantilisme », *Revue de métaphysique et morale,* N°39,2003,PP289.309. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 02/05/2021.
[122] Rainelli Michel, *« L'Organisation mondiale du commerce »,* Casbah, Alger,1999, P45.
[123]Tancréde Voituriez, « L'Europe maitrise-t-elle ses accords de libre-échange agricole », *in « le demeter2020 »*, P82, disponible sur le site suivant : https://hal.science/hal-02567930/document , consulté le 12/05/2021.

multilatérales, des accords qui se limité à l'échange des biens et services. Cet élargissement des domaines couvert par les ALE, a beaucoup de conséquences que ce soit sur le plan économique ou socio- politique des Etats.

§2 L'articulation entre l'OMC et les ALE :

Avec la mondialisation, les Etats à eux seuls ne pouvaient pas assurer la stabilité des relations économiques internationales qui représente le gage du développement. Un recours aux normes juridiques multilatérales est devenu donc indispensable. Autrement dit, il fallait « ***mettre de l'ordre*** » dans le commerce international.

Sur le plan mondial, les deux développements majeurs en matière libéralisation économique sont la libéralisation du commerce international des biens et services grâce au GATT/OMC, ainsi que la libéralisation des marchés financiers et des opérations de change[124]. L'OMC favorise l'ouverture des marchés nationaux par le biais des négociations entre États, en limitant leurs interventions dans les transactions économiques internationales.

Une analyse du texte de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce signé le 30 octobre 1947 (G.A.T.T. de 1947), qui est considéré à juste titre le fondement juridique de la construction de l'OMC nous permet de distinguer deux grands principes sur lesquels se fondent les échanges commerciaux internationaux[125].

Il s'agit du principe de la protection douanière exclusive qui rassemble plusieurs éléments fondamentaux tels que la légalisation sur l'élimination et la réduction progressive des droits de douane, et l'interdiction de principe des barrières non tarifaires, Quant au deuxième principe, est celui de non-discrimination, il prévoit l'égalité de traitement entre les produits tout en distinguant le traitement de la nation la plus favorisée, du traitement national.

L'OMC fonctionne selon des négociations entre États dans la perspective d'ouverture des marchés, reliant les intérêts nationaux. En revanche, la liberté de commerce dépend du respect des règles établies. Dans le contexte de l'OMC, sa stratégie implique des négociations gouvernementales pour l'ouverture du marché national en échange de l'ouverture des

[124]Behrens Peter, « L'établissement des régles du marché mondial : de l'ouverture des marchés territoriaux aux régles communes des marchés globalisés », *Revue internationale de droit économique*, Vol°03,N°04,2003,P354.
[125]Ghenadie Radu, « *L'origine des marchandises : un élément controversé des échanges commerciaux internationaux* », Thèse de doctorat en droit, Université Piérre Mendés, France, 2007,P03

marchés étrangers.

Cependant, les gouvernements ici ne sont pas nécessairement alignés sur les intérêts des exportateurs étrangers.[126] Les intérêts des opérateurs nationaux, favorables à des politiques protectionnistes, sont mieux organisés que ceux des partisans du libre-échange. De plus, les inconvénients de la concurrence étrangère sont évidents, tandis que les avantages sont médiocres, seuls les consommateurs profitent du libre-échange.

Les intérêts favorables au libre-échange et les consommateurs nationaux constituent un groupe politique qui façonne la politique d'ouverture commerciale. La réciprocité, principe central de l'OMC, lie l'ouverture des marchés étrangers à l'ouverture nationale. Elle favorise une alliance internationale en faveur du libre-échange. La prévalence des intérêts antiprotectionnistes dans les gouvernements de l'OMC dépend de l'ampleur de l'ouverture des marchés nationaux.

En somme, la réglementation économique internationale pour l'ouverture des marchés nationaux résulte moins des négociations internationales que d'une volonté politique interne et d'une coordination entre les intérêts favorables au protectionnisme et ceux favorables au libre-échange.

Malgré que ces ALE tente de respecter et d'intégrer les règles et principes de l'OMC dans leurs clauses, de ce fait, il est important de savoir si les ALE que ce soit les accords bilatéraux ou régionaux renforcent-ils le système commercial multilatéral gérer par l'OMC ou le freinent-ils.

Sur le plan économique l'OMC les ALE régionaux sont moins bon que les ALE multilatéraux car dans le cadre d'ALE régionaux ils se base beaucoup plus sur la spécialisation des pays[127], cette dernière qui se base sur les tarifs et pas sur les avantages comparatifs. Cependant il est primordial de savoir que 60% du commerce mondiale se réalise au sein des ALE, principalement dans les quatre zones de libre-échange : la zone de libre-échange européenne (l'UE), l'ALENA, l'ASEAN, et le Mercosur.[128]

[126] Ibid, P356.
[127] Labaronne Daniel, « les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins », *Monde en développement*, Vol 3, N°163, 2013,P102,
[128] Loic Girard, « *Les intégrations régionales, l'Union Européenne et après* », Pedone , Paris,2015, P112.

Le principe fondamental sur lequel repose tout le système des échanges multilatéraux est l'élimination des barrières commerciales entre tous les pays membres de l'OMC, ces barrières devraient être réduites conformément au principe de la nation la plus favorisée. Par conséquence aucun pays des pays membre de l'OMC ne devrait être désavantagé en raison du régime commercial d'un autre pays membre.[129]

Cependant, une exception très importante à cette règle est constituée par les accords de libre-échange, où l'élimination ou les réductions tarifaires s'appliquent uniquement aux pays signataires de l'accord. Cette exception est prévue par l'Article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) pour le commerce des marchandises, et par l'Article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) pour ce qui est du commerce des services.

Au sein de l'OMC, il existe deux types d'accords commerciaux régionaux, les unions douanières, ainsi qu'une zone de libre-échange, pour ce qui est du premier type (Union douanière), les Etats signataires de ce type d'accord élimine tous les droits de douane, ainsi que les autres barrières aux échanges, ainsi ces Etats appliquent un droit de douane identique à l'égard des pays tiers.

Dans ce type d'accords les négociations sont plus compliquées que les négociations des autres types d'accords de libre-échange, car dans les unions douanières tous les pays membres de cette union doivent se mettre d'accord pour ce qui est de la politique douanière à mettre en œuvre à l'égard des pays tiers.

Pour ce qui est du deuxième type, ici les pays signataire d'accord en formant une zone de libre-échange, ces pays éliminent progressivement tous les droits de douane ainsi que toutes les autres barrières aux échanges entre elles, mais dans ce type chaque pays est complétement libre d'appliquer des droits de douanes de son choix à l'égard des autres pays qui ne font pas partie de cet accord.

Ces accords qui ont pour but de créé une zone de libre-échange sont à la fois des ALE et des Accords d'intégration économique (AIE).[130] Ces deux types d'accords mettent en place un cadre dans lequel les pays signataires peuvent négocier des engagements bilatéraux

[129] Carreau Dominique, Juillard Patrick, Op.Cit, P319.
[130]Calderon Angel J, Tangas Jim, « Libéralisation des échanges, accords régionaux et implications pour l'enseignement supérieur », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur,* N°18,2006, P112.

régissant leurs échanges économiques.

Outre le commerce des biens et des services, les accords de libre-échange traitent régulièrement des questions en relation avec la protection et la promotion de l'investissement ainsi que les marchés publics et voir même la politique de la concurrence. Ces sujets ne sont pas encore régis par des règles définies par l'OMC.[131]

L'OMC par le biais de sa réglementation n'impose pas explicitement l'inclusion de clauses portantes sur des domaines pratiques tels que l'harmonisation des normes techniques ou la coopération douanière dans les ALE. Cependant, leur intégration peut significativement faciliter les échanges entre les parties, ainsi que de manière plus générale au sein de la zone de libre-échange.

A travers plusieurs textes (accords) le droit de l'OMC prévoit des procédures et des conditions de fonds (règles et principes) qui encadre les ALE, ces derniers doivent respectés ses conditions afin qu'elle soit considérée comme par l'OMC.

Cet encadrement est prévu par le GATT 1947 et l'OMC1994, ainsi que par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), pour tous le commerce des biens et services, en effet, un encadrement spécifique réservé aux pays en développement qui est aussi fondé sur la clause d'habilitation de 1979[132]. Selon cette dernière tous les pays en développement qui font partie de l'OMC ne sont pas concerné par le principe de la NPF lorsqu'ils concluent les ALE en vue de l'élimination des droits de douane en ce qui concerne le commerce des biens mutuellement, tous s'inscrivent dans un système de dérogation au principe de non-discrimination.

L'article XXIV du GATT, qui a été complété en 1994 par un Ad article XXIV confirme que le droit de l'OMC ne constitue pas un obstacle à l'établissement des zones de libre-échange ou des unions douanière entre les parties contractante de l'OMC cette exception pour les ALE.

Ce dernier article ainsi que l'article V de l'AGCS a prévu un ensemble de procédures de formes et de fond, qui constituent des conditions de licéité des ALE, un encadrement pour les dérogations au principe de non-discrimination, qui constitue un système juridique des

[131]Carreau Dominique, Juillard Patrick, Op.Cit, P320.
[132]Duboz Marie-Line, Houser Mattheiu, « L'absence d'une définition précise de la notion de pays en développement », *Mondes en développement,* Vol 3, N°163,2013, P116.

accords d'intégrations économiques régionaux.[133]

Selon l'art XXIV §7, et l'art V du GATS, les membres de l'OMC sont tenus de notifiée l'OMC dans le cas où ils désirent d'entrer dans une zone de libre- échange ou d'une Union-douaniére, le Conseil du commerce des marchandises dans le cas où l'accord traite sur le commerce des marchandises ou bien le conseil du commerce des services lorsque l'ALE comporte des dispositions qui concernent le commerce des services, ces Conseils vont saisir un groupe de travail.

La notification de l'OMC selon l'art XXIV §7 les pays partie d'un ALE ne doivent pas attendre l'entrée en vigueur de l'accord pour que ce dernier soit notifié à l'OMC. De ce fait, malgré que les négociations aillent échapper au contrôle de l'OMC, l'accord éventuel lui est notifié[134].

Cependant, pour ce qui est des ALE signé par les PED à cause de la clause d'habilitation leur notification va être adressé dans un délai indéterminé au comité du commerce et du développement[135]. Selon l'art XXIV §4, les ALE doivent être un facteur qui stimule et facilite la circulation de tous les biens et services, ces zones de libre-échange ne doivent pas constituer en aucun cas un bloc protecteur.

Sous-section2 : Le multilatéralisme avant le régionalisme

De nos jours, les ALE, ne constituent pas un substitut à l'ouverture économique multilatérale, en effet, dans les années quatre-vingt l'abaissement unilatéral de certains pays de leurs tarifs puis l'adhésion au GATT, des facteurs qui ont constitué le ralliement de ces pays à l'ouverture commerciale multilatérale, ce dernier a alors rendu l'existence des ALE et toutes l'intégration régionale économique possible.

Dans un premier temps les ALE ont jouer le rôle d'alternative car les tentatives d'une libéralisation économique dans un cadre multilatérale ont échoué, et ces accords se présenté comme une alternative aux carences de ce système.

[133]Eichenlaub Alix, « Interaction entre Organisation Mondiale du Commerce et intégrations régionales, opposition ou complémentarité », Rapport de recherche, Université Paris II,2022,P21, disponible sur le site suivant : www.ihei.assas-université.fr , consulté le 22/03/2023.
[134] Siroen Jean-Marc, Op.Cit ,P72.
[135] Duboz Marie-Line, Houser Mattheiu, Op.Cit,P117

§1 Les accords régionaux vs multilatéralisme :

Les ALE figurent parmi les plus anciens phénomènes de coopération commerciale entre les pays du monde, et les découvertes archéologique en Egypte nous le confirmes[136], et depuis le temps les pays les plus développé sont toujours les plus ouverts au commerce mondiale, cependant ces ALE constituent une exception au multilatéralisme, car l'objectif de ce dernier n'est pas uniquement de promouvoir le développement d'une seule région ou une zones mais plutôt de l'ensemble du monde chose que n'assure pas les ALE.

De ce fait, les relations économiques mondiales ont vocation depuis toujours à ne pas prendre en considération les frontières juridiques et politiques entre les pays, et c'est ici qu'intervient le rôle des ALE afin d'encadrer ces relations[137]. Les frontières pour elles constituent un frein pour la continuité des différents échanges commerciaux internationaux, cependant sur le plan juridique et économique elles apparaissent de plus en plus artificielles à cause des zones frontalières ou de toutes les intégrations régionales.

Les Etats ont recours le plus souvent à ce type d'intégrations régionale ce recours à cause de deux facteurs, l'un est géographique, l'autre est politique. Car cette coopération commerciale entre les pays est une nécessité pour leur développement économique. Dans un premier temps les zones de libre- échange été des zones naturelles qui s'est créé sur la base de la réciprocité des échanges entre les Etats.

Cependant et avec la mondialisation cette intégration économique régionale s'est institutionnalisé, une mondialisation qui repose sur un principe primordial qui est la concurrence[138]. Afin que cette dernière fonctionne il faut éliminer tous obstacle qui peut empêcher son fonctionnement d'où l'origine de l'institutionnalisation du libre-échange.

Le principal acteur qui a encadré le libre-échange est le GATT, et l'OMC actuellement, les règles et normes de cette dernière s'appliquent sur tous les territoires des parties contractants comme le droit international les délimite spatialement par des frontières d'Etat. Cette institution reconnait l'existence d'un trafic frontalier auquel ses principes et réglé doivent le facilité et ne pas faire d'obstacles[139], économiquement, les Etats seuls ne peuvent

[136] Eichenlaub Alix, Op.Cit,P 12.
[137] Carreau Dominique, juillard Patrick, « *Droit international économique* », L.G.D.J, Paris,1998,P282
[138] Crochet Alain, *« Mondialisation et régionalisation, les déterminants exogénes de l'ALENA », in « Intégration dans les Amériques, dix ans d'ALENA* », Presses Sorbonne Nouvelle,Paris,2004,P138, disponible sur le site suivant : www.books.openedition.org , consulté le 11/05/2022.
[139] Carreau Dominique, juillard Patrick, Op.Cit, P283.

pas constituer à eux seuls satisfaire leurs besoins en grande quantité et au moindre cout, c'est pour cette raison que les Etats opte pour une intégration économique régionale.

Assurer les besoins économiques des citoyens locaux n'été pas uniquement la seule justification des Etats pour recourir à une intégration régionale, car même le fait d'assurer la paix été l'une de ses raisons, ici on peut citer l'exemple de *Robert Schuman*, dans sa déclaration ou il a proposé la création de la Communauté européenne de charbon et d'acier faite le 9 mai 1950 : « ***La mise en commun des productions de charbon et d'acier … changera le destin des régions longtemps vouées à la fabrication des armes... La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible*** »[140].

Ainsi l'intégration économique régionale permettrait une interdépendance des pays constituant en effet un intérêt supérieur à tout conflit armé. De ce fait, on peut dire que les accords portant sur l'intégration régionale sont plus anciens que les accords multilatéraux.

L'argumentaire économique ainsi que sécuritaire en faveur de regroupement d'Etats dans le cadre d'intégration économique régional, il existe d'autres arguments politiques qui sont aussi en faveur de cette intégration[141].

Généralement, une intégration économique aboutie à une intégration politique entre les pays partenaires, et cette intégration politique constitue le garant d'une meilleure coopération économique.

La base sur laquelle repose les négociations d'intégration régionales bilatérale et Le vecteur principale sur lequel repose la libéralisation régionale est le principe de réciprocité et répondent ainsi aux besoins économiques du moment des pays. Chose qu'on ne trouve pas dans les négociations multilatérales ou de nombreux obstacles à l'échange commercial on leurs ne trouvent pas de solutions sur le plan multilatéral, alors qu'une élimination de ces obstacles et de prendre des engagements plus profonds dans un cadre bilatérale est beaucoup plus facile.

[140] Gerbet Pierre, « La genèse du plan Schuman, des origines à la déclaration du 9 mai 1950 », *Revue française de sciences politique*, 1956,P4, article disponible sur le site suivant : www.persee.fr , consulté le 12/03/2022.
[141] Carreau Dominique, juillard Patrick, Op.Cit, P283.

De ce fait on peut dire que le régionalisme se présente ici comme une intégration approfondie et le meilleur moyen afin d'éliminer tous types d'obstacles telles que les différences des réglementations des pays.

§2 Les ALE réponse aux carences du multilatéralisme :

Depuis l'apparition des accords régionaux, ces derniers ont beaucoup évolué, que ce soit quantitativement ou qualitativement, en effet le nombre des ALE a exposé dans le monde depuis leurs apparition,[142] les pays développés sont le plus souvent qui signe ces accords, car ils espèrent par le biais de ces accords assurer un accès préférentiel aux marchés internationaux, afin de faire avances les intérêts économiques sur le plan international.

La particularité de ces accords c'est qu'ils offrent des normes et des mécanismes particuliers dans le cadre de leur régulation des relations commerciales. Alors que la libéralisation multilatérale actuellement est empêtrée surtout après les appelés à l'abandon du cycle de Doha[143], de ce fait, les la voie d'ALE bilatéraux ou régionaux sont de plus en plus privilégie.

La mise en place de ces ALE est passé par trois périodes depuis son apparition, la toute première elle se caractérise d'être guidés par les choix politique plus qu'économique (période des années cinquante) et c'été des accords fermés, chose qui a causé leurs échecs. La deuxième c'est lorsque le mouvement de régionalisation a commencé à la fin des années 1980 jusqu'aux 1990, ici les ALE ont pris une nouvelle forme car leur objectif est la création des zones de libre-échange sur le plan régionale et l'élimination de tous les obstacles aux échanges.

En fin la troisième période ou les ALE sont connues sous l'appellation d'accords de nouvelle génération, c'est des mégas accords qui dépasse la vision régionale car mêmes les pays qui n'ont pas de liens géographiques adhère à ce type d'accords, tel que les accords avec l'UE.

[142]Deblock Christian, « Les nouveaux accords commerciaux régionaux », *Revue Québécoise de droit international*, hors série,2021, article disponible sur le site suivant : www.sqdi.org , consulté le 13/03/2022.
[143] Mkimer-Bengeloune Leila, « *Modélisation des barrières non tarifaires et leurs impact sur les échanges internationaux : une application aux pays méditerranéens* », Thèse de doctorat en Sciences économiques, école doctorale société méditerranéenne et Sciences humaines, 2013,P52.

Au cours de ces dernières décennies, une nouvelle forme de compétitivité touche tous les pays du monde, c'est la constitution de blocs d'intégration régionale économique, sous forme d'ALE sous l'impulsion des grandes puissances économiques tel que les États-Unis, ou l'UE, ces blocs d'intégration sont avec la participation des pays en développement.

Cette prolifération de ces ALE a donné naissance au phénomène de la régionalisation des échanges économique, ces accords donnent des solutions les mieux adéquats aux obstacles qui entravent les échanges surtout en matière d'obstacles non tarifaire.

Le champ de négociation dans les ALE est élargi et l'adaptation de ses règles régissant les échanges dans le cadre de ces accords aux transformations et évolutions de l'économie mondiale est plus facile que dans un cadre multilatéral. Ainsi les Etats signataires d'ALE créent une grande zone d'interconnexion qui facilite la libre circulation des produits et services et cela en assurant un axée préférentiel à cette zone.

Les ALE actuellement ne suffit pas de négocier l'accès libre des produits et services (champ uniquement commercial) mais leurs domaines qu'ils couvrent fait l'objet de sujets limitrophes tel que l'environnement la circulation des personnes et leurs différent droits, propriété intellectuelle...etc.

L'absence de complémentarité entre les Etats adhérents à l'OMC est à l'origine de l'échec de l'ouverture économique multilatérale, la crise de dette qu'a connu les pays en développements en 1980 a fut la révélatrice des lacunes de ce système multilatérale. Depuis les années 1980, l'économie mondiale a connu des transformations structurelles intenses, avec un enchevêtrement des économies locales (national), ainsi qu'un déplacement l'équilibre des pouvoirs économiques. De ce fait, les pays se sont lancés alors dans un système d'éliminations des entraves à la libre circulation des biens et services d'ordre étatique.

En effet, avant le cycle d'Uruguay les Etats adhérant au GATT, pensaient qu'à l'élimination des obstacles tarifaires, donc la coopération été juste pour réduire les droits de douanes, il faut attendre le cycle d'Uruguay pour mener des négociations afin d'éliminer les obstacles non-tarifaires[144]. Cependant dans les négociations des ALE l'élimination des obstacles non-tarifaires constituent un axe important de ce type d'accord et l'aboutissement

[144] Rainelli Michel, Op.Cit, P69.

a des résultats réel été plus facile que du cadre multilatéral.

En effet, dans une approche multilatérale, les Etats se spécialisent selon leurs avantages comparatifs, donc la spécialisation se fait selon le domaine d'excellence. Cependant sur le plan régional la spécialisation se fait selon les tarifs douaniers appliquent par les Etats partenaires de l'ALE et la protection régionale.

Plusieurs facteurs non économiques ont contribué dans l'évolution permettent ainsi aux ALE de s'imposer à côté du système multilatérale qui été dominé par les pays développé. En effet les années 1990 ont connu beaucoup d'évènements surtout fin de l'interventionnisme de l'Etat dans la vie économique, ainsi que la facture de division est-ouest.

Dans son rapport la Banque Mondiale fait en 2000 a mentionné que cette période est marquée par la prolifération des blocs commerciaux[145]ces derniers sont considéré comme les principaux vecteurs de développement des relations économique internationale. De ce fait les ALE sont devenu rédacteurs de règles et ne constitue pas une menace pour le système multilatérale car ils ne sont plus des coupeurs de tarifs douaniers.

Il faut savoir que l'OMC ne s'intéresse pas aux accords d'une simple coopération économique, qui ont pour objectifs de crée une institution internationale tel que l'OCDE, mais plutôt aux accords qui sont destinés à réaliser plus qu'une intégration de plusieurs économies d'Etats participants. Effectivement, selon le grand impact l'OMC s'intéresse aux grands accords visant à créer une zone de libre-échange ou une Union douanière, et le point commun entre ces deux étapes d'intégration économique est l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires sur l'ensemble de leurs échanges commerciaux.

Généralement une intégration régionale met en place un ordre juridique spécifique, un ordre juridique différent à celui du droit national, un système inter-étatisme qui mit en priorité la coopération internationale entre les partenaires.[146]

[145] Altaf Anjum, Dilinger Wiliam R, Evenett Simon J, Fay Marianne, Henderson john Vernon,Kenny Charles J, Wu weiping, Yusuf Shahid, « Le développement à l'aube du XXie siécle », Rapport de la banque mondiale 1999-2000, disponible sur le site suivant : https://documents.banquemondiale.org/ , consulté le 22/06/2021.

[146] Arséne Landry Nguena Djoufack , « Le droit international public et les processus d'intégration en Afrique occidentale et centrale », *Revue droit public*, N°6, 2022, P1723.

L'encadrement des échanges commerciaux internationaux par l'OMC n'a pas pu réussir sa principales qui est d'éliminer le néoprotectionnisme, car malgré il a pu éliminer certaines de ses pratiques tel que les tarifs douaniers ou même les quotas, ces pratiques se sont remplacés par d'autres pratiques plus opaques, qui sont sur le plan économique plus néfastes, comme par exemple l'autolimitation des importations et constituent ainsi un vrai obstacle aux échanges.

De ce fait, les ALE peuvent constituent le meilleur cadre afin de réduire les obstacles non tarifaires dans la perspective d'une libéralisation commerciale efficace. Les ALE ils sont plus dans une perspective classique mais ils vont plus loin d'une simple libéralisation classique, car non seulement ils incluent dans leurs éliminations les obstacles tarifaires et non tarifaires, mais aussi ils couvrent plusieurs domaines tel que la propriété intellectuelle, l'agriculture qui est souvent protéger sur le plan interne avec très pratiques protectionniste avec une possibilité d'harmonisation de réglementation entre les pays partenaires.

Les ALE au sens de l'OMC, se sont multipliés, cependant les négociations commerciales multilatérales piétinent, de 1947 jusqu'au 1993, aucun autre accord n'a été conclu à part les huit Rounds qu'on connaît[147].

Les ALE aujourd'hui couvrent un champ de vision beaucoup plus large que celui que couvre l'OMC, avec des dispositions qui vont au-delà des dispositions qui sont prévues par l'OMC.[148] Les ALE que ce soit bilatéraux entre deux pays ou multilatéraux avec un groupe de pays se présentent ainsi comme une alternative et une substitution au multilatéralisme.

Section 2 : L'OMC supervise les ALE un encadrement ou un frein

Depuis la création du GATT, en 1947[149], toutes les relations commerciales au niveau international étaient régies par ce dernier, jusqu'au 1er janvier 1995[150], la date de l'entrée en vigueur de I 'Accord de Marrakech, signe le 15 avril 1994, après la clôture des négociations du cycle de l'Uruguay qui en débutée en 1986. Instituant ainsi un système intègre de règles qui a comme objectif de régir et de stimuler les échanges commerciaux internationaux, en

[147] Siroen Jean-Marc, Op.Cit, P13
[148] Mkimer Bengeloune Leila, Op.Cit, P56.
[149] Signé le30 octobre 1947 cet Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce vingt-trois Etats l'on signées en premier lieu, ce dernier n'a jamais été soumis à la ratification des parlements nationaux car il était conçu dans un premier temps comme un arrangement provisoire, en attendant l'entrée en vigueur de la Charte de La Havane, Racine Jean-Baptiste, Siiriainen Fabrice, « *Droit du commerce international* », Dalloz, Paris,2007, P27
[150] Ibid, P28.

appliquant les accords multilatéraux, ainsi que l'examen des politiques commerciales des Etats parties et règlement des différends.

La simplification de l'analyse de l'OMC et ses accords va nous permettre de prendre conscience plus aisément de l'impact limitatif et non limitatif produits par l'encadrement des règles de l'OMC sur les accords de libre-échange.

A la fin des années quatre-vingt l'Algérie a opté pour une libération de son économie, ainsi elle a fait le choix d'ouvrir son économie à l'économie de marché. La participation à la mondialisation est devenue une priorité des autorités algérienne, de ce fait, elle à déposer sa candidature pour adhérer au GATT en juin 1987puis l'OMC en 1996cette démarche s'inscrit dans le cadre de son ouverture. Cependant, cette accession qui s'inscrit dans ce processus d'ouverture est confrontée a beaucoup d'entraves dont on va analyser.

Sous-section1 : L'OMC, un libre-échange institutionnalisé

Avec la mondialisation des échanges, l'OMC apparait comme symbole représentatif et principale de cette mondialisation des échanges économiques (produits et services), elle est le moteur principal de la régulation du commerce international. En effet, elle est qualifiée d'autorité de régulation à vocation mondiale, ces membres c'est les Etats, ces derniers représente les sujets du droit de l'OMC et le commerce international, dans ses secteurs principaux (l'échange des marchandises et service, l'agriculture 0ainsi que la propriété intellectuelle) en est l'objet. En effet, Comme notre propos se rapporte aux ALE.

Il serait logique de remonter à l'origine des institutions économiques qui ont contribué à sa mise en œuvre qui est l'OMC. Malgré que la première mission de l'OMC pour laquelle elle a été créé est la gestion des échanges économique international l'OMC et cela depuis une vingtaine d'année[151]connait des difficultés à la réalisation de sa mission.

§1 La consécration d'un système libre-échangiste organisé :

Dès la création du GATT, le droit international régissant le commerce multilatéral, ce dernier possède une organisation institutionnel unique qui est le GATT, cependant beaucoup de lacune ont été enregistré dans la gestion de cette institution pour le commerce international d'où la création de l'OMC. Cette institution représente un cadre juridique régissant le

[151] Abdelmalki Lahsen, Sandretto René, « *L'OMC et la régulation du commerce international en danger ?* », *in « Regards croisés sur l'économie* », La Découverte, France, 2017, P131.

commerce international.

Du GATT à l'OMC :

Dans notre étude nous partons de l'idée centrale que l'OMC s'inscrit comme un acteur principal dans le champ du développement du commerce multilatéral, et c'est au nom de ce multilatéralisme que l'OMC renforce la discipline commerciale afin de pouvoir normaliser et harmoniser les conditions juridiques et économiques du commerce international.

La fondation d'institutions spécialisées ayant pour but de libéraliser les échanges internationaux est récente, au regard de l'histoire des relations économiques internationales, elles s'expliquent par les enseignements tirés des désordres qu'a connus l'économie mondiale dans l'entre-deux-guerres.[152]

Les accords de « Bretton Woods » signés en juillet 1944 par 44 pays dans le cadre de la conférence de Bretton Woods aux Etats Unis a donné naissance au Fond Monétaire International (FMI), ainsi que la Banque International pour la Reconstitution et le développement (B I R D) ou la Banque Mondiale.[153]

Au moment où se déroulaient les négociations sur la charte de la Havane[154], à Genève se déroulait une autre conférence qui a abouti à un autre accord portant sur la réduction des barrières tarifaires qui a pris le nom du GATT[155] (General agreement on tarifs and Trade), en français accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, appelé accord général. Dont l'objectif principale est d'assurer le respect de principes permettant une concurrence loyale entre les nations ainsi que de mettre en œuvre un processus continu de libéralisation du commerce international.[156]

Lors de l'entrée en vigueur de l'accord général en 1948, les préoccupations dominantes étaient la reconstruction des économies qui avaient souffert de la guerre ainsi que le retour à

[152] Rainell Michel, Op.Cit, P5.
[153] Fereydouna Khavand, « *Le nouvel ordre commercial mondial : du GATT à L'OMC* », Nathan, Paris, 1995, P51.
[154] La charte de Havane a été adoptée par 53 pays le 24 mars 1948 devait donner naissance à l'O.I. S, mais cette naissance n'a jamais vu le jour pour une simple raison c'est que le congrès des Etats Unis à refuser de ratifier, le jugeant trop protectionniste, voir plus de détail sur l'impact de cette charte sur la mondialisation sur : Dutilleul Francois Collart, « *La charte de la Havane, pour une autre mondialisation* », Dalloz, Paris,2018, P53.
[155] Voir plus de détail sur le GATT, veillez consulté le site de l'OMC : www.wto.org , consulté le 04/01/2021
[156] Rainell Michel, Op,Cit, P22.

un libre échange mondial fondé sur le traitement de la nation la plus favorisée.[157]Cet accord est devenu le seul instrument multilatéral régissant le commerce international de 1948 à 1995 [158], jusqu'à la création de l'OMC.[159]

Dans le but de faire face au protectionnisme des années 1930, 23 Etats décidèrent en 1946 de négocier la réduction et la consolidation des tarifs douaniers, cet ensemble de règles commerciales et de concessions tarifaires est devenu l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, entré en vigueur en janvier 1948, le GATT est resté de 1948 à la création de l'OMC en 1995, la seule organisation multilatérale régissant le commerce international[160].

Cette organisation a été destinée à favoriser la réduction substantielle des tarifs douaniers et autres entraves aux échanges et à l'élimination des discriminations en matière de commerce international.

Le principe du GATT consistait à élargir les relations commerciales établies à l'origine entre deux partenaires par l'extension de la clause de la nation la plus favorisé. Définie par l'article 1er de l'accord général : tous avantagent, faveurs, privilèges ou immunités accordés par une partie contractante a un produit originaire ou à destination de tout autre pays seront, immédiatement et sans condition, étendus à tous produit similaire originaire ou à destination du territoire de toutes les autres parties contractantes[161].

L'originalité de l'OMC vient de ce que les règles qu'elle applique ont été négociées et révisées par tous ses membres, l'OMC en tant que telle ayant un pouvoir très limité. L'une des principales missions pour la création d'une organisation mondiale du commerce chargée d'administrer tous les accords négociés a été la nécessité d'éviter la division des obligations et disciplines relatives au commerce.

L'image est prise à marrakech le 15 avril 1994 ou vient de se tenir au niveau ministériel le cycle de négociations commerciales planétaires dit de« ***l'Uruguay round*** »[162], ces rounds ont débouché sur des accords qui ont comme objectifs principales de réduire les tarifs douaniers des Etats signataires, mais pas seulement, car ils ont permis de négocier des

[157] Carreau Dominique,Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P217.
[158] Saadi Belamouri Wassila Amel, Op,Cit, P3.
[159] Roy Martin, « *l'Organisation Mondiale du Commerce* », RRJDP, Paris, 1996,P 764.
[160] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit, P 95.
[161] Roche Jean jacques, *« relations internationales »*, LGDJ, Paris,2010, P317
[162] Martinez Jean Claude, Op.Cit, P17.

accords sur les mesures douaniers non tarifaires telles que les restrictions quantitatives, les contingentements ou les prohibitions.

Dès l'entrée en vigueur des Accords de Marrakech et de l'OMC , le système commercial a connu une mutation considérable, les pays signataires de l'accord de Marrakech avril 1994 ont créé une véritable organisation dotée d'une personnalité juridiques internationale,[163] dont la mission principales été de réglementer le commerce international, ainsi que de régler les différends commerciaux de ses membres, cet accord constitue un accord cadre qui chapeaute plusieurs autres accords qui sont des annexes.

Les accords dit de l'OMC, ils sont négociés article par article, et signés par la majorité des pays aussi bien par les grandes puissances économiques tel que les USA ou l'UE. L'objet principales de ces accords est d'encadrer les conditions commerciales pour qu'il est un accroissement des échanges des produits et services, voir même pour accroitre l'investissement, l'emploi et les revenus à l'échelle mondiale.[164]

Ces accords constituent des normes et des garanties de la protection et du bon déroulement de l'ensemble des droits au libre exercice du commerce international, ça veut dire non seulement exiger ces droits mais en échange, respecter ses devoirs envers les partenaires commerciaux, chaque un de ces accords détermine la façon d'exercer une activité dans un domaine bien précis de commerce internationale.

Ces accords sont classés de la manière suivante :

L'annexe 1 contient les accords commerciaux multilatéraux et se subdivise en trois catégories : l'annexe 1A comprend les accords sur le commerce des marchandises (la même version avec celle du GATT 1947), l'annexe 1B l'accord sur le commerce des services, et l'annexe 1C c'est l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui sont l'objet de commerce.

L'annexe 2 sur les procédures et règles qui régissent les différents avec un organe de règlement des différends, avec possibilité d'un examen par un organe d'appel, l'annexe 3 sur le mécanisme d'examen des politiques commerciales. Ainsi qu'un ensemble d'accords

[163] Ibid, P62.
[164] Tehami Mouloud, « Pourquoi adhérer à l'OMC », *Revue de Recherche sur l'Economie de la Firme, l'Industrie et le Territoire,* N°1,2013,P19.

qui porte sur les précisions des dispositions tel que sur les obstacles techniques.

L'annexe 4 elle contient les accords plurilatéraux : l'accord sur le commerce des aéronefs civils et l'accord sur les marchés publics ils font partie de l'accord sur l'OMC uniquement pour les membres qui les ont acceptés et n'ont de force obligatoire que pour ces membres.[165]

§2 Les accords auxquels s'intéresse l'OMC :

Les quelques faits que nous venons d'exposé, ils montrent à quel point le multilatéralisme commercial prend des formes multiples est complexe, cette confusion et cette complexité qui le caractérise n'est pas due à sa diversité institutionnelle ou à sa dimension géographique, mais elle due au nombre important de ces accords.

De ce fait, la mondialisation et son nouveau système économique mondiale qu'elle a instaurée est réorienté vers la régionalisation des échanges économique, il faut faire rappeler que, l'article XXIV a pour objectif d'encouragé le rapprochement d'ordre économique entre les pays voisins, ce rapprochement qui figure parmi les objectifs de l'OMC.

Avec l'encadrement de l'OMC de la politique commerciale a fait que frontières sont de plus en plus floues, car toutes intervention des Etats dans la vie économique que ce soit dans les flux commerciaux ne peut pas avoir lieu sans être régulées par les normes et règles du système multilatérale [166] Car l'OMC et pour des raisons de transparence elle fait une évaluation pour tous ses Etats membres de leurs politique commerciales, avec un traitement préférentiel qui est réservé aux pays en développement, par le biais de l'application de la clause d'habilitation.

Il existe trois grands types d'accords préférentiels dans le système multilatéral[167], les accords plurilatéraux, qui sont des accords avec un objectif bien particulier du commerce, actuellement il existe deux accords de ce type qui sont : l'accord sur le commerce des aéronefs civils[168], ainsi que l'accord sur les marchés publics[169], il y'a aussi les accords

[165] Plus de détail sur les accords constituants l'Organisation Mondiale du Commerce voire le site suivant : www.wto.org.
[166] Siroen Jean-Marc, Op.Cit,P73.
[167] Deblock Christian, Op.Cit, P325.
[168] L'accord plurilatéral sur le commerce des aéronefs civils, avec plus de détail, sur le site suivant : https://www.wto.org/french/tratop_f/civair_f/civair_f.htm consulté 03/07/2021.
[169] L'accord sur les marchés publics avec plus de détail, sur le site suivant : https://www.wto.org/french/tratop_f/gproc_f/gp_gpa_f.htm consulté le 03/07/2021.

commerciaux préférentiels.

C'est des accords conçus sur la base de la clause d'habilitation ou le principe de réciprocité constitue une exception, ces des accords qui prend en considération la situation économique des Etats en développement qui ne s'appliquent qu'à une partie des membres de l'OMC, et en derniers les accords commerciaux régionaux (ACR), ces derniers l'OMC ne s'intéresse qu'à cette catégorie d'accord.

Des accords qui peuvent être bilatéraux ou plurilatéraux, généralement régionaux, ils sont régis pour ce qui est des biens par l'article XXIV du GATT ainsi que l'article V pour ce qui est du commerce des services du GATS qui a complété l'article XXIV[170], il implique lorsque la préférence porte sur un service dans un accord commercial préférentiel est ratifié par un pays membre de l'OMC.

Il faut savoir que la signature de ces accords doive être notifiée obligatoirement à l'OMC, cette catégorie d'accord peuvent prendre deux formes, une Union Douanière sinon une Zone de libre-échange, selon les dernières statistiques faites par l'OMC en 2021[171], 351 d'ACR sont en vigueur même les plus réticents à ces accords se sont engagés tel que le japon.

Ces ACR actuellement ne couvrent pas uniquement le champ purement commercial, mais plusieurs d'autres domaines tel que le travail, et l'environnement, et il traité des sujets qui faisaient pendant longtemps des accords particuliers tel que l'investissement, ou même la propriété intellectuelle.

Il faut rappeler que les unions douanières ainsi que les zones de libre-échange font l'objet d'un article particulier, et ne figurant pas parmi les exceptions générales qui sont régit par l'article XX. De ce fait les Etats ont commencé à se tourner vers le bilatéralisme ainsi que le plurilatéralisme.

De ce fait, il y'a que les accords d'intégration économique qui ont pour but d'instituer des zones de libre-échange ou des Union Douanière qui rentre dans le champ des accords supervisés par l'OMC[172], car non seulement ils coordonnent entre les politiques

[170] Khiat Kenza Linda, « *Impact du partenariat Euro-méditerranéen sur les économies des pays du Maghreb* », mémoire de magistère en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, sciences de Gestion et Sciences Commerciales, Université d'Oran 2,2011, P43.
[171] Base de donné sur les ACR, et les différentes statistiques sur le site suivant : https://rtais.wto.org/ consulté le 14/05/2022.
[172] Dubin Laurence, « *Accords commerciaux préférentiels* », Dalloz, Paris,2017,P17

commerciales des Etats parties, et ils ont comme objectif l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires.

Contrairement à une zone de libre-échange qui n'impose pas un tarif douanier commun entre les pays parties, l'Union Douanière le fait pour tous les produits et services venant de l'extérieur de l'Union Douanière, cependant ces derniers circulent librement au sein de tout l'espace intégré.

Les règles d'origine jouent un rôle primordial dans l'union car elles permettent de sélectionner les produits et services originaires lors du franchissement des frontières des Etats partenaires des autres Etats tiers. Seuls les produits et services des Etats parties de l'accord de libre-échange peuvent bénéficier de la levée des obstacles tarifaires et non tarifaires et circuler librement dans cette zone.

Les règles de l'OMC régissant les ACR ont évolué avec le temps, car la clause d'habilitation désormais prend en considération le degré de développement. Beaucoup de précisions ont été apporté dans le mémorandum d'interprétation de l'article XXIV, suite aux négociations d'Uruguay[173]

L'OMC en 1996 a institué un comité qui est chargé de l'examen de ces accords[174], et afin de renforcer et de concrétiser le principe de transparence le conseil général de l'OMC à constituer tout un mécanisme afin de renforcer ce principe.[175]

Par défaut, tout accord commercial fait selon les règles du système multilatéral une exception au principe de la NPF, cependant, il existe une différence entre un accord commercial préférentiel et les ACR, car le premier type d'accord a pour objectif de permettre aux produits et services des pays en développement d'accéder aux marchés des pays développés.

Par contre pour ce qui est des ACR eux est de crée une zone d'échange commercial préférentiel afin de facilité et de contribuer la libre circulation des produits et services entre les pays partenaires de cet accord, et cela en éliminant tous types d'obstacles tarifaires et non tarifaires.

[173] Deblock Christian, Op.Cit, P25.
[174] Ibidem,
[175] Document sur le mécanisme de renforcement de transparence des ACR, disponible sur le site suivant : https://www.wto.org/french/tratop_f/region_f/trans_mecha_f.htm consulté le 22/06/2022.

Sous-section2 : L'accession de l'Algérie à l'OMC

La politique commerciale mise en œuvre par les autorités algérienne elle repose sur une approche combinant à la fois multilatéralisme, régionalisme et bilatéralisme. Les leaders algériens soutiennent la conclusion d'ALE englobant divers domaines, considérant qu'ils peuvent compléter la stratégie globale de l'Algérie contribué ainsi à la réalisation de ses objectifs en matière d'échanges multilatéraux.

§1 Les procédures d'adhésion à l'OMC

A la base l'OMC est un lieu où les Etats membres se réunissent afin de trouver des solutions aux problèmes commerciaux, l'OMC avec sa personnalité juridique offrent un cadre de négociation pour ses Etats membres, et ces derniers lui offrent les privilèges afin d'exercer ses fonctions.

De ce fait, les frais d'adhésion à la communauté économique internationale, telle qu'elle est actuellement structurée, sont considérables, si l'on considéré certaines obligations de l'OMC. Il est estimé qu'un pays en développement moyen devrait investir 150 millions de dollars pour se conformer aux exigences des accords de l'OMC[176] concernant la valeur en douane, les mesures sanitaires et phytosanitaires, ainsi que les droits de propriété intellectuelle.

Cette somme équivaut à un an de budget de développement pour de nombreux pays parmi les moins développés.[177]Comme nous l'avons déjà démontré l'Algérie et afin de s'adapter aux différentes mutations de l'environnement économique international, a subis divers changements de stratégie économique, des réformes engagées depuis les années quatre-vingts, et qui sont toujours en cours.

Il est important de rappeler que l'Algérie a été contrainte de suivre le programme d'ajustement structurel suite aux difficultés financières causé par baisse du prix du pétrole, exporté sur les marchés internationaux.

[176] Rodrik Dani, « Les mirages de l'ouverture extérieure », *Revue de l'économie politique*, N°10,2001,P51.
[177] Ibid,P51.

A cet effet, l'Algérie a adressé une demande officielle en juin 1986 afin d'accéder au GATT puis à l'OMC.[178] L'Algérie s'est engagé dans un grand processus d'ouverture de son économie au système commercial multilatéral[179]. Une demande qui découle d'une volonté politique et décision souveraine des autorités publiques algérienne.

De ce fait, cette démarche traduit l'estime de l'Algérie sur les avantages potentiels de cette adhésion en matière d'accès aux marchés des autres pays membre de l'OMC, des avantages qui seront supérieurs aux pertes probables qui seront dues à l'ouverture du marché intérieur à la concurrence étrangère.

Dans une première période, les négociations de l'Algérie ont débuté avec le GATT, cependant, il a fallu la fin du programme d'ajustement structurel imposé par le FMI afin que les vraies négociations commencent.

Sur une période non déterminé les membres de l'OMC ainsi que le pays qui va adhérer à cette organisation vont négocier ensemble les intérêts mutuels de cette adhésion, pendant cette période le pays qui désire d'adhérer à cette organisation va bénéficier du statut d'observateur.

Il faut savoir que l'accession à l'OMC signifie pour un pays l'adhésion à un certains nombres de règles ainsi que de principes visant une autonomie entière dans la conduite de sa stratégie et politique commerciale et une transparence ainsi qu'une prévisibilité dans tous les domaines. Malgré la complexité du processus d'accession à cette organisation et les contraintes qui découlent, l'OMC attirent de plus en plus de nouveaux membres.

La dégradation de l'environnement politico-économique qu'a connu l'Algérie durant la période des années quatre-vingt-dix constitue l'un des obstacles qui ont freiné les négociations.[180] Car les gouvernements qui se succédé durant cette période, ont tous pris des procédures restrictives contre le toutes les opérations de commerce extérieur.

---

[178] L'Algérie a transmis au secrétariat de l'OMC deux mémorandum sur le commerce extérieur le premier en 1996, le deuxième révisé en 2001, voir : Rekiba Salima, *« La libéralisation des services dans le cadre de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce, étude de cas : service bancaires, période 1987-2011.* », Thèse de doctorat en sciences économiques, faculté des sciences économiques, sciences commerciales et sciences de gestion, université d'Oran 2, 2014, P24.

[179] Abbas Mehdi, « l'accession de l'Algérie à l'OMC entre ouverture contrainte et ouverture maitrisée », *les cahiers du cread*, N° 93,2010, P44.

[180]Donsimoni Myriam,« *L'Algérie et l'OMC : l'adhésion ou la rente* », *in* « *Mondialisation, accords commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique* », L'Harmattan, Paris, P107.

Afin de protéger d'économie nationale ils ont imposé une limitation d'une série de produits manufacturés une liste d'une quinzaine de cette catégories de produits alimentaires, d'autres produits ont été soumis à un cahier des charges, il a fallu attendre 1994, pour que une élimination de ces restrictions se voit concrétisé car l'Algérie s'est engagé dans un processus de libéralisation avec le programme d'ajustement.

La procédure d'accession de l'Algérie à l'OMC peut être divisée sur deux phases[181] : La première ou les dirigeants algériens s'étant contentées de juste déposer une demande d'adhésion en 1987, la seconde phase, elle dure jusqu'à nos jours, malgré que les autorités algériennes démontrent une implication ainsi que la manifestation d'un choix d'ouverture, donne l'impression d'une absence d'avancées notables, cela fait perdre la procédure de son intérêt.

Cette accession elle demande des ajustements sectoriels et institutionnels que l'Algérie doit assumer, et c'est selon les effets transformationnels associés au processus qu'est jugée sa réussite.[182] La crise économique causé par le choc pétrolier à accentuer la crise structurelle, une situation qui imposé de profondes réformes afin d'en trouver des solutions.

C'est ces transformations structurelles et institutionnelles qui en expliqueraient la durée dans le cas de l'Algérie, car cette accession impacterait les équilibres du système national d'économie politique algérien, et l'achèvement de cette procédure dépend de la capacité de gestion de ces nouveaux équilibres internes, un élément qui relèvent fondamentalement des choix des autorités algériennes.

Aucune discrimination n'a été exercée par l'OMC sur l'Algérie en ce qui concerne les conditions d'adhésion. En effet elles sont les mêmes pour tous les pays qui souhait adhéré à cette organisation, elles sont fondées sur libération totale de l'économie ainsi que sa régulation. Cependant les négociations d'accession à l'OMC se font au cas par cas[183]car généralement les systèmes économiques sur lesquels sont fondée les Etats qui souhaitent

[181] Abbas Mahdi, Op.Cit. P44.
[182] Ibidem.
[183] Guechairi Ep Allal Farah, Benchik Houari, « Les étapes du processus d'accession à l'OMC et l'évolution des négociations entreprises par l'Algérie quant à son accession à l'OMC », *Revue Algérienne d'économie de gestion*, Vol 12, N°01,2018, P61.

adhérer ils ne sont pas adéquats avec le modèle imposé par l'OMC[184].

Ce dernier est influencé par une vision de libre-échange, chose qui impose une élimination des obstacles à la libre circulation des biens et services, de ce fait les pays doivent adoptés des modalités de régulation de leurs économies. Cependant, en analysant les différentes règles qu'imposent l'OMC on va déduire que l'OMC a pour but d'instauré une certaine loyauté à ses règles dans les échanges pas un libre-échange dans son sens libéral, et les exceptions faites aux pays en développement par le biais de la clause d'habilitation est la preuve.

Après avoir gelée toute la procédure d'accession à cause de la crise, il a fallu attendre 1998 pour mettre en place un premier groupe de travail après avoir déposé le premier mémorandum de commerce extérieur algérien. Juste après ces crises, l'Algérie s'est lancée dans un programme de soutien à la relance de l'Economie « ***PSRE*** »[185], dans le but de relancé la croissance de l'économie national, un programme qui a donné ses fruits en 2001 avec une augmentation du PIB 2.1%.

L'Algérie c'est lancé dans de nouvelle négociation en 2002, après une amélioration dans son économie, des négociations qui ont traité le commerce des marchandises uniquement mais les autres domaines tels que les services ainsi que la propriété intellectuelle ont été introduits dans les règles de l'OMC.

Ces négociations ont été bloquées encore une fois et cette fois c'est à cause de la loi de finance complémentaire de 2009[186], car elle a imposé une nouvelle restriction qui concerne les investissements étrangers qui souhaite investir en Algérie. L'obligation qu'a imposée la loi de finance complémentaire aux investisseurs étrangers d'avoir un partenaire algérien vient à l'encontre des règles de l'OMC.

Des nouvelles négociations cette fois multilatérales en 2014 et même bilatérales avec plusieurs pays, ou l'Algérie avait présenté les réformes juridiques réalisées par l'Algérie, ainsi que les réponses aux questions formulées par les pays membre de l'OMC.

[184] Martinez Jean Claude, Op. Cit, P64.
[185] Choual Imed Eddine, Aggoun Slim, « Aperçu de la politique budgétaire de l'Algérie (1962-2015) », *Revue El mishkat*, N°03,2016,P61.
[186]Ordonnance N°09-01 du 29 rajab1430 correspondant au 22 juillet 2009, portant la loi de finances complémentaire, du 26 juillet 2009, J.O.R.A, N°44, P4.

De ce fait, du côté de l'OMC le groupe de travail qui est chargé du dossier d'accession de l'Algérie à l'OMC a actualisé son rapport qui concerne toutes les procédures engagées par l'Algérie en matière du libre accès des biens et services.

Suite aux nouvelles dispositions introduites en 2016 dans la loi régissant l'investissement, un autre nouveau cycle de négociation qui concernes les normes phytosanitaires, et les licences était déjà prévu a été programmé, cependant il n'a toujours pas vu le jour[187]

Dans le cadre des négociations bilatérales, des questions qui portent sur les services tels que la libéralisation du secteur bancaire, télécommunication, ainsi que sur les obstacles techniques ont été posé par les Etats Unies et même les pays européens, demande que le système de normalisation ne soit pas utilisé comme une barrière technique afin de limiter les importations. De ce fait ils demandent que cette normalisation soit en conformité avec les règles régissant les échanges de l'OMC.

Cependant les pays européens et puisque l'Algérie est le premier pays africain exportateur de hydrocarbures, leurs questions s'entouré sur ce sujet et plus précisément sur la question de l'existence d'un prix intérieur et à l'exportation des hydrocarbures.[188]

Il existe des domaines où il y'a eu des progrès ils ont été les plus enrichissants tel que les obstacles techniques, mais ce n'est pas suffisant pour accepter la candidature de l'Algérie. Car le rapport du groupe de travail soit positif sur la compatibilité de tout le régime commercial algérien, en parallèle avec la réussite des négociations bilatérales.

Tout cela va être formalisé sous formes d'un traité avec des documents annexes, qui vont être présenté au conseil Général de l'OMC, et si au moins deux tiers des Etats membres approuvent ce traité l'accession sera acceptée, chose qui n'est pas le cas pour la candidature algérienne.

[187] Le rapport sur le régime commercial de l'Algérie fait par le Groupe de travail de l'OMC. Disponible sur le site suivant :https://www.wto.org/french/news_f/news08_f/acc_algeria_17jan08_f.htm consulté le 11/05/2021.
[188] Barbet Philippe, Souam Said, Talahite Fatiha, « Enjeux et impacts du processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC », P4, article disponible sur le site suivant : file:///C:/Users/Genius/Downloads/Enjeux_et_impacts_du_processus_dadhesion_de_lAlg%20(1).pdf , consulté le 11/07/2021.

§2 Les obstacles de l'accession de l'Algérie à l'OMC

La période de négociation pour l'adhésion à l'OMC, on peut la qualifiée de complexe et d'une longueur très importante. Cette situation est due à plusieurs facteurs ou disant des obstacles d'ordre interne, il faut introduire les principes et règles de l'OMC sur le plan interne et d'autres d'ordre externes car le fait d'admettre le caractère bénéfique et mutuel des Etats parties de l'OMC de l'adhésion de l'Algérie n'est pas une tâche facile.

Du côté algérien ces autorités été persuadé que l'adhésion de l'Algérie à OMC été bénéfique, cependant la question de son intérêt se pose toujours, surtout sur son impact sur l'économie algérienne et ses différentes institutions.

Il faut savoir que le processus d'adhésion à lui seul il est très complexe. En effet un processus qui se divise en trois étapes, il faut que le pays qui souhait adhéré face une demande d'accession destiné au directeur général de l'OMC, puis ils vont débuter les négociations entre les pays membres de l'OMC et le pays qui souhaite adhérer en vue d'accession et pour en finir vient l'étape d'adoption de tous les textes relatifs à son accession.

L'Algérie n'a pas saisi l'opportunité qui s'est présenté devant elle quand elle avait le statut d'observateur, elle avait une occasion afin de connaitre le mieux le système GATT [189] et avec l'aide de certains pays afin d'accédé à l'OMC comme un pays membre fondateur de l'OMC.

L'OMC offre un délai pour les pays en développement, (ce n'est pas l'OMC qui fait le classement des pays mais plus tôt eux-mêmes qui le font) afin de mettre en œuvre les révisions et les différentes réformes pour aller vers une économie de marché.

Les pays qui s'auto classe comme des pays en développement, vont bénéficier d'un délai plus long pour mettre en œuvre les réformes ainsi d'une possibilité d'une aide technique. Généralement les réformes commencent avec les négociations d'une manière autonome chose qui n'est pas le cas pour l'Algérie à cause d'une grave crise.

En effet lors de sa demande d'adhésion au GATT, la chute des prix de pétrole a provoqué une grave crise pour son économie, plus de 50% de ses exportations de 1984 à 1987[190], les effets de cette crise été si forte que la planification centralisée de l'activité

[189] Abbas Mahdi, Op.Cit, P33.
[190] Barbet Philippe, Souam Said, Talahite Fatiha, Op.Cit, P06.

économique est remise en cause, car ses objectifs n'été pas adéquats à cette crise. A cause de cette crise l'Algérie a opté pour le marché régulateur comme une alternative de la planification centralisé, de profondes réformes ont été entreprissent depuis.

Juste après cette crise économique, une autre d'ordre politique et sécuritaire s'est déclenché, à partir de 1990, le chaos sécuritaire a figé les préoccupations sur le dossier d'accession à l'OMC et c'est plutôt des recherches de solutions à cette crise qui s'est lancé.

Parallèlement à cette crise sécuritaire, l'OMC vient succéder au GATT, mais cette succession ne s'est pas passée sans changements, l'OMC a mis en œuvre de nouvelles mesures encore plus complexes d'accession que celles mises par le GATT, cette transition a compliqué encore plus l'accession de l'Algérie.

A ces difficultés s'ajoutent le marché informel ou la première caractéristique des produits qui circule c'est des produits contrefaçon, une situation qui seraient entravés par l'obligation du respecter les règles et normes de certification d'origine.

Cependant, le plus grand obstacle de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, c'est la structure de son économie elle-même, car c'est une économie de rente qui se base sur les hydrocarbures, et ses entreprises locales ont du mal à faire face à la pression concurrentielle chose qui va peser sur une économie algérienne.

Titre 2 : Le cadre juridique des ALE signés par l'Algérie, des avancées juridiques confirmées

La libéralisation des échanges économiques à l'échelle internationale requiert des négociations rudes, aboutissant généralement à des accords internationaux détaillés, encadrant rigoureusement la liberté du commerce entre Etat signataire.

Cependant, il est important de noter d'emblée que malgré les ALE soient principalement de nature commerciale, il n'en demeure pas moins que la fiscalité y afférente demeure un aspect juridique assez prépondérant qui conditionne souvent la mise en œuvre des échanges commerciaux.

Pour les pays membres de l'OMC, qui conclus des ALE se fondent sur les principes généraux institué par l'Organisation. En effet tous principe stipulé dans l'ALE doit être en conformité avec les principes et disposition de l'OMC.

Pour ce qui est du « volet fiscal » les accords de l'OMC se déploie principalement à quatre niveaux : l'application des dispositions concernant le traitement de la nation la plus favorisée, les ajustements aux frontières, le traitement national et les subventions à l'exportation, des principes qui sont reprient dans les ALE, mais avec des ajustements spécifiques qui répondent aux objectifs de chaque accords (chapitre1).

Il convient de signaler toutefois, que la mise en œuvre de ces principes ne se fait pas automatiquement, car différentes exceptions offrent aux parties contractantes la possibilité de négocier des dérogations à chacun de ces principes.

A la faveur de la réforme économique amorcée en 1988 à travers les fameuses lois du 12 janvier 1988[191] l'Algérie s'est engagée dans un processus d'ouverture économique, de libéralisation du commerce extérieur et d'intégration à l'économie mondiale.

Il faut noter, bien qu'elle ne soit pas membre de l'OMC, l'Algérie a conclu une multitude d'accords de coopération économique internationale visant à s'ouvrir au

[191]Voir ces lois suivants : la loi N°88-01, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques,P.18, loi N°88-02 relative à la planification, P.24, loi N°88-03 relative aux fonds de participation,P.27, loi N°88-04 modifiant et complétant l'ordonnance N°75-59 du 26 septembre 1975 portant le code de commerce et fixant les règles particulières applicables aux entreprises publiques économiques,P29, la loi 88-06 du 1-1-1988 modifiant et complétant la loi N°86-12 relative au régime bancaire et du crédit,P34 , J.O.R.A N°02, du 12-01-1988.

commerce international et à diversifier son économie.

Les travaux de ce présent titre consistent à étudier et analyser les principaux accords de libre-échange conclus par l'Algérie, à savoir : l'accord d'association avec l'UE (2002), l'accord de libre-échange avec les pays arabe 2004 et l'accord de libre-échange ZLECAF 2021, destiné à dynamiser le commerce intra-africain (chapitre 2).

Chapitre 1 : Les principes régissant les échanges dans le cadre des ALE : engagement obligatoire et régimes d'exceptions

La coopération économique internationale est parmi les plus importants moyens de développement de l'économie mondiale qui est devenue un système de vases communicants, permettant aux pays d'interagir pour fédérer le commerce international à leur avantage en mettant en avant les avantages comparatifs dont ils disposent.

Ce système économique mondiale ne peut fonctionner d'une manière efficace que si des règles juridiques sont appliqué. Ces règles ont pour but de rendre les échanges des biens et services plus harmonieux entre les divers États, de ce fait, une importance particulière est réservée pour l'établissement de ces règles internationales.

Dans le cadre d'une éventuelle signature d'un ALE ou d'une accession à l'OMC, certains aspects méritent l'attention. En premier les principes régissant les échanges et en second lieu les conditions à convenir lors de l'accession de l'Etat a cet ALE.

L'OMC a hérité du GATT des règles sensées assurées l'ouverture du système économique mondiale. L'OMC et les ALE tendent à renforcer le cadre juridique du commerce international en instaurant des principes uniformes régissant le commerce multilatéral dans la proportion où ils réclament un ajustement domestique au niveau administratif, législatif ainsi qu'institutionnel[192] de l'Etat adhérant à ce type d'accord. (Section 1)

En termes simples, les principes généraux du droit du commerce international font référence à toutes les règles qui ne proviennent pas uniquement d'un système juridique national, mais qui sont déduites soit par la comparaison des lois nationales, soit directement à partir de sources internationales telles que les conventions internationales (qu'elles soient en vigueur ou non) ou la jurisprudence des tribunaux internationaux.[193]

Cependant, cette libéralisation des échanges fondée sur un certain nombre de principes fondamentaux que les parties contractantes à l'accord s'engageraient à respecter, l'application de ces derniers est loin d'être une tâche aisée, c'est pour cette raison que des

[192] Saadi Belameri Wassila Amel, Op.Cit, P37.
[193]Gaillard Emmanuel,« la distinction des principes généraux du droit et des usages du commerce international », *Etudes offertes à Pierre Bellet*, 1991, disponible sur le site suivant : https://www.academia.edu, consulté le 30/08/2021.

exceptions sont prévues pour chacun des principes, qui prennent en compte, les différences de niveaux de développement économique des pays signataires. (Section2).

Section 1 : Les principes directeurs régissant les ALE

L'OMC ou bien les ALE constituent des tentatives de régulation juridique des échanges économiques, avec un objectif principal qui est la disparition des frontières ainsi que le développement du libre-échange, avec en toile de fond de débat sur la concurrence ou la complémentarité entre régionalisme et multilatéralisme[194].

Par ailleurs, les accords de l'OMC ou bien les ALE sont nécessairement fondés sur le droit, un outil qui permet d'atteindre les objectifs, où chacun possède un « juge » qui a vocation à assurer l'effectivité des règles élaborées au sein de la structure à laquelle il appartient.[195]

L'OMC a adopté une nouvelle stratégie, avec une réorganisation profonde du système commercial multilatéral dans le cycle de l'Uruguay[196]. Ce dernier avait différents objectifs : institutionnel (il faut rappeler que c'est ce cycle qui a donner naissance à l'OMC 1995, une nouvelle institution qui a pour but de mieux gérer les accords commerciaux ainsi que de mettre en œuvre un mécanisme de règlement des différends qui donne possibilité aux Etats membre de recourir à des arbitrages et des panels), et de gouvernance (par l'élargissement du champs de compétence de l'OMC) ,avec plusieurs réformes clés, ce nouveau système est basé sur un principe fondamental qui est l'égalité entre les pays et la transparence et la surveillance des politiques commerciales des Etats membres.

Avec ces objectifs, l'OMC a renforcé le système commercial multilatéral et cela en s'appuyant sur le principe de l'engagement unique des pays adhérents en vertu duquel les pays s'engagent à respecter tous les accords qui constituent l'accord final de l'Uruguay round[197]. Il s'agit en l'occurrence l'accord constituant l'OMC et les différents autres accords : le commerce des marchandises, le commerce des services, propriété intellectuelle qui touche au commerce ainsi que le mémorandum d'accord concernant le règlement des

[194] Rapport sur le commerce mondial, « *L'OMC et les accords commerciaux préférentiels* », Publications de l'OMC, Genéve, 2012, P180. Disponible sur le site suivant : www.wto.org consulté le 19/10/2020.
[195] Blin Olivier, *« l'organisation mondiale du commerce »*, Ellipes,Paris,1995, P95.
[196] Document, « Les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay », *OMC* , ce document contient tous les accords conclus à l'issue du cycle d'Uruguay en 1993, disponible sur le site suivant : www.wto.org. Consulté le 22/10/2020.
[197] Saadi Belameri Wassila Amel, Op.Cit, P38.

différends et le mécanisme d'examen des politiques commerciales [198].

Cependant, la seule adhésion aux règles et obligations contenues dans le cadre juridique unifié de l'OMC ne garantit pas pleinement la préservation des principes distincts propres à chaque État membre de l'OMC. Même les États signataires d'accords de libre-échange (ALE) sont tenus d'harmoniser leurs lois nationales avec les règles de l'OMC et des ALE. Cette démarche est de nature à éviter le recours à leurs législations internes pour contourner les principes fondamentaux du commerce international.[199]

Il convient de noter l'évolution significative de la libéralisation du commerce des services, aussi bien à l'échelle mondiale que régionale. En effet, les échanges de services ont augmenté à un rythme plus rapide que ceux des biens. Cette tendance est particulièrement visible au niveau régional, grâce à la conclusion d'accords commerciaux régionaux qui intègrent le commerce des services ou le considèrent comme faisant partie de leurs domaines d'échanges[200].

De plus, la libéralisation des échanges commerciaux internationaux implique la mise en œuvre des principes visant à lutter contre toutes formes d'obstacle ainsi que toutes discriminations et concurrence déloyale. On constate que les principes instaurés par l'OMC sont repris par les ALE. Il y a un enchaînement fonctionnel et un chainage vertueux et convergeant entre les principes de l'OMC et ceux des ALE.

Sous-section1 : Le principe général de la non-discrimination et ses dérivés

L'ensemble des dispositifs des ALE s'articule autour du principe fondamental de la non-discrimination et historiquement il constitue la base du GATT, et ce depuis 1945. Le principe de non-discrimination a deux aspects, L'égalité de traitement entre produits semblables en provenance d'États étrangers (pays d'origine des produits) et l'absence de distinction entre les produits nationaux et les produits étrangers[201].

[198] M-P Roy, « *l'Organisation Mondiale du Commerce* », RRJDP,Paris, 1995, P764.
[199] Virgile Pace, « *l'organisation mondiale du commerce et le renforcement de la réglementation juridique des échanges* », L'Harmattan, Paris,2000, P94.
[200] Kaci Nadjet, « La libéralisation du commerce des services dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services (AGCS) », *Algérien Business Performance Review*, Vol 10, N°01,2021, P151.
[201] Racine Jean-Baptiste, Siiriainen Fabrice,Op.Cit, P40.

Ces deux aspects de la non-discrimination recoupent deux autres principes : le principe de la nation la plus favorisée et le principe du traitement national[202].

Ce principe de non-discrimination, inséré dans le GATT depuis sa création, a consacré un nouvel ordre économique mondial. L'article 1er de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce requiert que : « Tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par une partie contractante à un produit originaire ou à la destination de tout autre pays sera, immédiatement et sans conditions, étendus à tous produit similaire originaire ou à destination du territoire de toutes les autres parties contractantes »[203].

Ce principe stipule donc qu'un pays signataire d'un ALE ne doit pas faire de discrimination entre ses partenaires commerciaux, ainsi il implique une extension inconditionnelle des avantages ou des préférences à tous les pays partenaires.

La révision de la Déclaration de Barcelone lors de la conférence euro-méditerranéenne tenue du 27 au 28 novembre 1995 a conduit à la signature de l'Accord d'Association entre l'Union européenne et l'Algérie le 22 avril 2002. L'objectif premier de cet accord est de lutter contre les discriminations et le racisme auxquels pourraient être confrontés les Algériens résidant sur le territoire des pays de l'Union européenne. En outre, cet accord envisage la mise en place d'une zone de libre-échange pour prévenir toute forme de discrimination économique pouvant entraver les échanges, tout en minimisant rejetant le protectionnisme étatique.[204]

Le principe de non-discrimination affirmé de manière générale à l'article 25 et l'article 34 de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne[205], impliquait qu'aucune différence de traitement ne pourrait être faite par l'Algérie entre les États membres de la communauté, que ce soit leurs ressortissants ou bien leurs sociétés.

Cette obligation de non-discrimination est une obligation réciproque, dans la mesure où des dispositions du volet commercial de l'accord d'association entre l'Algérie et l'EU font référence à ce principe, en ce sens que lorsque l'EU ou bien l'Algérie appliquent un

[202] Ibidem.
[203] Bekenniche Otmane , « *La coopération entre l'Algérie et l'Union Européenne : bilan et perspectives* », Thèse de doctorat en droit, Faculté de droit, Université René Descartes (Paris V), 1998,P124.
[204]Boumediene,Djallal,«La non-discrimination dans l'accord d'association union européenne-Algérie », *Revue de droit public algérien et comparé* Vol04, N° 02, 2018, P26.
[205] Décret présidentiel N° 05-159,Op.Cit, PP16-22.

tarif douanier pour un produit donné, ils doivent traiter tous les pays comme une entité, et pour ce qui est de la répartition des contingents entre les différents pays membres est faite par la communauté.[206]

Ce principe général de non-discrimination fonctionne, cependant, par l'application de deux clauses, qui sont ses dérivés, à savoir : le principe de traitement de la nation la plus favorisée ainsi que celui du traitement national[207].

§1 Le principe de la nation la plus favorisé :

Dans les échanges commerciaux internationaux, la clause de la nation la plus favorisée est tellement employée qu'elle s'est presque transformée en une règle universelle. Les accords bilatéraux et les chartes des organisations internationales ajoutent constamment cette clause pour régir leurs relations commerciales et économiques.

L'idée de préférence est clairement exprimée dans cette clause, dans un sens plus global, La clause de NPF peut être définie comme étant : « ***une disposition conventionnelle selon laquelle les partis contractants acceptent de s'octroyer mutuellement le bénéfice des avantages commerciaux……, qu'ils viendraient à accorder à des pays tiers soit de manière inconditionnelle, soit sous condition de réciprocité*** »[208].

En analysant cette définition, la clause de la NPF pourrait être utilisée afin d'instaurer une égalité entre tous les États liés par un lien spécifique. En effets, les avantages octroyés à l'un seraient également accordés aux autres sans distinction, sauf en ce qui concerne les limites des relations conventionnelles.[209]

Donc cette clause peut prendre deux formes différentes soit de nature conditionnelle, mais réciproque donc le pays bénéficiaire accepte à son tour de faire les mêmes concessions, ou bien elle est inconditionnelle, elle va être alors automatique.[210]

[206] Bekenniche Otmane , Op.Cit, P125.
[207] Racine Jean-Baptiste, Siiriainen Fabrice, Op.Cit, P41.
[208] Carreau Dominique, « *Commerce international multilatéral : droit matériel commun* », Dalloz, Paris, 2007,P7.
[209] Bigot Céline, « *Faveur et clause de la nation la plus favorisée* »,*in, « la faveur et le droit* »,puf ,Paris 2009,P289.
[210] Carreau Dominique Op.Cit,P7.

A l'origine la clause de la NPF a vu le jour et prospéré en matière commerciale, ainsi on la trouve depuis des siècles dans les traités commerciaux bilatéraux[211], elle est si utilisée qu'elle en devient une règle quasi universelle[212].

Cette clause a été instaurée dans les accords du GATT dans l'article 1er et elle est de type inconditionnel. Ainsi fut la première institutionnalisation de la clause NPF, étendu aux règles de l'OMC, y compris au domaine des droits de propriété intellectuelle qui touche au commerce (article 4 des accords A D P I C) où son objectif est d'éliminer les discriminations fondées sur la nationalité dans le but d'une libéralisation du commerce international.

Les nations participant au GATT ont opté pour une préférence en faveur de l'égalité formelle (clause de la nation la plus favorisée inconditionnelle), par crainte de justifier les discriminations qui pourraient survenir en raison de la réciprocité dans l'application de cette clause.

Cependant, les attentes de libéralisation commerciale suscitées par ce principe ont été progressivement atténuées en raison de la création de privilèges résultant de l'accès privilégié à certains marchés. Les pays en développement (PED) ont par exemple conclu des accords de coopération avec l'Union européenne, aboutissant ainsi à la mise en place d'arrangements commerciaux préférentiels.[213]

Cependant, le choix inconditionnel de cette clause a malheureusement engendré un phénomène connu sous le nom de "course gratuite" ou "free ride"[214] (une situation où un Etat bénéficié des avantages et des concessions qui lui seront accordés par un autre Etat sans avoir contribué à leurs obtention, donc on vertu de cette clause de NPF, les autres Etats qui n'ont pas partager le fardeau des négociations vont bénéficier de ces concessions ce qui est perçu comme un free ride) , une critique adressée à la clause inconditionnelle de la nation la plus favorisée. Cette situation a entraîné un déséquilibre entre les droits et les obligations des pays membres du GATT.

[211] Geoffroy Lyonnet, « la clause de la nation la plus favorisée en droit des investissement : bilan et perspectives »,*in, « Revue Générale de Droit International Public »*, A.Pedone, Paris, 2015,P19.
[212] Guy de la Charriere, « Aspects récents de la clause de la nation la plus favorisée », *Annuaire français de droit international*, N°7,1961,P107.
[213] Voir plus d'exemple : Saadi Belameri Wassila Amel, Op.Cit,P45
[214] Carreau Dominique, Juillard Patrick,Op.Cit, P172.

Tous ce système fut remplacé à la fin de la négociation du cycle de l'Uruguay via un nouveau « système OMC » au titre d'un engagement unique ou la clause a été modifiée dans un sens conditionnel, mais en soumettant sa mise en œuvre au jeu de la réciprocité des concessions commerciales, chose qui conciliait réciprocité des engagements et égalité entre les participants.

Selon les accords de l'OMC, l'effet égalitaire que poursuit la clause NPF interdit toutes les sélectivités dans des situations d'exception telle que l'imposition de restrictions quantitatives[215], ou le retrait de concessions dans le cas de déséquilibre (désorganisation) du marché[216], ainsi que dans le cadre de répartition des marchandises en situation de pénurie[217].

En effet, les négociations de l'Uruguay Round constituent un tournant décisif dans l'élargissement et l'approfondissement de cette clause à des domaines nouveaux (tel que le commerce des services et les droits de propriété intellectuelle liés au commerce), ou la clause s'applique immédiatement et inconditionnellement.[218]

Selon le système de l'OMC, « cette clause couvre tous les types de concessions commerciales que celles-ci prennent des formes fiscales (droits de douane ou imposition de toute nature à l'importation) ou non tarifaires (modes de perception des droits ou formalités douanières, par exemple)[219] »[220].

Une clause qui est par nature positive en ce qu'elle généralise des avantages commerciaux, mais elle consacre également son inverse et cela en interdisant par exemple toutes sélectivités dans des situations d'exception comme l'imposition des restrictions quantitatives, ou bien un autre exemple qui est le retrait de concessions en cas de désorganisation du marché, on peut qualifier cette situation d'une égalité dans le malheur.

En résumé, la clause de la nation la plus favorisée possède un aspect positif qui se traduit par une généralisation automatique et immédiate des différentes concessions commerciales des pays signataires des ALE ou bien les pays membres de l'OMC. Et un

[215]Voir l'article XIII du GATT de 1994, sur l'administration non discriminatoire des restrictions quantitatives. Voir le site : www.wto.org. Consulté le 20/11/2020.
[216] Voir l'article XIX du GATT de 1994. Voir le site : www.wto.org. Consulté le 20/11/2020.
[217] Voir l'article XX du GATT de 1994. Voir le site : www.wto.org. Consulté le 20/11/2020.
[218] Diankha Elhadji Babou, *« La clause de la nation la plus favorisée en droit international économique »*, mémoire de master2 en droits des relations internationales et de l'Union Européenne, université de paris ouest Nanterre la défense, 2013, P15.
[219] Voir l'article II, 1. Du GATT de 1994. Voir le site : www.wto.org. Consulté le 20/11/2020.
[220] Carreau Dominique, Op.Cit. P8.

aspect négatif qui se traduit par une application égalitaire des retraits de concessions commerciales. Ces deux aspects constituent à l'évidence autant de facteurs de rigidité dans la gestion du système commercial.

Cette clause serait même devenue un style, en ce sens ou presque tous les ALE la prévoient, on peut citez par exemple l'article 30 de l'accord d'association de l'Algérie et l'UE qui prévoit que : « ***…3- Le traitement ne s'applique pas aux avantages accordés par l'une des parties en vertu d'un accord du type défini à l'article V de l'AGCS, ni aux mesures prises en application d'un tel accord, ni aux autres avantages accordés conformément à la liste d'exemptions de traitement de la nation la plus favorisée annexée par la Communauté européenne et ses États membres à l'AGCS…*** ».On la trouve également à l'article 37 : «…***2- Les parties s'engagent à envisager le développement du présent titre dans le sens de négocier un « accord d'intégration économique » au sens de l'article V de l'AGCS. Pour formuler ses recommandations, le Conseil d'association tient compte de l'expérience acquise dans la mise en œuvre du traitement de la nation la plus favorisée et des obligations de chaque partie dans le cadre de l'AGCS, et notamment de son article V.*** »[221].

Cette clause on la trouve maintenant dans presque tous les traités bilatéraux sur l'investissement, des accords qui se sont multipliés au cours des dernières décennies ou la clause de la NPF ferait preuve des mêmes vertus qu'en matière commerciale. Ceci afin de dire que la question de la discrimination c'est une préoccupation partagée par toutes les matières économiques.

Selon l'accord d'association cette clause a été mentionné dans l'article 30 et 37, des articles qui traitent spécifiquement les services, chose qui peut s'expliqué par la difficulté des régulations concernant les produits, ainsi que la volonté d'encourager le commerce des services entre les deux parties de l'accord, dans le cas de crise diplomatique aiguë qui contrarie, par fois, l'application de ce principe. En la matière, les pays n'hésitent pas en cas de mésentente diplomatique à improviser généralement des formalités administratives ou d'autres barrières techniques.

[221] Ibid, P26.

§2 La clause de traitement national :

La clause du traitement national complète naturellement la clause de la nation la plus favorisée afin de donner effet au principe général de non-discrimination, ce dernier qui devrait guider les échanges commerciaux internationaux. La clause du traitement national s'est progressivement imposée en droit économique international comme un standard de protection des produits importés de l'étranger, au même titre que d'autres standards tels que la NPF.

Dans une sphère d'échanges internationaux fondés sur la liberté de circulation des biens et services et de la non-discrimination, la clause de la NPF et la clause du traitement national ne vont pas l'une sans l'autre, car la seconde renforce la première.[222]En effets, elles n'ont jamais manqué d'être associées dans les traités bilatéraux de commerce négociés entre les États. Lors de la transition du « système G.A.T.T » au « système O.M.C », la clause du traitement national comme la clause de NPF a connu une extension majeure, et entrainé ainsi des conséquences fondamentales.

En effet, désormais la clause du traitement national couvre à la fois le commerce des marchandises à condition bien sur quels soient similaires, ainsi que les services et les fournisseurs de services (articles II. (1), V.(6), VI.2 a), VII.13,VIII ,IX,XI (1),XVII et XXVIII c))[223], ainsi qu'aux ressortissants des pays membres de l'O.M.C en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle (article 3 de l'A.D.P.I.C)[224]

Selon ce principe les produits nationaux ne doivent pas être (ici on parle de produits similaires, pour chaque produit il doit y'avoir une définition générale ou bien des critères communément acceptés, la nature ou qualité du produit…etc., afin d'éviter toutes confusions) favorisés par rapport aux produits étrangers du côté des taxes ou impositions internes ainsi que toutes les règles commerciales qui leurs sont applicables.[225]

Ainsi, ce standard du traitement national implique que le traitement national implique que le traitement accordé aux produits étrangers doit être le même que celui accordé aux

[222] Carreau Dominique, Op.Cit, P24.
[223] Carreau Dominique, Juillard Patric, Op.Cit, P237
[224] Ibidem ;
[225] Racine Jean-Baptiste, Siiriainen Fabrice, Op.Cit, P41.

produits nationaux, aussi favorable ou pas moins favorable.[226]Car ne pas discriminer entre les produits importés de l'étranger est une chose, et les traiter également avec les produits nationaux en est une autre chose. Pour une simple raison qui est que la première est moins contraignante, traiter les produits importé ou locaux également signifie l'interdiction de toutes les pratiques d'ordre (national) interne visant la protection des produits nationaux.

La clause du traitement national fait l'objet d'une application disparate en fonction des sujets concernées, le commerce international, le droit des investissements ou encore le droit minier constituent pour chacun de ces domaines des cas bien précis, mais aussi en raison des différences de développement des États[227].

En effet, cette clause en matière de commerce international, elle peut être définie par celle qui assure une intégration au régime juridique applicable aux produits importés de l'étranger par rapport aux produits locaux.[228]Dès que ces produits importés de l'étranger, ils seront sur le marché national, ils doivent être soumis à la même juridiction (fiscale, administrative et commerciale), que les produits locaux de façon à ce que ces derniers ne seront pas favorisés et que la concurrence entre eux soit loyale.

Ainsi cette clause exclut toutes les mesures spécifiques qui peuvent affecter que ce soit la commercialisation, le transport et d'autres, ainsi que l'exclusion de toutes les taxes spéciales pénalisant les produits étrangers. Donc l'interdiction de toutes les mesures qui peuvent privilégier de façon injustifiée les produits locaux au détriment des produits importés concurrents.[229]

Cette clause est ainsi destinée à instaurer des conditions égales de concurrence entre les produits (importé et locaux) sur un marché donné. Cette égalité posée par la clause du traitement national vise uniquement les produits similaires, et en absence de définition ou bien de critères communément acceptes, des analyses doivent être faites au cas par cas en fonction de l'utilisation finale des produits, et leurs propriétés, qualité, gout des

[226] Voir : United National Conference on Trade and Development, « National Treatment », series on issues in International Investment Agreements (1999), P35, disponible sur le site : https://unctad.org/
[227]Lauriol Thierry, « Le traitement national »*in Revue Générale de Droit International Public*, A.Pedone, Paris, 2015,P47.
[228] Carreau Dominique, Op.Cit, P25.
[229] Abbes Mehdi, « Du GATT à l'OMC : un bilan de soixante ans de libéralisation des échanges », *Cahiers francais*, N°34,2007,P10.

consommateurs, etc.[230]

Cependant, la tentation du protectionnisme est largement présente ici. De nombreux États ont en effet régulièrement adopté des réglementations dans ce sens, des lois fondées qu'elles soient sur des motifs de protection légitime tels que l'ordre public et qui tout en s'appliquant de façon non discriminatoire à tous les produits locaux ou bien importés, des tentations qui apparait avant tout comme un détournement plus ou moins habile de la clause du traitement national.

La fiscalité des produits constitue l'un des principaux points d'élection de cette clause, seule la fiscalité indirecte en principe est visée ici, une fiscalité frappante « directement ou indirectement » les produits importés. Principalement et d'une façon générale, c'est les contributions indirectes (taxe à la consommation, droits d'accise, etc.).[231]

En effet, cette clause du traitement national elle s'applique en matière de taxes ainsi que d'autres impositions intérieures. Donc les produits importés une fois dédouanés, ils ne doivent pas être soumis à une fiscalité interne différente à celle des produits nationaux, car ces pays importateurs ne peuvent pas remplacer les droits de douane par d'autres contributions discriminatoires.

La fiscalité visée ici c'est la fiscalité directe et indirect[232]e, ces produits dès leurs dédouanements, doivent bénéficiers de conditions concurrence égale (que ce soit en matière de loi et réglementation ou d'autres prescriptions).

Afin de dire qu'il y'a une violation de cette clause par le pays importateur, elle implique la réunion de trois éléments essentiels :

- Les produits doivent être similaires.
- L'existence d'une réglementation ou d'une loi discriminatoire.
- Un traitement moins favorable à l'encontre des produits importés.

Cette clause on la trouve présente à l'accord d'association entre UE et l'Algérie dans l'article 19 : « ***Les produits originaires de l'Algérie ne bénéficient pas à l'importation dans***

[230] Voir plus de détail : affaire Canada, CE, EU, Japon, taxe sur boissons alcoolique, www.wto.org. Consulté le 20/08/2021.
[231] Carreau Dominique, Juillard Patrick, Op.Cit, P239.
[232] Carreau Dominique, Op.Cit, P27.

la Communauté d'un régime plus favorable que celui que les États membres s'appliquent entre eux. », ainsi que l'article 20 : ***« 1. Les deux parties s'abstiennent de toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant directement ou indirectement une discrimination entre les produits de l'une des parties et les produits similaires originaires de l'autre partie. 2. Les produits exportés vers le territoire d'une des parties ne peuvent bénéficier de ristournes d'impositions intérieures indirectes supérieures aux impositions indirectes dont ils ont été frappés directement ou indirectement.*** ».

Ces clauses sont intégrées ainsi dans l'accord afin d'assurer une concurrence équitable entre les produits algériens et ceux de la Communauté Européenne, une fois les produits algériens, ainsi elle élimine toutes formes de favoritisme, et que les entreprises algérienne ne seront pas désavantagées, par rapport aux entreprises de la communauté, cependant ces clauses manques de précision on ne l'a pas étendu aux autres domaines tel que les services, l'Algérie doit utiliser cette clause comme étant un levier dans d'autres négociations avec l'UE.

Sous-section 2 : Le principe de la libéralisation commerciale

Les règles régissant les relations commerciales internationales n'ont pas été modifiées ni par les accords de Marrakech, ni par le cycle de l'Uruguay, elles sont identiques à celles établies par le GATT de 1947[233], cependant ces règles sont renforcées par l'instauration de nouveaux mécanismes destinés à garantir leur respect effectif par les membres de l'OMC. Ces règles reflètent une philosophie libre-échangiste fondée sur l'idée que la liberté du commerce est la condition du relèvement des niveaux de vie.

Le principe de transparence dans un ALE, c'est d'inclure la transparence réglementaire des pays partenaires de cet accord. Cette réglementation comprend des consultations publiques sur toutes les règles qui ont un impact sur le commerce international qui rentrent dans le champ d'application de l'accord, ainsi que leurs publications.

D'une manière générale, il n'existe pas de règles qui interdiraient toute restriction au commerce international. Mais plutôt des règles qui facilitent l'accès au marché des États membres, tel que l'abaissement des droits de douane et d'autres mesures qui assurent la

[233] Daillier Patrick, De la Pradelle Géraud, Ghérari Habib, « *Droit de l'économie internationale* », A.Pedone, Paris,2004,P339

loyauté des échanges tel que le principe de transparence.

§1 Le principe de la transparence :

La transparence dans la réglementation du commerce international est cruciale afin que les entreprises puissent prévoir et comprendre les contraintes liées à leurs opérations transfrontalières dans leur ensemble, sans laquelle, les ALE ne seraient ni sécurisés ni prévisibles.[234]

La transparence ne représente pas, pour les opérateurs économiques, juste un simple principe qui régit les transactions économiques, mais plutôt un objectif en soi. En effet, la transparence est considérée comme un élément essentiel de la bonne gouvernance des communautés humaines et un aspect clé de l'idéal démocratique.

Dans ce contexte, le droit international du commerce a toujours soutenu la transparence, car son absence peut encourager diverses formes de discriminations et de restrictions.[235]Ainsi les membres de l'OMC reconnaissent généralement l'importance de la transparence interne dans la prise de décision des gouvernements, tant pour l'économie des pays membres que pour tout le système commercial multilatéral,[236] Donc ici la transparence est importante pour tous les acteurs de commerce international, et elle s'applique dans des situations multiples, elle peut être une obligation d'Etat comme qu'elle soit imposée par ces ALE sur les entreprises.

Tous les accords qui ont été conclus lors des négociations de l'Uruguay Round et qui forment le nouveau droit international du commerce font implicitement référence au principe de transparence des réglementations internes relatives au commerce international.[237] Cependant, les exigences liées à ce principe varient selon les accords allant d'une simple obligation de publication à une obligation beaucoup plus contraignante de renseignement en passant par l'obligation de notification auprès de l'OMC. En effet, ce principe oblige les pays membres de rendre leurs juridictions commerciales claires et cette réglementation l'OMC oblige ses Etats membres à les notifier à l'OMC.

[234] Lesaffre Hubert, « *Droit de l'économie internationale* », A.Pedone, 2004, Paris, P342.
[235] Carreau Dominique, Op.Cit, P39.
[236] Annexe 3 de l'accord de l'OMC, mécanisme d'examen des politiques commerciales, www.wto.org.
[237] Lesaffre Hubert, Op.Cit, P343.

De multiples informations sont inclus dans la notification, tel que les différentes juridictions ou nouvelles lois qui peuvent affecter le commerce, voir même celles qui sont mises en place temporairement comme les mesures de sauvegarde, et si un Etat parmi ces Etats membres conclu un ALE, cette information doit aussi être notifier à l'OMC.

Ce principe de transparence a été généralisé avec l'OMC de son extension au secteur des services (l'article III et VI de l'AGCS) à la propriété intellectuelle art 41,42,62,63, de l'ADPIC.[238]Selon le système de l'OMC, cette obligation de transparence doit être accompagnée d'une disposition très importante qui est que la réglementation commerciale soumises à ce principe doit faire l'objet d'une notification à l'OMC, et cette notification doit être appliquée d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable (GATT 1994, art X, 3,a) et cela sous le contrôle des tribunaux indépendant (art X,3.,b).

Ce principe qui est imposé par l'OMC et accompagné d'obligation pour les pays membres de notification à l'OMC, si ses États souhaitent intégrer des ALE, cette notification a pour but de permettre à cette organisation d'assurer sa mission de surveillance et d'identification des obstacles des politiques commerciales de ses pays membres[239].

Cependant, il existe une exception à ce principe, en effet, les ALE entre pays développé sont obligé d'être examiné par le Conseil de commerce des marchandises et le Conseil du commerce des services, cependant ceux passé entre pays en développement ne sont pas obligé de passé par cet examen à cause de la clause d'habilitation.

Une clause qui permet à un Etat membre lors de sa conclusion d'ALE d'imposer des conditions particulières (des normes locales, un traitement spécifique...) sur l'importation des marchandises et même les sévices, une clause qui prend en considération le niveau de développement économique des Etats et qui veulent protéger leurs marchés intérieurs tout en faisant partie de système économique mondial.

Cependant, en 1996, un nouveau organe a vu le jour, crée dans le but initial de contrôlé des ALE passé entre pays développé, qui est le Comité des accords commerciaux régionaux, le CACR cependant juste après la conférence ministérielle de Hong Kong de 2005 les Etats membres lui ont attribué un nouveau but qui est juste le suivi et non le contrôle de ces

[238]Voir plus de détail sur l'accord général sur le commerce des services (AGCS), objectifs, champ d'application et disciplines : www.wto.org
[239] Carreau Dominique, Op.Cit, P40.

accords.[240]

Le principe de transparence qui guide toutes les transactions commerciales doit être appliqué en particulier lors du passage des frontières nationales par les marchandises, qu'il s'agisse d'importations ou d'exportations. Cela signifie que toutes les réglementations douanières doivent être rendues publiques, en accordant une attention particulière à la classification des produits à leurs évaluations et au tarif applicable (art X GATT 1994).

Les ALE, en principe, doivent être conclues dans le cadre d'un processus démocratique qui rend possible une autorisation parlementaire, ainsi que l'accès à l'information et la participation des parties prenantes[241]. Et toutes réglementations qui régissent le commerce international doivent être publiées dans les délais les plus courts. En effet, ce principe de transparence est une obligation Etatique, elle implique que les institutions étatiques doivent rendre publiques toutes les informations nécessaires.

Il faut noter que ce principe n'est pas stipulé dans l'accord d'association cependant on le trouve dans l'accord ZLECAF, une chose négative pour l'accord d'association car cette clause est sensée assurer la clarté dans les règles et juridictions qui régissent le commerce afin de mieux comprendre les conditions dans lesquelles elles exercent.

§2 Le principe de réciprocité :

La réciprocité est le principe fondamental sur lequel se basent les négociations commerciales que ce soit sur le plan multilatéral ou même sur le plan régional, en ce qui concerne les ALE. Un principe qui garantit aux États, parties d'un ALE l'avantage mutuel et un équilibre global dans les concessions accordé pour chaque partie de l'accord.[242]

En effet, la réciprocité ici joue un rôle crucial dans les ALE car elle assure l'exécution des obligations et des engagements entreprit dans le cadre de ces accords, cette clause qui est omniprésente dans les ALE elle infiltre tous ses aspects. Effectivement, il garantit ce principe stipulé dans les ALE une certaine équité dans les relations commerciales entre les Etats parties. Et ici la réciprocité touche tous les

[240] Dupin Laurence, Op.Cit,P18.
[241] Atelier d'experts multipartite sur une éventuelle étude d'impact sur les droits de l'homme de la zone continentale de libre-échange, « transparence, consultation et participation dans le cadre des négociations sur la zone continentale de libre-échange en Afrique », www.uneca.org , consulté le 12/02/2023.
[242] Decaux Emmanuel, « *Réciprocité* », Dalloz, Paris,1998, P17.

Dans le droit international, il existe une exception pour ce principe de réciprocité qui est le principe de l'inexécution, un cadre légal pour l'inexécution des obligations contractuelles pour les parties d'un accord international. Cette possibilité de l'inexécution a été consacrée par l'article 60 de la Convention de Vienne ce dernier donne le droit à un État partie d'invoquer la non application de l'accord comme un motif probant pour mettre fin à un traité. Mais en même temps, cet article donne aussi une exception pour le principe de réciprocité.

Le seul instrument de protection dans le commerce international, qui est licite, selon le système multilatéral, est les droits de douane, car on les considère comme un moindre mal. En effet, selon le cadre juridique multilatéral la protection de la production nationale d'un Etat, tous en n'étant pas encouragée est légitime aux yeux de l'OMC, elle considère ses États membres libres d'adopter le niveau de protection qu'ils voient nécessaire. Effectivement, les droits de douane sont privilégiés comme moyen de protection[243], cela revient à leur transparence, par rapport aux autres moyens qu'utilisent les États.

Cependant, il faut rappeler que l'objectif principal des ALE consiste en l'élimination de tous les obstacles tarifaires et non tarifaires, car les tarifs douaniers constituent souvent un sérieux obstacle pour les échanges économiques internationaux.

Effectivement, dans un cadre d'ALE, le complément logique du principe de la NPF est le démantèlement tarifaire sur une base de réciprocité d'intérêts mutuels. Ici c'est l'ensemble des engagements voire même les concessions, et plus particulièrement l'engagement des Etats parties de l'élimination des droits de douane qui traduit ce principe de réciprocité.

Dans l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE ce principe est mentionné dans le préambule de l'accord ainsi il joue un rôle crucial dans cet accord en fournissant une base pour l'interprétation de tous ses articles. Mais l'accord n'a donné aucune précision ou définition pour le terme réciprocité, et il n'a pas mentionné sa mise en œuvre surtout en ce qui concerne l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires.

[243] Carreau Dominique, Op.Cit, P102.

Section 2 : Les règles de défense commerciale et les exceptions

Les règles et principes libre-échangistes élaborés par l'OMC régissant les échanges commerciaux entre les pays membres ont pour but de réguler toutes les transactions commerciales dans une économie de marché. Cependant, ces règles ne peuvent s'appliquer telles qu'elles sont aux pays en développement. Aussi, peu à peu, les règles du système commercial multilatéral ont été modulées dans le cadre de l'OMC, en tenant compte des spécificités et le degré de développement de chaque pays.

De ce fait, il est important de faire une distinction entre les règles et ces exceptions qui ont été élaborées dans un cadre multilatéral et celles qui ont été élaborées dans un cadre des ALE. En effet, les dérogations et exceptions aux règles régissant les échanges est une tentative visant à établir des règles particulières adaptées au degré économique et technique des pays et leurs secteurs d'activités. Car on estime que certaines règles régissant les échanges ne sont pas applicables telles quelles à certains pays, voire même à certains secteurs d'activités[244].

Sous-section 1 : Les règles de défense commerciale

Les pays sont enclins à revendiquer le droit de recourir à des représailles économiques afin de se protéger des pratiques déloyales exercé dans le cadre d'un ALE, soit par des Etats ou même des entreprises, ou à faire face à des difficultés interne dues à la libéralisation des échanges.

Afin d'éviter les abus, ces contre-mesures appelées ici mesures de défense commerciale ont été encadrées d'abord par un régime juridique multilatéral dans le cadre du GATT puis, après, dans le cadre de l'OMC, mais à cause de l'insuffisance de cette approche multilatérale, certains pays ont mis sur pied tout un arsenal juridique de protection sur le plan régional et y compris par fois sur le plan unilatéral.

Il existe une réglementation appropriée de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles exercé par des entreprises étrangères qui est le antidumping et il existe aussi une autre catégorie de réglementation appropriée pour la lutte contre les pratiques déloyales exercé par des États partenaires.

[244] Jacquet Jean-Michel, Delebecque Philippe, « *Droit du commerce international* », Dalloz, Paris,1997,P46

La réglementation de l'OMC exige des pays partis des ALE d'éliminer toutes réglementations restrictives aux échanges commerciales (art XXIV), ces mesures ne comprennent pas celles qui sont autorisées (art XI, XII, XIII, XIV, XV, XX)[245].

Selon une lecture flexible de l'article XXIV les ALE peuvent permettre à leurs pays signataire de recourir à des mesures de défense commerciale entre elles, car cet article fait la différence entre les mesures de défense commerciale (qui ont pour objectif de remédier à une défaillance dans le marché local, ou sanctionner des pratiques déloyales), des mesures restrictives qui ont comme seul objectif celui d'entraver les échanges commerciaux par le biais restrictions quantitatives.

§1 La lutte contre la pratique déloyale des entreprises : le dumping

Tous les Etats membres de l'OMC ont revendiqué le droit de recourir à des contre-mesures, afin de protéger leurs économies nationales contre les pratiques exercer par des entreprises étrangère[246]. Cependant et afin d'éviter que ces contre-mesures deviennent abusives, celle-ci sont encadrées par un régime juridique de l'OMC sur le plan multilatéral et sur le plan régional, c'est le régime juridique des ALE qui les encadres.

Afin de défendre les intérêts légitimes des pays membre de l'OMC, lorsque ces derniers sont victimes de pratiques déloyales, ici c'est les règles multilatérales qui priment. Effectivement afin de faire face à des pratiques commerciales déloyales, il existe un système juridique approprié qui lutte contre ces comportements appelles le droit antidumping.

Il faut savoir, que jusqu'à présent, aucune liste déterminant les pratiques commerciales déloyales n'a pu être établie. Cette absence représente une lacune qui s'explique en partie des interprétations qui divergent entre les entreprises accusées d'être agresseur et les pays qui sont victimes de ces pratiques[247].

Il faut savoir que sur le plan multilatéral ces techniques déloyales utilisées par les entreprises, elles sont réglementées par l'article VI, ainsi que l'article 4 du GATT, et bien sûr l'accord antidumping de Marrakech[248], le dumping c'est quand des entreprises qui exportent leurs produits à un prix plus bas que leurs valeurs normales ou même quand le prix

[245] Avoir plus de détail sur le site suivant : www.wto.com ,
[246] Carreau Dominique,Op.Cit, P53.
[247] Carreau Dominique, Thiébaut Flory, Juillard Patrick, Op.Cit,P161
[248] Jacquet Jean-Michel, Delebecque Philippe, Op. Cit, P47.

est plus bas que celui du prix dans son marché d'origine dans les marchés étranges. Si l'État importateur voit que cette pratique peut constituer un danger sur la production nationale, il peut dans ce cas imposer un droit antidumping.

De ce fait, il faut préciser que le dumping en soi il n'est pas condamnable, mais s'il porte atteinte à la production nationale au pays importateur, ce dernier a le droit de mettre en œuvre des mesures antidumping. Cependant ces derniers ne doivent pas être utilisés à des fins abusives.

Selon la réglementation de l'OMC, l'État plaignant victime du dumping doit faire l'objet de trois séries de preuves, la première est l'existence d'une marge de dumping, la deuxième est l'existence d'un préjudice causé à une production locale, la dernière est la preuve du lien de causalité entre le dumping de cette entreprise et le préjudice causé dans ce pays importateur. Ainsi, vu la nature propre à cette technique due au comportement des entreprises, ce dumping et les droits antidumping constituent la principale source de contentieux de l'OMC.

Les parties d'ALE utilisent des stratégies différentes en ce qui concerne le recours aux mesures de défense commerciale. Il n'existe pas de modèle type que les ALE adoptent, la stratégie dépende de la volonté et des négociations des pays partenaires.

Généralement, dans le cadre d'un ALE, les États parties optent, soit pour des conditions (tel que l'obligation de notification pour le pays partenaire afin de garantir la transparence, justification des mesures, ainsi qu'une limitation dans le temps) dans lesquelles ces mesures des défense commercial peuvent être mises en œuvre , dans le but d'adoucir leurs effets ce qui est dans l'intérêt des parties (notamment dans le cas des Unions douanières), soit pour une neutralité par rapport au régime multilatéral, par la reprise des mêmes dispositions de ces articles régissant les mesures de défense commerciale, soit n'abordent pas la question totalement.

L'analyse de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE a permis de relever que les États parties de cet accord ont renvoyé aux dispositions du GATT 1994, et plus précisément à l'article VI. Donc, l'accord a adopté les notions prisent en ce qui concerne le dumping[249].

[249] Voir l'article 22 et 26 de l'accord d'association.

En vertu des clauses 22 et 26 dudit accord, l'État partenaire peut prendre des mesures antidumping à l'encontre des entreprises qui utilisent le dumping comme moyen d'élimination des produis nationaux. Un ensemble de procédures sont prévues par l'article 26 que doit suivre cet État, dans son droit antidumping.

Une enquête se lance après avoir enregistré la plainte accompagnée des preuves qui justifie l'ouverture d'une enquête, afin de mesurer le degré et l'effet du dumping, un droit anti-dumping peut être institué en attendant les résultats de l'enquête, dans le but d'empêché le préjudice, une enquête qui ne doit pas durer plus d'une année.

Quelques ALE aménagent des règles spécifiques, qui consistent à adoucir le droit antidumping, soit en adaptent de droit le moins, ou relevant les seuils selon lesquels la marge donne lieu à une enquête (la marge de dumping à 2 % du prix à l'exportation peut être élève à 5%)[250]. Ces droits vont être appliqués sans effets rétroactifs, leurs durées de vie maximale à partir de la date de leur imposition ne dépasse pas les cinq ans (art.10,11).

§2 La lutte contre les pratiques déloyales des Etats : les subventions, les mesures de sauvegarde :

Là encore, chaque ALE a mis en place un système afin de lutter contre les pratiques déloyales étatiques. Il existe des ALE qui prévoient l'utilisation une multitude de mesures qui peuvent lutter efficacement contre les pratiques déloyales pratiqué par des Etats, cependant ils exigent qu'elles soient conformes aux règles de l'OMC, en visant plutôt à diminuer leurs effets protectionnistes.

Les autres ALE prévoient l'application des mesures de lutte contre les pratiques déloyales des Etats avec une tâche à accomplir qui est de rétablir les tarifs préférentiels au tarif NPF consolidé à l'OMC sur les marchandises et services originaires des États parties[251].

Des mesures d'apparence plus objective, qui sont destinées pour protéger les secteurs menacés par une augmentation des produits importés. Elles sont prises par l'Etat importateur afin de protéger son économie et de faire face à des difficultés qu'il rencontre dans certains

[250]Document sur le calcul des marges de dumping disponible sur le site suivant : https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/583794/EPRS_IDA(2016)583794_FR.pdf , consulté le 20/08/2022.
[251] Dubin Laurence, Op.Cit, P41.

secteurs dues à la libéralisation des échanges.

Cependant, l'Etat importateur signataire d'ALE ne peut pas recourir à des pratiques déloyales qu'après présenté toutes les preuves et avoir réuni ces conditions : le produit fait l'objet d'une importation, ainsi cette importation menace ou peut causer un préjudice aux producteurs nationaux.

L'État importateur dont le marché est désorganisé à cause de son ouverture commerciale, quand ces conditions sont réunies, est enclin à retirer les concessions tarifaires accordées à ce produit et introduire des restrictions quantitatives.[252] Et rétablir temporairement des restrictions sur les importations de ce produit qui peut menacer son marché national et recourir à ce qu'on appel la clause de sauvegarde.

Cependant, quand un Etat va recourir à la clause de sauvegarde il est difficile de déterminer si cet État a introduit les mesures de lutte sans être discriminatoire. Sur le plan multilatéral, la clause de sauvegarde est régie par l'article XIX. Cette dernière occupe une place très importante dans ce système dans la mesure où il donne la possibilité à un État membre d'utiliser certaines mesures d'urgence sous certaines conditions afin de protéger sa production nationale.

Cette clause de sauvegarde occupe une place primordiale dans le système multilatéral, car les États membres recourent souvent à cette clause souvent dans le cas d'une crise économique, ou d'ajustement structurel[253]. Cette clause est stipulée dans les ALE dans un but principale qui est la protection des secteurs sensibles qui ne pourra pas faire face augmentations significative des importations.

Il faut préciser que le recours à cette clause reste temporaire et limité dans le temps, ainsi le pays importateur doit justifier son recours à cette clause de sauvegarde par des preuves d'impact négatif sur le marché national, et les procédures de ces restrictions doivent être claire ainsi l'obligation de notification pour les pays partenaires, une notification qui est des fois accompagnées par des consultations entre pays partenaire.

Selon l'article 24 de l'accord d'association, les dispositions de l'article XIX du l'OMC régissant les sauvegardes s'appliquent entre les parties de l'accord. L'État partie qui a son

[252] Carreau Dominique, Op.Cit, P55.
[253] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit, P135.

marché désorganisé est obligé en vertu de cet accord d'informé le comité d'association sur les démarches qu'il envisage d'entreprendre.

Une notification doit être remise au comité de l'accord qui contient toutes les informations nécessaires avec une ouverture d'enquête de sauvegarde, cette notification doit avoir lieux au moins une semaine avant l'application de ces mesures.

Cet État partie va saisir le comité d'association en vue de chercher une solution mutuellement à ce problème. Ces mesures de sauvegarde vont être prises durant une période limitée, ces mesures vont prendre en considération les États partenaires en leur accordant une marge préférentielle.

Pour ce qui est des subventions, c'est une pratique comme les autres pratiques déloyales, explicitées précédemment, qui fausse les échanges commerciaux. L'article XVI a donné une définition pour cette pratique[254] en précisant qu'il s'Agit-il de toutes formes de procédures qui a pour objectif le soutien des prix ou tout simplement la protection des revenus, lesquels causent ou peuvent causer un préjudice sérieux pour un autre État partenaire.

Le système multilatéral à donner le droit pour l'État qui se plaint de ces pratiques d'exiger selon l'article VI des droits compensateurs, ces derniers correspondent au montant des subventions. L'article 26 de l'accord d'association donne le droit à l'État plaignant de ce type de pratique d'imposer un droit compensateur.

En effet, si l'Etat importateur à des preuves que l'Etat exportateur qu'il a subventionner le produit importé il a le droit dans ce cas d'imposer des mesures antisubventions comme le droit compensateur.

Un droit compensateur c'est un droit majoré, il peut être comme un droit ad valorem supplémentaire sur le prix du produit ou un droit spécifique[255], un droit qui est calculé sur la valeur de la subvention reçue par les opérateurs économiques du pays exportateur, des droits qui ont pour objectif de neutraliser l'effet des subventions accordées par le pays exportateur partenaire à ses producteurs chose qui peut fausser la concurrence sur le marché du pays

[254] Ibid, P153.
[255] Document sur le lexique commerce international et les droits anti-dumping et les droits compensateurs, voir sur le site suivant : www.eurofiscalis.com consulté le 14 /08/2023.

importateur.

Sous-section 2 : Les exceptions

Lors de la création du GATT, les préoccupations dominantes du moment étaient la reconstruction des économies des Etats qui avaient souffert de la deuxième guerre mondiale et favoriser un libre-échange mondial fondé sur le principe de non-discrimination. Cependant le traitement réservé aux pays en voie de développement, apparait, la plupart du temps, à titre subsidiaire, sous forme de dérogations et d'exceptions aux principes fondamentaux du GATT.

En effet, sous l'influence de la CNUCED en 1964, les parties contractantes du GATT, ont adopté la partie IV relative au commerce et au développement[256] ; l'apport juridique de cette partie se perçoit à travers l'aménagement d'une action concertée en faveur du commerce des pays en voie de développement ainsi que la reconnaissance du principe de non-réciprocité[257].

Les pays en développement ont milité depuis longtemps à consacrer légalement la réalité du décalage en termes d'inégalité de développement. Ainsi ces Etat avaient pour but d'arriver à faire accepter un nombre de règles spécifiques applicables aux relations économiques entre États appartenant à des groupes différents voir même aux relations entre États issus d'un même groupe.

Ces exceptions trouvent leurs origines dans l'article XX du GATT qui donne possibilité aux Etats membres de prendre des mesures exceptionnelles dans des buts bien déterminé, sous conditions quelles ne soient pas on elle-même des obstacles ou un moyen de discrimination arbitraire. Cependant la réglementation des exceptions de l'OMC n'a pas été actualisé, il ne peut pas efficacement le nouvelles valeurs (environnementaux et sociaux.).

Une lacune que les Etats membre d'ALE essai de trouvé des solutions avec des exceptions plus innovantes, et viennent afin de trouver des réponses à des préoccupations des Etats membres, avec une grande flexibilité que ce soit dans le temps ou dans les domaines

[256] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P173.
[257] Roch Gnahoui David, « Le principe du respect de la situation particuliére des pays en développement et de l'assistance au développement », *Revue internationale de droit économique*, N°03, PP373-386.

qu'elles touchent, des exceptions d'ordre général, et d'autres spécifique.

§1 Les exceptions d'ordre général

Le système commercial international, aussi bien multilatérale fondé sur le système OMC ou celui plus intégré lié aux ALE, repose sur l'égalité des pays participants, car pour les deux cas, le principe de non-discrimination constitue le noyau dur intangible.

Cependant et au nom de l'égalité réelle que le droit essai de compenser en protégeant les plus faibles, il est difficile de traiter d'une façon identique des pays qui sont par définition inégaux.

C'est dans le volet commercial du droit international économique, que s'est développé le rôle compensateur de la règle de droit. Cette exigence a évidemment entraîné l'émergence en tant que concept juridique de catégories particulières de pays en voie de développement. C'est ainsi que dans cette catégorie, on a distingué les pays les moins avancés (PMA)[258], les pays insulaires et ceux du littoral, les pays les plus gravement touchés par la crise et une dernière trouvaille depuis 1996, les pays pauvres très endettés (PPTE)[259], l'OMC devait tenir compte de leurs spécificités.

Dans une approche libre-échangiste, les règles applicables aux relations économiques, se fondent généralement sur cette distinction en prenant en compte la situation des pays en voie de développement. Ici, le rôle du droit consiste à apporter des correctifs sous forme de régimes dérogatoires.

L'OMC permet aux pays membres d'aller plus loin dans leurs processus d'intégration économique[260]. En effet, en offrant la possibilité de former des zones de libre-échanges, l'OMC quel que soit le degré de développement de ces pays , et dans ces blocs économiques elle les a autorisés d'aller à l'encontre du principe de la nation la plus favoriser.

Le peu de principes de base, déjà retenus par l'OMC, continuera de guider les échanges économiques dans le cadre des ALE. Les exceptions à ces principes fondamentaux ont été repris, mais aussi modifiées lors des conclusions des ALE.

[258] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P273.
[259] Roch Gnahoui David ,Op.Cit, P374.
[260] Bianquis Gaspard,« Les nouveaux accords de libre-échange »,*Regards croisés sur l'économie,* N°21, 2017, P36.

Des principes qui sont susceptibles de déboucher des engagements d'ordre politiques économiques voir même juridiques, la plus grande exception c'est l'exception faite pour le principe de réciprocité, qui est la non-réciprocité dans les échanges commerciaux entre pays en développement et pays développés dans le cadre d'une intégration économique régionale.

Généralement dans les ALE, il existe une clause qui prévoit que les pays en voie de développement sont exonérés des obligations qui sont à court terme qui sont supportées par les pays industrialisés. Ce traitement trouve son origine dans le multilatéralisme, dès les négociations de l'Uruguay round. L'on voit ici apparaitre un nouveau régime appelé « ***le traitement spécial et différencié*** »[261], un système qui est adapté à leurs niveaux de développement économique.

Un régime qui tient en compte les différentes subventions prises par l'Etat afin d'aider les entreprises nationales, ou afin de protéger une industrie naissante et des secteurs fragile, ces pays en développement choisi de protéger généralement l'agriculture et les services.

C'est pour cette raison que les Etats signataires doivent respecter certaines conditions de fond et procédure (la notification préalable, justification des mesures, avoir comme objectif principale favoriser le commerce et assurer une stabilité des concessions et des droits de douanes, malgré que les concessions peuvent être modifier ces ALE doivent maintenir le niveau de libéralisation), afin que ces ALE soit une exception licite du principe de non-discrimination et afin que ces toutes exceptions soient cohérente avec les règles de l'OMC.

Cette non-réciprocité dans les ALE, peut-être à cause du niveau de développement de l'État partenaire ou simplement à cause des réserves enregistrer par l'un des Etats partenaires. Cependant, ces réserves peuvent ne pas être considérées comme des actes unilatéraux, mais plutôt bilatéraux[262].

L'article 11 de l'accord d'association Algérie et l'UE concrétise cette non-réciprocité clairement, un article qui stipule que l'Algérie peut prendre des mesures exceptionnelles pendant une durée bien déterminé (cinq ans, ou plus si le comité d'association l'autorise).

[261] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P119.
[262] Voir art 21 de la convention de Vienne de 1969, qui a consacré le bilatéralisme des réserves dans les traités internationaux, plus d'information veuillez consulté le site suivant : https://legal.un.org/ , consulté le 22/06/2021

Des mesures qui sont réservé uniquement pour les industries naissantes ou à certains secteurs qui sont confrontés à des sérieuses difficultés, surtout si ces derniers entraines de graves problèmes sociaux, des mesures qui peuvent etre sous formes de droits de douanes majorée .

§2 Les exceptions spécifiques :

Bien que peu nombreux, les principes fondamentaux de l'OMC peuvent développer de nombreuses variétés d'application et peut produire des effets sévères. Cependant, l'une des caractéristiques du droit régissant les ALE est la présence d'une importante marge en termes de soupape de sécurité.

Une marque qui permet aux pays partenaires de pouvoir réagir contre des situations difficiles, ainsi ces pays auront la possibilité de prévaloir les intérêts nationaux lorsque les conditions exigées sont respectées. A cet égard les ALE reprennent d'une façon quasi identique le droit de l'OMC et il reste très proche de ce dernier.

Cette exception trouve son origine dans l'article XX du GATT 1994, un droit qui est attribué aux pays membres de l'OMC d'appliquer des mesures dites exceptionnelles. Ces dernières visent à protéger la santé des citoyens ou des secteurs sensibles, même si ces mesures sont incompatibles avec les règles et principes de l'OMC[263]. Ce type d'exception permet aux États partenaires dans un ALE d'être dispensés de certaines obligations fondamentales.

Ces exceptions peuvent toucher des secteurs sensibles tels que l'agriculture, ou même le textile. Cependant, les exceptions ne touchent pas uniquement les secteurs de productivité, car elles ont pour objectif d'assurer la sécurité. La portée de l'exception de la sécurité et plus élargie dans les ALE que celle de l'OMC (article XXI du GATT). Des mesures qui ont pour but de protéger les infrastructures publiques ou bien la santé publique, ou bien des mesures prises en cas d'urgence nationale.

Si on analyse l'accord d'association avec l'UE, on va trouver que ces exceptions ont été intégré de cet accord, l'article 27 stipule : « ***le présent accord ne fait pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralités publiques, d'ordre public, de protection de la santé ».*** Cette exception

[263] Jacquet Jean-Michel, Delebecque Philippe, Op. Cit, P46.

est consacrée aussi bien aux les articles 35,52 et 101, qu'à l'article 09 du protocole n°07 de l'accord relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière[264].

Afin de protéger la encore l'économie nationale d'un État partenaire d'un ALE, celui-ci s'inspire encore du droit de l'OMC, et plus exactement de l'article XII[265] qui donne la possibilité aux États membres de l'OMC en cas de difficulté dans leur balance des paiements ou de menaces avérées de leur situation financière extérieure, de recourir à des restrictions quantitatives à l'importation en vue de permettre la réalisation d'une politique d'ajustement.

Cependant, cette politique d'ajustement doit se faire dans des conditions rigides, avec obligation de notifications à l'OMC.[266] Effectivement, il y'a une nécessité de réunir tous les facteurs qui affecteraient les réserves monétaires de ce pays.

L'accord d'association avec l'UE, précise dans son article 40, que si l'une des parties de l'accord rencontre des difficultés dans la balance des paiements, elle peut adopter des mesures restrictives pendant une durée bien déterminée. Cependant, ces mesures doivent être conformes aux conditions du GATT et aux articles VIII et XIV des statuts des Fonds Monétaire International.

[264] Protocole N°07 relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière, l'accord d'association Algérie et UE, P180.
[265] Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947), voir son annexe04 ,P 19.
[266] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P119.

Chapitre 2 : Le contenu des ALE, une étude approfondie

Huit cycles de négociations « Rounds » multilatérales se sont succédés depuis la création du « GATT », OMC, jusqu'au 1993, mais depuis, aucun autre Round n'a été conclu. En parallèle, depuis les années 1990, les ALE se sont multipliés en devenant ainsi un substitut au système multilatéral.

Depuis, on assiste à une conversion des pays en développement au libre-échange, ces derniers coopèrent, soit entre eux dans le cadre d'ALE régional ou avec des États plus avancés. De nouvelles configurations économiques régionales tracent de nouveaux rapports économiques.

Durant cette période, l'Algérie a fait le choix de s'ouvrir à l'économie de marché, et à l'instar de tous les pays du monde, a opté pour la signature d'un nombre important d'ALE. En effet, vu l'importance de ses importations en provenance de l'Europe et son degré d'ouverture a choisi l'affermissement de ses relations avec l'UE.

Afin d'analyser ces différents accords qu'elle a signés, il est important de jeter des éclairages d'abord sur les différentes réformes et transitions menées jusque-là en matière économique.

Section 1 : La libéralisation commerciale algérienne : réformes et enjeux :

Lorsque l'on aborde la dimension juridique des transformations économiques vécues par l'Algérie depuis son indépendance[267], notre l'objectif premier n'est pas d'interpréter ou de faire étalage de la législation algérienne, mais plutôt de comprendre et de décrire comment la loi a pu contribuer à reconstruire un ordre dévasté par la colonisation et à développer le pays afin de l'inscrire dans une voie d'ouverture et de libre-échange.

En analysant les textes juridiques régissant l'activité économique en Algérie, il apparaît qu'il existe une évolution dialectique (un processus économique dynamique et contradictoire, d'une économie planifiée et dirigée à une libéralisation économique) du droit

[267]Bekhechi Mohamed Abdel Wahab, « *Variations autour d'un demi-siècle de production juridique algérienne. Le long chemin vers la construction d'un système juridique pour le développement et la bonne gouvernance , Algérie, cinquante ans après, la part du droit* », AJED, Alger, 2013, P06.

économique algérien entre 1962 et 2024, on peut identifier quatre périodes distinctes[268].

La première phase se caractérise par la persistance du droit colonial[269] et préparation du terrain afin de construire une société tournée vers le mode de gestion socialiste ; ensuite à partir des années 1970 jusqu'au milieu des années 1980, on observe l'avènement du système socialiste dans sa plénitude.

De la fin des années 1980 jusqu'aux années 2000, une période de réformes est engagée afin de préparer l'économie nationale à l'économie de marché. Enfin, depuis les années 2000 jusqu'à aujourd'hui, des tentatives inachevées et parfois contradictoires de libéralisation du système économique ont été entreprises. Toutefois, il convient de noter que la transition entre ces quatre périodes n'est pas nettement définie, car il y a eu des chevauchements et des recoupements, étant donné que les réalités sont plus nuancées et complexes, révélant une interaction singulière et des paradoxes inattendus.

Sous-section 1 : L'Étatisation de l'économie algérienne :

§1 De 1962-1965 : La continuité du droit colonial :

Juste après l'indépendance de l'Algérie, les autres États du monde ont souligné l'importance de comprendre dans quelle mesure l'État algérien assume ou non l'héritage colonial de ses engagements antérieurs. Ce problème de succession se pose également en ce qui concerne le droit interne[270], car chaque nouvel État a le pouvoir de déterminer son propre système juridique, ce qui représente une manifestation concrète de sa souveraineté[271]. À cet égard, le cas de l'Algérie est intéressant en raison de sa volonté, dès le début de son indépendance, de construire un nouvel État avec un nouveau système économique et juridique.

[268]Mahiou Ahmed « les séquences du changement juridiques en Algérie, cinquante ans de droit (1962-2012), permanences et changements », *INSANIYATES*, N°57-58,2012, à effectuer un découpage temporel qui consiste à distinguer trois périodes d'évolution du droit économique algérien P73. A notre sens, ce découpage temporel peut être complété par une quatrième période qui va du début de la décennie deux mille à nos jours, voir aussi, Bekhechi Mohamed Abdel Wahab, Op.cit., P7, il distingue également 4 phases successives.

[269] Il y a lieu de rappeler que le droit français est resté applicable en Algérie jusqu'au 1975 en vertu de l'ordonnance du 05 juillet 1973 qui annoncé l'abrogation de la législation et réglementation coloniale à partir du 05 juillet 1975.

[270] Mahiou Ahmed, Op. Cit, P73.

[271] Bedjaoui, Mohamed, « Problèmes récents de la succession d'États dans les États nouveaux », *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, Vol 02, N° 130, 1970, P105.

L'Algérie après son indépendance à reconduit le droit colonial pour ne pas juguler l'action de l'administration et dans le but de transformer et parachever d'une manière progressive son système économique et juridique typiquement algérien[272]. Ce maintien était plus conforme aux accords d'Evian, des accords par lesquels la France reconnaissait l'indépendance de l'Algérie moyennant des garanties pour sauvegarder ses intérêts économiques, sauf ceux qui sont contraires à la souveraineté nationale algérienne[273].

En effet, dès la fin de l'année 1962[274], une nouvelle loi a vu le jour, cette dernière a reconduit la législation coloniale sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale[275], jusqu'à ce que l'assemblée nationale puisse donner au pays une nouvelle législation.

La question du droit et de son adaptation dans une société en pleine mutation socio-économiques était fréquemment évoquée. Ce débat revêtait un intérêt fondamental à bien des égards. Il a été estimé que le maintien de l'ancienne législation était le seul moyen d'éviter le chaos et le vide juridique, car l'élaboration d'une nouvelle législation nécessite du temps et il n'était pas envisageable de laisser le pays sans cadre juridique.

La loi de 1962 avait pour objectif de faire une sélection rigoureuse entre les éléments positifs et négatifs des lois françaises en vigueur, tout en éliminant tout aspect discriminatoire à l'encontre des citoyens algériens. Elle a ainsi entériné les dispositions de l'instruction du 13 juillet émanant du président de l'exécutif provisoire, stipulant que : « ***l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire algérien au 1er juillet continue à être appliquée dans la mesure où son application ne serait incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne*** »[276] .

[272] Mahiou Ahmed, Op.Cit, P73.
[273] Mernache Amina, « *le statut et le rôle de l'Etat algérien dans l'économie : rupture ou continuité ?* », Thèse de doctorat en droit public, Université Paris-est Créteil-val de marne, 2017,P28.
[274]La loi du 31 décembre 1962 est concise et se compose essentiellement de deux articles : le premier maintien en vigueur la législation existante, tandis que le second va encore plus loin en rejetant non seulement les dispositions contraires à la souveraineté nationale, mais également celles d'inspiration colonialiste, discriminatoire ou portant atteinte aux libertés démocratiques. En effet, ces dispositions sont considérées comme nulles et sans effet, voir plus : Mahiou Ahmed ,Op.Cit., P1
[275] Voir plus sur les réformes judiciaires algériennes juste après l'indépendance sur *: «* l'Algérie dans la voie du socialisme, un nouveau système judiciaire *»*, *Le monde diplomatique*,1965, www.monde-diplomatique.fr. Consulté le 13/04/2021.
[276] Ibidem.

Le 20 septembre 1962, le régime du président Ahmed Ben Bella s'est déclaré sans surprise "république démocratique et populaire fondée sur le socialisme". Cette déclaration a été faite sans débat public préalable.

Le gouvernement a également exprimé son soutien à la "collectivisation des grands moyens de production et la planification rationnelle pour un développement rapide et harmonieux visant à satisfaire les besoins économiques essentiels du peuple". Avec cette nouvelle orientation, l'Algérie s'est engagée à répondre aux aspirations longtemps contenues d'une population désireuse de nouveaux biens de consommation, mettant ainsi l'accent sur leur réalisation.[277]

Au moment de l'indépendance, la rupture avec le système économique capitalistique, héritée de la période coloniale, au profit d'une politique économique égalitariste de type socialiste était la seule option recevable pour les dirigeants du Front de libération nationale (FLN).[278]Cette période a été caractérisée par la mise en place d'une planification centralisée et une extension significative de la propriété étatique à de nombreux secteurs économiques et sociaux.

Le nouveau régime, issu du coup d'État baptisé renouveau révolutionnaire, était régulé par une déclaration du Conseil de la révolution en date du 19 juin 1965, qui lui conférait une base politique établie par une ordonnance du 5 juillet 1965. En l'absence de parlement, le conseil de la révolution et son président ont comblé le vide législatif en utilisant la voie d'ordonnance jusqu'en 1976, date à laquelle une nouvelle constitution a été instaurée.[279]

Ainsi, avec l'intervention de l'État dans tous les domaines de l'économie et de la société, le droit économique a connu un développement remarquable qui remet en question la distinction traditionnelle entre le droit public et le droit privé. À cette époque, les juristes se trouvent dans une situation d'attente, voire de perturbation, face à des évolutions et des transformations qui remettent en cause les catégories et notions bien établies du droit[280].

[277] Bouhou Kassim, Op. Cit, P323.
[278] Ibid, P323.
[279] Ordonnance N°76-97 du 22 novembre 1976 portant promulgation de la constitution de la république algérienne démocratique et populaire, J.O.R.A N°94 du 24 novembre 1976.
[280] Mahieu Ahmed, Op. Cit, P77.

§2 De 1965-1979 : Planification et industrialisation

Si nous examinons l'évolution du développement national depuis l'indépendance, il apparaît que le modèle initial choisi n'a été mis en œuvre que pendant une décennie continue, de 1967 à 1979[281].Dès 1965, l'Algérie s'est engagée dans une stratégie de développement dirigée, l'État a pris le contrôle sur la sphère économique et devenaient ainsi l'acteur principal de toutes les opérations économique (production, redistribution ainsi que la régulation de l'ensemble des activités économiques).

L'adoption de la Constitution du 22 novembre 1976 a eu pour effet de "constitutionnaliser" le régime né du coup d'État de 1965 et de consolider l'option socialiste. Parallèlement, cette constitution a également renforcé le pouvoir législatif de l'exécutif. La Constitution de 1976 a entériné en Algérie le principe de la "confusion des pouvoirs", instaurant ainsi un pouvoir unique décliné en trois "fonctions" séparées (législative, exécutive et judiciaire) qui concourent à l'exercice du pouvoir.

Cependant, dans la réalité, ce pouvoir se caractérisait par essentiellement la mise de l'exécutif et les privilèges détenus par un Président de la République qui cumulait les fonctions de Chef du gouvernement et de Secrétaire général du Parti unique. Cette concentration des pouvoirs permettait à cette figure centrale de maîtriser toutes les dimensions du pouvoir, y compris la procédure et le contenu du processus législatif.

L'industrialisation massive a été adoptée comme stratégie économique évidente, au détriment du développement de l'agriculture qui était soumise au principe d'autogestion, laquelle était censée être le fondement et le symbole de l'indépendance du pays. Bien que promise par Ben Bella et initiée par Boumediene, la réforme agraire tant attendue au niveau des zones rurales n'a malheureusement jamais été menée à son terme et a été en quelque sorte négligée.[282]

Dès le début de l'indépendance, l'industrie était envisagée comme un moyen de libérer le pays des structures économiques et sociales traditionnelles et archaïques, ainsi que de la dépendance envers l'extérieur, souvent perçue comme une continuation de la période

[281]Sadoudi Mouloud, « Comprendre les réformes économiques en Algérie, quelques repères », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques et Politique*, Vol38, N°03,2001, P.65.
[282] Bouhou Kassim, Op.Cit, P324.

coloniale.[283] Il est évident que les tenants algériens de cette stratégie d'industrialisation étaient influencés par l'expérience de l'industrialisation soviétique des années trente.

La récupération des richesses, ainsi que le redressement de l'économie nationale été la priorité des décideurs algériens à l'époque , cette stratégie qui se basait sur trois axes essentiels qui étaient envisagés à travers : la révolution industrielle, la révolution agraire ainsi que la révolution culturelle, en prenant comme référence le plan économique du programme de Tripoli, qui positionne le rôle principal d'État comme fer-de-lance de l'économie nationale et cela par le biais de grosses entreprises nationales.

Présentée officiellement pour la première fois dans le Rapport de présentation du budget d'équipement 1966, elle est définie comme une stratégie à long terme, sur 15 ans (1966- 1980), visant à « l'autonomie technologique », consistant en la fabrication de ses propres équipements et la transformation des produits industriels. La priorité est donnée aux produits de base, en l'occurrence la sidérurgie en passant par la pétrochimie. [284]

Les mécanismes de contrôle omniprésents et stricts imposés par l'État sur l'économie entravent les notions de risque et de développement. Les entreprises privées sont peu nombreuses et se voient limitées à des activités de moindre envergure. Le système économique privilégie particulièrement le secteur énergétique, lui réservant un statut particulier dans l'histoire économique de l'Algérie postcoloniale.[285]

Il faut savoir que le programme de tripoli a mis l'accent sur le rôle principal des industries de base, désignée comme industries lourde, ainsi que la sidérurgie et les hydrocarbures, « ***nous assistons aux discours de la vertu des fameuses industries dite lourde et au niveau international l'Algérie leader du nouvel ordre économique international dans sa lutte contre l'impérialisme, cause fondamentale du sous-développement.*** » [286].

Il faut savoir que la période allant de 1962 jusqu'aux années quatre-vingt s'est caractérisée par le développement d'une industrie dite industrialisation, dans le cadre de la

[283] Benabdallah Youcef, « Rente et désindustrialisation », *Confluences méditerranée*, N°71,2009, P85.
[284] Talahite Fatiha, « *Réformes et transformations économiques en Algérie*. » Rapport en vue de l'obtention du diplôme habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Nord - Paris XIII, 2010.p 27.
[285] Bouhou Kassim, Op.Cit, P325.
[286] Hafsi Taibi, « *Le développement économique de l'Algérie* » Casbah,Alger, 2011,P48

gestion socialiste de l'économie.

Sous-section2 : La transition vers un État régulateur :

§1 De 1979-1999 : Ajustement structurel visant à instaurer l'économie de marché :

Les réformes économiques en Algérie durent maintenant depuis des décennies, le temps mis pour installer l'essentiel du tissu industriel public pendant la période de planification socialiste, ceci démontre la complexité des réformes et des changements structurels qu'elles impliquent [287].

Pendant les années 1978 et 1979, d'importants programmes d'investissement ont été mis en place, s'alignant sur les objectifs des plans antérieurs. Cependant, ces années se sont révélées être une période d'observation et une sorte de pause, permettant d'évaluer le bilan de la décennie de développement planifié et de préparer le premier plan quinquennal[288].Malheureusement, les objectifs dont l'État algérien avait planifié, n'ont pu être atteints, ce qui a conduit en grande partie vers crise durable de la fin des années 80.

À partir de 1979, une nouvelle étape a été amorcée avec la mise en œuvre ł de mesures de politique économique tendant à la libéralisation partielle de l'économie. [289] Ces meures se sont concrétisées à travers l'adoption de lois sur la « restructuration ».

En premier lieu, puis des réformes touchant aux Entreprises Publiques économiques (EPE), à l'investissement privé national, à la promotion de l'économie mixte, ainsi qu'aux modifications du régime juridique des "biens de l'État" et du domaine privé de l'État, pour n'en citer que quelques exemples. Il est important de noter que toutes ces mesures ont été mises en place sans compromettre les dispositions de la Constitution de 1976 dans leur intégralité. [290]

[287] Sadoudi Mouloud, « Les réformes économiques en Algérie : une accumulation primitive du capitale », *revue algérienne des sciences juridiques et politiques*, Vol38, N°4, 2001,P 97.
[288] Ibid,P.65.
[289] Bekhechi Mohamed Abdelwahab, Op.Cit,P09.
[290] Il est important de noter que les tentatives de privatisation partielle et d'augmentation de la présence du capital privé dans l'économie nationale envisagées allaient à l'encontre des dispositions de la Constitution de 1976, notamment les articles 13 et 195, qui en étaient les références.

À partir des années 1980, l'économie algérienne a entamé une série de cycles de réformes, de restructurations et d'assainissements, dans le but de rechercher une plus grande efficacité économique au sein de son appareil industriel et économique.[291]

D'importantes réformes ont été entreprises dans le but de libéraliser progressivement l'économie à partir de 1986. Néanmoins, ces réformes n'ont pas englobé l'établissement d'un système politique pluraliste ni la démocratisation de l'État. Afin de gérer cette crise, des tentatives de libéralisation ont été entreprises au sein de la présidence, l'année 1987 peut être considérée comme étant une année de rupture et l'abandon du modèle de planification centralisée et le démarrage du processus de réformes et de mise en place d'un modèle d'ouverture.

De graves dysfonctionnements apparaissent, à la fin de la décennie 80, tout le travail consenti pendant plus de 10 ans est loin d'apporter tous les résultats escomptes. Suite à la chute des prix de pétrole de 1986, les exportations en matière d'hydrocarbures avaient baissé de plus de la moitié, ce qui a eu un impact négatif sur les ressources budgétaires de l'État.

Cette chute vertigineuse du cours du pétrole en 1986 avait privé l'Algérie de la moitié de ses revenus en devises et remis en cause l'État providence, car en l'espace de 20 ans (1962-1982), les politiques publiques menées jusque-là ont conduit l'économie à dépendre largement des revenus issus des industries gazière et pétrolière, qui représentaient à cette époque 97 % des recettes d'exportation et près des deux tiers des ressources budgétaires. [292]

Jusqu'en 1988, avant l'abandon du référent socialiste, l'État avait une influence prédominante en tant que premier employeur et acteur majeur de l'économie en Algérie. Il exerçait des fonctions de direction, d'administration, de régulation et de planification des activités économiques, tout en fixant les prix et en déterminant les stratégies des entreprises, dont la plupart étaient publiques. Pour remplir ces nombreuses missions, l'État avait mis en place une bureaucratie vaste et coûteuse, caractérisée par des structures rigides et une hiérarchie très prononcée.[293]

[291] Sadoudi Mouloud, Op.Cit, P65.
[292] Bouhou Kassim, Op.Cit, P325.
[293] Ibid, P324

La fin des années 1980 constitue un tournant décisif dans l'économie nationale grâce à l'adoption d'un ensemble de lois en faveur d'une réforme profonde, qui se poursuit encore aujourd'hui. Cette période marque une tentative de passage de l'étatisme à l'État de droit, et il est essentiel d'analyser les répercussions de cette évolution sur le droit algérien.[294]

Cette étape marque les premières étapes des changements majeurs que l'économie connaîtra dans les années 90 et qui se poursuivent jusqu'à nos jours. Ces lois abordent pratiquement tous les aspects économiques dans leur complexité.[295]

Les années qui ont suivi l'indépendance, la productivité globale de l'économie nationale a connu une nette augmentation, cette dernière qui a coïncidé avec l'accroissement de la production des hydrocarbures qui augmentaient continuellement pour arriver en 1978 à un niveau de 2,7 fois celui de 1962. C'est en 1979 que la production pétrolière a baissé, là où la décroissance de la productivité commence à être aigüe, la fin de la décennie 80 de grave dysfonctionnement apparaissent, tout le travail consenti pendant plus de 10 ans il est loin d'apporter les résultats escomptés.

La diminution du prix du pétrole a été le déclencheur d'un mécontentement social vaste et profond, car l'État ne disposait plus des ressources nécessaires pour maintenir les prix et répondre aux revendications liées à la baisse du niveau de vie.[296] Cela a abouti aux émeutes du 5 octobre 1988 qui ont éclaté dans les grandes villes, en particulier dans la capitale, ciblant non seulement les symboles de l'autorité de l'État, mais également les symboles économiques, notamment les entreprises nationales socialistes.

Afin de subvenir aux besoins de financement de l'économie qui étaient supérieures aux capacités réelles de financement. Les pouvoirs publics ont opté pour un choix qui était au détriment des consommateurs algériens, à savoir la réduction drastique des importations.

Le président Chadli et son premier ministre, Mouloud Hamrouche, à l'époque entreprirent des mesures pour libérer l'économie algérienne de de l'asphyxie bureaucratique[297]. Lors de la désignation de Mouloud Hamrouche en tant que chef du gouvernement en 1989, il a annoncé qu'il allait poursuivre les réformes déjà engagées en 1988, il a constitué des groupes de travail chargés de mettre en œuvre un projet global afin

[294] Mahieu Ahmed, Op.Cit, P80.
[295] Bekhechi Mohamed Abdelwahab, Op.Cit,P10.
[296] Mahieu Ahmed, Op.Cit, P80.
[297] Bouhou Kassim, Op.Cit, P326.

de juguler la crise. « Cette initiative nait le courant que l'on a appelé des réformateurs »[298].

Ces groupes de travail qui étaient composés d'experts dans tous les domaines avait pour mission de mettre au point des réformes structurelles ayant trait à tous les domaines sociaux économiques. « ***De 1986 à 1989, la démarche des pouvoirs publics, bien que prudente et gradualiste, est marquée par une forte volonté d'introduire des réformes structurelles. Les premières mesures d'ajustement annoncent un désengagement de l'État pour devenir une institution réformatrice, de régulation de la dynamique économique et assurer la stabilité durant la période de transition***. » [299].

Dès 1989, le gouvernement a mis fin à ses aides aux entreprises publiques. Ainsi, ses ressources financières étaient réservées exclusivement aux infrastructures et aux projets stratégiques d'investissement. Les réformateurs avaient clairement pour objectif de mettre fin à la centralisation administrative et à l'emprise étouffante de la bureaucratie qui entravait les structures économiques en Algérie.

Pour atteindre cet objectif, les réformateurs ont posé comme préalable l'amendement du cadre normatif à travers la mise en place d'un environnement juridique propice à la dynamique économique porteuse de valeur ajoutée. [300]

Les réformateurs qui ont dirigé cette phase de transition ont adopté une vision institutionnelle et juridique globale pour les changements économiques, une approche qui a souvent fait défaut dans d'autres expériences de réforme. Cependant, ils réaliseront que le succès de la réforme économique dépend largement du degré d'accélération des réformes politiques.

---

[298] Talahite Fatiha, Op.Cit, P22

[299] Temmar Hamid A, « *l'économie de l'Algérie, les stratégies de développement* », Office Des Publications Universitaires, Alger, 2015 .P108.

[300]Le processus du travail législatif peut être divisé en deux phases distinctes, séparées par l'adoption de la Constitution de février 1989. Cette constitution a limité l'omnipotence de l'État dans la vie du pays, ce qui a favorisé une accélération des changements institutionnels et juridiques souhaités par les réformateurs: la premiere phase touché les réformes du secteur agricole et l'autonomie des entreprises public, deuxieme phase touche le secteur financiere par l'élaboration de la loi sur la monnaie et le crédit, ainsi que la libération des prix des transactions foncieres ainsi que la préparation d'un nouveau code de commerce. Voir plus de détail : Corm Georges, « La réforme économique algérienne : une réforme mal-aimée », *Maghreb-Machrek*, N° 139, 1993, PP09-27.

L'Algérie s'est engagée plus tardivement dans le processus d'ajustement structurel[301]même si la chute vertigineuse de ses recettes d'hydrocarbures en 1986 aurait dû l'inciter à agir immédiatement. Pourtant, entre 1987 et 1990, c'est elle qui a entrepris les réformes les plus vastes, tant sur le plan économique et financier que sur celui du système politique et des structures de l'État, marquant ainsi une transformation en profondeur. Une réelle volonté d'aller à l'ouverture du marché s'exprime par un nombre important de réformes touchant plusieurs des secteurs économiques, dont :

- La loi n°88-25 du 12 juillet 1988 relative à l'orientation des investissements économiques privés nationaux qui vise à mettre en place un cadre incitatif à l'investissement privé national et les modalités de son orientation dans des secteurs jugés prioritaires par la planification. [302]. Cette nouvelle orientation des investissements avait comme but de favoriser l'intégration économique du pays ainsi que la création d'emplois… ex.
- La loi n°88/29 du 19 juillet 1988, qui a supprimé le monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Ces réformes juridiques viennent témoigner de la volonté de rupture avec le régime économique existant. C'est indubitablement la nouvelle constitution de 1989 qui définit la nouvelle orientation stratégique, celle de se départir de la légalité révolutionnaire, à la faveur l'établissement d'un État de droit. Cette constitution ouvre ainsi la voie à une remise en cause de l'option socialiste[303] ainsi la plupart des textes ont été progressivement amendés afin de répondre à la fois aux besoins d'une économie de marché et aux standards internationaux, notamment aux règles de commerce de l'OMC, à la faveur de la désignation d'un groupe de travail établi le 17 juin 1987 chargé de mener négocier l'accession de l'Algérie à cette organisation.

Dès lors, le secteur privé est considéré comme étant un partenaire économique national à part entière placé à un pied d'égalité avec les entreprises publiques économique. Toutes ces réformes ont été entreprises en perspective d'éviter de s'embourber dans un rééchelonnement de la dette extérieure auprès des institutions de financières internationales

[301]Depuis le début des années 80, les trois principaux pays du Maghreb, à savoir le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, ont entrepris des séries de réformes économiques de différentes intensités et cadences. L'Algérie a entamé ce processus de réajustement un peu plus tard par rapport à ses deux voisins maghrébins.voir plus sur : Corm Georges,Op.Cit, PP09-27.

[302] Rachid Mira, « *Économie politique de l'industrialisation en Algérie : analyse institutionnelle en longue période* », Thèse de doctorat en Economies et finances. Université Sorbonne Paris Cité, France, 2015, P186.

[303] Mahieu Ahmed, Op.Cit, P80.

(IFI).

Car le rééchelonnement de la dette a été ~~ce~~ présenté comme étant un aveu d'échec des choix stratégiques pris part le parti unique, en sus de, la crainte liée à la perte de la souveraineté nationale au profit de ces institutions.

Cependant, la chute des prix du baril de pétrole des années 1993 et 1994 a conduit à une situation de crise financière que l'Algérie n'a jamais connue. Cette situation a eu pour conséquence que les objectifs des réformes entreprises n'ont pas pu être concrétisés. « ***Cette situation qui a obligé l'Algérie à aller, sans aucun élément de pouvoir de négociation (bargaining power), vers un accord de stabilisation d'ajustement avec le FMI, en contrepartie d'un réajustement de sa dette et d'une aide financière. Il était alors fatal qu'elle en payât le prix le plus fort***. »[304].

De 1991 jusqu'au 1994, tous les gouvernements qui se sont succédés durant cette période, tous ont refusé d'aller vers un rééchelonnement de la dette publique, il fallait attendre l'arrivée de Reda Malek à la tête du pouvoir en 1994.

En avril 1994, l'Algérie, après une longue résistance, a fini par céder en signant le plan d'ajustement tant décrié. Cette démarche est accompagnée par un premier accord de rééchelonnement de la dette extérieure, qui entraîne la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel (PAS) négocié avec le FMI.[305] « ***Le gouvernement Reda Malek finit par accepter en avril 1994 avec la signature d'un nouvel accord « stand-by » visant le rééchelonnement des dettes publique et privée dans le cadre des négociations avec les clubs de Paris et Londres*** »[306].

Un plan de redressement sous l'égide du FMI est mis-en place ou l'assainissement des entreprises publiques dans la perspective de leurs privatisations était au cœur de ce programme, « ***L'accord avec le FMI s'est fait sur la base d'un principe, la confirmation d'un choix de libre entreprise et stabilisation*** ».[307].

Le programme dicté par le FMI, avait comme objectif de rétablir les déséquilibres macroéconomiques ainsi que la relance de la croissance, et cela par le biais d'une série de

[304] Temmar Hamid A,Op.Cit., P117.
[305] Bouhou Kassim, Op.Cit, P326.
[306] Rachid Mira,Op.Cit,P198.
[307] Temmar Hamid A, Op.Cit., P121.

mesures macroéconomique[308]. « ***Les programmes d'ajustement appuyés par le Fonds comprennent toute une gamme de mesures de politique économique. Elles couvrent la politique financière intérieure, la gestion de la dette extérieure, les incitations données par les prix (taux de change, taux d'intérêt…) et le régime des changes et de commerce*** ».[309]

Ces mesures entreprises par le gouvernement ont eu des effets immédiats sur la situation économique du pays, en termes de taux de croissance économique, les deux années qui ont suivi la signature des accords avec le FMI, ont connu une évolution à savoir de 4%. L'évolution du taux de croissance, c'est accompagné en 1996 avec la dette extérieure est ramené à 32%, alors qu'on prévoyait un taux de 42%. Ces résultats ont encouragé le gouvernement a initié une série de mesures afin d'inscrire son économie dans une stratégie libérale en transformant le cadre du fonctionnement de l'économie algérienne d'une économie dirigée vers une économie libérale ouverte à l'économie mondiale.

En 1993, l'Algérie a souscrit à un processus de signature d'un accord d'association avec l'Union européenne, qui est un partenaire de choix compte tenu du volume des échanges commerciaux effectués entre les deux parties. Après 21 Rounds de négociation, l'accord a été paraphé en décembre 2001 à Bruxelles et signé le 22 avril 2002 à Valence. Mais cette ouverture est confrontée à des contraintes aussi bien internes qu'externes [310].

Effectivement une grande partie de la société algérienne, des acteurs politique économique été contre la signature de cet accord, et la principale crainte qu'il avait été de nature économique car ils trouvaient les entreprises nationales peut compétitive et le tissu industriel algérien peu diversifié et il ne sera pas faire face aux entreprises et les produits Européens. Mais pas que car l'obligation de mettre en œuvre des réformes économiques afin de se conformer aux normes du marché Européens n'été pas une tâche facile pour l'Algérie qui venait de sortir d'une décennie noire.

---

[308] Parmi ces mesures : la libération du taux de change ainsi que les prix, mise en œuvre d'une politique de change qui a pour but d'assurer la compétitivité externe, l'élimination des subventions généralisées à la consommation, la compression des dépenses publiques, libéralisation du commerce ainsi que les paiement extérieurs, élargissement de l'assiette de la TVA, relévement des droits sur les produits de luxe et les appareils ménagers. voir plus de détail sur ces mesures : Akalay Omar, *« L'économie algérienne de l'ère des réformes (1989-1991) à celle de l'ajustement structurel (1994-1998) , Où va l'Algérie* » , Karthala,2001, P179.

[309] Cherif Chakib, « A propos du rééchelonnement et du rôle du FMI », *Revue Algérienne Des Sciences Juridiques Economiques Et Politiques*, N° 1, Université d'Alger,1995.P80.

[310] Les contraintes internes : une contrainte social aigue, ainsi une contrainte structurelles relatives à l'offre, et pour ce qui est des contraintes extérieures : une contrainte qui se manifeste par un taux supérieure à 1 d'élasticité des importations par rapport à la production ainsi qu'une très forte rigidité des exportations hors-hydrocarbures. Voir :Corm Georges, Op.Cit, PP 20,24.

Malgré toutes ces contraintes, on peut dire que les réformes entreprises durant cette période, continuent d'être à l'ordre du jour et qu'un nombre important de leurs aspects ont été et sont encore reconnus comme fondamentaux a tout projet démocratique et de gestion efficace de l'économie nationale.

§2 De 2000-2023 : Tentatives inachevées de libéralisation de l'économie nationale

La quatrième période commence en 1999, avec l'arrivée au pouvoir de feu Abdelaziz Bouteflika comme Président de la République. Cette période coïncidait avec la conclusion du programme d'ajustement structurel en mai 1998, marquée par le retour aux équilibres macroéconomiques et financiers.

Cela a conduit à l'orientation de l'agenda post-ajustement vers l'amélioration des facteurs structurels liés à l'insertion internationale du pays[311]. Le Président Bouteflika est arrivé avec un programme prometteur[312] qui ambitionnait de mettre en œuvre une série de réformes, tournées la promotion d'une économie de marché avec comme perspective la mise en place une démocratie participative et inclusive. Avec son arrivé, une nouvelle période commence, mais il faut avouer depuis l'indépendance du pays aucun vrai bilan de toutes les phases entreprises n'ait été fait[313].

Cette période était caractérisée par une abondance financière rendue possible grâce à la flambée des prix des hydrocarbures sur le marché mondial[314] . Grâce aux revenus massifs engrangés, l'Algérie a pu rembourser la quasi-totalité de sa dette publique internationale et entreprendre des programmes de dépenses et d'investissements publics à une échelle jusqu'alors inédite dans le pays.

Cette politique d'ouverture économique devait favoriser une transition vers un modèle de croissance fondé sur la modernisation de l'infrastructure publique, l'investissement ainsi que la cohésion sociale. Généralement la transition à l'économie de marché des économies post-planifiées passe par l'introduction de deux principes :

---

[311] Abbas Mehdi, Op.Cit,P62.
[312] Bozonnet Charlotte, Beaugé Florence,Akef Amir, « Abdelaziz Bouteflika, vingt ans de régné », *Le Monde*, voir plus sur le site : www.lemonde.fr consulté le 01/03/2021.
[313] Mahieu Ahmed, Op.Cit, P81.
[314]Mezouaghi Mihoub, « l'économie algérienne : chronique d'une crise permanente », *Politique Etrangére*, N°03, 2015, P17.

- Le changement du rôle de l'État dans l'économie qui s'exprime par la transition d'un Etat gérant à un État régulateur, garant de l'équilibre économique du pays ;
- La libéralisation du commerce extérieur, à travers l'ouverture à la compétitivité et à la concurrence internationale.[315]

Au début des années 2000, l'amélioration de la situation du marché pétrolier a entraîné un relâchement graduel de la contrainte budgétaire, permettant ainsi l'adoption d'une politique de relance inspirée par la théorie Keynésienne.[316]A la faveur de cette nouvelle ère l'Algérie a entrepris un rapprochement notable avec les États-Unis et s'engage activement dans la lutte contre le terrorisme international.

En parallèle, le pays a rétabli le dialogue économique et politique avec l'UE, en entamant des négociations en vue de la signature d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la communauté européenne, ses États membres et l'Algérie. Il faut rappeler que les négociations, en vue de la signature de cet accord, étaient entamées à la suite des directives de négociation, complétées le 14 décembre 2000. L'accord d'association qui en est résulté prévoyait la création d'un libre-échange bilatéral.

L'Algérie s'est également engagée à adhérer à la Grande zone arabe de libre-échange, une initiative lancée en 2004 et entrée en vigueur en 2009. Ajouté à cela la reprise des négociations d'adhésion à l'OMC qui vient renforcer les nouvelles orientations économiques. En l'absence de signes d'ouverture politique, le régime semble consentir une ouverture économique afin de relâcher la pression extérieure.

En effet, le libre-échange, va prendre sens par une démonopolisation des flux des biens, service et des capitaux ainsi qu'une élimination des barrières tarifaires, des réformes entreprises en Algérie afin de faire face à l'économie de marché. En effet, le contexte systémique confère à l'instauration du libre-échange en Algérie, à l'instar des économies en transition, une signification grave.

[315] Bouzidi Nachida M'hamsadji, *« 5 Essais sur l'ouverture de l'économie Algérienne »*, ENAG, Alger, 1998, P172.
[316] Mezouaghi Mihoub,Op.Cit, P19.

Effectivement, à la différence des ajustements qui s'effectuent au plan mondial et dont le libre-échange est le vecteur, ce dernier ne consiste pas dans ce cas, en un simple élargissement des mécanismes de marché, mais bien dans une transformation qualitative radicale[317].

L'introduction du libre-échange en Algérie s'opère dans un contexte historiquement sans précédent, celui d'une absence totale de la concurrence que ce soit entre les entreprises nationales ou étrangères, une absence qui vient dans un cadre d'exacerbation de la concurrence internationale.

L'Algérie est passée d'une situation de fermeture à l'échange international à celle d'ouverture, mais, « la mise en place de l'économie de marché en Algérie, considérée comme un cadre favorable à la croissance économique exige un encadrement efficace et une régulation ingénieuse des activités économiques et commerciales, par le biais de politiques publiques proactives, rénovées et adaptables. »[318] Beaucoup d'études montrent que la nature des politiques adoptées conditionne, dans une large mesure l'efficience et la compétitivité de l'économie.

De 2000 à 2006, l'Algérie adopte une politique d'orientation libérale. Des ajustements sont apportés au Code des investissements, incluant des exonérations et des exemptions fiscales, ainsi qu'un assouplissement du contrôle des changes, dans le but de stimuler l'investissement étranger.[319]

Progressivement, le démantèlement des monopoles publics s'étend à tous les secteurs d'activité, même ceux qui étaient traditionnellement considérés comme des attributs essentiels du pouvoir public : services urbains (distribution de l'eau, fourniture d'électricité, télécommunications), services bancaires, ainsi que les secteurs des mines et des hydrocarbures.

À la suite de la crise financière mondiale de 2008 et de la brutale chute des prix du pétrole, passant de 160 à 60 dollars, l'Algérie, qui dépend fortement des revenus des hydrocarbures représentant 97% des recettes d'exportations et 60% des recettes fiscales, n'a

[317] Ibid, P8.
[318] Bakir Mohamed, *« Tentative d'évaluation des politiques publiques en matière d'encadrement du commerce extérieur en Algérie »*, mémoire de magistère, Faculté des sciences économiques et sciences de gestion et des sciences commerciales, Oran2, 2013, P6
[319] Mezouaghi Mihoub,Op.Cit, P21.

pas été en mesure de faire face à cette déviation du marché pétrolier[320].

La politique d'ouverture en Algérie est mise à rude épreuve, car plusieurs indicateurs ont été considérés comme un échec de cette démarche. Parmi lesquels , on peut mentionner l'augmentation presque du simple au double des importations de biens au cours de la période 2006-2009, passant de 21 à 39 milliards dollars (contre seulement 9 milliards de dollars en 2000).[321] De plus, les transferts de devises à l'étranger liés au rapatriement des bénéfices des sociétés étrangères ont également été un sujet d'agacement pour les autorités, notamment en raison de certains opérateurs privilégiant le rapatriement de dividendes au détriment du réinvestissement des plus-values.

Malgré les incitations fiscales et sociales (le code des investissements étant similaire à celui des pays voisins), les flux d'investissements étrangers restent limités. [322]Ces facteurs entraînent un mouvement de ré-étatisation de la relation entre le national et l'international, à travers des dispositifs législatifs prévus dans la LFC, 2009[323]. Dans cette optique, un ensemble de mesures a été adopté. Alors que le débat sur les avantages de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne fait rage en Algérie depuis un an, les acteurs privés et publics le considèrent comme largement en deçà des attentes[324].

Une première série de mesures vise à réguler l'activité des opérateurs étrangers et à promouvoir la formation d'un capital productif domestique. Ces mesures comprennent l'obligation d'ouvrir le capital des sociétés importatrices (à hauteur d'au moins 30%) et des projets d'investissements étrangers (à hauteur d'au moins 51%) aux capitaux algériens[325].

De plus, le régime de concession de terrains publics, qui autorisait la cession au bout de deux ans, a été abrogé et remplacé par un régime de concession renouvelable jusqu'à 99 ans. Des contraintes ont également été imposées au transfert des bénéfices, tout en mettant en place des incitations pour favoriser leur réinvestissement. Par ailleurs, les prérogatives du

[320] Mezouaghi Mihoub, Talahite Fatiha, « Les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », *Confluences Méditérranée*, N°71, 2009, P11.
[321] Abbas Mehdi, Op.Cit, P62.
[322] Mezouaghi Mihoub, Talahite Fatiha, Op.Cit,P15.
[323] Abbas Mehdi, Op.Cit, P 63. Ordonnance N°09-01, Op.Cit, P04-19.
[324] Mezouaghi Mihoub, Talahite Fatiha, Op.Cit,P16.
[325] La règle 51-49%, instituée par l'article 58 de la Loi de Finances complémentaire pour 2009 avant d'être modifiée et transférée dans l'article 66 de la Loi de Finances pour 2016(loi n° 15-18 du 30 décembre 2015 portant la loi de finance pour 2016 J.O.R.A N°72 du 31 décembre 2015), détermine que la participation d'un investisseur étranger dans une société de droit algérien doit être limitée à 49%, , cette obligation été limité aux seuls investissements qui présentent un intérêt particulier ou stratégique(article 109 de la loi N°19-14 du 11 décembre 2019 portant la de finance de 2020 J.O.R.A N°81 du 30 décembre 2019)

Conseil national de l'investissement ont été rehaussées.[326]

Une seconde série de mesures s'attache à l'amélioration de la traçabilité de la transaction et prévenant les pratiques frauduleuses : présence obligatoire des personnes immatriculées au registre du commerce au titre des opérations d'importation ou de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés[327]. Parmi ces mesures figurent aussi l'obligation de domiciliation bancaire préalable avant toute opération d'importation, de règlement financier et de dédouanement.

De plus, le paiement des transactions commerciales doit se faire par le biais d'un crédit documentaire. Il est également requis de recourir à des sociétés d'inspection des marchandises avant expédition. Enfin, la réciprocité est établie avec les autres pays partenaires commerciaux[328].

Dans le domaine des marchés publics, la loi de finances complémentaire de 2009 consacre l'obligation, pour toute entreprise étrangère attributaire d'un marché public en Algérie, d'investir dans le domaine objet du marché en respectant la règle 51/49. En effet, conformément à l'article 24 du décret présidentiel n°10-236 portant réglementation des marchés publics, l'entreprise étrangère doit s'engager à créer une entreprise de droit algérien dont le capital social doit être détenu par les résidents locaux à concurrence d'un taux de 51%.[329]

Grâce à l'accord d'association avec l'Union européenne, l'Algérie prévoyait d'intégrer les marchés mondiaux, mais cela implique néanmoins de relever d'importants défis et de faire des concessions. L'un de ces défis réside dans le déséquilibre d'intérêts en matière d'échanges commerciaux, qui semble défavorable à l'Algérie[330]

Effectivement, l'Union européenne est le principal fournisseur de l'Algérie, représentant 60% des échanges commerciaux.[331] La quasi-totalité des exportations algériennes vers l'UE consiste en gaz et en pétrole, pour lesquels les droits de douane

[326]Mezouaghi Mihoub, Talahite Fatiha, Op.Cit, P13
[327] Ibid.P14
[328] Ibidem.
[329] Cette disposition a été confirmée par l'article 57 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics
[330] Kaci Nadjet, « L'ouverture commerciale : quels défis et perspectives pour l'économie algérienne », *Revue les cahiers du poidex*, Vol 09, N°02, 2020, P95.
[331] Ibid, P95

pratiqués par l'UE sont déjà nuls en dehors de cet accord.

Mais pas que, car même les flux d'investissement en provenance de l'UE restent très faibles. Ils n'ont apporté aucun changement sur le niveau et la diversification des exportations hors hydrocarbures vers les pays de l'Union européenne, ce qui a poussé la partie algérienne à maintenir toutes ces restrictions envers le capital étranger et remettre en cause toute la coopération commerciale internationale avec l'UE.

L'État algérien envisageait les investissements uniquement s'ils étaient totalement soumis à sa législation et à son contrôle.[332] Cette approche a marqué l'époque, mais a été modifiée ultérieurement pour être plus favorable aux investissements étrangers et plus ouverte à un traitement juridique spécifique, incluant des principes généraux du commerce international. Le gouvernement a élaboré le projet de loi de finances pour 2020 dans cette perspective avec pour objectif d'améliorer le climat économique en Algérie et d'attirer les investissements étrangers au profit de l'économie nationale, dans le but de stimuler la création des richesses et des emplois.[333]

Comme évoqué précédemment, une réforme du droit économique et des investissements ne pourra atteindre pleinement ses objectifs que si elle est accompagnée d'une évaluation objective du rôle de la justice et de son statut, avec pour objectif d'en faire un véritable instrument au service du bon fonctionnement de l'économie et du développement national. Le mécanisme de développement du cadre juridique des activités économiques, notamment l'évaluation de l'impact des accords internationaux sur les lois et normes existantes sur le plan interne devraient faire l'objet d'une attention des autorités publiques.

[332] Bekhechi Mohamed Abdelwahab, Op.Cit,P44.
[333] Bellour Nawel, « Investissements en Algérie : de la règle 51/49 aux secteurs stratégiques », *La tribune*,2020, disponible sur le site suivant :www.afrique.latribune.fr. consulté le 20/02/2021.

Section 2 : Présentation des ALE signés par l'Algérie

Sans échapper au vaste mouvement de mondialisation, l'Algérie s'est engagée dans un vaste processus de réformes économiques devant lui permettre de s'insérer dans la nouvelle dynamique de l'économie mondiale.

Elle a mené des négociations depuis plus d'une décennie afin de devenir membre de l'OMC. Tout comme, elle a signé des accords de libre-échange dans le but de crée des zones de libre-échanges. Il faut signaler qu'actuellement, la tendance internationale penche vers les ALE bilatéraux entre des États qui peuvent être même éloignés géographiquement et non plurilatéraux et régionaux comme été le cas auparavant à l'époque ou l'Algérie a signé ces ALE. Des accords avec lesquels l'Algérie visé à trouver des solutions non seulement à la frontière des pays mais plutôt aller vers des solutions à l'intérieur des frontières de ces pays partenaires.

En 2002 elle a signé un accord d'association avec l'union européenne (UE) dans la perspective d'instaurer une zone de libre-échange à l'horizon de 2017, l'EU qui est au cœur du réseau conventionnel formé par l'ensemble des ALE, une Union qui a mis en œuvre des accords model compatible avec les règles de l'OMC.

En 2009 a intégré la Grande Zone arabe de Libre Echange (GZALE), ainsi après une dizaine d'année l'Algérie a ratifié un accord portant la création de la zone de libre-échange continentale africaine et l'entrée en vigueur de la (ZLECAF) était prévue pour 2020[334].

Sous-section1 : Accords régionaux et plurilatéraux :

Sur le plan économique mondial, les pays arabes et africains sont loin d'être des acteurs agissant dans cette dynamique économique, contrairement aux cas des pays de l'UE ou les États-Unis. En effet, leur participation aux échanges commerciaux ne révèle pas une grande part de ce système multilatéral. Ces Etats, comme une bonne partie des autres Etats du monde ont rejoint le système multilatéral régi par l'OMC. Cependant, ce dernier n'a pas pu répondre aux attentes de ces pays, notamment africains et arabe.

[334] Décret présidentiel N°21-133 du 5 avril 2021, portant la ratification de l'accord portant la création de la zone de libre-échange continentale africaine, J.O.R.A N°36 du 16 mai 2021,P3.

Ces pays arabes et africains ont opté pour une intégration régionale comme une alternative au multilatéralisme, malgré leurs éloignements géographiques. Bien évidemment, il existe d'autres liens qui les unissent (religion, historique colonial etc.) et rend leurs intégrations économiques possible, d'où la signature de l'Algérie pour une série d'ACR.

§1 L'accord de libre-échange avec l'Afrique :

L'Afrique est un continent constitué d'États souverains en quête d'un essor économique porteur de développement durable, et de stabilité politique. De par le passé, chaque pays africain y compris l'Algérie avait une stratégie nationale salutaire en cherchant sa propre voie de sortie du marasme social, guidé par son propre patriotisme économique.

L'expérience montre que cette tentative, malgré sa légitimité étatique, est sans grand succès dans certains cas, vu la rigidité de la démarche, celle-ci a même fragilisé les efforts de développement déployés.

Ajouter à cela, nombre de pays africains, dont l'Algérie, ont été contraints d'adopter des mesures économiques draconiennes dictées par la Banque Mondiale ainsi que le FMI[335]dans le cadre des plans d'ajustement structurels visant à redresser les équilibres macroéconomiques. Mais en dépit de tout cela, l'Afrique, d'une façon générale, reste en marge de l'économie mondiale. Le commerce international représente une part importante du PIB africain atteignant près de 40%.[336]

Dans ce contexte, ou l'émergence des zones de libre-échange continentales fait partie de la nouvelle donne de l'économie mondiale, les pays africains voient une grande opportunité dans le regroupement cherchant à devenir une grande communauté économique régionale intégrée à part entière sur la scène internationale.

Une communauté régionale sans barrière tarifaire où les biens, les services, les capitaux et la main-d'œuvre circulent librement et sans entrave et sans barrières géographiques, contribue à l'amélioration du climat des affaires favorable à l'investissement aussi bien interne qu'externe en vue de renforcer le développement économique.

[335] Sharer Robert, « *Le commerce un moteur de croissance pour l'Afrique* », Finances et développement, Paris, 1999, P26.
[336] Rakoto-Ramambason,Hans Mandresy ,Op.Cit,P03.

Depuis quelques années, l'on assiste à un regain d'intérêt remarquable des États africains favorable au processus d'intégration régional. Il s'agit, en effet, d'une nouvelle dynamique qui traduit la volonté et la conviction des décideurs africains de faire de la prospérité et du développement de l'Afrique une priorité dans le cadre de l'intégration africaine.

Cela est d'autant plus valable que, l'économie mondiale a connu ces dernières années l'émergence des blocs économiques, par le biais des ALE en renforçant les zones de libre-échanges, ce qui n'ai pas le cas des pays africains.

Les économies des pays africains ont presque tous connu des crises économiques dans les années 90, et afin de renforcer et de remettre leurs économies sur les bons ~~en~~ rails, on a assisté depuis à la création de nouveaux blocs régionaux africains. De ce fait, l'Algérie devient un des pays membres les plus actifs sur toutes les formes de regroupements régionaux, tels que la ZLEA, ZLEAC, avant même la ratification de la ZLECAF, effectivement elle s'est investi dans plusieurs action afin de facilité la circulation des biens et services en Afrique par le biais de plusieurs projet d'infrastructures de transports tel que le port de Djen Djen, la route transsaharienne qui relie l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest .

En effet, il existe plusieurs formes d'accord d'intégration régionale en Afrique, dons plus de 200 organisations régionales africaine[337], cependant, le commerce africain est polarisé autour juste de quelque pays, car ces derniers ne sont pas insérés dans ces territoires régionaux car le commerce intra africain reste très modeste par rapport au commerce avec les autres pays non africains.

En 2012, l'Union africaine a initié le projet de la ZLECAF [338]qui a été signé par tous les pays africains à l'exception de l'Érythrée et pour l'Algérie elle a signé le 21 mars 2018 est entrée en vigueur le 1er janvier 2021[339]. De plus, 42 pays ont approuvé l'accord pour intégrer la ZLECAF dans leur système juridique et institutionnel national en tant qu'États parties, en outre, 38 de ces pays ont présenté des instruments de ratification à la commission

[337] Hugon Philippe, « *L'économie de l'Afrique* », disponible sur le site suivant : www.erudit.org consulté le 22/03/2022

[338] Silem Ahmed, Benziane Dalila, Sadi Nour El houda, « Commerce extérieur et développement économique des pays africains, un essai de typologie par ACP », *Revue Tadamsad- Unegmu*, Vol 03,N°01 2023, P42.

[339] Décret présidentiel N°21-133 du 5 avril 2021, portant la ratification de l'accord portant création de la zone de libre-échange signé à Kigali le 21 mars 2018, J.O.R.A N°36 du 16 mai 2021,P03.

de l'UE.[340]

L'objectif de cet accord est de créer un marché unique pour les marchandises et les services, faciliter la circulation des personnes physiques et faciliter les investissements. L'accord pose les bases de la création d'une union douanière continentale ainsi que de renforcer la compétitivité des économies des Etats parties.[341]

La ratification de l'Algérie de l'accord portant la création d'une zone de libre-échange continentale africaine constitue une deuxième expérience d'intégration régionale après celle avec l'UE, en raison de sa portée. Cet accord est considéré comme l'un des plus importants après celui qui a conduit à la création de l'OMC, avec l'Algérie faisant partie des vingt-deux premiers pays signataires de cet accord.[342]

L'effort de création d'une zone de libre-échange africaine remonte au lancement des négociations afin d'intégrer les marchés africains conformément avec les objectifs énoncés par le traité d'Abuja lors de la vingt-cinquième session ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'union africaine tenue à Johannesburg en 2015.

Il est important d'examiner, tous d'abord et en premier lieu, le volume ainsi que la nature des échanges commerciaux entre l'Algérie et ses partenaires africains, le deuxième point est d'évaluer le potentiel de commerce extérieur entre l'Algérie et ses partenaires africains afin de mesurer l'importance de l'intégration de l'Algérie a cette zone de libre-échange continentale pour bénéficier des opportunités d'exportation et d'anticiper les possibles pertes d'emplois qui pourraient survenir en raison de la substitution de certains produits locales par des importations africaines[343] . Il a été démontré dans une étude de la CNUCED que le commerce Inta-africain est plus diversifié que le commerce extra-africain.[344]

[340] Guides pour les petites et moyennes entreprises dans la région de la CEDEAO, *« comprendre la ZLECAF »*, www.africa.undp.fr. Consulté le 16/04/2023.
[341] Voir l'article 03 du Décret présidentiel N°21-133 du 5 avril 2021, Op.Cit, P4.
[342] Boumeghar Mohamed Yazid, « potentiel du commerce extérieur de l'Algérie vers l'Afrique, un essai de mesure », *Les cahiers du MECAS*, Vol 16,N°01, 2020, P12.
[343] Ibid, P13.
[344] CNUCED (2019), « *Key Statistics and Trends in Regional T in Regional Trade in Africa* », P30, voir le site : www.oecd.org , consulté 14/04/2023.

Le continent africain mobilise d'abord ses propres ressources internes, avec une pression fiscale oscille entre 16% et 22% du PIB [345], mais ces ressources ne couvrent qu'environ la moitié des besoins de financement. Il reste donc des marges progression importantes afin d'améliorer la mobilisation de ressources internes en explorant de nouvelles sources et en améliorant le recouvrement fiscal.[346]

En 2015, lors de la conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Addis-Abeba, l'accent a été mis sur l'augmentation des recettes fiscales en tant que levier essentiel du développement en Afrique.[347]

Depuis des années, les agences de développement martèlent la nécessité d'améliorer la collecte fiscale pour financer les chantiers liés aux infrastructures, à l'éducation et à la santé, nécessaires pour améliorer le niveau de vie des populations. Ces ressources ne peuvent dépendre uniquement de l'argent des bailleurs de fonds et des investissements directs étrangers.[348]

§2 La grande zone arabe de libre-échange :

Depuis l'indépendance de tous les pays arabes, ses derniers ont subi une multitude de crises[349] d'ordre sécuritaire (des guerres civiles, des couts d'État) et économique et social (chômage) sans fin. La régionalisation économique s'est présentée comme une solution à toutes ces crises, la réussite de cette régionalisation économique dépendra de la volonté de ces pays arabes a fixé les bonnes priorités et d'éliminé tous les problèmes stratégiques auxquels elles sont confrontées.

Dans une économie de marché, les pays ont tendance à se spécialiser dans les domaines où ils ont un avantage comparatif durable. De ce fait, pour qu'Etat évolue dans ce système dépend de sa capacité à se spécialiser dans le domaine ou elle peut être concurrentielle par rapport aux autres États.

---

[345] Voir plus de statistiques sur les recettes fiscal en Afrique le site suivant : www.oecd.org, consulté le 16/04/2023.
[346] Jacquemot Pierre, Raffinot Marc, « La mobilisation fiscale en Afrique », *revue d'économie financière,* N°131,2018, P243.
[347] Ibid, P243.
[348] De Verges Marie, « L'impôt est un moyen encore largement sous-employé en Afrique », article disponible sur le site suivant : https://www.lemonde.fr, consulté le 11/04/2021.
[349] Ben Abdelkader Fahmi, Labaronne Daniel, « *Les institutions de gouvernance dans les pays arabes, confiance et développement* », L'Harmattan, Paris,2014,P13

Or les économies des pays arabes se basent sur une production des produits pétroliers (primaires). Dès que les études économiques commencent à montrer que les zones de libre-échange sont susceptibles de contribuer aux développements des Etats de leurs avantages comparatifs, les pays arabes pour leurs parts ont essayé d'être l'un des acteurs de ce mouvement universel.

Effectivement, ces derniers se sont engagés dans un grand système d'intégration régionale économique, qui est la grande zone arabe de libre-échange GZALE, qui est établi en vertu du traité conclu au Caire en 1997.

Cette zone, dont l'Algérie est membres a pour but de stimuler les échanges commerciaux entre les pays arabes et de renforcer leurs pouvoirs de négociation avec les autres groupes régionaux tels que l'ALENA et l'UE, afin de pouvoir mieux se positionner dans la sphère économique libérale mondiale e cependant, l'analyse des données commerciales indique que la plupart de ces pays dépendent encore de l'occident car leurs exportations reste très peu diversifiés hors hydrocarbure, (des économies rentières)

En effet, l'Algérie étant consciente de l'importance d'augmentation de ses exportations hors hydrocarbures ainsi que des opportunités que représente le grand marché de consommation arabe dons elle peut bénéficier pour écouler ses produits nationaux, elle a remis son dossier afin d'adhéré à cette zone en 2008 à la Ligue arabe.

Effectivement, cette libéralisation régionale dans cette zone arabe est susceptible de stimuler la compétitivité des entreprises locales dans les pays arabes, et elle va leurs permettre de mieux préparer leurs économies nationales à une participation globale encadrée par l'OMC.[350]

Des statistiques[351] montre que les importations que fait l'Algérie avec les pays arabes dans cette zone de libre-échange sont plus diversifiées que des importations que fait l'Algérie avec l'UE. Des statistiques qui nous laissent à penser que cette intégration régionale a le pouvoir de développer des nouveaux aspects et domaines ainsi que de nouvelles opportunités pour ces pays arabes.

[350] Talahite Fatiha, Op.Cit, P90.
[351] Statistiques sur le commerce extérieur de l'Algérie qui se fait dans le cadre de la GZALE, 2019, publier par la direction générale des douanes sur le site suivant : www.douane.gov.dz , consulté le 15/08/2021.

Effectivement, le mouvement des produits hors hydrocarbures dans cette zone a connu une croissance très importante ces dernières années, ou leurs distributions se sont élargies à partir des marchés des pays du Golfe jusqu'à toute la zone.

Pendant plusieurs années les pays arabes ont fourni d'efforts en matière de coopération commerciale dans le cadre de la Ligue Arabes, et la GZALE représente le fruit de ces efforts. Malgré que la création de cette zone ne figurât pas parmi les objectifs de cette Ligue, cependant les pays arabes comme tous les autres pays se sont influencés par le mouvement libre-échangiste qui a touché tous les pays du monde.

Afin de promouvoir la libre circulation des biens et services ainsi que la circulation des capitaux, le Conseil économique et social (CES)[352], ce dernier qui est un organe de la Ligue arabe, a élaboré une convention qui a été adoptée par les pays membres en 1981, cette convention avait pour but de faciliter les échanges entre les pays membres de cette Ligue

Cependant, en 1996 les États arabes, voulaient allez au-delà d'une simple convention, mais plutôt opté pour un programme exclusif, qui pote sur la mise en place d'une zone de libre-échange, qui garantit une libre circulation des biens, services et capitaux intra-pays arabes.

En 1997 cet ambitieux projet fut adopté, et il suffit désormais pour faire partie de cette zone de ratifier la convention. Cependant cette ratification de cette convention ne suffit pas, car ces États doivent s'engager d'une manière officielle à appliquer tout le programme qui concerne la mise en place de cette zone de libre-échange. Ce programme comporte un abattement linéaire des droits de douane de 10% par an avant une date limite qui est le 1/01/2008.[353]

La libéralisation et l'élimination des obstacles des échanges commerciaux entre pays arabe est le but principal de l'instauration de cette zone. De ce fait, les États arabes adhérant à cette zone sont obligés de réduire d'une manière progressive les droits et taxes douanières les produits échangés dans cette zone, jusqu'à l'exonération totale lors de l'instauration de

[352] Pour avoir plus de détail sur cette organisation intergouvernementales et ses organes, veuillez consulter ce site suivant : https://www.studysmarter.fr/ , consulté le 15/08/2021

[353] CES, « Déclaration de la Grande Zone Arabe de Libre-échange, décision du CES n° 1317 SO59 du 19-02-1997, disponible sur le site suivant : https://www.economy.gov.lb/public/uploads/files/1436_4119_8440.pdf consulté le 15/08/2021.

cette zone de libre-échange qui été programmé pour 2007, cependant plusieurs défis ont retardé cette mise en œuvre de cette zone pour cette date.

Cependant, il faut souligner qu'il existe une exception qui concerne cette exonération de ces produits, qui est les produits agricoles[354], cette catégorie de produits dit sensibles est régit selon les principes de l'OMC, des principes et règles qui pour but de réformer le secteur agronome et d'améliorer les conditions d'accès aux marchés des pays arabes.

Cette convention de facilitation et de développement des échange commerciaux entre les États arabes, faite à Tunis le 27 février 1981 a été ratifié par l'Algérie en 2004.[355] En effet, la fin d'année 2008, cinq ans après l'avoir ratifié, elle a remis sa demande d'adhésion à la zone de libre-échange au niveau de la ligue arabe. Effectivement l'Algérie a adhéré officiellement en 2009. Dès lors elle a commencé de bénéficier d'un traitement favoriser et des avantages qui lui confère le droit d'accès aux marchés des pays arabes.

Cependant la mise en œuvre de cette zone, a affronté énormément d'obstacles, des difficultés qui ont entravé la libre circulation des biens dans cette zone. Il s'agit particulièrement, des tensions politiques que connait les pays arabes tel que le Maroc et l'Algérie, le manque des infrastructures, ainsi que l'absence d'une stratégie commine chose qui a eu un impact négatif sur les échanges entre ces pays, cependant il existe d'autres pays arabes pour qui les échanges est très actif au sein de cette zone tel que les Emirats Arabes Unis.

Il faut aussi souligner que même le manque de complémentarité entre les économies des pays arabes constitue une vraie contrainte à l'échanges entre ces dernières. On peut aussi dire que même le manque d'infrastructure (transport, télécommunication) a influencé d'une manière négative sur les échanges commerciaux dans cette zone.

[354] Mimouni Chahrazede, « Les échanges agricoles intra-arabe : la nature des échanges agricole entre l'Algérie et la GZALE », *Revue algérienne d'économie et gestion*, Vol 9, N°03,2016, PP128-146.
[355] Décret présidentiel N° 04-223 du 16 Joumada Ethania 1425 correspondant au 3 août 2004 portant ratification de la convention de facilitation et de développement des échanges commerciaux entre les Etats arabes, faite à Tunis le 27 février 1981, J.O.R.A, N°49, P4

Sous-section 2 : L'accord d'association

Nous allons nous focaliser dans notre étude sur l'accord d'association, étant donné que près de la moitié des importations de l'Algérie provient de l'Union européenne.[356]Il est important de souligner que les exportations hors hydrocarbures ne représentent qu'une fraction négligeable, soit moins de 3% du total des exportations algériennes.

Les relations entre l'Algérie et l'Europe (la France en particulier) ont joué un rôle prépondérant dans la politique économique mise en œuvre par l'Algérie au cours ces dernières décennies. Ces relations ont été influencées par le processus de construction communautaire et ont donné lieu à de nombreuses initiatives, allant de la politique méditerranéenne globale (PMG) au partenariat euro-méditerranéen, en passant par le projet de l'Union européenne.[357]

L'UE s'appuie sur plusieurs outils juridiques qui lui permettent de mettre en œuvre avec ses partenaires économiques des relations commerciales allons d'une simple coopération jusqu'à une relation stratégique et cela dépend de ses besoins. Ses accords peuvent être conclus avec un État ou bien même avec une entité régionale telle que le Mercosud[358]. La catégorisation des ALE se fait selon la profondeur et le champ d'application de l'accord, ainsi que la période durant laquelle cet accord s'est ratifié.

Les relations entre l'Algérie et l'Union européenne ont une longue histoire qui remonte à la création de l'UE dans sa première forme, en l'occurrence la CEE[359]. Étant considérée comme un territoire sous domination française au moment de la signature du traité de Rome en 1957, des dispositions spécifiques ont été prévues dans ce traité (voir article 227, comme l'Algérie été un département français elle bénéficiait des mêmes avantages et obligations que la France mais avec un régime particulier, car ces dernières étaient appliquées d'une manières adaptée), même après l'accession à l'indépendance de l'Algérie en 1962, l'article 227 a continué à s'appliquer de manière provisoire, car les relations socio-économiques et la structure des échanges commerciaux entre l'Algérie et la CEE nécessitaient l'établissement

[356] Oukaci Dahbia, « L'impact du démantèlement tarifaire », *Revue algérienne des sciences juridiques et politiques*, Vol 48, N°4, 2011, P139.
[357] Ibidem,
[358] Santander Sebastian, « Le mercosur et ses Etats membres : les asymétries interétatiques, un obstacle à l'intégration ? », *In* « ALENA-Mercosur, enjeux et limites de l'intégration américaine », L'IHEAL, livre disponible sur le site suivant : www.books.openedition.org , consulté le 18/03/2022.
[359] Bekenniche Otmane , Op.Cit,P150.

d'un cadre juridique bien défini.[360]

Cependant, au fil du temps, le maintien provisoire de l'article 227 a entraîné une précarité des échanges et une confusion totale dans les relations entre l'Algérie et la CEE. L'Algérie a remis en question le principe de la libre circulation des marchandises en instaurant le 28 octobre 1963, des droits de douane à plusieurs niveaux.[361]

Par la suite, la France a promulguée une des lois de finances afin d'encourager les échanges et de mieux intégré l'Algérie dans ce mouvement, on a la loi de finance de 1970 a aligné le régime appliqué aux autres pays de la CEE (une loi qui a harmonisé le régime fiscal avec les autres pays de la CEE, dans le but de faciliter les échanges commerciales intra-européen) et celle de 1973 a accordé le traitement de la nation la plus favorisée à tous les pays qui accordent le même traitement à l'Algérie.

Cependant en matière d'application ces mesures ont introduit une certaine ambiguïté (les termes qui sont utilisés dans ces lois ont été sujets à des différentes interprétations) et instabilité(la CEE avait concluent divers accords, ces derniers ont créer des tensions et des incertitudes sur la position de l'Algérie dans la sphère économique européenne) dans les relations commerciales entre l'Algérie et la CEE.[362]Le 26 avril 1976, l'Algérie a signé un accord de coopération avec la CEE, qui reposé sur trois grands domaines essentiels :

- La coopération commerciale ;
- La coopération économique, technique et financière ;
- La coopération dans le domaine de la main-d'œuvre.[363]

Cet accord a favorisé le développement des interactions avec l'Algérie. En 1993, l'Algérie a exprimé son accord de principe pour établir une zone de libre-échange avec l'Union européenne. Ce consentement démontre la volonté de l'Algérie de dépasser l'accord de 1976 et de donner une nouvelle impulsion à cette coopération en la replaçant dans le cadre d'un partenariat rénové.[364]

[360] Douici-Hachemi Naima, Op.Cit ,P161.
[361] Ordonnance N°63-414 du 28 octobre1963, instituant un nouveau tarif douanier, J.O.R.A, N°80 du 29 octobre 1963, P80.
[362] Douici-Hachemi Naima, Op. Cit, P161.
[363] Ibid, P162.
[364] Yahouni Oussama, berzigua Senoussi Amina, « Accord d'association entre l'Algérie et l'UE, mise en ouevre et perspectives », The Algérien journal of politicl sciences and international relation, N°15,2020, P372.

Après une période tumultueuse dans les années 1990, l'Algérie a exprimé sa volonté de revenir sur la scène internationale en relançant les négociations. Ces négociations ont duré cinq ans, comprenant 25 sessions au total, de 1997 à 2002.[365] En fait, cet accord d'association était le premier accord régional en Algérie à établir un cadre juridique pour l'intégration économique régionale dans cette région à la fin des années 1970.

Au cours des trente premières années de son existence, ce cadre est toutefois resté globalement et très vague, ambigu et largement inefficace. Ce n'est qu'en 2002, au milieu d'une recrudescence d'accords régionaux en Algérie, que les membres de l'UE ont entrepris un effort consolidé afin d'établir un cadre d'intégration juridique plus moderne et plus cohérent sur lequel bâtir des relations économiques plus efficaces dans cette région. Ainsi cette UE qui avait le droit de conclure des accords extérieurs en se basant sur les deux art 113et 238 du traité de Rome (le traité de Maastricht a remplacé le contenu de ces articles), ces articles attribuent à l'UE le droit de conclure des accords créant une association avec des Etats ou organisations internationales.

La particularité de ce nouvel accord appelé accord d'association par rapport à celui de 1976, c'est qu'il a pour but une mise en place d'une zone de libre-échange (par le biais d'une libéralisation des échanges d'une maniéré progressive) ainsi qu'un dialogue politique (par le biais de l'introduction des principes démocratique et ceux du respect des droits de l'homme) entre les deux parties de l'accord.

§1 Le contenu de l'accord d'association :

La conclusion d'un accord d'association comme tous les traités internationaux passe par plusieurs étapes : la négociation, la signature, la ratification ainsi que la publication.

Une conclusion d'un accord sur le plan juridique fait référence d'une part à l'ensemble des procédures qui conduisent à la création d'un traité et à l'engagement des parties. D'autre part, il peut également être compris dans un sens plus restreint, désignant uniquement la phase finale où les parties expriment leur consentement à être liées par le traité[366].

Avant d'aborder la présentation de cet accord, il est important de souligner qu'il s'agit d'un accord standard fondé sur des normes communes appliquées à tous les autres pays

[365] Ibidem.
[366] Manin Philippe, « *Droit international public* », Masson, Paris,1979, P80.

signataires. Cette observation fait référence aux efforts déployés par l'Algérie lors des négociations avec l'UE pour obtenir des concessions spécifiques, compte tenu des contraintes propres à son économie.[367]

En février 1994, lors de la réunion du Conseil de coopération bilatérale, l'idée d'un accord d'association entre l'Algérie et l'UE a été relancée. Cependant, à cette époque, l'économie algérienne était en crise. C'est après la signature de l'accord avec le FMI que l'intérêt croissant de l'UE pour cette association a commencé à se manifester.[368]

À partir de ce moment-là, la préparation des négociations pour un accord d'association entre l'Algérie et l'UE a pris une ampleur significative, aboutissant à la conclusion du cycle de discussions entamées en 1994 lors des rencontres des 10 et 11 février 1996 à Alger.

Les négociations entre l'Algérie et l'UE ont débuté le 4 mars 1997 à Bruxelles. Dès le début, l'approche adoptée par l'Algérie se démarque de celle des pays voisins qui ont également signé l'accord d'association.[369] Les négociateurs algériens ont exprimé deux revendications principales. Premièrement, ils ont demandé une démarche de libéralisation plus progressive. Deuxièmement, ils ont plaidé en faveur d'une orientation qui dépasse les limites étroites de la coopération strictement commerciale proposée par l'UE, en faveur d'une coopération plus productive.[370]

L'Algérie a rejeté les modalités d'intervention dans la protection industrielle telles que définies dans la déclaration de Barcelone. Elle s'est opposée au principe d'un démantèlement tarifaire continu et a plutôt défendu le principe d'une révision périodique tous les 3 à 5 ans.

Après une série de 21 cycles de négociations, l'accord d'association entre l'Algérie et les États membres de l'Union européenne a été d'abord accepté le 19 décembre 2001, puis formellement signé le 22 avril 2002 lors du sommet euro-méditerranéen de Valence, en Espagne[371].

[367] Bouzidi Nachida, « Les enjeux économiques de l'accord d'association Algérie-UE », *Revue IDARA*, Vol 12, N°02, 2002, P82.
[368] Douici-Hachemi Naima, Op. Cit, P169.
[369] Bouzidi M'hamsadji Nachida, Op.Cit, PP120.121.
[370] Ibidem
[371] Douici-Hachemi Naima, Op. Cit, P171.

Un accord d'association a été signé le 22 avril 2002, ratifié par l'Assemblée nationale le 26 avril 2005, et est entré en vigueur le 1er septembre 2005.[372] Soit trois ans après sa conclusion et dix ans après la conférence de Barcelone.

Cet accord repose sur une coopération globale entre les deux parties, cependant il a mis l'accent comme tous les autres accords signés par l'UE avec les pays voisins sur trois domaines : économique, politique, et financière.

Il faut souligner que cet accord s'inscrit dans le cadre d'une volonté des autorités algérienne de rétablissement de l'image de l'Algérie au plan international une situation ou les recettes pétrolières ont contribué positivement au redressement de la situation externe de l'Algérie.

Cet accord comprend un préambule ainsi que 110 articles répartis en 9 titres, 6 annexes et 7 protocoles. Il englobe huit domaines clés :

- Le dialogue politique ;
- La circulation des marchandises ;
- Le commerce des services ;
- Les paiements, les capitaux, la concurrence et autres dispositions économiques ;
- La coopération économique ;
- La coopération sociale et culturelle ;
- La coopération financière ;
- La coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.[373]

Pour résumé, cet accord d'association c'est un accord qui est étendu à tous les domaines et secteurs productifs, avec un traitement spécifique pour le secteur de l'agriculture. En effet, l'accord est approfondi, car non seulement il oblige les États signataire à éliminer les obstacles tarifaires qui entravent la libre circulation des biens et services, mais aussi l'élimination de tous les autres obstacles non tarifaires. Cela se réalise par le biais d'un rapprochement des législations de tous les partenaires de l'accord afin de pouvoir intégrer l'économie algérienne progressivement dans le marché de l'UE.

[372] Ait Habouche Adbelmadjid, Mihoub-Ait Habouche Ouahiba, Op. Cit,P32.
[373] Bekenniche Otmane, Op.Cit,PP 125-129.

Un bref aperçu de l'architecture du contenu de cet accord est décliné ci-dessous :

- Titre I : traite le sujet du dialogue politique (Articles 3-5)
- Titre II : traite le sujet de la libre circulation des marchandises

- Chapitre 1 : la libre circulation des produits industriels (Articles 6, 7-11)
- Chapitre 2 : la libre circulation des produits agricoles, pêche et produits agricoles transformés et les différentes mesures d'exception qui touche cette catégorie de produits (Articles 12-16)
- Chapitre 3 : Dispositions communes (Articles 17-29). Les articles 6-29 concernent le développement des échanges en vue de la création d'une zone de libre-échange après une période de transition de 12 ans.

- Titre III : traite le sujet du commerce et des services (Articles 30-37)
- Titre IV : traite le sujet du paiement, capitaux, concurrence et autres dispositions économiques (Articles 38-46)
- Titre V : traite le sujet de la coopération économique (Articles 47-66)
- Titre VI : traite le sujet de la coopération sociale et culturelle (Articles 67-78)
- Titre VII : traite le sujet de la coopération financière (Articles 78-81)
- Titre VIII : traite le sujet de la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures (Articles 82-91)
- Titre IX : traite le sujet des dispositions institutionnelles générales et finales (Articles 92-110).[374]

Selon les termes de cet accord, il est prévu la mise en place progressive d'une zone de libre-échange sur une période de douze ans, en conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)[375].

La libéralisation prévue dans l'accord se fait de manière différenciée entre les produits manufacturés et les produits agricoles. Pour les produits manufacturés, ils sont classés en

[374]Ait Habouche Adbelmadjid, Mihoub-Ait Habouche Ouahiba, Op.Cit,PP32-34.
[375] Castagnos Mireille, Paoli Jean Paul, « L'Algérie, l'OMC, et l'UE : le point sur les négociations en cours », *Le Moci*, N°1760,2006, P20.21.

trois catégories distinctes : les biens intermédiaires, les biens d'équipement et les biens finis. En ce qui concerne les produits agricoles, des concessions réciproques sont prévues.[376]

En ce qui concerne les services, l'Union européenne se réfère à l'accord général de l'UE avec l'OMC, tandis que l'Algérie applique la clause de la nation la plus favorisée.[377] Cette disposition de protection sera accompagnée d'un soutien visant à améliorer les normes de compétitivité. À partir de 2007, l'Algérie et l'Union européenne ont commencé à mettre en œuvre concrètement l'Accord d'Association en établissant des instances de suivi et des mécanismes de soutien pour accompagner les acteurs impliqués[378].Parallèlement, l'Algérie s'est engagée dans des efforts considérables de modernisation de son tissu socio-économique afin de relever les défis posés par cet Accord.[379]

La définition juridique de l'Accord d'Association est comme on l'a déjà vu c'est « un Accord conclu entre deux ou plusieurs partenaires par un consentement mutuel et destiné à produire des effets de droit »,[380] une manifestation de volonté concordante représente une convention où un traité international, il peut être un Accord de forme simplifiée caractérisée essentiellement par l'absence de ratification, ou bien traité multilatéral, ou convention multilatérale générale relative à des règles générales de droit international portant sur des questions d'intérêt commun pour l'ensemble des partenaires.[381]

L'accord d'association avec l'Algérie remplis tous ces critères, il se caractérise par la force de droit, c'est un acte écrit entre deux sujets internationaux (l'Algérie et l'Union européenne), qui a pour but la création d'une zone de libre-échange.

L'objectif énoncé dans les préambules de l'accord d'association est de réaliser pleinement les objectifs de l'association, et cela en favorisant un rapprochement du niveau de développement économique et social entre les parties contractantes. Ce rapprochement est envisagé à travers l'établissement d'une coopération renforcée et d'un dialogue régulier dans les domaines économique, scientifique, technologique, social, etc., afin de promouvoir une meilleure compréhension mutuelle.[382]

[376] Khiat Kenza Linda, Op.Cit, P128.
[377] Ibidem.
[378] Yahouni Oussama, berzigua Senoussi Amina,Op.Cit, P373.
[379] Ibidem.
[380] Ruzie David, « *Droit international* »,Dalloz,Paris,1999,P14.
[381] Yahouni Oussama, berzigua Senoussi Amina,Op.Cit, P374.
[382] Douici-Hachemi Naima, Op.Cit P171.

L'Accord d'Association entre l'Algérie et l'Union européenne avait deux objectifs majeurs :

1- Politique : visant à rétablir la réputation et la crédibilité de l'État algérien, qui avaient été sérieusement affectées par la crise sécuritaire et politique qu'a connue le pays durant la décennie de la tragédie nationale.

2- Économique : avec une ambition de relancer, restructurer et moderniser le système économique algérien, en vue de la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2017.[383]

Ces deux grands objectifs on peut les détailler comme suit :

- Une réduction progressive des droits de douane afin de pouvoir créer une zone de libre-échange ; ainsi qu'une libre circulation des capitaux et personnes, dans un cadre de respect des liberté fondamentales des droits de l'homme et d'un dialogue politique.[384]

§2 La mise en œuvre de l'accord d'association :

L'application des mesures prévues dans le cadre de l'accord d'association est supervisée par deux organes essentiels : le Conseil d'Association et le Comité d'Association. Ces deux organes sont responsables de garantir la continuité et la mise en œuvre effective de l'accord d'association.

Afin de faciliter la mise en œuvre de l'accord, l'Algérie a établi un Comité permanent chargé de préparer et de surveiller la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne. Sous l'autorité du Ministre d'État Ministre des Affaires étrangères, ce Comité est présidé par le Directeur général Europe du Ministère des Affaires étrangères.[385]

En outre, le Ministre du Commerce a établi une Commission technique dont la responsabilité est de surveiller la mise en œuvre de la zone de libre-échange.[386] Cette Commission, présidée par le Directeur général de la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (C.A.C.I), joue un rôle crucial dans le suivi des mesures relatives à la zone de libre-échange. Son objectif est d'assurer le bon déroulement des mesures liées à la zone de

[383] Bellatreche Youcef, « Dix ans après la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européénne : quel impact sur le commerce extérieur Algérien », *Revue Nouvelle Economie*, Vol08,N°02, 2017, P5.
[384] Yahouni Oussama, berzigua Senoussi Amina,Op.Cit, P375.376.
[385] Chambre algérienne de commerce et d'industrie, *« Présentation générale de l'accord d'association »*, www.caci.dz. Consulté le 21/06/2022.
[386] Ibidem.,

libre-échange et de veiller à leur application effective.

2-1 Le conseil d'association :

C'est le plus haut organe politique de l'accord le premier responsable sur la surveillance sur l'application des dispositions de l'accord et leur réalisations dans tous les domaines de l'accord en particulier la libéralisation du commerce des produits et des services ainsi que ceux des investissements.

Cet organe joue un rôle principal da la mise en œuvre ou même dans le lancement des négociations afin d'adapter ou de modifier certaines dispositions de cet accord.

Il est constitué de deux parties : d'une part, les membres du Conseil de l'Union européenne et les membres de la Commission européenne, et d'autre part, les membres du gouvernement algérien.

Il se réunit une fois par an et comprend les participants suivants :

I) La délégation signataire de l'accord d'association, composée des membres du gouvernement algérien.

II) La délégation du Conseil de l'Union européenne, comprenant les ministres des Affaires étrangères des États membres.

III) La délégation de la Commission européenne.

IV) Un représentant de la Banque européenne d'investissement.

Lors de ces réunions annuelles, les membres du Conseil d'association discutent et examinent les questions relatives à la mise en œuvre et au suivi de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne.[387]

Les membres de l'organe peuvent solliciter l'aide de fonctionnaires en cas de besoin. Avant chaque session, la composition prévue de chaque délégation doit être notifiée au président de l'organe.[388] Chaque délégation bénéficie d'une influence politique équivalente, sans tenir compte des différences économiques entre les partenaires, conformément au principe de parité des organes.

[387] Douici-Hachemi Naima, Op.Cit P171.
[388] Bekenniche Othmane,Op.Cit, P114.

2-2 Le comité d'association :

On peut qualifier ce comité d'organe technique, car il s'occupe des problèmes technique et administratifs de l'accord, ainsi il est constitué d'un nombre important d'experts technique en la matière. Chaque pays partenaire a le droit d'avoir un représentant dans ce comité d'association, ainsi qu'un représentant de la Commission européenne[389]. Ses membres se réunissent généralement au niveau des ambassadeurs.

Ce comité a comme objectif de prendre des décisions de nature à faciliter les échanges entre les membres de cet accord l'association. En effet, il dispose d'un pouvoir décisionnel et consultatif entre les parties partenaires, voire même formuler des avis. Ce pouvoir c'est l'article 11,21 et l'article 41 de l'accord qui le stipulent.

Avant de prendre toutes mesures, les États partenaires sel, on l'article 24, ils doivent informer ce Comité. C'est le Conseil d'association qui détermine sa composition et son fonctionnement, car la mission principale de ce Comité est d'assister le Conseil d'association dans son travail.

Le rôle de ce comité est primordial afin de consolider les relations économiques et commerciales entre les deux parties de l'accord d'association, en surveillant l'application et le respect des engagements qui sont pris dans le cadre de cet accord entre des partie.

En effet, un comité qui constitue une plateforme de dialogue entre les parties sur toutes les questions soit économiques, politique et voir même sociales, et même dans le cas d'un désaccord, il peut proposé des solutions ou même formuler des recommandations afin d'améliorer les liens entre les parties.

[389] Ibid,P118

Partie II

Effet des ALE sur la politique fiscale : un système fiscal en retrait par rapport à la mondialisation

L'ouverture d'un Etat à l'économie de marché et sa signature d'ALE va réduire d'une manière considérable sa marge de manœuvre en matière d'imposition fiscal. Un problème crucial auquel les pays en voie de développement sont affrontés dans leurs processus d'ouverture économique car leur politique fiscale se focalise sur les différentes taxes et droits de douane assises sur les échanges internationaux afin d'alimenté leurs ressources publiques.

De plus, les taxes assis sur les ressources interne ne sont pas aisées à lever contrairement à ceux des échanges internationaux à cause de plusieurs facteurs tel que l'importance du secteur informel, ainsi que le manque d'efficacité de l'administration fiscale leurs recouvrement n'est pas une tâche facile.

En effet, a cause de ces conditions, la ratification de l'Algérie des ALE a imposé un passage à une politique fiscale différentes ce qui a imposé le passage obligatoire à des réformes d'ordre juridique et institutionnelle, afin de faire face au manque à gagner dû à l'élimination des taxes douanières et faire face aussi à la concurrence étrangère dans un but qui est de garantir des intérêts économiques algériens (Titre 1).

Avec l'entrée en vigueur d'un ALE les pays partenaires vont entamer un démantèlement tarifaire dans une durée bien déterminé selon les clauses de l'accord. Une élimination de tous les obstacles tarifaires et non tarifaires qui peuvent constituer une entrave aux échanges économiques entre ces pays partenaires va avoir un impact négatif sur les recettes publiques, c'est pour cette raison que la question douanière est au cœur de la problématique d'ouverture économique (Titre 2).

Titre 1 : L'incidence fiscale des ALE : des difficultés à surmonter

Grace à un environnement économique mondial qui est de plus en plus libéral, aujourd'hui les pays en voie de développement sont conscients des gains potentiels d'une intégration économique régionale et la signature d'ALE, une situation qui a mis ces pays en rivalité afin de proposer aux opérateurs économiques un environnement juridique le plus attractifs possible afin de pouvoir les attirer, et l'instrument le plus utiliser dans cette course concurrentielle est la fiscalité.

En effet la politique fiscale joue un rôle essentiel dans l'attractivité d'un système juridique d'un pays car elle établit le cadre dans lequel s'effectuent les échanges internationaux et les investissements. Afin d'avoir une évaluation complète sur l'impact des ALE sur la fiscalité et l'interdépendance entre politique fiscale et l'investissement pour le cas de l'Algérie, nous avons consacrer un chapitre complet à l'évolution du cadre juridique fiscal algérien retraçant le chemin parcouru à travers les divers systèmes économiques et politiques qui se sont succédé (chapitre 1).

Le gouvernement algérien a entrepris depuis les années 1990, une série de réformes d'ordre fiscal, un système fiscal qui est un moyen essentiel d'orientation et d'encouragement des investissements, notre analyse va ciblez les mesures entreprises par le gouvernement afin de compensé la diminution des recettes douanières résultantes de la signature des différents ALE, ainsi que la détermination des différents avantages fiscaux accorder aux entreprises dans le but d'encourager les investissements (chapitre 2).

Chapitre 1 : Le système fiscal national à l'ère des ALE, des réformes d'ordre législatif et institutionnelle

Ce chapitre a pour but d'analyser dans une perspective juridique la politique fiscale ainsi que les différentes réformes fiscales prises par les responsables algériens afin de répondre aux exigences socio-économiques sur le plan national et international, et d'améliorer la structure économique de l'Algérie afin de répondre aux exigences de l'économie de marché.

Dans le but d'améliorer le climat des affaires et le rendre plus attractif pour les investisseurs. Ces réformes n'ont pas été uniquement appliqués sur le plan des textes législatif régissant les impôts mais ils été aussi sur le plan institutionnel, car afin de bénéficier des avantages des ALE, il faut une coopération fiscale inhérente ainsi qu'une coordination entre les structures institutionnelles fiscales au sein de chaque Etat signataire de ces accords (section 1).

Les pays en voie de développement, après avoir signé des ALE, ces derniers renoncent à un flux stable de recettes qui a pour but de financer le développement local, en effet, la voie des zones de libre-échange est ouvertes par ces pays afin d'attirer les IDE les obligeant à renoncer à une source fiscale importante. Pour l'Algérie, le principal défi consiste à trouver un équilibre à travers l'adaptation d'une politique fiscale qui soit favorable aux investisseurs étrangers pour dégager des recettes suffisantes pour financer le développement local (section2).

Section 1 : L'évolution de la politique fiscale en Algérie

Généralement, la conception d'une politique fiscale représente un mode d'expression qui reflète l'idée politique ainsi que le choix socio- économique qui est adopté par l'Etat. Car un système fiscal résulte des réalités historiques, politiques et sociales propre à chaque Etat.[390]

En effet, toutes les politiques fiscales sont sous la dépendance du régime politique, et que leurs choix sont mis en œuvre selon l'orientation politico-économique et du régime politique. De ce fait, la politique fiscale est parmi les principaux instruments d'intervention des politiques gouvernementales, d'où le lien étroit entre politique fiscale et souveraineté.

Pour ce qui est d'Algérie, la politique fiscal algérienne a évolué en fonction de l'histoire politique du pays, l'évolution de la fiscalité algérienne est marquée par trois grandes étapes, la première est celle qui consistait à reconduire le système fiscal colonial hérité à l'indépendance, la deuxième est celle de la période socialiste, la troisième est celle des changements profonds (sous-section 1), ces réformes de 1992 ont élaboré une nouvelle conception fiscale par le biais de mesures législatives, cependant ces réformes ont touchait même la structure de l'administration fiscal dans l'objectif été d'alléger la pression fiscale sur les contribuables, parallèlement, développer de nouveau moyens de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, ce qui permettra à l'administration fiscale d'adapter de manière plus efficace son intervention dans le domaine économique.(sous-section 2)

[390] Valle Annie, « *Les systèmes fiscaux* », Seuil, Paris, 2000, P20.

Sous-section1 : Réformes du système fiscal algérien

Historiquement, le système fiscal algérien s'est construit à partir du modèle colonial, auquel, ont été rajoutées des nouvelles mesures et dispositions au fil du temps, et vu que la fiscalité algérienne est composée de deux grands types de droits, la première qui est la fiscalité pétrolière, et la deuxième qui est la fiscalité ordinaires qui regroupe la fiscalité directe ordinaire, et la fiscalité indirect, à la différence, des économies qui ne dépendes pas des hydrocarbures qui considèrent la mobilisation des recettes fiscales à partir des impôts imposés sur la production de richesses économiques de manière obligatoire, une source principale de financement public, en Algérie, la prédominance a été octroyée à la fiscalité pétrolière qui assume la principale mission de financement public, en conséquence, la fiscalité ordinaire n'a pas jouer pleinement son rôle.

D'où, l'incapacité du système fiscal hors hydrocarbures à mobiliser les ressources suffisantes, parallèlement, l'absence d'une politique de développement économique, a contribué à la formation d'une économie informelle, soutenue par le faible contrôle de l'administration fiscale, l'efficacité de la politique fiscale est très étroite, en effet, le seule moyen de rendre la fiscalité ordinaire rentable et efficiente, il est important de procéder à des réformes plus profondes que ça soit sur le plan des textes régissant l'activité économique ou bien sur le plan institutionnel .

§1 La politique fiscale algérienne :

La loi fiscale est conçue dans le but de collecter des fonds pour le gouvernement, et les règles qui définissent les pouvoirs des autorités fiscales et celles qui déterminent les impôts applicables aux opérations internationales sont influencées par cette préoccupation financière[391].Les législations fiscales sont généralement mises à jour avec de nouvelles mesures pour prévenir ou combattre la fraude et l'évasion fiscale internationale. Les négociations fiscales entre les gouvernements cherchent à protéger au mieux les intérêts financiers de chacun dans la répartition des pouvoirs d'impositions qu'ils ont à élaborer.

La fiscalité constitue un levier très important des politiques publiques qu'elles relèvent de doctrines économiques d'obédience classique ou bien keynésienne. Généralement, la mise en place d'un système fiscal constitue, une option que choisissent les Etats afin de

[391] Schmidt Jean, « *l'impôt : politique et technique* », Dalloz, Paris, 1995, P15.

mettre en place des politiques incitatives en faveur d'objectifs précis.

La politique fiscale est un domaine d'étude vaste qui couvre plusieurs aspects de la finance publique et suscite de nombreux débats visant à définir précisément les différents termes qui englobent les prélèvements obligatoires tels que la fiscalité et la parafiscalité.[392]

La solidité financière du gouvernement (la stabilité des finances publique) est un aspect crucial du développement durable car les services essentiels tel que la santé ou l'éducation dépendent de son financement afin de garantir cette solidité financière. Il est important que l'Etat utilise autant que possible ses propres ressources financières et plus précisément les revenus fiscaux afin de financer ces services publics.

Les pays en voie de développement tel que l'Algérie dépendent largement des taxes provenant du commerce international pour leurs finances publiques. Cependant il est important pour ces pays de diversifier leurs sources de revenus.[393] Cela explique la relation étroite entre la fiscalité et le développement. Pour plusieurs raisons, les pays en développement rencontrent des difficultés lorsqu'il s'agit de recueillir ces recettes fiscales nationales efficacement.

Au fil du temps, la politique fiscale a dépassé sa mission initiale de collecte de recettes fiscales en vue de financer les activités gouvernementales. Désormais les gouvernements lui confèrent des objectifs d'ordres économiques et sociaux et introduisent dans leurs systèmes fiscaux plusieurs mesures fiscales préférentielles permettant aux contribuables d'annuler ou de réduire le montant des impôts à payer.[394]

L'Algérie a initié une série de réformes fiscales après les années 1990, ainsi l'analyse de ces réformes revêt un intérêt particulier car elle offre un témoignage concret sur le déroulement de ce processus, mettant en lumière à la fois les aspects positifs et négatifs ainsi que les obstacles et entraves rencontrés. Cette étude contribue ainsi à éclairer le débat actuel sur l'efficacité des réformes fiscales en général et son impact sur l'économie national. Après toutes les années de mise en œuvre des réformes, il est désormais possible d'analyser les

[392]Rabah Fatima Zohra, « *la politique fiscale et la contrainte financière* », Thèse de doctorat en analyse économique et développement, Faculté des Sciences économiques, Sciences de gestion et des sciences commerciales, Université d'Oran2, 2016-2017, P7.
[393] Ndour Cheikh Tidiane, « libéralisation commerciale et recettes fiscales », *Revue d'Economie Théorique et Appliqué*, Vol 06,N°02, 2016, P194.
[394] Rabah Fatima Zohra, Op.Cit., P59.

implications des réformes sur le plan juridique, ainsi que leurs limites et incohérences.

La politique fiscale de l'Algérie a connu des évolutions marquées par une multitude de changement selon l'orientation politique du pays, d'abord vers le socialisme, puis à la période des ajustements structurelle, et enfin vers l'économie de marché. Pendant la période où le pays était engagé dans des programmes d'ajustement structurel, les réformes fiscales ont principalement consisté à mettre en place une législation fiscale moderne, largement influencée par le modèle préconisé par les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le FMI, ainsi que par les accords de libre-échange que l'Algérie a signés.

Cependant, les limites importantes qui se manifestent dès maintenant limitent considérablement l'impact de ces réformes. Elles résultent à la fois de problèmes structurels et aussi des répercussions d'une crise économique, politique et sociale persistante. La véritable volonté de libéraliser le commerce extérieur a été mise en œuvre en 1990 grâce à des mesures juridiques, notamment par l'adoption de la loi 90-10 sur la monnaie et le crédit, visant à réguler la masse monétaire.[395]

La loi de finances de 1991 a introduit des changements fiscaux en remplaçant la TUGP par la TVA. De plus, le décret 91-37 a marqué la fin du monopole de l'État sur le commerce extérieur, grâce à la réglementation élaborée par la Banque d'Algérie pour l'agrément et l'installation des concessionnaires en Algérie.[396]

Dans le cadre de ces réformes économiques menées en Algérie depuis le début des années 90 suite aux politiques d'ajustement structurel édictées par le FMI. L'Etat algérien va se consacrer principalement aux investissements en infrastructures, et laisser aux entreprises privées l'initiative de l'investissement en capital, se cantonnant, dans ce domaine, à stimuler l'investissement par un certain nombre de mesures incitatives dont, notamment, les dépenses fiscales.[397]

[395] La loi N°90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, J.O.R.A N°16 du 18 avril 1990, abrogé par l'ordonnance N°03-11 du 26 Aout 2003 ,J.O.R.A N°52 du 27 Aout 2003,modifieé et complété par l'ordonnance N°10-04 du 26 Aout 2010, ,J.O.R.A N°50 du 1 septembre 2010,modifieé et complété par la loi N°17-10 du 11 octobre 2017, ,J.O.R.A N°57 du 12 octobre 2017.
[396] Mennad Naima, Op.Cit,P26.
[397] Temmar Hamid A, Op.Cit,P110.

Car historiquement l'économie algérienne a opté pour plusieurs choix économiques. En premier lieu pour l'économie socialiste basée sur la planification et la nationalisation des secteurs stratégique, pour la restructuration des entreprises publiques, puis à l'ajustement structurel au début des années 90, pour admettre en fin de compte la libéralisation graduelle de l'économie nationale et l'ouverture de l'économie nationale vers l'économie de marché.[398]

Selon quelques acteurs économiques Algérien tel que le SNEP considère que l'ouverture économique est une obligation imposée par les institutions internationales. Et certains nationalistes utilisent cette situation pour dénoncer des pertes d'autonomie économique et réglementaire.[399] Cependant, cette ouverture économique favorise la pluralisation des intérêts et offre de nouvelles opportunités d'accumulation à des acteurs qui étaient auparavant exclus.

Une ouverture qui s'est traduite par la signature de plusieurs accords internationaux, une situation qui a poussé le législateur algérien à revoir toute la réglementation qui gérait le secteur économique et plus précisément le domaine fiscal.

La réforme fiscale qui arrive à la fin de l'année 1990, s'intégrant dans les démarches générales des réformes économiques, qui ont comme objectif de corriger les ambiguïtés d'une fiscalité qui n'a jamais eu jusque-là d support national.

Un système fiscal qui ne répondait plus aux exigences de la nouvelle sphère économique dans laquelle évolue le pays. Ces réformes auraient comme objectifs une modernisation de l'économie ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs économiques.

Le système fiscal algérien a connu depuis 1992, des réformes radicales que ce soit dans le système d'imposition ou dans le système administratif. Trois principaux impôts constituent la substance principale de la réforme fiscale en Algérie, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'impôt sur le revenu global (IRG) et l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS)[400].

[398] Oukaci Dahbia, Op.Cit, P137.
[399] Abbes Mehdi, Op.Cit,P61.
[400] Bouderbala Mohamed Abdou, « La réforme fiscale en Algérie », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques et Politiques,* Vol 51, N° 2,2014,P48.

L'introduction de l'impôt sur le revenu global à travers l'article premier du code des impôts directs et taxes assimilées (C.I.D.T.A), a été en vue de simplifies les obligations des redevables et faciliter la tâche des services fiscaux. Ainsi il frappe toutes les catégories de revenu rassemblées dans une seule assiette, il permet l'application des taux différents selon un barème divisé en tranches avec des abattements[401].

Et c'est dans les même conditions que la TVA a été instituée, la création de la TVA a impliqué la réduction du nombre des exonérations à cause du régime des déductions qui la caractérise.[402]

Afin de garantir une application efficace de la nouvelle législation, il faut l'accompagner d'une nouvelle structure fiscale, ainsi qu'une réorganisation de l'administration fiscale. « La réforme de l'administration fiscale a touché principalement l'organisation administrative, les procédures de gestion et les ressources. »[403], ces différentes réformes, ont été bien adoptées dans l'espoir d'aménager l'émergence des petites et moyennes entreprises (PME), ainsi qu'encourager les investissements productifs, et de poursuivre l'élargissement de l'assiette fiscale.

Les plus importantes dispositions fiscales introduites sont principalement le renforcement des garanties des contribuables vérifiés, ainsi que l'allégement des procédures administratives en faveur des entreprises (nationales et internationales), plus précisément, celles liées aux contrôles et au contentieux fiscal, la lutte contre le marché informel ainsi que, la mise en place du programme de conformité fiscale volontaire, etc.

---

[401] La loi de finance de 2022 a scindé les catégories des bénéfices professionnelles en deux types : le premier est sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC), le deuxième concerne les bénéfices des professions non commerciales (BNC), ainsi que les professions libérales sont soumises au régime bénéfices des professions non commerciales (BNC-régime simplifié) ils sont exclus de l'IFU voir article 12,73 de la loi de finances 2022, barème progressif de l'IRG voir l'article 31 de la loi de finances 2022. Pour ce qui est de l'IBS Cette loi de finance de 2022 à introduit un nouveau taux de 10% pour les sociétés de production (voir les articles suivants : 40, 41, 43, 44, 46, 48, 50,54). Et pour ce qui de TVA désormais les professions libérale sont soumis à la TVA, voir l'article 93 de la loi de finance 2022,ainsi que les opérations de ventes de sucres bruts art 94,meme les opérations de vente réalisées par voie de vente électronique art 93, et les opérations qui concourent à la construction de locaux à usage d'habitation et celles liées à leur viabilisation, ainsi que les opérations de ventes de ces locaux(art 94). Il y'a aussi les billets d'entrée aux salles de spectacles cinématographiques (art 94), et les prestations liées aux activités touristiques, hôtelières, thermales, de restauration touristique classée, de voyage et de location de véhicules de transport touristique sont soumises à la TVA (art 119), pour plus de détail consultez le site suivant : Mourad Nabil Abdessemed, « principales mesures fiscales de la loi de finances pour 2022 », https://cms.law/fr/dza/, consulté le 27 juin 2022.

[402] Il faut savoir que la TVA a été instituée par l'article 65 dans la loi de finances de 1991, et appliquée effectivement en 1992.

[403] Bouderbala Mohamed Abdou, Op.Cit,P 48.

Grace aux réformes entreprises par les autorités algériennes, ces dernières ont permis à l'économie national de rétablir et améliorer les indicateurs économiques clés du développement. Pendant la période de 2004-2014, (il faut noter que en 2005, c'été une année pic des réformes des mesures fiscale avec 68 mesures dans la L F de 2005[404]) on observe ainsi une diminution du taux de chômage passant de 17.7% en 2004 à 9.8% en 2013, et l'augmentation du taux de croissance du PIB passant de 2% en 2006 à 4.3% en 2014 selon les estimations du FMI.[405]

Il faut savoir que le système fiscal algérien est un système déclaratif sous réserve de droit de vérification. La fiscalité algérienne est composée de deux catégories de droits, la première est la fiscalité pétrolière qui visent les produits pétroliers et les activités propres au secteur des hydrocarbures, et l'autre est la fiscalité ordinaire, qui s'applique sur l'ensemble des activités des personnes physiques et morales des biens et services, elles englobent la fiscalité directe et indirecte.[406]

L'Etat algérien s'est appuie sur la politique fiscale comme étant un outil important pour atténuer les dégâts de la crise économique notamment dans le cadre des politiques conjoncturelles. Et la politique fiscale désigne :« ***l'utilisation faite de l'impôt à des fins économiques ou sociales. L'impôt est alors envisagé en tant qu'instrument de politique économique, utilisable en complément des autres moyens de pilotage que sont ou peuvent être la monnaie et le crédit, la dépense publique, le contrôle des prix ou des revenus, les régulations de tout ordre.*** »[407].

La politique fiscale jouet un double rôle (agit sur deux fronts) : sur le plan interne et externe, et dans notre étude actuelle c'est les deux volets de cette politique qui nous intéresse, car on ne peut pas parler de l'impact fiscal des ALE sauf en présence d'une opération ou d'un bien donné qui est susceptible d'être soumis à deux souveraineté fiscales différentes.

[404]Zatla Nadjet , Djelil Zinelaabidine, « Aperçu sur les dépenses fiscales en Algérie », *Revue Algérienne de Finances Publiques*, Vol 05, N°01,2015 P69.
[405] Rabah Fatima Zohra, Op.Cit, P2.
[406]Hayet Bouilef,*« La mobilisation des ressources publiques par la fiscalité ordinaire en Algérie »*, ENAG, Alger,2014, PP52-53.
[407]Sofiane Douah, « *La politique fiscale face à la crise financière* », Thèse de doctorat en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de Gestion, université Sidi bel Abbés, 2016, P 79.

§2 La souveraineté fiscale :

Avant l'arrivée des accords commerciaux internationaux, les États souverains jouissaient d'une liberté inconditionnelle pour intervenir dans leur l'économie selon leurs choix de politiques économiques. La notion de souveraineté était fortement liée à cette liberté de régulation de l'économique nationale.

En effet, peu de principes juridiques pouvaient limiter cette liberté, à l'exception de quelques encadrements légers concernant les nationalisations. Les Etats pouvaient aider les entreprises sous diverses formes, telles que les subventions, les allègements fiscaux et tous types d'actions (juridiques, administratives…) qui peuvent faciliter la création d'entreprises.

L'ouverture des frontières ainsi que la mondialisation des économies, peuvent tous avoir un impact sur la souveraineté fiscal interne des pays. A l'avenir la souveraineté fiscale des Etats risque d'être grandement menacée par les effets de ce processus lié à la mondialisation des échanges.[408] Cette évolution pourrait avoir un impact significatif sur les systèmes fiscaux nationaux et éventuellement à long terme, remettre en question l'autonomie et la souveraineté politique des Etats.

Le lien entre le droit fiscal (Dr.Fisc) et la souveraineté s'avère plus évident que celui qui relie la souveraineté a d'autres discipline. Cependant, et malgré que la fiscalité relève du domaine juridique depuis longtemps et suscite un intérêt au sein de la science juridique, il convient de noter que le Dr.Fisc est principalement de nature descriptive (ou il décrit les obligations des contribuables sur des faits économiques).[409]

Selon cette discipline, la majeure partie se concentre sur l'application du principe d'égalité devant d'impôt et le respect de divers principes procéduraux. Même dans les pays dotés d'un contrôle constitutionnel élaboré en matière fiscale, il existe peu de principes juridiques qui puissent restreindre l'autorité de l'État dans sa capacité à imposer certaines activités ou produits, pourvu que l'égalité soit préservée.

[408] Bouvier Michel, « *Introduction au droit fiscal général et à la théorie de l'impôt* », L.G.D.J, Paris ,2010, P201.
[409] Ziller Jacques, « Du contrôle juridictionnel de l'intervention publique à l'encadrement juridique par l'intégration économique régionale ou globale : aides publiques et fiscalité, quelques pistes pour un programme de recherche », *Revue internationale de droit économique,* Vol 02, N°03,2002, P315.

C'est dans le cadre d'un ALE que les Etats membres perdent le plus leurs marges de manœuvre en la politique fiscale, mais malgré des contraintes apparentes qui résulte de l'acceptation des concessions fiscales peuvent tromper, car il demeure que les Etats membres d'une zone de libre-échange n'acceptent que ce qui est conforme à leurs intérêts économiques nationaux.

La souveraineté fiscale qui se définit comme étant : « ***le pouvoir d'édicter un système d'impôts, soit législatif soit réglementaire, possédant une autonomie technique par rapport aux systèmes susceptibles d'entrer en concurrence avec lui.*** »[410]. Mais la souveraineté fiscale ne coïncide pas tout le temps avec la souveraineté politique, car une entité territoriale qui jouit de la souveraineté politique est dotée de la souveraineté fiscale mais pas le contraire.[411]

En termes de principes, la souveraineté fiscales est étroitement liée à la souveraineté territoriale elle est devenue une prérogative essentielle et un attribut de la souveraineté politique d'un Etat lui conférant ainsi l'exercice la collecte des impôts. [412]

La libéralisation des relations économiques internationales, la mondialisation, ainsi que l'intégration de l'économie nationale au sein de l'économie mondiale, ont entrainé une forte augmentation des échanges commerciaux internationaux. Ces échanges qui sont de plus en plus intégrées ont eu un impact sur la fiscalité et plus particulièrement sur la souveraineté fiscale, qui ne peut pas rester imperméable à ces tendances actuelles.[413]

A cause du développement des échanges internationaux, il arrive qu'une seule personne (morale ou physique) puisse être assujettie à deux ou plusieurs systèmes fiscaux, cette personne vas supporter alors une double imposition, d'où la nécessité de coopérer entre Etats dans le cadre des conventions internationales.[414]

L'intersection de toutes les contraintes internationales et budgétaires laisse un grand champ pour les réformes d'ordre fiscale : il suffit d'élargir les bases imposables, en incluent les éléments actuellement exonérés ou bien bénéficiant de régimes préférentiels qui font

[410] Cartou Louis ,*« Droit fiscal international et européen* »,Dalloz,France,1986,P13.
[411] Ais Souhila , Op.Cit, P 46.
[412] Bensahli Mustapha, Op.Cit ,P 39.
[413] Bouvier Michel, Op.Cit,P201.
[414] Ibid, P46.

partie du secteur (fiscalement abrité) à l'égard des principaux processus de concurrence fiscale, et exploiter le produit de cette opération pour baisser les taux d'imposition.

Ainsi il serait intéressant pour l'Etat de vérifier si la fiscalité transmet les bons signaux et des incitations judicieuses aux opérateurs des marchés et de savoir si ces incitations sont cohérentes avec le reste du cadre réglementaire et l'élimination des différents obstacles fiscaux qui entrave le bon fonctionnement des marchés des capitaux sur le plan international peut aider les pays à sortir d'une crise économique.

Dans le contexte actuel de la mondialisation, l'économie algérienne et sa législation sont confrontées à la libéralisation commerciale impulsée par l'OMC, ainsi que les différents ALE qu'elle a ratifiée sans oublier l'UE qui est en train de modifier ses rapports avec les pays ACP afin de s'adapter à la nouvelle orientation de l'OMC et les accords de libre-échange de nouvelle génération.[415]

Une situation qui a engendré des inquiétudes de la part des pays africains y compris l'Algérie, du fait des engagements réciproques dans l'élimination des droits de douane. Une situation qui a poussé les différents pays à renforcer l'encadrement de ces relations économiques avec les pays avec lesquels ont ratifiée des ALE à travers la renégociation de ces accords internationaux. « ***La globalisation de l'activité économique est devenue en quelque sorte une nouvelle génération des échanges dans le monde et elle ne manque pas aujourd'hui d'imprimer dans la durée sa marque à tous les niveaux et particulièrement niveau de la fiscalité en général intégrant le système fiscal en tant que tel et l'administration fiscale*** »[416]

La mondialisation constitue un phénomène qui s'impose à toutes les nations, et l'Algérie ne pouvait rester en marge de ce processus, ou être dans une position de repli, au contraire elle doit faire face à ces menaces, c'est dans ce but que l'Algérie s'est engagée depuis des années dans le processus d'intégration à l'économie mondiale. Le commerce international a toujours été influencé directement par la fiscalité. Les droits de douane sont des taxes d'une importance particulière car elles constituent une source importante pour les

[415] Alain Douathe Koyangozo, *« L'impact de la libéralisation commerciale sur les finances publiques du congo* », Codesria, 2010, www.codersia.org. Consulté le 04/06/2022.
[416] Mustapha Bensahli, Op.Cit,P123.

Etats.[417]

En effet, l'Algérie a vu sa souveraineté fiscale affecté via sa ratification des ALE, ces derniers ont influencer les flux commerciaux et par conséquent, elle a réduit ses revenues, chose qui a eu des implications sur sa capacité de financer ses services, mais pas car même les pressions de réduction d'impôts a impacté aussi sa souveraineté fiscale, d'où la nécessité d'une renégociation prudentes et l'obligation d'inclure de nouvelles clauses tel que d'harmonisation des taux d'impôts (plus précisément la TVA) afin de préservé son droit de modification de législation fiscale

Sous-section 2 : Modernisation de l'administration fiscale algérienne

Comme la fiscalité ordinaire a été négligés depuis l'indépendance jusqu'aux années 90 (1992 plus précisément), notre administration fiscale a subi le même sort, au point elle n'a pas une un rôle dans le financement du trésor public, et elle ne s'est pas donnée de moyens financiers, humains et matériels pour le réalisé. En effet elle a été délaissée au profit d'une fiscalité pétrolière.

C'est seulement après les chutes des prix du pétrole que l'Algérie comme on l'a déjà présenté, avait entamé une grande réforme à partir de 1992, une réforme qui a introduit trois grands impôts : IBS, IRG, ainsi que la TVA. Depuis l'Etat algérien c'est lancé dans une série de réformes de l'administration fiscale et de modernisation de toutes ses structures.

§1 Vers une numérisation de l'administration fiscale

La relation entre l'administration fiscale et les contribuables dépasse le simple cadre de l'application des lois et règlements. L'administration fiscale est perçue de manière symbolique par le public, représentant des pouvoirs étendue de contrôle et incarnant une image d'administration puissante et bien structurés.[418]

Et lorsqu'il s'agit de mettre en place une politique fiscale, les autorités ont pour objectifs principal de protéger l'intérêt général du pays. Et la fiscalité a toujours revête une importance majeure dans le financement du budget de l'Etat en Algérie. Etant donné que ce financement dépend largement de la fiscalité pétrolière, qui est soumise aux fluctuations des

[417] Dominique Carreau,Patrick Juillard, Op.Cit,P205.
[418] Lambert Thierry, « *Le contribuable face à l'administration fiscale, psychologie et science administrative* », PUF,1985,P 112.

prix de pétrole sur les marchés mondiaux la situation est préoccupante pour le gouvernement algérien.[419]

Les réformes fiscales vont au-delà de la simple modification des lois et règlements fiscaux, elles impliquent également une transformation de l'administration fiscale sur les plans structurels et opérationnels.[420]

Dans le but d'améliorer la fiscalité ordinaire, des mesures de modernisation de l'administration fiscale ont été entreprises par la direction générale des impôts. Ce programme de modernisation se concentre sur plusieurs axes essentiels, notamment la réorganisation des services fiscaux, l'introduction de procédure fiscale numérisée, et l'adoption des technologies de l'information et de la communication, ces initiatives visent à rendre l'administration plus efficace et adaptée aux besoins des contribuables.[421]Cette perception peut rendre complexe l'établissement d'un dialogue équitable entre les contribuables et administration fiscale.

Le rôle essentiel de l'administration fiscale consiste à collecter les impôts afin de permettre à l'Etat d'accomplir ses fonctions, à cet effet, elle est établie en tant qu'administration publique disposant d'un pouvoir autoritaire qui exerce un contrôle étendu sur les questions fiscales.

Cette autorité se manifeste tout au long du processus depuis l'élaboration des textes juridiques jusqu'à leur mise en pratique, incluant la délivrance des avis d'impositions, le recouvrement des impôts et les activités de contrôle. [422]

C'est depuis 1991, que l'administration fiscale a entrepris un processus de modernisation de ses structures de gestion de l'impôt et d'amélioration de ses relations avec les contribuables.[423]

[419] Mustapha Iddir, Zergoune Mohamed, « Impact de la modernisation de l'administration fiscale sur l'éfficacité de l'administration fiscale et la conformité fiscale des contribuables en Algérie. », *Revue algérienne de développement économique*, Vol 8,N°01, 2021,P288.
[420] Arkoub Ouali, Boudali Mohamed, « Evaluation de l'efficacité de la performance de l'administration fiscale en Algérie à travers les indicateurs TADAT », *Revue des sciences commerciales*, Vol19, N°01,2020, P66.
[421] Mustapha Iddir, Zergoune Mohamed, Op.Cit, p 288.
[422] Arkoub Ouali, Boudali Mohamed, Op.Cit, P68.
[423] Yanat Abdelmadjid, « Un état actuel des relations administration fiscale-contribuables », *Annales de l'université d'Alger*,Vol 29,N°02,2016,P21.

Cette approche vise à établir une relation de confiance réciproque entre les contribuables et l'administration fiscale, favorisant ainsi une interaction positive et efficace. En modernisant ses pratiques et en mettant l'accent sur la satisfaction des contribuables, l'administration fiscale cherche à créer un environnement propice à une collaboration harmonieuse et une meilleure compréhension mutuelle. [424]

La modernisation des structures joue un rôle essentiel dans la réussite des réformes fiscales, du point de vue organisationnel, cela permet d'améliorer la prestation des services publics et favorise une meilleure coordination entre les différentes unités au sein de l'administration fiscale.[425] Cette modernisation vise à optimiser l'efficacité et la performance de l'administration fiscale, ce qui contribue à une meilleure gestion des impôts et à une meilleure satisfaction des contribuables, car elle à mit en place de nouvelles structures de gestion de l'impôt axées sur les besoins spécifiques des contribuables ainsi que l'adoption de mesures visant à se transformer en une entité axée sur le service.

De plus, elle a mis en œuvre des procédures simplifiées qui facilitent le respect des obligations fiscales par les contribuables, ces initiatives ont permis à l'administration fiscales de se rapprocher davantage des contribuables et d'établir une relation plus étroite avec eux, renforçant ainsi leur confiance mutuelle. [426]

La réorganisation des services fiscaux en Algérie a été réalisée dans le cadre du processus de modernisation de l'administration fiscale, en adoptant une approche fonctionnelle cette réorganisation s'est déroulée en trois étapes distinctes :

Tout d'abord, la différentiation a permis de subdiviser les unités fonctionnelles en se concentrant sur des aspects spécifiques des opérations fiscales tels que la collecte, le contrôle ou le contentieux.[427]

Ensuite l'étape d'intégration a favorisé la collaboration entre ces unités différenciées afin d'harmoniser les efforts et de travailler ensemble pour atteindre les objectifs communs de l'administration fiscale. Enfin, la segmentation a été mise en place pour diviser les services fiscaux en fonction de la taille des contribuables, en distinguant les grands, moyens

[424] Arkoub Ouali, Boudali Mohamed, Op.Cit, P66.
[425] Yanat Abdelmadjid, Op.Cit, P21.
[426] Ibidem.
[427] Mustapha Iddir, Zergoune Mohamed, Op.Cit, P 290.

et petits contributeurs.[428]

La nouvelle organisation de la gestion de l'impôt par clientèle repose sur la création de trois entités distinctes, chacune ayant la responsabilité exclusive d'une catégorie spécifique de contribuable. Ces entités sont la direction des grandes entreprises (DGE), le centre des impôts (CDI), ainsi que le centre de proximité des impôts (CPI)[429].

Chacune de ces structures est désignée comme l'interlocuteur unique des contribuables relevant de sa compétence, cette nouvelle organisation vise à faciliter les échanges et les interactions entre l'administration fiscale et les contribuables, en offrant des interlocuteurs dédiés et spécialisés pour chaque catégorie de contribuables.

La modernisation de l'administration fiscale implique l'utilisation cruciale des technologies de l'information et de la communication (TIC), pour la réussite du programme de la modernisation. Parmi les projets les plus ambitieux de cette modernisation figure le système d'information qui revêt une importance particulière, il est important de souligner que les objectifs stratégiques à atteindre dans ce domaine sont les activités électroniques.[430]

L'administration électronique favorise la coordination entre les diverses administrations aux bénéfices des utilisateurs en éliminant les contraintes géographiques.[431] La direction générale des impôts (DGI) a développé une variété de service en ligne afin de faciliter l'accès à l'information fiscale et offrir des fonctionnalités pratiques aux contribuables. [432]Son site web fourni des mises à jour sur l'actualité fiscal et proposant un contenu informatif et structuré.

Un éventail de services électroniques est mis à disposition, tels que l'abonnement à la lettre de la DGI, un calendrier fiscal interactif, des formulaires téléchargeables et remplis sables, ainsi qu'une fonction de géolocalisation des services de la DGI , de plus la DGI a créé des espaces d'échange avec les contribuables, tel que la possibilité de contacter la DGI par e-mail, une boite de doléance, une présence sur les réseaux sociaux ainsi que les enquêtes

[428] Ibidem.
[429] Décrét-exécutif N°06-327, du 18 septembre 2006 fixant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale, J.O.R.A N°59 du 24 septembre 2006,P6.
[430] Mustapha Iddir, Zergoune Mohamed, Op.Cit, P 291.
[431] Arkoub Ouali, Boudali Mohamed, Op.Cit, P70.
[432] Ibid, P71.

et les sondages d'opinion en ligne[433].

Ainsi le système d'information « ***jibaya'tic'*** » offre aux contribuables une plus grande facilité et flexibilité dans leurs interactions avec l'administration fiscale, en leurs permettant d'effectuer de nombreuses opérations en ligne de manière pratique et sécurisée.[434]

Malgré la mise en place du programme de modernisation de l'administration, la fraude fiscale n'a pas été endiguée comme en témoigne l'augmentation progressive des infractions constatées dans ce domaine.[435]

Le gouvernement algérien a indéniablement consenti d'importants efforts pour améliorer les performances de l'administration fiscale du pays, cependant, ces efforts demeurent insuffisants pour atteindre les objectifs fixés, comme l'ont révélé plusieurs études.

§2 Les mutations de l'administration fiscal :

Après la libéralisation de l'économie nationale, l'administration fiscale a en effet suivi le changement et a stimulé la création de nouvelles catégories des contribuables telle que la fiscalité des grandes entreprises privées et publiques, ainsi que d'autres capitaux étrangers travaillant sur le marché national. Cette variété des contribuables constitue un vrai défi, sur le plan juridique et organisationnel, pour l'administration fiscale qui voulait effectuer une mise à niveau complète par rapport aux principes et standards internationaux, à savoir la restructuration de ses organes en fonction des nouvelles exigences (imposer par le FMI, et les ALE).

Par ailleurs, les attitudes des opérateurs économiques sont généralement, considérées comme un obstacle potentiel à l'efficacité de l'impôt. Naturellement, la capacité des contribuables à reporter la charge fiscale constitue une autre entrave à une politique fiscale visant à améliorer l'efficience du système économique.

En contrepartie, le système fiscal algérien, est décrié tant pour sa lourdeur, sa complexité de ses procédures que pour ses taux d'imposition considérés comme, peu rentable

[433]Bulletin d'information, de la direction générale des impôts N°81/2015, le système d'information, levier majeur de modernisation de la DGI ,P 4. Disponible sur le site suivant : www.mf.gov.dz consulté le 12/05/2022.
[434] Bulletin d'information de la direction générale des impôts N°85/2017.P03. disponible sur le site suivant : www.mf.gov.dz consulté le 12/05/2022.
[435] Mustapha Iddir, Zergoune Mohamed, Op.Cit, P 295.

sur le plan budgétaire et en retrait par rapport à l'évolution économique.

Cette défaillance du système fiscal[436], elle n'est pas uniquement dû au manque du civisme fiscal des contribuables, car il est important de reconnaître que l'administration fiscale reste encore influencée par des facteurs politiques et cherche à définir un modèle capable de répondre aux défis de la mondialisation.

La mise à jour des services publics en général, et plus spécifiquement l'administration fiscale, constitue un vrai défi pour l'État en raison du rôle indéniable que joue la fiscalité dans le climat des affaires[437], ce qui en fait un élément clé pour attirer les IDE.

L'Etat algérien s'est lancé dans un énorme projet de modernisation de l'administration fiscale, Cette modernisation comprend les éléments suivants : la restructuration des services de l'administration fiscale, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, la numérisation des procédures fiscales, ainsi que la transition de l'orientation de l'administration fiscale vers l'amélioration de la qualité de service.

Le but de cette modernisation de l'administration fiscale est également d'améliorer les interactions entre l'administration et les contribuables, ainsi que la qualité des services fournis par l'administration. Cela implique une amélioration de la structure administrative orientée principalement vers les procédures visant une administration centrée sur les besoins des contribuables. Cette modernisation comprend un développement de l'administration électronique, ainsi qu'un renforcement des droits des citoyens vis-à-vis de l'administration.

La modernisation de l'administration fiscale, elle peut prendre diverses formes : technique, organisationnelle (la réorganisation de ses services) ou humaine (la formation du personnel) La réorganisation des services fiscaux en Algérie a été une réorganisation fonctionnelle. Cette réorganisation s'est fait en trois étapes, la première est la différentiation qui se réfère à la subdivision des unités fonctionnelles, : la collecte, le contrôle, le contentieux… ; la deuxième étape est l'intégration qui se réfère à la liaison des unités différenciées pour atteindre l'unité d'effort dans le travail vers les objectifs de l'organisation

[436] Ibid, P290.
[437] Kharroubi Kamel, Benbayer Habib, « Modernisation de l'administration fiscale, une priorité d'extrême urgence », *Revue rayon d'études économiques*, N° 1, 2017,P17.

, et en dernier lieu vient la troisième étape qui est la segmentation[438].

Dans ce contexte, consiste en la répartition des services fiscaux en catégories en fonction de la taille des contribuables, à savoir grands, moyens, et petits, dans le but d'offrir un service fiscal optimal aux contribuables qui sont les principaux contributeurs à la collecte des impôts[439].

En Algérie, la modernisation de l'administration fiscale à travers la réorganisation des services a atteint l'étape de la segmentation chose qui a donné une nouvelle organisation des services fiscaux Algériens en fonction de la taille des contribuables.

Section 2 : La relation entre ALE et la fiscalité :

La principale mission de la fiscalité est de procurer des recettes publiques, généralement les Etats mise sur la juridiction fiscale qui détermine l'imposition applicable aux opérations internationales afin de procurer les recettes les plus importantes. La politique fiscale s'efforce de préserver au mieux ces ressources publiques, cependant, la signature des ALE qui a pour but l'élimination des tarifs douaniers et tous les obstacles tarifaires et non tarifaire afin de faciliter l'échange économiques entre les Etats partenaires va à l'encontre du but de la juridiction fiscale.

Ainsi il y'a une relation très étroite entre la fiscalité et les ALE, les différentes règles juridiques du droit fiscal adoptées par les gouvernements ne sont pas indifférentes à leurs politiques économiques, car ils ne sont pas libres de définir leurs politiques fiscales uniquement selon leurs propres intérêts car ils sont limités par leurs engagements internationaux dans ces ALE.

[438] Mustapha Iddir, Zergoune Mohamed, Op.Cit, P296..
[439] Bird Richard M, « *Administrative Dimensions of Tax Reform* », Asia-Pacific Tax Bulletin, 2004. P144.article disponible sur le site suivant : www.mf.gov.dz , consulté le 22/07//2022.

Sous-section1 : La relation entre les ALE et la politique fiscale algérienne

§1 L'impact sur les recettes fiscales :

Suite aux négociations faites avec le FMI, l'Algérie à renforce son ouverture économique en réduisant les barrières tarifaires et en supprimant les restrictions sur les exportations[440]. Après avoir libéralisé le commerce extérieur, l'Algérie a entreprit une deuxième étape en renégociant les conditions d'ouverture de son marché en s'insérant davantage sur le marché international. Cette démarche intervient alors que les pourparlers sont en cours avec l'UE et l'OMC, dans un contexte de mondialisation accrue. Comme la libéralisation commerciale en Algérie est jugé moins positif par le FMI que celle d'autres pays asiatiques qui se sont ouverts avec succès.[441]

A ce titre le FMI recommande une adaptation visant à améliorer le déficit primaire hors hydrocarbures et les dividendes de la BA (balance des activités ou bien la balance des paiement), qui représente 10% du PIB hors hydrocarbures par rapport à son niveau en 2022 et ce jusqu'en 2027, afin d'atteindre cet objectif de rééquilibrage budgétaire le FMI suggéré une réforme des subventions accompagnée d'une protection sociale ciblée[442]. Ainsi qu'une réforme paramétrique des retraites, une réduction des dépenses d'investissement et la poursuite des réformes d'ordre fiscal.

Ce nouveau système juridique fiscal mis en œuvre après les années 2000, a plusieurs tranches d'incitations fiscales, comprenant des exonérations sur l'IBS, l'IRG ainsi que l'impôt sur la fortune avec des durées qui varie selon les régions ainsi que le nombre des employés.

Les ALE ainsi que les conventions fiscales participent elles aussi à la mise en œuvre de la politique fiscale des pays, car elles favorisent la neutralité des échanges internationaux, A priori elles assurent l'élimination des problèmes d'ordre fiscales tel que le risque de surcharge fiscal. Suite à la ratification de l'accord d'association, une réduction progressive

[440] Si-Tayeb Hachemi, « *Les transformations de l'agriculture algérienne dans la perspective d'adhésion à l'OMC* » Thèse de doctorat en sciences agronomiques, Faculté des sciences biologiques et des sciences agronomiques, Université Mouloud Mameri de Tizi Ouzou, 2015,P144.
[441] Benabdallah Youcef « L'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelles priorité », *les cahiers du cread,*Vol22,N°75, 2009, P11.
[442] Communiqué de presse N°22/396 des services du FMI de leurs missions de consultation au titre de Art. IV en Algérie en 2022. www.imf.org . consulté le 16/08/2022.

des droits de douane à l'importation a été entreprise mais malheureusement, la facture des importations a augmenté de manière significative.[443]

Selon l'article 17 de l'accord d'association : « 1***. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ou à l'exportation, ni taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre la Communauté et l'Algérie et ceux appliqués à l'entrée en vigueur du présent accord ne seront pas augmentés….4. L'Algérie élimine, au plus tard le 1er janvier 2006, le droit additionnel provisoire appliqué aux produits énumérés à l'annexe 4. Ce droit est réduit de manière linéaire de 12 points par an à compter du 1er janvier 2002. Dans le cas où les engagements de l'Algérie au titre de son accession à l'OMC prévoiraient un délai plus court pour l'élimination de ce droit additionnel provisoire, ce délai serait d'application.*** ».

Le démantèlement tarifaire implique une suppression immédiate ou progressive des droits de douane et taxes équivalentes dans le but ultime se créer une zone de libre-échange.[444] Le calendrier de démantèlement est mis en œuvre selon diverses méthodes, cependant, cette démarche a entrainé une importante perte de recettes fiscales. Etant donné que l'Algérie a exprimé sa volonté de revoir le calendrier de démantèlement tarifaire en 2010, nous allons illustrer cette perte en examinant cette perte sur deux périodes à savoir 2005-2010, 2011-2020.[445] A partir de 2005, on constate une augmentation continue du manque à gagner fiscal d'année en année. En 2008, la perte fiscale a presque doublé pour atteindre 75252 millions, puis elle est passée à 85413 millions en 2009, avec une légère baisse en 2010.[446]

[443] Mersel Brahim, Kaci Boualem, « L'impact du démantèlement tarifaire sur la diversification de l'économie algérienne », *Journal of Advanced Economic Research,* Vol 08, N°01, 2023, P648
[444] Ben Bayer Habib, Mennad Naima, « Démantèlement tarifaire et intégration de l'économie algérienne aux échanges à travers l'accord d'association avec l'Union Européenne et l'adhésion à l'Organisation Mondiale de Commerce », *Revue d'économie et de management*, Vol 4,N°01, 2005,P247.
[445] Mersel Brahim, Kaci Boualem , Op.Cit, P 648.
[446] Ibidem,

Tableau n°2 : Manque à gagner fiscal résultant de l'Accord d'association Période 2005- 2010, (En millions DA).

Années	Droit de douane	TVA	Total
2005	5027	2557	7584
2006	25469	5239	30708
2007	32253	4366	36619
2008	57343	17909	75252
2009	61173	24240	85413
2010	60582	16442	77025

Source : Direction Générale des Douanes.

C'est durant cette année de 2009, que l'Algérie a pris la décision unilatérale de geler le démantèlement tarifaire prévu dans le cadre de l'accord d'association.[447] Les mesures prises par la loi de finances complémentaire (LFC) de 2009[448], qui ont été confirmées par la loi de finance de 2010, ont suscité une grande surprise en raison de leur caractère radical.Ces mesures ont entrainé des restrictions importantes à la fois sur les importations, les investissements étrangers et le crédit à la consommation.[449]

Il convient de noter que ces décisions ont été prises alors que les autorités soulignaient la résilience de l'économie algérienne face à la crise internationale. Cette LFC a entrepris des actions tres protectionnistes qui aller à l'encontre de ses engagements avec l'UE, tel l'augmentation des droits de douanes sur un certain membres de produits, des actions qui ont crée des tentions diplomatiques.

[447]Mezouaghi Mihoub,Talahite Fatiha,« Les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », *Confluences Méditerranée*,N°71,2009,P9. Article disponible sur : www.researchegate.net ,consulté le 22/09/2022.

[448] L'ordonnance N°09-01 du 22 juillet 2009, Op.Cit, P3

[449] La nomination d'Ahmed Ouyahia entant que chef de gouvernement à marquer un retour au discours souverainiste et une critique implicite des orientations et du bilan de son prédécesseur, malgré cela, le gouvernement a été reconduit dans sa composition. Voir plus : Saadoune M, « Ouyahia se met à jour avec la loi de finance complémentaire », *le quotidien d'Oran*,2009, www.algérie-watch.org. Consulté le 20/03/2020.

L'Algérie a justifié ses action par le contexte économique par lequel elle passé (volatilité des prix des hydrocarbures), ainsi elle souhaité protéger les industries naissantes et la réduction de la dépendance aux produits importés surtout dans un contexte de crise économique.

En 2010, les autorités algériennes ont exprimé leurs volontés de saisir l'opportunité de la clause de rendez-vous en 2010, afin de mener une renégociation substantielle de l'accord d'association avec l'UE cinq ans après son entrée en vigueur.

On se référant à certains article on trouve que : l'article 15 de l'accord d'association de l'UE avec l'Algérie stipule : « ***Dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, la Communauté et l'Algérie examineront la situation en vue de fixer les mesures de libéralisation à appliquer par la Communauté et l'Algérie après la sixième année suivant l'entrée en vigueur du présent accord, conformément à l'objectif énoncé à l'article 13…*** » Ainsi que l'article 9 stipule : « …. ***4. En cas de difficultés graves pour un produit donné, le calendrier établi en vertu des paragraphes 2 et 3, peut être révisé d'un commun accord par le Comité d'association, étant entendu que le calendrier pour lequel la révision a été demandée ne peut être prolongé pour le produit concerné au-delà de la période maximale de transition visée à l'article 6. Si le Comité d'association n'a pas pris de décision dans les trente jours suivant la notification de la demande de l'Algérie de réviser le calendrier, celui-ci peut, à titre provisoire, suspendre le calendrier pour une période ne pouvant dépasser une année… ».***

Deux interprétations divergentes s'affrontent concernant les mesures prises dans la LFC 2009, d'un côté, certains y voient une manifestation de pragmatisme, considérant ces mesures comme un ajustement de la politique économique qui n'altère pas fondamentalement les choix d'ouverture et de réformes. De l'autre côté, certains estiment que ces mesures témoignent de la persistance d'un dirigisme de l'Etat algérien dans la régulation de l'économie.[450]

Ces mesures qui ont été entreprises dans le cadre la LFC de 2009, avait pour but de régulariser l'activité des opérateurs étrangers ainsi que de promouvoir l'investissement national en introduisant des exigences tel que la cession de capital aux investisseurs locaux, le renouvèlement des concessions de terrains publics et le contrôle des transferts des

[450] Mezouaghi Mihoub, Talahite Fatiha, Op.Cit, P22.

bénéfices.

Mais il ne s'agit pas seulement des mesures visant à améliorer la traçabilité des transactions et prévenir des pratiques frauduleuses qui ont été adoptées.[451]En fait, les autorités algériennes attachent une grande importance à leurs souverainetés économiques et politique extérieurs, la stabilité politique du pays repose en partie sur son caractère quasi-autarcique, ce qui suscite un réflexe souverainiste lorsque les équilibres politiques internes sont menacés. Grace au rapport de la date limite, l'Algérie évite une perte de 8.5 milliards de dollars de recettes pour le trésor public jusqu'au 2017, cependant même après cette suspension, le manque à gagner continue de peser de manière significative et persistante.[452]

Ces pertes fiscales n'ont pas cessé d'augmenter chose qui a impacté le trésor public, le tableau n°03 vas illustrer ces pertes qui sont passé de104411 millions de DA en 2011, qui constitue un pic en 2014 avec 191244 millions de DA. En 2020, une légère diminution due en partie à la baisse de la facture d'importation qui est due à la décision du gouvernement de geler le démantèlement tarifaire[453] est observée.

[451] Ibidem
[452] Mersel Brahim, Kaci Boualem , Op.Cit, P648
[453] Ibidem,

Tableau n°03 : Manque à gagner fiscal résultant de l'Accord d'association Période 2011-2020, (En millions DA) :

Années	DD	TVA	Totale=DD+TVA
2011	78613	25799	104411
2012	93224	20125	113349
2013	112337	23497	135834
2014	161551	29693	191244
2015	119272	21806	141078
2016	126546	49458	176004
2017	102513	20697	123210
2018	114124	40884	155008
2019	116396	17989	134385
2020	115760	17336	133096

Source : Direction Générale des Douanes.

La mise en œuvre de l'accord d'association a entrainé une dévaluation très importante du dinar algérien par rapport à l'euro, selon les données de la Banque d'Algérie (BA), en 2002, 1 euro valait 75,35 de dinars, tandis qu'en 2020, il fallait 114,4374 DA pour obtenir le même euro.[454]Cette dévalorisation a eu des répercussions sur le prix des importations en provenance de l'UE, qui reste le principal fournisseur de l'Algérie. Les pertes fiscales engendrées par le démantèlement tarifaire sont considérables, atteignant un montant estimé à 19 milliard de dollars sur la période étudiée (2005-2020),[455] de plus la relation commerciale entre les deux parties semble déséquilibrée, d'où les demandes algérienne pour une renégociation de l'accord.

[454] Pour avoir plus de détail voir le site suivant : www.bank-of-algéria.dz consulté le 20/5/2021.
[455] Mersel Brahim, Kaci Boualem , Op.Cit, P652.

§2 : L'impact sur la Concurrence fiscale

L'ouverture économique des pays a pour effet de fragiliser leur capacité à prélever et à recouvrir les impôts dans des conditions normales. Les Etats souverains se retrouvent ainsi en concurrence sur leur propre territoire, ce qui expose de plus en plus leur système fiscal à des pressions auxquelles ils ne peuvent résister[456].Les politique fiscales des pays dans une logique de compétition entre Etats (libre-échangiste), est une situation qui va provoquer une concurrence fiscale entre ces Etats.

En effet, la mondialisation économique a un impact significatif sur la configuration des systèmes fiscaux internationaux., ces derniers varient considérablement d'un pays à un autre. Cette diversité conduit à une compétition fiscale dans tous ses cotés ou au sein de sous-ensembles de prélèvements obligatoires pertinents. Plus précisément, cette concurrence fiscale concerne principalement les bases imposables les plus mobiles, tel que l'impôt sur les bénéfices des entreprises et, le cas échéant, l'impôt sur le revenu des personnes à revenus élevés et grandes fortunes.[457] Ces personnes ont la possibilité d'investir leurs capitaux où ils le souhaitent, y compris dans les pays ayant des taux d'imposition le plus bas.

Il n'y a pas de définition standardisée de la concurrence fiscale, en général, on la décrit comme étant toute forme de mise en place de normes et de règles fiscales non coopérative par les gouvernements.[458] Autrement dit, une situation de concurrence fiscale se produit lorsque des mesures prises par une administration ont un impact direct sur les capacités d'autres administrations, et lorsque les mécanismes de marché ne sont pas suffisants pour réguler cette interaction. (Ici c'est la concurrence fiscale est au sein d'un seul pays)

De manière générale, la concurrence fiscale auquel on s'intéresse c'est la concurrence fiscale internationale[459] qui se crée lors de la coexistence de systèmes d'imposition différents, ici elle a pour objectif de rendre un Etat plus attractif pour attirer les investisseurs, à accroitre la compétitivité des entreprises nationales et à favoriser les exportations, ainsi

[456] Bensahli Mustapha, Op.Cit, P39.
[457] Benha Mohamed, « Les effets de l'ouverture internationale sur les structures des systemes fiscaux nationaux et les mesures prises dans le cadre de la crise du covid-19. »,*Revue internationale du chercheur*, Vol 02, N°02,2021,P617
[458] Wilson James D,Wildasin David E,"Tax competition Bane or Boon*?", journal of public économics*, Vol 88, N°6,2004, P 1065.1091. article disponible sur le site suivant: www.researchegate.net , consulté le 20/10/2022.
[459] Voir plus de détail sur la concurrence fiscale internationale dans l'ouvrage du professeur , Madiés Thierry, « *La concurrence fiscale internationale* », La Découverte, Paris,2020.

qu'attirer ou à retenir les résidents fortunés[460].

Cependant, il convient de souligner qu'un excès de concurrence fiscale a un impact sur le niveau des prélèvements obligatoire et par conséquent, sur le montant des dépenses budgétaires nécessaires pour assurer le bien-être de la population[461].

Lorsque les pratiques fiscales concurrentielles sont mises-en ouvre pour attirer des richesses, il y a souvent une tentation de compenser les pertes de recettes fiscales en utilisant des moyens qui peuvent perturber l'allocation des ressources de deux façons du moins dans un premier temps. En faussant les prix et les couts, ce qui favorise le développement artificiel d'activités économiquement non justifiées au détriment de projets porteurs d'une véritable valeur ajoutée.[462] De plus les effets sur la répartition réelle des revenus peuvent être tels qu'ils encouragent la thésaurisation des revenus au détriment de ceux qui seraient les plus utiles à la croissance économique.

La charge fiscale à une influence directe sur la compétitivité de l'impôt, ce qui en fait un facteur crucial pour attirer les investissements. En raison de la concurrence acharnée, le taux d'impôt statuaire légal ou officiel, a diminué de manière significative au cours des vingt dernières années. Cette tension a contribué à la déréglementation des échanges internationaux, en particulier grâce aux progrès des technologies de communication et à la réduction des couts de transports[463].

En réalité, la suppression des barrières à la libre circulation des capitaux, des biens et des personnes rend la concurrence fiscale préjudiciable, un concept que l'OCDE a mis en avant car elle entraine des lacunes fiscales[464], chose qui se traduit par des pratiques fiscales non transparentes.[465]

Cependant, cette concurrence peut également avoir des effets positifs, en effet, il y a des interprétations des scénarios de jeu à somme positive qui montrent que la concurrence

[460] Rabah Fatima Zohra,Op.Cit, P125.
[461] Ibid, P70.
[462] Bensahli Mustapha, Op.Cit,P142.
[463] Ibidem.
[464] Les sommets de Londres du 2 avril 2009 et de Pittsburgh des 24 et 25 septembre 2009, ont vu les membres du G20 prendre des résolutions pour renforcer les efforts de l'OCDE visant à limiter les effets dommageables de la concurrence fiscale, pour voir plus de détail : Castagnéde Bernard, « *La politique fiscale* », PUF, Paris,2008, P105.
[465] Sofiane Douah, Op.Cit, P125.

entre les gouvernements pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) peut bénéficier à la fois aux investisseurs et aux pays d'accueil. Ces scenarios démontrent que les avantages nets de cette concurrence sont significatifs.[466]

Face à une compétition fiscale internationale de plus en plus intense chaque pays tend à relever le défi de maintenir sa souveraineté fiscale en proposant des taux d'imposition suffisamment compétitifs.

En conséquence, lorsqu'on effectue des comparaisons internationales, un pays qui à un taux d'imposition relativement faible est souvent considéré comme plus attractif pour les investissements, tandis qu'un pays avec un taux d'imposition relativement élevé considéré comme peu attractifs.[467]

Les pays signataires d'ALE, chacun d'entre eux accepte de perdre une partie de sa souveraineté, l'évolution vers une mise en cohérence des fiscalités va être graduelle, elle va passer par des procédures conventionnelles car les ALE déterminent les politiques fiscales des pays signataire dans une logique de compétition entre Etats.

Cette situation va provoquer une concurrence fiscale entre ces Etats et cela à travers des avantages qui ont pour objectif d'influencer des décisions de localisation des entreprises, voire même des particuliers les plus riches.[468] Certains estiment que les IDE entrainent une concurrence fiscale excessive entre les Etats pour les attirer. Ces derniers sont engagés dans une véritable guerre de surenchère dont le cout risque d'être élevé pour les économies qui les accueillent.[469]

En analysant la situation des Etats signataires d'ALE, il semble que ces derniers ne soient pas menacés par une guerre fiscale qui les obligerait à réévaluer leurs fonctions, conformément à la théorie économique d'Adam Smith.[470] Cependant, il est important de souligner que les taux fiscaux ne peuvent pas être examinés de manière isolée sans tenir compte de la manière dont les impôts sont collectes établis et répartis.

---

[466] Oman Charle, « Concurrence fiscale et investissements directs à l'étranger (IDE », *Problémes Economiques*, N°2.680, 2000, P24
[467] Sofiane Douah, Op.Cit,P142.
[468] Bouvier Michel, Op.Cit, P202.
[469] Oman Charle,Op.Cit P24.
[470] Besson Jean-Luis, « Faut-il craindre la concurrence fiscale ? », *Revue Française de Finances Publiques, L.G.D.J*, N° 70, 2000, P24.

L'harmonisation fiscale entre les pays signataire d'accord de libre-échange est souvent considérée comme une solution à la concurrence fiscale. Les gouvernements doivent être conscients de l'importance cruciale que les investisseurs accordent aux incitations fiscales et financières ainsi qu'aux fondamentaux économiques. Cette concurrence accrue entre ces gouvernements pour attirer les investisseurs devrait les inciter à se concentrer sur l'amélioration des fondamentaux économiques.[471]

Sous-section2 : Les rapports entre le commerce international et la fiscalité :

§1 L'échange international et la fiscalité :

Le commerce international n'a jamais cessé d'être constamment influencé de manière directe par la fiscalité[472], les taxes et droit de douane ne constituent pas uniquement un impôt particulier levé sur des produits à l'occasion de leurs franchissements de la frontière, mais ces droits de douane ont constitué pendant longtemps, une source très importante pour les Etats.

Avec la mondialisation ces droits de douanes ayant disparu, il est important dans le cadre d'une zone de libre-échange, ou dans le cas des échanges régis par l'OMC que ces droits ne soient pas remplacés par d'autres taxes équivalentes et qui seraient intérieures. La fiscalité est considérée comme un instrument, parmi d'autres, déployés par les autorités publiques afin de renforcer l'attrait de leurs régions.[473] Elle est considérée comme un critère de référence pour les investisseurs internationaux lorsqu'ils comparent différentes options d'investissement.

Dans le cadre de ces ALE, la moindre décision fiscale prise par un pays peut avoir des répercussions sur la configuration du système fiscal d'autres Etats. En effet, ces dernières peuvent bénéficier d'une augmentation des taux d'imposition décidée par un pays voisin, tandis que ce dernier peut perdre les recettes fiscales supplémentaires qu'il escomptait obtenir grâce à une telle mesure.

[471] Ibidem.
[472] Carreau Dominique, Juillard Patrick,Op.Cit,PP205-207.
[473] Benha Mohamed ,Op.Cit ,P617.

Le système actuel de taxation internationale des sociétés, est un système obsolète.[474] Il permet aux multinationales de tirer parti de la complexité, des lacunes des règles fiscales internationales pour optimiser leur situation fiscale et déplacer leurs bénéfices vers des juridictions à faible a nulle imposition. Parallèlement, il y'a d'autre entreprises qui se plaignent de l'absence de coordination dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, ce qui les expose à des incertitudes et au risque de double imposition.

Les régimes fiscaux diffèrent d'un Etat à un autre et ils sont devenus de plus en plus complexes[475]. Par conséquent, les entreprises qui sont sur le plan internationales peuvent profiter des contradictions et des lacunes de ces diverses juridictions fiscales. Afin d'être cohérente, des réformes du régime fiscal international doivent reposer sur trois points fondamentaux qui sont :

- Maitre en œuvre les conventions fiscales afin d'éviter la double imposition ;
- Réduire les transferts de bénéfices entre les différentes juridictions ;
- Simplifier le système fiscal international qui est devenu ces dernières années très complexe et risqué.

Au cours des années 2000, le commerce international s'est libéralisé à un rythme sans précédent, en premier lieu il s'est concentrer sur les obstacles tarifaires, l'OMC s'est ensuite attaquée aux obstacles non tarifaires. Plusieurs progrès ont été réalisés et on peut dire aujourd'hui, après les récents accords de l'OMC, que le commerce international s'est affranchi de la plupart de ces obstacles. Cela étant, des États n'hésitent pas à recourir à certains moyens protectionnistes, C'est le cas de la politique fiscale[476].

Or, à plusieurs reprises dans le passé, les États ont tenté de déjouer ou de contourner les règles de l'OMC ou bien même des règles d'ALE en recourant à des mesures fiscales afin de protéger leurs industries ou encore d'encourager de façon déloyale leurs exportations. On va revoir brièvement dans ce passage les mesures fiscales utilisées par les États qui ont ou peuvent avoir une incidence sur le commerce international et d'analyser leur légalité au

[474]Fuest Clemens, Parenti Mathieu,Toubal Farid, « Fiscalité internationale des entreprises : quelles réformes pour quels effets »,*Notes du conseil d'analyse économique*, N°54,2019,PP1-12
[475] Ibidem.
[476]Lemieux Alain, « Des rapports entre et le commerce en droit international économique »,*Les cahiers de droit*,Vol37,N°01,P283. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info , consulté le 20/11/2022.

regard de l'OMC ou d'ALE.

Il faut rappeler que la stratégie des pays signataire d'ALE et surtout axée sur l'élimination des différents obstacles commerciaux[477] tels que les tarifs et taxes, ainsi qu'à l'élimination des obstacles non tarifaires tel que les restrictions quantitatives ainsi que la réglementation des pratiques déloyales ces dernières années sont de plus en plus utiliser afin de limiter les effets des concessions tarifaires.

les pays signataires de ces ALE, dans un premier temps ne se sont pas préoccupées de l'utilisation de la fiscalité , tel qu'un instrument de protection de leurs économies national, ou de promotion déloyale des exportations, cette indifférence a été à l'origine de grave lacunes, puisque la politique fiscale peut être à l'origine de grave lacunes, puisque la politique fiscale peut être très facilement substituables aux droits de douane par un Etat qui désire protéger son marché nationale contre les importations.

La tentation discriminatoire ici est très grande[478], car la politique fiscale apparait comme un instrument très efficace de protection de l'économie nationale par l'utilisation soit d'avantage ou de pénalisation de prix, des pratiques discriminatoires qui peuvent nuire à la concurrence loyale, qui doivent être condamné et de leurs consacré plus d'attention par les ALE.

§2 La coopération fiscale internationale :

Le développement des relations économiques internationales, connait de nos jours beaucoup d'entraves, tel que l'évasion et la fraude fiscale, la double imposition des revenus, ainsi que la discrimination entre nationaux et étrangers.[479] Ces derniers ont incité les Etats à rechercher des solutions d'abord sur le plan internes donc d'une manière unilatérale par le biais des dispositions internes, mais ces dispositions ne suffisent pas donc ils ont opté pour des solutions d'ordre bilatérales vers la conclusion de conventions fiscales.

[477] Ibid, P284.
[478] Carreau Dominique, Juillard Patrick,Op.Cit,P207.
[479] Ais souhila, Op.Cit,P02.

En raison du caractère technique des conventions fiscales, ces traites ils sont négocies par des experts de l'administration fiscale et non par des diplomates. Il y'a des conventions à objet particulier et il y'a d'autre générale dite de double imposition.[480]

La question de la coopération internationale en matière fiscale revient principalement à aborder le grand défi de la double imposition des revenus[481]. Cette double imposition constitue un obstacle supplémentaire au bon déroulement des relations économiques à l'échelle mondiale. D'ailleurs, c'est précisément afin de prévenir ou résoudre ce problème que les États ont été conduits à mettre en place une forme de réglementation internationale.

Principalement la réglementation adoptée ici a pris une forme bilatérale, sous la forme de conventions fiscales internationales. Une convention fiscale, est un "document juridique par lequel deux États définissent, en général pour une période prolongée, les modalités de coexistence, voire de coordination, entre leurs systèmes fiscaux et l'entretien de leurs relations fiscales de manière continue.[482]

La plupart des États signataires d'ALE se trouvent confrontés à la mobilité des biens et services et des capitaux et cette internationalisation des échanges aggravent le risque de fraude en matière fiscale. Afin de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale qui est dû à l'internationalisation des échanges, l'échange de renseignements sont donc devenus une nécessité. Ce dernier qui se réalise : à travers la mise en œuvre d'échanges réglementé d'informations soit sur demande soit dans certains cas, automatiquement ou spontanément.[483]

Pour ce qui est d'Algérie son réseau conventionnel fiscal s'est développé de manière notable à la faveur de relations économiques qu'entretient l'Algérie avec plusieurs pays du monde.

[480] Ibid, P03.
[481] Lemieux Alain, Op.Cit,P285..
[482] Ibidem.
[483] Lounis Abdelouab, « La coopération internationale en matière de contrôle fiscal »,*Revue droit international et développement*,Vol01,N°02,2022,P17.

En évoquant, dans ce sillage, la fiscalité internationale de l'investissement, il nous semble important de soulever les problématiques liées au risque de double imposition, ainsi qu'à celles relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. Ces conventions fiscales ont une portée juridique très importante.

Cela s'apprécie d'abord par le fait qu'elles bénéficiaient du principe de supériorité des normes conventionnelles sur les dispositions de la loi interne. Ce principe de supériorité repose en Algérie sur l'article 154 de la constitution de 2020 : « ***Les traités ratifiés par le président de la république, dans les conditions fixées par la constitution, sont supérieurs à la loi***. » [484]

La constitutionnalisation du principe de supériorité du traité ratifié sur la loi a permis, essentiellement au droit conventionnel, d'acquérir une place de choix au sein du système juridique algérien, contestant, les nombreuses critiques quant à son incompatibilité même avec le principe de la souveraineté nationale. , cette supériorité des traités sur la loi interne a pour conséquence la nécessité d'harmonisation des lois pour les rendre compatibles avec les normes internationales.

Cette compatibilité de la loi avec la convention, est connue sous la dénomination de « contrôle de conventionalité de la loi ». Le juge procède à ce contrôle par une habilitation implicite[485], ainsi ce rôle croissant des juges dans la mise en œuvre des engagements internationaux ne peut qu'être salué puisqu'il permet de garantir une protection plus large et effective des investissements.

[484] Décret présidentiel N°20-442 du 30 décembre 2020, relatif à la révision constitutionnelle, J.O.R.A N°82, du 30 décembre 2020,PP 04-49.
[485] Voir plus sur le rôle du juge dans l'application des engagements internationaux : Bourouba Samia, Sassi Salma, « Le juge algérien et les sources du droit international : l'application des conventions internationales relatives aux droits de l'homme », *Les annales de l'université d'Alger1,* Vol 35, N° : spécial,2021,PP 429- 449.

Chapitre 2 : Les investissements directs étrangers en Algérie : une perspective fiscale

Le droit des investissements internationaux inclus toutes les normes et principes[486]spécifiques qui régissent les interactions entre un investisseur étranger et les autorités d'un pays d'accueil où il souhaite réaliser une activité économique. Plus précisément, ces normes concernent la création, l'exploitation et la cessation de l'investissement étranger.

Elles sont généralement conçues afin de protéger les intérêts des investisseurs étrangers. Par exemple, la plupart des accords internationaux sur les investissements autorisent les investisseurs étrangers à rapatrier librement leurs bénéfices, garantissent un traitement équitable et juste pour leurs investissements, offrent un certain niveau de protection et de sécurité, définissent les conditions de confiscation éventuelle, et permettent aux investisseurs de recourir à l'arbitrage international en cas de litige avec le pays d'accueil (appelé aussi pays hôte) de son investissement.

Lors de la conception des systèmes fiscaux, l'objectif principale est de maintenir la neutralité fiscale notamment en ce qui concerne les investissements, cependant, dans la réalité cela s'avère être un défi difficile à relever et cela se manifeste par la forte tendance des décideurs politiques à utiliser le système fiscal comme un levier d'intervention dans l'économie par la fréquente prolifération des niches fiscales qui en résulte.

En plus des traités bilatéraux sur l'investissement, qui ont comme objectif de protéger les investissements réalisés dans la phase post-investissement dans le pays signataires, il est possible d'envisager de garantir l'ouverture du marché aux investissements grâce aux règles du droit international et par le biais des ALE. Cela rend notamment plus compliquée la modification de lois par l'État signataire, ce point revêt aujourd'hui une importance particulière lorsqu'on se penche sur l'interaction entre les ALE et les traités bilatéraux sur l'investissement (section 1), pour ce qui est l'accord d'association signée entre la CE et l'Algérie , les dispositions en matière d'investissements sont négocies dans (le chapitre1 intitulé : paiement courants et circulation des capitaux, article 39) et dans l'article 53 qui traite la coopération industrielle, ainsi que l'article 54 intitulé promotion et protection des

[486] Manciaux Sébastien, « Les règles du droit des investissement internationaux s'opposent elles aux politiques de sécurité alimentaire? », *Revue internationale de droit économique*, Vol 4, 2012,P49.

investissements, et en fin dans le protocole n°7 relatif à l'assistance administrative mutuelle en matière douanière.

Afin d'encourager l'investissement, l'Algérie comme tous les pays en développement a mis en place divers mécanismes, tant nationaux qu'internationaux. Il reste toutefois incertain si les opérateurs économiques internationaux répondront favorablement à ces incitations. Afin de répondre à ce questionnement, il est essentiel d'explorer les principaux facteurs susceptibles de motiver une entreprise mondiale à s'implanter sur leur territoire national algérien. Il convient de rappeler que, bien que les avantages fiscaux soient importants et constituent un facteur principal dans l'attractivité du système économique (section 2), ils ne sont pas suffisants à eux seuls pour influencer une telle décision.

Section 1 : Interaction entre les ALE et les traités bilatéraux sur l'investissement

Cette section est une analyse approfondie du contenu des traités d'investissement, il est important d'identifier les types d'accord régissant l'investissement (accords bilatéraux sur l'investissement, ALE avec chapitre ou dispositions sur l'investissement) afin de permettre d'analyser leurs cadres juridiques en éléments utiles pour la recherche académique. Elle cherche notamment à identifier les clauses de droit substantiel et procédural susceptibles d'affecter les flux d'investissements directs étrangers

Sous-section 1 : Les traités internationaux sur l'investissement :

§1 Les traités bilatéraux sur la promotion et la protection de l'investissement

Le point de départ de l'analyse juridique ne saurait être remis en question, c'est le principe de souveraineté qui, à l'origine, régit la matière. Et parce que tout l' Etat est souverain, il a la possibilité de déterminer librement sa politique économique[487] .Il détermine ainsi librement sa politique qu'il entend suivre, tant vis-à-vis des investisseurs étrangers que nationaux, bien évidemment, l'exercice de ses compétences par l'Etat souverain doit respecter tous les instruments conventionnels.

[487] Carreau Dominique, Juillard Patrick,Op.Cit,P419

En pratique, les inquiétudes liées à la souveraineté ne sont généralement évoquées par un État souverain que lorsqu'il s'agit d'autoriser l'investissement étranger sur son territoire national. Cependant, il est important de noter que la notion de souveraineté dépasse les frontières territoriales, un Etat souverain est celui qui dispose de l'exclusivité des compétences qu'il tire tant de la territorialité que de la nationalité[488], et un lien très étroit existe entre souveraineté et territorialité, ce lien est considérée comme une redondance, comme si la seule modalité de la souveraineté était territoriale, et dans le domaine des investissements , la considération de souveraineté est invoquée en ce qui concerne l'admission des investissements étrangers en territoire national.

Certains Etats, considèrent que la préservation de leur souveraineté demande un contrôle d'admission des investissements étrangers, sans ce contrôle l'Etat ne serait plus libre de définir sa propre politique économique. En effet au cours de la décennies 1960 et 1970, des Etats en développement, ont défendu cette position, en invoquant la notion de souveraineté permanente sur les ressources naturelles.

Cependant, un nombre croissant d'instruments internationaux, conventionnels comme non conventionnels, écarte cette souveraineté des Etats et réduits ses prérogatives de plus en plus et privilège la libre circulation tant pour ce qui concerne l'opération d'investissement que pour le désinvestissement.

Cette libéralisation des capitaux est venue d'une manière progressive[489], cette libéralisation n'était pas au centre des discussions internationales après la seconde guerre mondiale qui ont abouti à l'instauration de l'ordre économique néo-libéral.

Ce n'est qu'après qu'il est devenu possible de procéder à une libéralisation progressive des mouvements de capitaux d'abord dans un cadre inter-régional entre pays développés, et des années après entre pays développé et pays en développement.

Les positions et les politiques concernant la libéralisation des mouvements internationaux de capitaux ont engendré de vives controverses. Cela s'explique par le fait que la libre circulation des capitaux suscite des craintes quant à une possible perte de

[488] Kohen Marcelo G, *« Possession contestée et souveraineté territoriale »*, Gratuate institue publications, Paris,2014, P75, disponible sur le site suivant : www.openedition.org.consulté le 20/08/2022
[489] Carreau Dominique, Juillard Patrick,Op.Cit,P431

souveraineté nationale et à d'autres conséquences négatives potentielles[490].

L'IDE, plus que tout autre type de flux de capitaux, a suscité de telles inquiétudes par le passé, car il peut entraîner une prise de contrôle majoritaire par des entreprises multinationales, souvent de grande envergure, sur lesquelles les autorités nationales ont peu de prise. Pour ces raisons, les gouvernements ont parfois imposé des restrictions à l'IDE en provenance de l'étranger.

Cependant, au cours des dernières décennies, un consensus de plus en plus large sur les avantages de l'IDE a conduit à la révision de ces restrictions, aboutissant à des accords formels concernant ces mouvements de capitaux, ces accords peuvent être soit bilatéraux ou multilatéraux, leurs objectifs peuvent être fort différents les uns des autres, mais leurs instruments s'orientent tous vers des solutions de libre circulation.

Il est important de noter qu'il n'existe aucune définition unifiée et globale de l'investissement international dans le domaine du droit international économique positif. Cela s'explique par l'absence d'un instrument juridique multilatéral unique couvrant l'ensemble de l'investissement international.

Au lieu de cela, il existe une multitude de conventions et d'accords qui ont donné des définitions pour l'investissement chaque convention détermine une définition selon leur propre logique et objectif.

Pour un juriste, le manque ou l'absence d'une définition claire est problématique puisque c'est selon cette définition que repose l'applicabilité des principes et règles régissant l'investissement et donc le bon déroulement des conventions d'investissement. Une situation qui complique considérablement la mission des juges et des arbitres qui doivent traiter des définitions et des régimes juridiques de l'investissement international très disparates.

Un investissement direct étranger, est reconnu d'être l'élément clef du développement du commerce international, il peut être désigné par l'action par laquelle un investisseur, basé dans un pays donné qui obtient un intérêt à long terme et exerce une influence remarquable dans la gestion d'une entité (société terme utiliser dans l'accord d'association entre la CE et

[490] Bacha Soumeya, « La réalité des investissements directs étrangers en Algérie : Etat des lieux et diagnostic», *Revue illiza des etudes et la recherche*, N°03,2018,P560.

l'Algérie), établie dans un autre pays[491].

Le terme « d'accord d'investissement », comme la définition même du concept de l'investissement, elle ne trouve pas une définition précise (que ce soit en droit interne ou en droit international). Un accord d'investissement peut englober plusieurs contrats, selon la complexité de l'opération, ces accords relatifs aux investissements se sont des contrats conclus librement par des Etats souverains[492].

Les accords « conclus par », désigne les accords conclus entre l'Etat et l'investisseur étranger, et les accords « conclus entre », qui désigne entre les sujets de droit international, ils sont traités de la même manière, cependant les accords conclus entre l'Etat et un investisseur étranger en principe il est soumis au droit interne du pays, par conséquence toutes modification de ce droit dans le temps peuvent en affecter l'équilibre de cet accord.

Cette soumission de ce dernier à la loi d'un État souverain comporte même des risques de modification unilatérale par l'État, afin d'éviter ces risques, deux techniques juridiques ont été développées : soumettre les accords d'investissement au droit international ou aux principes généraux du droit, et inclure des clauses de "stabilisation" afin de pouvoir figer le droit de l'État contractant à un moment donné[493].

D'où l'importance des clauses des Conventions d'investissement, tout d'abord, elles permettent à des investisseurs privés, sujets de droit interne, d'acquérir des droits spécifiques en vertu du droit international via des accords internationalisés conclus avec un État-partie à une Convention.

Deuxièmement, ces Clauses renforcent la force obligatoire des accords d'investissement et fournissent un mécanisme de règlement des différends par le biais du CIRDI en cas de litige[494].

---

[491] Mekhmoukh Sakina, «Les investissements directs étrangers en Algérie et le rôle de la politique fiscale», *Revue des études fiscales*,Vol 03, N°1,2014, P176.

[492] Laviec Jean Perre, «*Protection et promotion des investissements, étude de droit international économique*», Graduate Institude Publications, Genéve,1985, P241. disponible sur le site suivant : www.books.openedition.org consulté le 26/08/2022.

[493] Ibidem.

[494] Al Jahni Rania, « *Règlement des différends relatifs à l'investissement dans le système de règlement des différends de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) : étude comparative entre l'arbitrage investisseur-Etat et les mécanismes de règlement des différends de l'OMC* », Thèse de Doctorat en droit, Faculté de droit, Université Paris-Est,2018,P106

Les traites bilatérales de promotion et de protection d'investissement c'est le type privilégié et l'instrument juridiques des Etats afin d'encadrer cette circulation de capitaux, c'est des accords qui contiennent que des dispositions qui touche l'investissement signés entre deux Etats ou bien deux économies.

Ces traités malgré leurs appellations, leurs premiers objectif est la protection des investissements mais pas celle de la promotion, c'est pour cette raison que certains pays en développement leurs adressent le grief de déséquilibre, mais ce grief est partiellement injuste, car les instruments bilatéraux, les exigences de promotion et de protection, si elles sont bien l'une et l'autre présente, ne peuvent guère être placées sur le même pied : car c'est de la solidité de la protection que dépend l'efficacité de la promotion. En effet, le véritable mécanisme de promotion de l'investissement réside dans la délivrance des instruments de garanties, or ces derniers sont d'ordre national.

Il est important d'identifier la nature du traité régissant les investissements, on peut identifier deux types d'accords régissant les investissements : il y'a deux types d'accords qui traite les investissements, les traités bilatéraux de promotion et de protection d'investissement, et il y'a les ALE, ou de coopération économique, avec chapitre ou disposition sur l'investissement.

En ce qui concerne les accords d'investissement, les traités bilatéraux d'investissement ont comme objectif principale d'assurer une protection au niveau international. Certains de ces traités ont été désignés sous le terme de "traités de couverture[495], d'un côté, ils offrent des droits propres aux investisseurs, de l'autre côté ils assurent que les obligations contractées seront assorties d'effets. Le nombre moyen de traités bilatéraux d'investissement signés dans les décennies 80,90 ,2000 s'établit respectivement à 23, 147 et 89. Cela représente des taux de croissance de 124%, 316% et 42% respectivement[496].

Une tendance significative réside dans la prévalence des accords conclus pendant les années 90, caractérisée par une croissance quasi-exponentielle de 1980 jusqu'au début des années 2000.cette prolifération de ces traités internationaux peut être expliqué par la volonté des pays à attirer les investissements étrangers, et l'ouverture d'un grand nombre

[495] Laviec Jean Perre , Op.Cit,P 242.
[496] Plus de statistiques sur les accords d'investissement, veuillez consulté le site suivant : https://www.oecd-ilibrary.org/ consulté le 26/11/2022.

d'économies des pays en voie de développement.

De nombreuses études[497]ont souligné l'impact positif et significatif des traités internationaux sur le flux d'investissement directs étrangers. Généralement un traité bilatéral d'investissement, il est structuré de cette manière :

- Le préambule qui contient le but du traité ;
- Portée et définitions. Des articles précisent et définies les types d'investissements ainsi que les types de différends qui sont couverts par le traité ;
- Protections matérielles. (Principes régissant les investissements) :
- Le traitement national ;
- Le traitement de la nation la plus favorisée (un certain nombre de traités offrent les traitements nationaux et de la nation la plus favorisée non seulement aux investissements déjà fait mais aussi aux investissements prospectifs, dans le, cas de dispositions sur l'accès au marché ou sur l'admission et l'établissement ;
- le traitement juste et équitable ou le traitement minimum du droit international coutumier ;
- la protection pleine et entière ;
- la protection en cas d'expropriation, y compris en cas d'expropriation indirecte ;
- le libre transfert des capitaux

-Exceptions. Il s'agit ici des exceptions liées aux protections matérielles ou ce que l'on appelle le « droit de réglementer ». Par exemple, des exceptions pour la protection des intérêts de sécurité essentiels ;

-Protections procédurales. Autrement dit, cela concerne l'accès aux règlements des différends entre investisseurs et États, et notamment l'arbitrage des investissements.[498]

Ces traités bilatéraux de promotion et de protection des investissements, sont des traités internationaux au sens ou l'entend la Convention de Vienne[499], ils sont conclus, sur

[497] On peut citer comme exemple de ces études : Egger and Pfaffermayr (2004), Neumayer et Spess (2005), Egger and Merlo (2007), Sauvant et Sachs (2009), Busse, Königer et Nunnenkamp (2010), Berger, Busse, Nunnenkamp et Roy (2013), voir le site suivant : https://www.tillvaxtanalys.se. Consulté le 15/12/2022.

[498] Rapport de recherche de ,Piroté Alin,Titi Aikaterina, « L'impact des traités d'investissement sur les flux d'investissement direct étrangers»,2020, disponible sur le site suivant: https://shs.hal.science/halshs-02910927. Consulté le 15/12/2022

[499] Carreau Dominique,Juillard Patrick, Op.Cit,P424.

la base de la réciprocité, ce qui suppose l'existence de flux croisés d'investissements entre parties contractantes, et dont le but est de définir , les principes de traitement et de protection qui régiront les investissements, l'accord commun, les mécanismes qui permettront de régler les différends entre les investisseurs ressortissants d'un Etat contractante et l'autre Etat contractant. La particularité de ces accords c'est qu'ils ne contiennent que des dispositions sur l'investissement contrairement aux ALE.

§2 Les ALE avec chapitre ou dispositions sur l'investissement :

Les traités internationaux sur les investissements englobent non seulement les accords bilatéraux d'investissement, mais aussi les accords de libre-échange, qui, ont des aspects régionaux et intègrent des dispositions spécifiques dédiées aux investissements. Ces dernières années, une pratique s'est développée consistant à conclure des accords de libre-échange, totalisant près de 300 accords en vigueur (2017)[500].

Ces accords ont pour objectif d'instaurer des zones de libre-échange et englobent à la fois le commerce et les investissements. Cependant, ils ne parviennent pas à unifier leur régime juridique en raison de leurs spécificités car chaque accord a sa particularité.

Malgré l'importance de l'investissement direct étranger (IDE) dans l'économie mondiale, il existe beaucoup moins de traités sur l'investissement par rapport aux accords sur le commerce international.

Cependant, au cours des années 90, on a remarqué une augmentation significative des accords commerciaux régionaux[501] et bilatéraux qui accordent une place importante aux règles régissant l'investissement. Les mesures de nationalisation et d'expropriation, qu'a connu certains pays au cours des décennies 1960 et 1970, ont créé un climat défavorable à l'investissement international.

Ce climat défavorable portait préjudice aussi bien aux intérêts des Etats du nord (généralement exportateurs d'investissement), que ceux des Etats du sud (généralement importateurs d'investissement), Il était primordiale de parvenir à un compromis entre ces différentes perspectives et opinions, parmi les éléments essentiels de ce compromis réside

[500] Dubin Laurence,Op.Cit,P 95

[501] On peut citer parmi ces accords : l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les récents accords conclus par Singapour avec l'Association européenne de libre-échange (AELE), le Japon et l'Australie, ainsi que l'Accord d'association entre la Communauté européenne et le Chili.

dans la stabilité et la clartés du régime juridique que les Etats du sud doivent accorder aux investisseurs des Etats du nord, ces garanties de stabilité et de clartés, vont imprégner l'ensemble du régime juridique des investissements : traitement et protection, constitutions et même liquidation.

Ce compromis et ces garanties des Etats en développement aux Etats développés, peut être trouvée dans les ALE. On peut constater que les IDE après l'indépendance étaient traités avec une certaine méfiance. Ce sentiment était partagé quasiment par tous les pays du continent africain, qui venaient de sortir d'une longue période de colonisation.

Ils étaient considérés comme une sorte de nouvelle menace pour la souveraineté des pays. Ces ALE représentent un effort majeur en vue de la codification et de la gestion des investissent, peu importe qu'ils soient des accords bilatéraux ou multilatéral.Il est important de de la distinguer entre traités bilatéraux d'investissement et accord international avec chapitre sur les investissements (des ALE ou bien des accords de coopération économique).

On pourrait dire qu'un traité bilatéral d'investissement, tel que défini dans notre premier paragraphe est l'équivalent d'un chapitre sur les investissements dans les ALE de ce deuxième paragraphe. Au niveau de la structure du traité, un chapitre sur les investissements dans un traité de libre- échange est généralement identique à un traité bilatéral d'investissement. Cependant, il y a aussi quelques différences :

- Le chapitre n'a pas un préambule, contrairement d'un traité bilatéral,
- Des dispositions concernant la portée et les définitions peuvent parfois être présentes au début du traité et non pas forcement dans le chapitre sur les investissements ;
- Les exceptions, généralement font partie d'un chapitre dédié intitulé «**Exceptions** ».[502]

Mais le point crucial qui différencie ces deux types d'accord (traité bilatéral de promotion et de protection d'investissement, et les ALE), c'est la disparité dans leurs contenus[503]. Car comme règles général les traités bilatéraux sur l'investissements traite uniquement les questions qui ont une relation étroite avec l'investissement tel que le règlement des différends, le transfert des bénéfices, la protection des investisseurs étrangers

[502] Dubin Laurence, Op.Cit,P 101.
[503] Rapport de recherche de Piroté Alin,Titi Aikaterina, Op.Cit,P74

etc. contrairement aux ALE ou l'investissement constitue uniquement un élément par d'autres éléments.

Cependant, la coexistence de principes et règles régissant les investissements, et aux mêmes celles de libre circulation des marchandises, etc, chose qui signifie que ces dispositions doivent être interprétées selon l'article 31 du traité de vienne sur le droit des traités de 1969[504], en tenant compte de leur complexité, de leur Object ainsi que de leur finalité. Ici on peut donner un exemple ou dans un ALE, ou il comporte un chapitre sur l'investissement et un chapitre sur la libre circulation des marchandises, les règles que comporte cet ALE doivent être interprété en gardant à l'esprit l'existence de tous ces autres chapitres.

En matière de règlement des différends, la pratique conventionnelle dans ce domaine présente une grande diversité. L'Union européenne, qui est particulièrement active en matière d'ALE a élaboré une approche plus détaillée en proposant un modèle de règlement des différends[505]. Ce modèle vise à renforcer la juridictionnalisation du règlement des différends mixtes et à répondre aux problèmes qui sont de plus en plus nombreux à l'égard de l'arbitrage des investissements.

Cette approche on la trouve beaucoup plus dans les accords de dernière génération de libre-échange de l'Union européenne. Cependant il faut souligner que généralement toutes les traites bilatérales sur l'investissement contiennent des clauses qui stipulent de la possibilité de l'approbation de l'arbitrage comme moyen de règlement des différents et cela depuis les années 80[506]

[504] Article 31 règle générale d'interprétation : 1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. 134 Traités 2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus : a) Tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité ; b) Tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité. 3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte : a) De tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions; b) De toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité; c) De toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties. 4. Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties. Voir plus sur la convention de vienne sur le site suivant : https://legal.un.org. Consulté le 22/12/2022.

[505] Dubin Laurence,Op.Cit, P102.

[506] Laviec Jean Perre,Op.Cit,PP, 269-294.

Sous-section 2 : L'influence des ALE sur les investissements

§1Les règles régissant les investissements selon les ALE :

L'un des facteurs principaux de développement économique des Etats, est la libre circulation des investissements, plus le contrôle est souple sur les flux des capitaux plus le climat est favorable aux investissements. L'élimination des obstacles à la libre circulation des investissements prends deux voies différentes, l'une est sur le plan interne ou l'Etat d'accueil donc c'est par voie unilatéral, l'autre est par la voie du droit international : des Etats, soit bilatéral, soit plurilatéral, instaurant entre eux des principes qui régissent la libre circulation des capitaux et l'élimination de tous les obstacles qui peuvent nuire à cette liberté.

L'encadrement des investissements peut se définir comme étant l'ensemble des normes et principes, de droit international et interne, qui régissent le régime des investissements internationaux depuis la période de constitution jusqu'au moment de sa liquidation[507].ces principes et règles ont pour objet d'empêcher toute atteinte publique à l'existence ou à la consistance de l'investissement international.

Comme toutes les normes et principes régissant les échanges internationaux, les principes régissant les investissements peuvent être soit de sources conventionnelles, (accords et traités, multilatéraux que bilatéraux), soit de sources non conventionnelles (principes généraux du droit international).

Cependant, et sous l'influence de deux éléments successifs, voir l'expansion des traites bilatéraux d'une part, et le remplacement d'instruments multilatéraux aux instruments bilatéraux d'autre part. Ces facteurs ont entrainé l'effacement des principes généraux du droit international au profit des règles d'origine conventionnelle, les investissements peuvent être régit aussi par des principes de droit interne qui ne sont pas élaborés par l'Etat de nationalité de l'investisseur, mais par l'Etat de territorialité de l'investissement.

Les différentes normes et principes de droit international, en matière de traitement des investissements sont conçus dans le but d'assurer un bon déroulement des investissements internationaux ainsi que maitre des limites à l'exercice[508], par l'Etat de territorialité, de sa compétence aux fins de définition du régime de cet investissement international en droit

[507] Carreau Dominique, Juillard Patrick, Op.Cit,P21
[508] De Nautreuil Arnaud, « *Droit international de l'investissement* », A, pédone,Paris,2014,P313

interne.

En effet, le régime de la protection des investissements est au centre même de toute la construction juridique que couronne la notion de souveraineté permanente, car ces règles et principes recouvrent l'ensemble des problèmes de l'expropriation et de nationalisation, dont sait l'importance symbolique qu'ils ont prise dans les relations entre les pays développés et les pays en développement.

Les difficultés gisent, dans le cas où c'est l'Etat de territorialité de l'investissement qui édicte les principes et les règles qui vont gérer les IDE, et les pays développés ne veulent pas dépendre des aléas de la politique économique des pays en voie de développement, car ces derniers ne veulent pas limiter leurs souverainetés.

Afin de mettre fin à tous ces problèmes liés aux principes et règles régissant les investissements internationaux, les Etats se sont tournés vers la voie conventionnelle que ce soit en matière de protection ou en matière de traitement. Les premières elles sanctionneraient les atteintes à l'existence ou à la consistance de l'investissement, quant aux secondes, elles définiraient le régime juridique de l'investissement depuis sa constitution jusqu'à sa liquidation[509].

Avec un objectif d'accroitre l'efficience des chaines de valeurs mondiales, les engagements des Etats qui étaient cloisonnés selon leurs échanges entre Etats dans leurs rapports avec investisseurs, de plus en plus les ALE intègrent un volet dans l'accord qui est consacré à la protection ainsi qu'au développement d'investissement, ou consacre tout un protocole dans l'accord sur l'investissement[510].

Généralement dans ces ALE on reprend les dispositions des traités bilatéraux sur l'investissement, des dispositions qui englobent la définition des investissements ainsi que les investisseurs, et les règles concernant le traitement et la protection des investissements, en références aux principes de la nation la plus favorisée, le traitement national ainsi que les

[509] Carreau Dominique, Juillard Patrick,Op.Cit,P438.

[510] Lors du 36ème Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, qui s'est tenu les 18 et 19 février 2023, les chefs d'État africains ont adopté le Protocole sur l'Investissement (PI) de l'Accord instituant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), voir plus : Danish Hamed el kady, Makane moise Mbengue, Suzy H Nikiéma & Daniel Uribe, « *Le protocole sur l'investissement de l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine :que contient-il et quelles sont les prochaines étapes pour le continen*», www.iisd.org. Consulté le 01/01/2023.

garanties de sécurité totale, entre les pays signataire de l'accord.

On trouve que même dans certains ALE ces garanties sont incluent même dans la phase de préétablissement l'inclusion de cette phase permet d'approfondir la promotion des investissements plus que de ce que peuvent parfois offrir les traités bilatéraux d'investissements. Avec toutes ces dispositions quand trouvent dans les ALE sur l'investissement, ces ALE dépassent largement les dispositions de l'OMC en matière d'investissements et couvrent pratiquement tous les aspects des traités par les traités bilatéraux sur l'investissement.

En effet, l'octroi des garanties par les par les pays développés est subordonnée à certaines conditions, toutefois, les pays en développement manifestent une nette préférence pour les mécanismes internationaux par rapport aux mécanismes nationaux. Les pays développés n'acceptent de couvrir des investissements, dans des pays, que si le risque politique est limité : ils vont donc s'employer à limiter, en obtenant des pays en voie de développement, par le biais d'un accord, des garanties de traitement et de protection, pour les investissements de leurs nationaux. Parmi ces règles qui régies les investissements :

- Le traitement national : c'est parmi les standards de protection d'investissements étrangers, selon ce principe l'Etat d'accueil de l'investissement doit étendre aux investisseurs étrangers le traitement à ses propres nationaux, ou tout ou moins, qui n'est pas moins favorable que celui qui est accordé aux investisseurs nationaux dans des circonstances similaires[511]. Ce traitement implique de comparer les investisseurs qui se trouvent dans des situations similaires. Il y'a deux catégories de situations à considérer :

1- ***Le traitement national qui est accordé dans la période « après l'établissement »,*** et que la majorité les traités bilatéraux sur l'investissement l'accordent aux investisseurs, qu'ils garantissent aux investisseurs, une fois l'investissement fait, le pays d'accueil offre les mêmes protections qu'aux investisseurs ressortissant du pays.

2- ***Le traitement national qui est accordé tant dans la période « après l'investissement » que dans la période « avant l'établissement »,*** généralement, les accords de libre-échange intégrant des dispositions sur les investissements, offrent une protection non seulement aux investissements déjà réalisés sur leur territoire, mais aussi aux investissements futurs. Mais

[511] Lauriol Thierry, « Le traitement national », *Revue générale de droit international public*, N°01,2015, P 47.

il y'a quelque Etats qui hésitent à octroyer le traitement national pendant la phase "préétablissement" car elle permet aux investisseurs étrangers d'accéder au marché intérieur dans les mêmes conditions que les investisseurs nationaux.

Cependant, il faut noter qu'il y'a aussi des traités qui ne stipulent pas ou qui n'offrent pas le traitement national. Contrairement aux traités bilatéraux sur la promotion et la protection d'investissement qui offrent le traitement national généralement dans la phase « post-établissement », les ALE, pour eux ils accordent le traitement national dans la phase « post-établissement » et même à la phase « pré-établissement ».[512]

- Le principe de la nation la plus favorisée :

La nation la plus favorisée entretient une relation plus étroite avec celle du traitement national, car les deux clauses ont pour but de lutté contre la discrimination, on ce qui concerne les investissements lorsque ces deux principes sont stipulés dans un traité et que les avantages accordés aux investisseurs nationaux d'un Etat tiers donnent droit à un traitement plus favorable que celui accorder aux nationaux de l'Etat qui les accorde, ici la clause recouvre son plein effet.

Dans le cas ou dans un ALE stipule uniquement un traitement non discriminatoire, sans avoir cité les deux clauses (traitement national, la NPF), ces derniers sont visés indifféremment. La clause de la nation la plus favorisée, elle peut servir de référence pour la détermination d'un traitement juste et équitable.

- La protection contre l'expropriation :

Le droit de propriété est un droit qui est garantie par le droit algérien, cependant, quelques restrictions peuvent lui être apportées, notamment l'expropriation pour cause d'intérêt publique. Cette clause relative à la protection contre l'expropriation c'est une disposition qui a pour but de protéger la stabilité juridique des situations individuelles des investisseurs étrangers en se basant sur les mêmes principes que ceux qui protègent la promesse de stabilité juridique.[513] Par ce que, la nationalisation été utilisé d'une manière très

[512] Rapport de recherche de Piroté Alin,Titi Aikaterina, Op.Cit, P74. Disponible sur le site suivant : https://shs.hal.science/halshs-02910927**.** Consulté le 15/12/2022.
[513] De Nanteuil Arnaud, Op.Cit,P338.

excessive en Algérie [514](mais plus maintenant car c'est l'ère de l'économie de marché), tous les traités bilatéraux sur la promotion et la protection d'investissement qu'a signés l'Algérie entre les deux décennies 80/90, envisagée cette clause, mais elle a introduit aussi une exception pour cause d'utilité publique.

Contrairement aux traités bilatéraux d'investissement, la plupart des ALE signés par l'Algérie ne protègent pas les investisseurs en cas d'expropriation.

- Le droit de réglementer :

La phrase explicite de droit de réglementer est toujours absente des traités bilatéraux sur la promotion et la protection des investissements, contrairement aux ALE, mais il faut préciser que cette clause existe dans les ALE de nouvelle génération.

Dans les ALE, et en particulier ceux de la dernière génération[515] qui sont conçus au sein de l'UE ils sont conçus selon un modèle défini par la commission, ces accords accordent une considération particulière au droit de régulation ou ce qu'ont appelé le droit de réglementation[516] selon les disposition de ce droit les parties signataire de l'accord ont la possibilité de mettre des mesures qu'elles estiment nécessaires afin d'atteindre des objectifs politiques légitimes, ces dispositions peuvent contribuer à modérer l'application des normes de traitement et de protection des investissements et investisseurs.

§2 Les différents types d'obstacles aux IDE :

Il existe une relation très étroite entre commerce et investissement qui n'ont pas manqué d'être considéré depuis longtemps. Loin d'être des opérations substituables, commerce et investissement se trouvent dans une situation de complémentarité réciproque. C'est ainsi que le développement du commerce des marchandises et des services poussera les opérateurs économiques à investir sur les marchés étrangers ne serait-ce que pour se rapprocher de ses clients ; ici, l'investissement suivra le commerce.

[514]Terki Nour eddine, « La protection conventionnelle de l'investissement étranger en Algérie », *Revue algérienne des sciences juridiques et politiques,* Vol 38,N°02,2001,P14.
[515] Bianquis Gaspard, Op.Cit,PP 35-39.
[516] Dubin Laurence, Op.Cit, P31.

À l'inverse, pour offrir ses services sur un marché étranger il sera plus nécessaire d'y être établi (ainsi en matière d'assurances, de banques, etc.) ; ici, l'investissement précédera le commerce. En effets, les investissements contribuent à la création des courants d'échanges internationaux et à l'établissement d'une division internationale du travail, notamment par le biais du commerce intra-firmes[517], Autrement dit, les investissements internationaux poussent à une mondialisation accrue en même temps qu'ils en constituent une évidence flagrante.

L'approche adoptée par l'OMC en ce qui concerne l'investissement international est assez limitée et périphérique. Elle ne traite les investissements que dans le cas où des restrictions à leur égard pourraient avoir un impact sur le commerce de biens et des services[518].

Indirectement, l'investissement international est abordé à travers les dispositions relatives aux subventions, dans la mesure où les aides financières publiques aux investisseurs étrangers privés pourraient fausser la concurrence ou créer des distorsions préjudiciables au commerce.

De plus, l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC ou en anglais TRIPS) concerne également les investissements, car la propriété intellectuelle et son respect est essentiel à leur fonctionnement. Il est important de noter que la plupart des traités bilatéraux récents en matière d'investissements considèrent également les "droits de propriété intellectuelle" comme faisant partie des "actifs" protégés en vertu de ces traités[519].

Après l'importante libéralisation des conditions d'investissement dans les pays d'accueil qu'ont connu les années 90, cette libéralisation a contribué à l'augmentation de la proportion des IDE dans les économies des nations. Etant donnée de la multitude des définitions donné aux IDE, nous avons opté pour celle qui donné par l'OCDE : « ***les investissements qu'une entité résidente d'une économie (Investisseur direct) effectue dans***

[517] Carreau Dominique, « *Investissements* » Dalloz, Paris, 2017,P63.
[518] Dubin Laurence,Op.Cit,P 80.
[519] Cito Mongane Espoir, « Accord sur les droits de propriété intéllectuelle touchent au commerce (ADPIC) : Apercu général », article disponible sur le site suivant : https://www.researchgate.net/publication/323244744_Accord_sur_les_Droits_de_Propriete_Intellectuelle_touchant_au_Commerce_ADPIC_Apercu_general , consulté le 30/08/2022.

le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct) »[520]

Cette définition signifie qu'il existe une influence et une relation à long terme entre investisseur direct et entreprise, notamment, la combinaison de diverses ressources liées à la participation au capital (la création de nouvelles installations, les fusions, les acquisitions, les prêts entre société mère et sa filiale), c'est pour cette raison que les IDE plus que tous les flux de capitaux ont engendré beaucoup de préoccupation dans le passé, car il peuvent entrainer une prise de participation majoritaire par des multinationales sur lesquelles les Etats craint qu'ils n'aient guère de prise.

Les investissements directs étrangers sont perçus comme étant un moteur qui permet aux pays d'accueil de s'insérer non seulement de manière légitime dans le commerce mondial, mais également comme un élément de croissance économique qui a un effet positif sur leurs capacités de production.

En effet, comme les IDE proviennent généralement de sociétés établies dans des pays développés, l'IDE représente une importante source de diffusion de technologies et de compétences avancées vers les pays en développement. Les bénéfices positifs qu'il apporte par le biais du partage du savoir-faire et de connaissances technologiques ont le potentiel d'influer positivement sur l'ensemble de l'économie national des pays en développement[521].

Afin de bénéficiers des effets positifs des flux des IDE les pays d'accueil promeuvent la réduction des entraves et restrictions aux IDE à l'entrée et à la sortie de leurs marchés. Cependant, aucun gouvernement n'a pleinement adopté l'idée d'un marché entièrement libre, en raison de la persistance de restrictions liées à des préoccupations de sécurité nationale ou liée à la souveraineté et à certaines industries telles que le transport aérien, maritime, les télécommunications, les services financiers et l'industrie de l'armement.[522]

[520] OCDE , « Définition de référence pour les investissements directs internationaux »,2008, disponible sur le site suivant : https://www.oecd.org. Consulté le 20/02/2023.
[521] Bedreddine Amina, Benamirouche Rachid, « Les obstacles de l'attractivité des investissements directs etrangers en Algéri Ben bayer Habib,Chaalal Samiya, « Etude l'impact des IDE entrants sur la croissance de l'économie Algérienne (1990-2021) », *Journal of contemporary business and economic studies,* Vol 06,N°01,2023,P08.
[522] Ben bayer Habib,Chaalal Samiya, « Etude l'impact des IDE entrants sur la croissance de l'économie Algérienne (1990-2021) », *Journal of contemporary business and economic studies,* Vol 06,N°01,2023,P08.

Les multinationales s'inscrivent dans la logique de la mondialisation tout en exploitant les opportunités offertes par la multiplication des accords de libre- échange afin d'acquérir de nouvelles opportunités et d'optimiser les relations entre les différents marchés.

Au sein d'un ALE, toutes les limitations sur les IDE entre les pays membres de l'accord et entre ces membres et les pays tiers devraient normalement être levées, sauf en situations exceptionnelles. La fluidité des mouvements de capitaux représente l'élément fondamental du commerce libre et complète les trois autres libertés[523].

Chaque pays doit mettre en œuvre une stratégie juridique afin d'améliorer son attractivité pour les IDE, cette dernière qui peut être caractérisé par la capacité d'un pays d'attirer de nouveaux opérateurs économiques et des facteurs de production mobiles, tels que des capitaux ainsi que des travailleurs qualifiés, sur son territoire[524]

Elle peut également être décrite comme l'ensemble des mesures mises en place par l'État, y compris le cadre législatif et fiscal pour les IDE ainsi que les infrastructures publiques disponibles dans un pays hôte, dans le but d'encourager l'implantation d'IDE. Et La décision d'un investisseur étranger à s'implanter dans un pays étranger dépend non seulement de la stratégie de sa société, mais également de l'attractivité de ce pays qui se traduit par des avantages offerts du pays d'accueil.

Il existe beaucoup de facteurs qui réduisent ou limitent l'attractivité du pays pour attirer les investissements étrangers sur tout pour l'Algérie et parmi ces entraves on peut citer :

- **L'ambiguïté de l'environnement des affaires :**

L'absence de visibilité de la politique d'investissement, est liée en grande partie à l'indisponibilité d'informations, et à un manque de coordination entre les différents acteurs de l'investissement, ainsi qu'a à une lenteur dans les procédures administratives .ainsi, la gestion des investissements étrangers étaient attribuer a plusieurs entités à savoir le Ministère de la participation et de la promotion de l'investissement (MDPPI), le Conseil

[523] On peut donner comme exemple à l'ALENA, l'intégration économique très avancée entre les États-Unis et le Canada a limité l'incidence de l'accord sur les investissements directs étrangers entre ces deux nations, mais la participation du Mexique à cet accord a en revanche constitué une réelle opportunité pour les entreprises multinationales, en ouvrant un nouveau marché et en offrant un accès à une main-d'œuvre moins coûteuse.
[524] Bedreddine Amina, Benamirouche Rachid,Op.Cit,P41

national de l'investissement (CNI) et l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) placée sous l'autorité directe du chef du Gouvernement.[525] Chose qui a changé dans la nouvelle législation sur l'investissement 2022[526], ou il y'a eu une fusion des commissions territoriales chargées de l'investissement pour créer une structure unique, à savoir l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI), qui est désormais la seule instance décisionnelle pour les dossiers d'investissement.

Cependant, l'Algérie actuellement, souffre d'un déficit d'image et de communication vis-à-vis des investisseurs étrangers. Plus précisément, la prédominance de l'État dans l'économie et le climat général des affaires sont perçus comme étant peu propices à la création de richesse et, par conséquent, à l'attraction des IDE. En outre, les réformes déjà réalisées n'ont pas été présentées de manière transparente aux potentiels investisseurs privés.

- **La Bureaucratie :**

Le plus grand fardeau dans tout environnement d'investissement pourrait être la bureaucratie. L'efficacité et la compétence de l'appareil administratif et des organes de contrôle de l'Etat est d'une très grande importance, car de cela dépendent le temps et l'argent nécessaires pour l'implantation d'une entreprise. Les investisseurs étrangers estiment qu'il y a une lourdeur bureaucratique et des blocages administratifs.[527]

Ces entraves se traduisent par des règles formelles et par l'excè de démarches et procédures pour l'obtention des permis et autorisations de création des entreprises. Cette bureaucratie en Algérie étouffe les entreprises et bloque la capacité de l'économie nationale à croitre durablement.

Des circonstances qui poussait les investisseurs étrangers à abandonner leurs projets et a retirait leurs capitaux. C'est cette situation qui a pousser le gouvernement à faire des réformes afin d'éliminer les obstacles bureaucratiques qui ont longtemps entravé le développement des investissements et la création de richesse qui constitue l'un des

[525] Ibid,P 44.
[526] Voir au propos de cette nouvelle loi d'investissement : Founas Souhila, « La nouvelle loi relative à l'investissement, deux levier majeurs au service des investissements »,*Revue jurisprudence*, Vol 15,N°01,2023,PP431-444 ; Founas Souhila, « La plateforme numérique de l'investisseur : une solution numérique pour améliorer le climat d'investissement en Algérie »,*Revue El-Nebras d'étude juridique*,Vol06,N°04,2023,PP 203-211.
[527] Beztouh Djaber,Boulahouat Mahdia, « Climat des affaires et attractivité des IDE en Algérie : état des lieux et apercu comparatif aux pays voisins », *Revue algérienne d'économie et gestion,* Vol 15,N°01,2021,P1159.

principaux moteurs de l'initiative des autorités algériennes visant à améliorer le climat des affaires.

- **Difficultés d'accès au foncier industriel :**

Parmi les plus grands problèmes dont souffrent les investisseurs est l'accès au foncier industriel. Cette source limitée est un élément déterminant pour la mise en œuvre des projets d'investissement, ce foncier industriel constitue une vraie contrainte dans le processus d'investissement en Algérie.

Souvent l'obstacle pour accéder au foncier industriel provient de leur rareté, ainsi que de leur non-disponibilité ou encore des couts élevés. Et même quand un investisseur étranger arrive à obtenir un foncier industriel, l'obtention du permis de construction constitue un autre vrai obstacle.[528]

L'Algérie enregistre un retard dans l'attraction des IDE[529], du a tous ces obstacles et sa faible insertion dans l'économie mondiale. Un retard qui reflète des insuffisances dans la politique d'investissement, malgré les réformes engagées ces dernière années dans l'objectif sont d'intégré les nouvelles normes de l'économie mondiale, ils s'avèrent que ces efforts sont insuffisants pour produire en Algérie un climat d'investissement attractif.

Cependant, l'Etat algérien doit entreprendre des mesures de protection aux IDE, des mesures législatives, réglementaires, administratives, accords qui limitent ces entraves à la réalisation des IDE au niveau national et international et qui protège les intérêts des investisseurs.

[528] Ibidem,.
[529] D'après le rapport de la (CNUCED) publié le 9 juin 2022 concernant les investissements mondiaux en 2021, il estime que l'Algérie a enregistré moins d'un milliard de dollar des IDE en 2021. Voir plus sur le site suivant : https://algerien.ahk.de/fr. consulté le 15/04/2023.

Section 2 : Les diverses mesures fiscales influençant les décisions d'investissement

Il convient d'évoquer, dans cette section l'ensemble des éléments qui permettront de comprendre le modèle juridique algérien régissant l'investissement direct étranger. Dans ce sens, il est d'ores et déjà nécessaire de préciser que le législateur algérien ne fait pas de différence dans la considération et le traitement des investissements directs étrangers et des investissements nationaux.

En effet, dans tous les cas de figure, l'investisseur étranger ne doit plus être obliger de s'associer avec un investisseur local pour être conforme à la réglementation en vigueur, sauf dans certains domaines spécifique ou l'investisseur étrangers doit participer a moins de 50% du capital social de l'investissement.et afin d'attirer les investisseurs étrangers il a mis en œuvre une série d'incitations d'ordre fiscal.

Sous-section 1 : Le régime juridique des investissements directs étrangers en Algérie

§1 La liberté d'investissement en Algérie :

Avec l'internalisation des échanges, les Etats reconnaissant l'importance du capital privé étranger, au développement économique des nations, poursuivent la mise en œuvre des cadres juridiques adéquats avec les attentes des investisseurs[530].

Pour ce qui est d'Algérie, les investissements directs étrangers n'été pas très actifs dans les années quatre-vingts, sur tout après la nationalisation[531]des moyens de production dans le secteur du pétrole et du gaz qui été détenus par des étrangers en 1971, l'aggravation du problème de dette extérieur, ainsi que la baisse des recettes pétrolières, a entrainé une pénurie de devises, des circonstances qui ont créé une méfiance réciproque entre les investisseurs étrangers et l'Etat algérien.

[530] Taibi, Achour « Les limites du principe de la liberté d'investir en droit algérien », *Revue internationale de droit comparé,* Vol.65 N° 3, 2013, France, P763.
[531] Bekenniche Othmane, « *La coopération entre l'Union Européenne et l'Algérie, l'accord d'association* », OPU,Alger,2006, P56.

Désormais, les penses économique ont évolué et Le droit économique algérien a opté pour le libéralisme, bien qu'il entretient une relation ambiguë avec la mondialisation. Cette ambivalence, comme mentionnée précédemment, est probablement due à la notion de souveraineté économique. Elle explique en grande partie les réserves du droit économique algérien de l'investissement à s'engager pleinement dans l'économie mondiale.

Il est incontestable que depuis les réformes entreprises par l'Etat algérien la fin des années 1980, Comme nous l'avons précisé auparavant, le principe du libre investir demeure incontestablement le principe le plus notable de cette démarche.

Le décret législatif de 1993 s'inscrit dans le contexte des réformes économiques et représente la première affirmation du principe de liberté d'investissement.[532] Et même la constitution de 1996 a ensuite témoigné de la volonté de l'Etat d'abandonner le système économique dirigiste en instaurant de multiples libertés dans le domaine économique.[533] L'une de ces libertés est la liberté de commerce et d'industrie, qui est devenue une liberté constitutionnelle visant à améliorer le climat des affaires et des investissements.[534]

En 2001, un nouveau texte régissant les investissements est introduit, il s'agit de la célèbre ordonnance 01-03, qui a abrogé le décret de 1993.[535] L'article 4 de ce texte reprend le principe de la liberté d'investissement, et beaucoup ont jugé que cette ordonnance de 2001, comportait des avancées significatives vers une plus grande libéralisation de l'économie algérienne.

[532] Remini Meriam, « Le principe de liberté d'investir selon la législation algérienne »,*Revue jurisprudence*, Vol 13,N°28,2021,P914.
[533]Mehdi Haroun, *« Le régime des investissements en Algérie à la lumière des conventions franco algériennes* » Litec,paris,2000, P189.
[534] Remini Meriem, Op.Cit,P914.
[535] Ordonnance N° 01-03 du 20 aout 2001 relative au développement de l'investissement, J.O.R.A N° 47 du 22 aout 2001, P. 3. Modifiée et complétée par: l'ordonnance N° 06-08 du 15 juil. 2006, J.O.R.A N°47 du 19 juil. 2006, P. 15 ; l'ordonnance N° 09-01 du 22 juil. 2009, portant la LFC pour 2009, J.O.R.A N° 44 du 26 juil. 2009, P. 4 ; l'ordonnance N° 10-01 du 26 aout 2010 portant la LFC pour 2010, J.O.R.A N°49 du 29 aout 2010, P. 3 ; loi N°11-16 d 28 déc. 2011 portant la LF pour 2012, J.O.R.A N° 72 du 29 déc. 2011, P. 3 ; loi N° 12- 12 du 26 décembre 2012, portant la LF pour 2013, J.O.R.A N° 72 du 26 déc. 2012, P3 ; loi N° 13-08 du 30 décembre 2013, portant la LF pour 2014, J.O.R.A N° 68 déc. 2013, P3. ; Loi N° 14 – 10 du 31 décembre 2014, portant la LF pour 2015, J.O.R.A N° 78 du 31 déc 2014, P. 3.Loi N° 16-09 du 03 aout 2016, J.O.R.A N°46 du 3 aout 2016, P. 16 ; modifiée par la loi N°18-13 J.O.R.A N° 42 du 15 juil. 2018, P.7. Loi N°22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement, J.O.R.A N° 50 du 28 juillet 2022.

En 2016, quinze ans après une nouvelle loi régissant les investissements soit promulgué il s'agit de la loi N° 16-09 du 3 aout 2016 une loi qui vise à promouvoir l'investissement.[536] Cette loi a abrogé l'ordonnance 01-03 du 30 aout 2001.

A la différence de cette dernière dont le principe de libre investir est affirmé d'une manière explicite, la loi N°16-09 l'a affirmé d'une manière implicite. Cependant, cette fois c'est le constituant qui l'a consacré dans la constitution algérienne de 6 mars 2016 à travers l'article 43 qui énonce que : « ***la liberté d'investissement et de commerce est reconnue, elle s'exerce dans le cadre de la loi, l'Etat œuvre à améliorer le climat des affaires, il encourage, sans discrimination l'épanouissement des entreprises au service du développement économique national*** ».

La nouvelle constitution de 2020 qui garantit de manière explicite et claire la liberté du commerce de l'investissement et d'entreprendre.il semble que le législateur en matière d'investissements directs étrangers ait pris en compte plusieurs préoccupations exprimées par les investisseurs, les partenaires étrangers de l'Algérie, ainsi que les opérateurs économiques locaux[537].

Cette nouvelle base juridique répond positivement à des critiques antérieures, comme la révision du système de déclaration d'investissement et d'établissement d'un système d'enregistrement auprès de l'agence nationale de développement de l'investissement (art 8 de la loi 16-09). Cette mesure donne automatiquement aux investisseurs accès à la première catégorie d'avantage prévus par la loi, tel que des exonérations fiscales.[538]

En 2022, une nouvelle loi régissant les investissements a été mise en œuvre, une loi qui a abrogée la loi 16-09, c'est la loi N°22-18 relative à l'investissement[539] qui consacre une série de principes tel que l'égalité dans le traitement des investissement, et elle consacre et d'une manière explicite le principe de liberté d'investir : « ***- la liberté d'investir : toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, résidente ou non résidente, souhaitant investir est libre de décider de son investissement dans le respect de la***

[536] Article 03 de la loi N°16 -09 du 3 aout 2016, relatif à la promotion de l'investissement, J.O.R.A N°46 du 3 aout 2019, P16.
[537] Benhama Abderrahman, *« Le régime d'investissement étrangers en Algérie : aspects juridiques* », Thése de doctorat, département de droit privé, université Paris, Panthéon-Sorbonne, Paris,2020,P41.
[538]Ibidem,
[539] Article 03 de la loi N°22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement, J.O.R.A N° 50 du 28 juillet 2022, P06.

législation et de la réglementation en vigueur ».

La consécration de ce principe de cette maniéré, constitue un retour vers une plus grande ouverture (on n'a constaté qu'avec la loi de finance complémentaire de 2009, l'Etat algérien a pris des mesures d'ordre juridique protectionniste), conformément à ses choix de libération des échanges économique, néanmoins, cette liberté risque de faire perdre à l'Etat algérien son droit légitime de contrôle sur son territoire, en conséquence elle constitue une vraie menace de la souveraineté.

L'examen du cadre juridique régissant les investissements en Algérie met en évidence que, pour des multiples raisons, la réalisation effective de cette liberté est loin d'être garantie, car l'État manifeste sa volonté de contrôler les investissements, en particulier ceux d'origine étrangère, sur son territoire national.

Cette intention, bien qu'entièrement légitime, demeure sujette à la critique, en particulier à la lumière de la prolifération des ALE, voire même les traités bilatéraux visant à promouvoir et à protéger les investissements. Ces accords ont pour but de supprimer tous les obstacles à la libre circulation des capitaux tout en assurant la protection et la stimulation des investissements étrangers.

§2 La sécurité juridique des investissements en Algérie :

La question relative à la protection des investissements et plus particulièrement les IDE reste, comme nous l'avons exprimé précédemment, une nécessité absolue pour l'attractivité dans un système régissant les investissements.

L'attractivité des pays via leurs systèmes juridiques est aujourd'hui une composante primordiale de la politique économique ; elle est au centre des politiques de promotion, et de développement.

Avec la mondialisation de l'économie où la réduction des coûts de transport et de télécommunications a réduit les distances, les entreprises désireuses de s'implanter à l'étranger font monter les enchères quant à leur sélection et choix d'implantation ; les pays se retrouvent en situation de concurrence et mettent tout en œuvre, pour attirer les investissements étrangers et aussi les retenir.

L'Algérie n'échappe pas à cette réalité, elle ambitionne à un développement global en mobilisant les IDE comme un levier du développement économique, politique, et plus encore. Cela se réalise en offrant des incitations et des encouragements appropriés d'un côté, et en prenant des mesures afin d'atténuer les obstacles et les défis qui affectent le secteur de l'investissement dans le pays.

Le défi ici est de commander une politique économique qui poursuit un double objectif [540], d'une part, permettre aux entreprises nationales d'avoir des avantages compétitifs afin de pouvoir conquérir des parts du marché mondial et résister à la concurrence, et d'autre part renforcer les avantages compétitifs de localisation du pays, ce qui conduit à accepte l'augmentation des parts de marché des entreprises étrangères sur le marché national.

Afin d'y parvenir, le gouvernement a préparé un arsenal juridique fort et solide visant à développer un ensemble de réformes exhaustives et qui établiront des règles stables, solides et encourageantes basées sur le secteur de l'investissement en Algérie. Et cela nous allons le remarquer dans notre analyse de la nouvelle loi relative à l'investissement.

Cette nouvelle loi N°22-18 relative à l'investissement vise à mettre en place des réformes suite à la crise politique et aux répercussions de la crise sanitaire (corona virus) du pays en 2019, à savoir la rationalisation des ressources financières du pays en luttant contre le gaspillage et de renforcé les investissements productifs.

Cette nouvelle législation offre une perspective durable et réfléchie, visant ainsi à étendre l'adoption des technologies modernes, stimuler la création d'emplois, et renforcer la compétitivité de l'économie nationale. [541]L'Algérie dans un premier temps, a mis en place des réformes de première génération visant à rétablir les équilibres macro-économiques et à libéraliser l'économie, développer le secteur privé et accroitre les flux des IDE, afin de maintenir la stabilité économique.

[540]Ouguenoune Hind, « *La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie* », Thése de doctorat en économie, Université Paris III, 2014, P78.
[541]Founas Souhila ,Op.Cit,P432.

L'Etat a adopté une nouvelle stratégie d'industrialisation et est devenue responsable et coordinateur des objectifs à atteindre en collaboration avec les opérateurs économiques[542].

Les réformes de seconde génération ont ensuite été lancées à l'environnement global des affaires, au cadre institutionnel à la qualité des ressources humaines et à la capacité d'absorption des technologies.

L'objectif actuel, dans le contexte des avancés du droit international en matière de protection des investissent étrangers est d'assurer aux investisseurs un cadre juridique transparent et stable surtout.[543] Cela comprend la nécessité de promulguer des lois claires dans le pays d'accueil, le respect de l'Etat de droit pour l'Etat d'accueil en matière d'investissement, ainsi que la stabilité du cadre juridique applicable à ces investissements.[544]

Certes, l'article 13 de la nouvelle loi de 2022 relative à la promotion de l'investissement prévoit que : **« *Les effets des révisions ou des abrogations portant sur la présente loi, susceptibles d'intervenir à l'avenir, ne s'appliquent pas à l'investissement réalisé sous l'empire de cette loi, à moins que l'investisseur ne le demande expressément.* »[545].**

La consécration du principe de stabilisation a pour but de rendre inapplicable à l'investisseur toute modification de la législation qui intervient après la conclusion de la convention d'investissement. Cependant, il est essentiel de noter que la sécurité juridique ne concerne pas uniquement les investisseurs actuels, mais également les investisseurs potentiels qui accordent une grande importance à la stabilité du cadre législatif dans lequel ils prévoient de faire des investissements.

Les investisseurs étrangers potentiels seront disposés à transférer leurs capitaux uniquement si un climat favorable à l'investissement est assuré. En d'autres, l'Etat destinataire doit non seulement offrir des incitations, mais également garantir une sécurité juridique complète et inébranlable pour attirer ces investisseurs.[546] En d'autres termes, la

[542]Kalafate Nadia, « *Politiques commerciales et croissance économique dans les PED, le cas de l'Algérie* », Thèse de doctorat en sciences commerciales, Université d'Oran 2, 2016, P138.
[543]Zouaimia Rachid, « Ala recherche de la sécurité juridique de l'investissement étrangers », *Revue Académique de la Recherche Juridique*, Vol 12, N°01,2021, P633.
[544] Ibidem,
[545] Art 13 de la loi 22-18 relative à l'investissement, P08.
[546] Fabien Grech, « Le principe de sécurité juridique dans l'ordre constitutionnel français », *Revue française de droit constitutionnel*, N° 2, 2015, PP 405- 428

sécurité juridique consiste à garantir à la fois la stabilité des situations juridiques individuelles dans le temps et la clarté et la prévisibilité des normes juridiques.

Les autorités publiques algériennes ont tendance à modifier de manière systématique les règles juridiques régissant les investissements.[547] De telles modifications régulières soulèvent deux problèmes majeurs Premièrement, elles révèlent l'absence d'une vision stratégique à long terme de la politique des investissements, avec une planification insuffisante et une absence d'expérimentation préalable des règles juridiques[548]. Deuxièmement, la procédure de modification par le biais des lois de finances complexifie et fragmente les règles juridiques rendant difficile la compréhension du régime applicable à l'investissement.[549]

Des raisons qui expliquent le nombre limité des IDE en Algérie, le cadre juridique régissant les investissements ne semble pas répondre aux exigences du principe de sécurité juridique.

Sous-section 2 : Les incitations fiscales et leurs influences sur l'attraction des IDE

L'ouverture progressive des marchés mondiaux ainsi que les défis de financement auxquels la plupart des pays en développement (PED) sont confrontés[550], ont accentué l'importance des flux d'investissements étrangers résultant de l'intégration des entreprises dans l'économie mondiale. Les investissements sont devenus depuis quelques années l'objet de convoitise des politiques publiques. La circulation des capitaux étrangers en Algérie est soumise à certaines mesures réputées des plus strictes, mais l'augmentation des opérations de libération des mouvements de capitaux a poussé les Etats et plus particulièrement l'Algérie à utiliser un ensemble de moyens et de politiques pour augmenter l'attractivité des IDE.

Et parmi ces moyens on trouve la fiscalité qui est considéré comme un élément important de relance de l'économie nationale.

[547] Azouaou Nadia, « Codes des investissements et loi de finances », *El Watan*, 2013. www.elwatan-dz.com. Consulté 21/02/2020.
[548] Zouaimia Rachid, « Le cadre des investissements en Algérie : les figures de la régression »,*Revue Académique de La Recherche Juridique*, Vol 4,N°02, P7.
[549] Ibidem.
[550] Ben bayer, Habib,Chaalal Samiya,Op.Cit,P02.

§1 Les incitations fiscales :

La promotion des investissements joue un rôle primordial dans la politique d'ouverture économique mise en place par l'Algérie. Depuis le début de ses réformes visant à optée pour une transition vers une économie de marché, l'Algérie a progressivement établi un cadre juridique, institutionnel et réglementaire. L'objectif de ce cadre est de réduire les restrictions et les obstacles qui entravent les investissements directs étrangers (IDE) tout en mettant en place des mesures incitatives pour les encourager. C'est à partir de 1990, que l'Algérie a révisé sa stratégie en matière d'IDE en adoptant une politique d'ouverture progressive et d'attraction des investissements étrangers. Cette politique d'ouverture comprend des avantages fiscaux, douaniers et financiers pour attirer les investisseurs[551].

D'un point de vue fiscal, l'Algérie dispose d'un potentiel considérable en matière de ressources fiscales (fiscalité pétrolière et fiscalité ordinaire). Afin de garantir le financement du budget de l'État, les réformes économiques visent non seulement à élargir la base fiscale, mais également d'exploiter les possibilités de contributions fiscales non déclaré.

Dans cette logique, l'État oriente sa politique économique vers la "recherche, la collecte et la maximisation des recettes fiscales afin de répondre aux besoins publics." Cette approche de maximisation des recettes fiscales se traduit par la suppression des exonérations fiscales et d'autres incitations fiscales en vigueur à l'époque, ainsi que par la mise en place de mécanismes afin d'augmenter les taux d'imposition existant.

Le système fiscal comme on l'a déjà expliqué est parmi les facteurs qui peuvent influer sur les décisions en matière d'IDE[552]. Que ce soit des facteurs qui sont liés à l'assiette d'imposition ; ou bien des facteurs qui sont liés au système fiscal (transparence du système fiscal, taxes aux frontières, les conventions fiscales. La législation fiscale algérienne inclut plusieurs avantages et bénéfices sous différentes formes: réductions, abattements, exonérations temporaires, réductions…[553]

En plus de sa fonction de générateur de revenus, l'impôt est un instrument d'une importance cruciale en matière de politique économique. À la fin des années 1990, reconnaissant les limites de sa nouvelle politique économique, qui considère la fiscalité

[551] Bedreddine Amina, Benamirouche Rachid, Op.Cit,P40.
[552] Benhama Abderrahman, Op.Cit,P131.
[553] Mekhmoukh Sakina,Op.Cit,P182

uniquement comme un moyen de financement budgétaire, l'État a entrepris de nouvelles initiatives en mettant en place des incitations à l'investissement étranger.

En effet, les dirigeants algériens souhaitaient utiliser la fiscalité comme un véritable levier de la politique économique, au-delà de sa simple fonction de collecte de recettes pour rembourser la dette[554].

La fin du programme d'ajustement structurel à cette époque a accordé à l'État algérien une certaine autonomie, en ce qui concerne la conception et la mise en œuvre d'un plan de développement économique national. À travers cette politique économique libérale, les dirigeants algériens ont renforcé le cadre du système fiscal incitatif, créant ainsi une fiscalité d'investissement étranger effective dont l'objectif était d'améliorer le climat des affaires, et de stimuler et de soutenir les investissements privés, ainsi que d'élargir la base fiscale.

En réponse aux préoccupations des investisseurs étrangers, le gouvernement algériens a mis en place des régimes fiscaux spéciaux dans le but d'attirer et d'amélioré les investissements dans des secteurs clés afin de stimuler la croissance. Ces objectifs sont explicitement formulés dans la loi 90-10 sur la monnaie et le crédit [555]Elle a aboli les anciennes dispositions qui exigeaient une majorité de capitaux algériens (51/49) dans les entreprises mixtes. Elle autorisait les investisseurs étrangers de s'associer librement, sans restriction de participation, avec des entités locales légales publiques ou privées.

Toutefois, l'investissement privé été autorisé que dans quelques secteurs non expressément réservés à l'Etat, ce qui limitait l'implantation des sociétés étrangères. Les IDE ont bénéficié d'une nouvelle législation fiscale plus incitative grâce à l'adoption du Code des Investissements en 1993.[556]

[554] Ben bayer, Habib,Chaalal Samiya,Op.Cit,P05.
[555] La loi 90-10 relative à la monnaie et au crédit du 14 avril 1990,J.O.R.A N° 16, du 18 avril 1990.P450,abrogé par l'ordonnance n°03-11 relative à la monnaie et au crédit, du 26 aout 2003,J.O.R.A N° 52, du 27 aout 2003,P03.
[556] Rabia Lamia, « Examen de la politique de promotion des investissements directs étrangers, (I.D.E) en Algérie », *Revue des Etudes économiques*, Vol 12, N°01, 2018,P536.

Le nouveau décret législatif 93-12[557]avait pour but de simplifier les procédures administratives associées à la réalisation des investissements et d'établir un régime d'incitations à l'investissement.

Ce nouveau code d'investissement a mis en œuvre un ensemble de principes aux investisseurs étrangers tel que : Le principe d'égalité, Le Principe de sécurité juridique, Le Principe d'indemnisation, ce décret il offrait des avantages fiscaux, parafiscaux et douaniers sur une période déterminée aux investisseurs. Ces incitations été réparties sur deux catégories : le régime général et les régimes spécifiques (pour les investissements effectués dans des zones spécifiques et des zones franches).

En 2001, l'Algérie c'est doté d'une nouvelle législation régissant les investissements qui est l'ordonnance 01-03 du 20 Août 2001, cette nouvelle loi vient dans le cadre des négociations menées par l'Algérie d'adhésion à l'OMC, et les négociations pour la signature de l'accord d'association avec la CE. A cet effet, certaines sociétés bénéficient d'une exonération totale (SARL, SPA, SCA) et d'autres bénéficient d'un régime ou avantages partiel (SNC, SCS et SP).[558]

Cette ordonnance a été abrogé par la loi 16-09 relative à la promotion de l'investissement constituait un régime très attractif pour les investisseurs (nationaux et étrangers), cette loi a réservé une série d'avantages fiscaux aussi bien au titre de réalisation de l'investissement que de leur exploitation.

En fin, vient la dernière et nouvelle loi 22-18 relative à l'investissement a institué un régime attractif pour les investisseurs étrangers qui comportent une multitude de garanties juridiques ainsi que des avantages leurs est accordés. Cette loi a élargi les possibilités d'engagement de l'investissement privé, qu'il soit national ou étranger à certains secteurs qui étaient exclusivement réservés à l'Etat.

Outre les incitations fiscales, parafiscales et douanières prévues par le droit algérien, la loi 22-18 réserve aux investisseurs toute une gamme d'avantages fiscaux aussi bien au

[557] Décrét législatif N°93-12 relatif à la promotion de l'investissement, du 5 octobre 1993,J.O.R.A N° 64, du 10 octobre 1993,P03, abrogé par l'ordonnance N°01-03, relative au développement de l'investissement, du 20 aout 2001, J.O.R.A N°47 du 22 aout 2001,P03.abrogé par la loi N°16-09, du 03 aout 2016 relative à la promotion de l'investissement, J.O.R.A N°46, du 3 aout 2016,P16, abrogé par la loi N°22-18 du 24 juillet 2022, relative à l'investissement, J.O.R.A N°50, du28 juillet 2022,P6.
[558] Mekhmoukh Sakina,Op.Cit,P182.

titre de leur réalisation que de leur exploitation, pour ce qui est des investissements éligibles aux avantages communs, ils bénéficient, au titre de leur réalisation.

Selon l'article 27, d'une franchise de la TVA pour les biens et services importés ou acquis localement entrant dans la réalisation de l'investissement. Ils bénéficient également d'une exemption sur la taxe de publicité foncière, et d'une exonération des droits de mutations, pour toutes les acquisitions immobilières effectuées dans le cadre d'un investissement.

Pour ce qui est des droits d'enregistrement, les investisseurs auront ainsi droit à une exemption totale des droits sur l'enregistrement frappant et rémunération domaniale portant sur les différentes concessions des biens immobiliers bâtis et non bâtis, destinés à la réalisation des investissements.

Concernant la taxe foncière sur les propriétés immobilières, entrant dans le cadre d'un investissement, elle sera exonérée pendant une période de dix ans, à compter de la date d'acquisition. Au titre de la phase d'exploitation : et durant une période qui peut aller de trois ans à cinq ans, à compter de la date d'entrée en exploitation : l'investissement sera exonéré de l'IBS, et exonérer de la TAP.

Cette loi a même mis en œuvre un régime dérogatoire, qui offre des avantages particuliers, pour l'investissement qui seront réalisé dans des zones dont le développement nécessite une certaine contribution de l'Etat, ainsi que les projets qui présentent un intérêt particulier pour l'économie aussi bien au titre de leur réalisation, qu'au titre de leur exploitation.

§2 La relation entre le système fiscal et les IDE :

Les flux d'investissements internationaux jouent un rôle crucial dans l'expansion des ressources d'un pays et sont largement reconnus comme une source majeure et un puissant moteur de progrès technologique.[559]

[559]Baccheta Marc, « les investissements directs dans l'OMC », *Revue française d'économie,* 1997, N°04, PP71.93 article disponible sur : www.cairn.info consulté le 22/12/2022.

Les investissements directs étrangers dans le secteur des services offrent des avantages significatifs tels que le transfert de capitaux, de technologies et de savoir-faire en gestion, ils

favorisent le développement des compétences et la restructuration des entreprises dans le pays d'accueil.[560]

Tout en renforçant leurs compétitivités globales, de plus, ces investissements peuvent stimuler les exportations du pays et contribuer à la réduction des couts de production.

Il existe une relation très étroite entre la fiscalité et les IDE, les investisseurs sont très attentifs au système fiscal applicable dans le pays d'accueil, cependant, toute personne ayant un intérêt pour les questions fiscales est consciente de l'instabilité juridique constante qui prévaut en effet, chaque année, de multiples lois de finances viennent modifier les règles en vigueur. La législation qui régit les investissements, tout comme d'autres domaines est souvent confuse, verbeuse, obscure et excessivement longue.[561]

En outre, la rédaction de la loi rend sa lecture et sa compréhension ardues même pour les spécialistes du domaine, de plus, les instructions administratives et la doctrine administrative ne sont pas toujours formulées de manière claire et précise, ce qui contribue à la complexité générale de la situation. [562]

Il est crucial, de réformer le cadre juridique du régime fiscal algérien actuel, ce dernier est considéré par certains spécialistes comme incertain et inégalitaire, et parmi les points que ces réformes doit se basé c'est la sécurité juridique des contribuables. Afin de renforcer la sécurité juridique des contribuables, le gouvernement algérien a mis en place le dispositif du « rescrit fiscal » à travers la loi de finances de 2012[563] .

Cette mesure, considérée comme l'un des piliers de la loi, a pour objectif de répondre à la préoccupation constante de l'administration fiscale, visant à améliorer la sécurité juridique des contribuables. En des termes plus simples, cette procédure donne aux contribuables la possibilité de poser des questions à l'administration fiscale concernant

[560] Belamri Wassila Amel, Hitala Maamar, « L'AGCS, un instrument juridique garantissant la libéralisation du commerce international et l'investissement direct étrangers dans le secteur des services », *Revue de droit international et développement,* Vol 10, N°01, 2022, P608.
[561] Arkoub Ouali, Boudali Mohamed, Op.Cit, P69.
[562] Chaouche Yelles Bachir, « Les relations entre l'administration fiscale et les contribuables », *les annales de la faculté de droit des sciences politiques, Issue Spéciale,* 2017, P13.
[563] La loi N°11-16 du 28 décembre 2011, portant la LF pour 2012, J.O.R.A N°72, du 29 décembre 2011, P3.

l'interprétation d'une loi fiscale dans le contexte d'une situation particulière.

La réponse fournie par l'administration devient une position officielle et incontestable, offrant ainsi au contribuable une protection contre d'éventuelles corrections fiscales ultérieures.

L'orientation fiscale d'un pays à un impact sur la création et le déplacement des capitaux dans le secteur privé, ainsi que sur la volonté d'investir. Par conséquent, l'Algérie a pris l'engagement de mettre en place des mesures fiscales incitatives afin d'encourager l'investissement et la réception des capitaux étrangers et des technologies.[564]

C'est dans ce cadre que le gouvernement s'engage à appliquer des mesures fiscales incitatives afin de soutenir les investisseurs nationaux et étrangers et d'intégrer l'économie nationale dans l'économie mondiale.

En Algérie, comme tous les autres pays, la réduction des impôts peut stimuler l'entreprenariat, l'investissement et l'absorption des investissements étrangers. En s'engagent dans cette politique le gouvernement algérien peut améliorer le climat des affaires et favoriser la création d'emplois, et c'est à partir des années 1991, que les lois de finances en vigueurs prévoient des exonérations et des incitations fiscales pour encourager l'investissement national.

Depuis le début des années 90, l'Algérie a mis en place des réformes économiques en réponses aux politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI. Dans ce cadre, l'Etat a décidé de se concentrer principalement sur les investissements en infrastructures, tandis que les entreprises privées sont encouragées à prendre l'initiative en matière d'investissement en capitale pour stimuler l'investissement.[565]

En effets, dès 1990, l'Algérie à commencer à simplifier les procédures liées à l'installation des investisseurs étrangers en promulguant la loi 90-10.[566] Les politiques de promotion et d'attraction des investissements directs étrangers adoptés par l'Algérie sont souvent basées sur les codes d'investissement avantageux, qui prennent en compte le cadre

[564] Rabah Fatima Zohra, Op.Cit, P119.
[565] Zatla Nadjet , Djelil Zinelaabidine , Op.Cit. ,P64.
[566] La loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, Op,Cit,P03

juridique et réglementaire en vigueur[567].

Depuis les réformes des années 1990 orientées vers l'économie de marché l'Algérie a pris l'engagement de développer son réseau de conventions fiscales internationales. [568] Avant cela, la législation fiscale interne ne permettait pas d'encourager l'investissement étranger, car cela ne proposait pas de solution à la double imposition internationale, ce qui ne garantissait pas une stabilité juridique aux potentiels investisseurs.

L'Algérie visé à libéraliser son économie et à s'ancrer dans l'économie internationale en signant l'accord d'association avec l'UE et en négociant son adhésion à l'OMC, les IDE sont un élément clé de cette libéralisation, l'Algérie s'attendait à des retombées managériales économiques et sociales sur son économie grâce à ces IDE. C'est pour cette raison qu'elle a mis en place une politique d'investissement qui offre des garantit et des avantages aux investisseurs.[569]

Cette politique est illustrée par un nouveau code des investissements, défini dans le décret législatif n°93-12 du 5 octobre 1993 relatif à la promotion des investissements, ainsi que par d'autres textes subséquents[570].

Cette nouvelle politique ne s'est pas traduit uniquement par des textes juridiques, mais aussi par plusieurs organismes qui sont chargés de l'IDE a différent niveau, qu'il s'agisse de ministères ou d'administrations relevant de ces ministères, du CNI , ou bien de l'ANDI.[571]

Le législateur algérien a remplacé en 2022 l'ANDI par l'AAPI[572] ,cette agence algérienne de promotion de l'investissement, est placée sous la tutelle du premier ministre.[573] Selon cette loi l'AAPI a pour mission de mener toute action en collaboration avec des organismes publics et privés en Algérie et à l'étranger, afin de promouvoir l'investissement en Algérie et de développer des relations de coopération avec des organismes étrangers.

---

[567] Rabia Lamia, « examen de la politique de promotion des investissements direct étrangers (IDE) en Algérie », *Revue de droit et des sciences humaines*, N° 34, 2015, P535.
[568] Ais Souhila, Op.Cit,P54
[569] Ouaguenoune Hind,Op.Cit,P08
[570] Décret législatif n° 93-12 du 5 octobre 1993 relatif à la promotion de l'investissement, Op.Cit, P03.
[571] Décret exécutif N° 06- 355 du 9 oct. 2006 relatif aux attributions, et à la composition , à l'organisation et au fonctionnement du conseil national de l'investissement , J.O.R.A N° 64 du 11 oct. 2006, P11.
[572] Décret exécutif N°22-298 du 8 septembre 2022, J.O.R.A,N °60 du 8 septembre 2022,P6, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'agence algérienne de promotion de l'investissement.
[573] Voir plus de détail sur le site : www.aps.dz consulté le 22/02/2023.

Dans le cadre de cette nouvelle organisation, une mission de collecte de données chiffrées a été mise en place, cette mission est chargée de recueillir des informations sur les projets d'investissements tout au long de leurs périodes de réalisation et d'exploitation. Cette mission a pour but de collecter, d'analyser et de publier des données chiffrées permettant de suivre la progression des investissements en Algérie.

Des observateurs avertis ont pu relever que la loi 22-18 relative à l'investissement comporte des progrès importants dans le sens d'une plus grande libéralisation de l'économie. Cette volonté de progresser se traduit par la consécration explicite du principe de liberté d'investir, le principe de transparence, et égalité dans le traitement des investissements[574], ainsi que l'institution de l'AAPI et la mise en œuvre d'une politique d'incitations en direction des investisseurs en références aux multiples avantages qui leurs sont consentis.[575]

Malgré l'espoir de l'Algérie d'attirer davantage d'IDE en provenance de l'UE, grâce à l'accord d'association, les résultats concrets ne reflètent pas cette attente. D'après le tableau n°1, on peut observer que les IDE, en provenance de l'UE ne représentent qu'environ 22,81% du total des IDE entrants entre 2002 et 2015 malgré la conclusion de l'accord en 2002.

En revanche, ce sont les pays arabes qui occupent la première place, étant responsables de 51,28% des investissements en direction de l'Algérie sur la période de 2002 jusqu'au 2015.[576]

[574] L'article 03 de la loi 22-18 relative à l'investissement, P06
[575] Sahbani Lazhar, « mesures introduites par la loi N°22-18 relative à l'investissement », disponible sur le site suivant : www.pwcalgérie.fr. consulté le 12/05/2022
[576] Mersel Brahim,Kaci Boualem,Op.Cit,P647,

Tableau (01) : Evolution des flux d'IDE à destination de l'Algérie en millions de dollars par région (2002-2015).

Région	Nombre de projet	Montant en millions de DA	Nombre d'emplois	Part en %
Europe	377	898192	76709	36,34
Dont UE	274	563346	39939	22,81
Asie	68	119506	8607	4,83
Amériques	16	65636	3346	2,66
Pays Arabes	200	1267592	37842	51,28
Afrique	1	27799	400	1,12
Australie	1	2974	264	0,12
Autres	13	89992	2086	3,64
TOTAL	676	2471691	129254	100

Bilan des déclarations d'investissement ANDI, 2016

En effet, il ne suffit pas d'avoir une législation attrayante en termes d'avantages et d'exonérations d'ordre fiscal, afin de mesurer son attractivité pour les investisseurs[577], d'autres facteurs sont également pris en compte, tels que la stabilité du cadre juridique, la transparence des conditions d'investissements et la facilité d'accès aux organismes en charge de l'investissement.

[577] Beztouh Djaber,Boulahouat Mahdia, Op.Cit,P1159.

Titre 2 : Les réformes du système douanier : reflets ou conséquences des ALE

La réduction des couts de transport ainsi ceux de la communication, en plus l'évolution technologiques rapides, à contribuer à l'accentuation de la concurrence mondiale, et a simplifié l'intégration de l'économie mondiale. Cela a favorisé l'augmentation des échanges économiques internationaux. Des échanges commerciaux internationaux qui sont encadrés par deux institutions principales en la matière : il s'agit de l'organisation des douanes (OMD)[578], et l'OMC[579], et le contrôle des différentes transactions commerciales avec l'étranger sont régis par une multitude de textes juridiques interne et internationales dont des conventions internationales, (que ce soit bilatérales ou multilatérales).

L'Algérie à l'instar des pays en voie de développement essai de s'intégrer d'une manière très compétitives, dans les mutations qui s'opèrent à l'échelle internationale dans ce processus mondial de libéralisation, l'entrée en vigueur des différents ALE qu'a signé l'Algérie, que ce soit avec l'UE ou avec les pays arabes ainsi que ses négociations pour l'adhésion à l'OMC, imposent à l'administration des douanes algérienne, parallèlement à sa mission fiscale, la mise en œuvre d'une nouvelle politique privilégiant le soutien aux entreprises exportatrices.

Ainsi, on a attribué au tarif douanier un grand intérêt dont, dont l'objectif est de se réadapter à la nouvelle situation économique algérienne. Ce nouveau régime douanier intégré dans le code des douanes algérien résultent de directives et des différentes normes internationales contenues dans la convention internationale que l'Algérie a signée. Ces différents droits et taxes douaniers constituent l'un des piliers pourvoyeurs de recettes publiques, et depuis 1990, que ce régime douanier subi une profonde mutation des réformes qui vient comme conséquence, de la transition d'une économie planifiée caractérisée par le monopole de l'Etat à une économie de marché, (chapitre 1).

Les négociations commerciales dans le cadre des ALE, entre les pays permettant d'aboutir à une forte réduction du tarif douanier au niveau des échanges entre ces Etats. Cependant, le développement du commerce international ainsi que l'extension des règles régissant les échanges, a suscité un fort accroissement des barrières dites non tarifaires

[578] Ksouri Idir, « *Les techniques douanières et fiscales* », Alger-Livres, Alger, 2013,P70
[579] Ibid, P66

(BNT), une échappatoire pour beaucoup de pays pour contourner la règle libre-échangiste, ici les taxes et droits de douanes sont remplacés par les barrières non tarifaires (chapitre 2).

Chapitre 1 : L'évolution de la politique douanière en Algérie : entre les contraintes locales et internationales

Tous les pays sont obligés de conduire des réformes contenues de la mondialisation de l'économie cette dernière qui impose tous un système qui est basé sur des principes d'ordre libre-échangiste sur toutes les opérations économiques qui s'opèrent sur le plan mondial afin de facilité cet échange mondial.

Une situation qui poussé les Etats a mené un combat contre toutes sortes d'obstacles douaniers qui peuvent constituer une entrave pour l'échange mondiale. C'est pour cela que l'OMC collabore étroitement avec l'OMD. Ainsi l'OMC oblige ses Etats membres d'entreprendre des réformes douanières.

Ce chapitre est consacré à l'étude des réformes du système douanier pouvant se situer dans un contexte général, mais aussi en s'affirmant tout de même sur un contexte assez spécifique (qui est la signature de l'Algérie d'ALE)

Ces ALE ont introduit des changements sur ce tarif douanier, car bon nombre de ces droits ont été initialement instaurés dans le but explicite d'être utilisés, comme des leviers afin d'obtenir des concessions de la part des États avec lesquels ces accords seront signés (section1)

Le tarif douanier, a pour deux buts, d'une part, engendrer de nouvelles recettes pour le budget de l'Etat, et d'autre part, répondre aux engagements pris dans le cadre international, (ALE) qui disposent d'une influence significative. En effet, en parallèle avec la signature d'ALE, l'Etat algérien cherche à trouver d'autres ressources afin d'alimenter le trésor public car les pertes qui sont engendré après élimination des droits douaniers sont importantes ces réformes l'Etat algérien cherche à alimenter le trésor public (section 2).

Section 1 : L'évolution de la politique douanière dans le contexte algérien

L'Etat algériens est appelés à respecter ses différents engagements internationaux et régionaux, car après avoir ratifié des ALE, il faut mettre la législation ainsi que les différentes institutions en conformité avec ces accords, en particulier les administrations fiscales et douanières (car elles ont une relation étroite avec la ratification d'ALE).

En effet, les transformations économiques et juridiques que produit la ratification des ALE incitent le législateur algérien pour entreprendre des réformes fiscales et douanières qui s'imposent afin d'intégrer l'économie de marché.

Des réformes qui imposent à l'administration des douanes, de mettre en œuvre une nouvelle politique qui vise particulièrement à privilégier le soutien des entreprises exportatrices, en mettant des mécanismes douaniers d'incitations économiques. Ces derniers sont repris dans la législation douanière sous le concept du « ***régime douanier*** »[580].

Généralement, les régimes douaniers se réfèrent aux régimes douaniers exceptionnels qui dérogent aux normes et règles du droit commun. Ils sont souvent appelés "régimes suspensifs" et sont définis comme étant des mécanismes permettant de stocker, et de faire circuler des marchandises étrangères importées sur un territoire douanier, en suspendant temporairement les droits, les taxes.

Au fil du temps, le gouvernement algérien a pris conscience que ces régimes, appelés "suspensifs", ont une véritable vocation, bien au-delà de leur simple aspect fiscal, car ils impliquent la suspension des droits, des taxes tarifaires. En conséquence, il est apparu nécessaire de les désigner d'une manière qui reflète cette réalité.[581]

[580] Définition du régime douanier donné par le Lexique douanier français « Le régime douanier est la destination douanière donnée à une marchandise par le dépôt d'une déclaration de douane et qui détermine sa situation vis-à-vis de la réglementation ». http://www.douane.gouv.fr/articles/a11056-lexique-destermes-douaniers », consulté le 20/01/2020.

[581] Ait Abdellah Mohamed, « Les régimes de perfectionnements actif et passif et l'insertion des entreprises algériennes dans la sous-traitance internationale », *Revue des sciences économiques et sciences de gestion,* Vol 16,N°16,2016,P5.

Sous-section 1 : Vers une simplification de la législation tarifaire

Chaque législation d'un pays peut être jugé pour son degré d'efficacité de la protection tarifaire à partir de la seule observation des taux de droits de douane applicables à telle ou telle marchandise importée.

Le GATT n'a pas limité ses objectifs à obtenir des concessions de la part des pays parties uniquement d'un abaissement abstrait de leurs taux de droits de douane et que l'objectif formulé été plus grand. Car, une uniformisation, même si elle aurait été irréalisable, du moins une certaine harmonisation des lois tarifaires est demandée[582]

Sous l'impulsion des conventions internationales et un organisme qui est d'une efficacité indiscutable, il s'agit ici du conseil de coopération douanière, renommé lors de la clôture des négociations multilatérales de l'Uruguay, est devenu l'OMD, cette dernière a pu revendiquer à son actif, l'établissement d'une nomenclature universelle des marchandises que l'élaboration des méthodes gouvernant leur évaluation pour la taxation, ainsi que l'élaboration de l'actuels mécanismes douaniers (harmonisation et simplification des régimes douaniers, contrôles aux frontières, etc.).

La législation douanière a connu une multitude de réformes sur tout ceux des années 1990, dans le but été l'adoption d'un programme de modernisation, et la transition vers une gestion informatisée des opérations douanières, ces derniers ont conduit la douane algérienne à atteindre un niveau de compétence similaire à celui des nations les plus avancées dans ce secteur.

Les institutions responsables de la supervision des échanges durant cette période étaient déjà confrontées à l'absence d'une vision d'ensemble cohérente, et ils n'étaient pas prêts à assumer pleinement leur rôle dans ce contexte de changements majeurs.

§ 1 : L'évolution de la politique tarifaire en Algérie

Le commerce international est essentiel dans un contexte de mondialisation nécessitant la libéralisation et la réduction des barrières tarifaires par le biais des ALE (régionaux et mondiaux), cela vise à favoriser les échanges internationaux, tandis que les accords d'association entre pays se multiplient.

[582] Berr Claude J, Trémeau Henri, « *Introduction au droit douanier* »,Dalloz, Paris, 1997,P35.

Comme de nombreux pays, l'Algérie s'est engagée depuis plusieurs années dans la promotion du développement du commerce extérieur. Ce choix résulte à la fois d'une nouvelle évolution économique, passant à l'économie de marché, et l'exigence croissante de s'adapter aux normes commerciales et administratives internationales dans un monde de plus en plus globalisé.[583]

Les ALE signés par l'Algérie imposent la suppression de tous les obstacles à importation qu'ils soient tarifaires ou non tarifaires, dans un délai donné. Ainsi le tarif douanier revêt une importance majeure dans l'adaptation de l'économie algérienne à cette nouvelle conjoncture. En effet, il constitue un moyen essentiel pour générer des recettes fiscales, et tout changement apporté à ce tarif nécessitera une révision de la politique tarifaire dans son ensemble. En autres termes, le tarif douanier reflète le degré d'ouverture de la politique économique d'un pays.[584]

La politique tarifaire a acquis une importance considérable dans le développement de l'économie nationale, en raison des changements survenus dans le processus de développement économique, elle permit de mobiliser les ressources budgétaires et de stimuler la production nationale.[585]

La mise en œuvre du démantèlement tarifaire a conduit à une accélération de la réforme du système douanier, visant à harmoniser les régimes douaniers avec les taux tendant à devenir universels. Parallèlement des ajustements significatifs ont été apportés à la législation et à la réglementation nationale afin de favoriser une meilleure adaptation aux nouvelles exigences.

Ces mesures ont été prises pour garantir une cohérence et une efficacité accrues dans le contexte de l'évolution des politiques commerciales et des engagements internationaux de l'Algérie.[586]Sous la coordination de l'OMD (l'Organisation Mondiale des Douane), les administrations douanières du monde ont réalisé un travail important dans le développement

[583] Ait Kheddache Jugurta, « Evaluation des facilitations douanières mises en œuvre par la douane algérienne », *Finance and Business Economics Review*, Vol 7,N°01,2023, P350.
[584] Belgendouz Houari, Op.Cit, P21.
[585] Natarel Elisabeth, « *Le rôle de la douane dans les relations commerciales internationales* », ITCIS, Paris,2007 ,P13.
[586] Ben Bayer Habib, Mennad Naima, Op.Cit, P 247.

des techniques et procédures liés au commerce international.[587]

L'Algérie comme de nombreux autres pays, s'est engagé depuis plusieurs années dans cette dynamique visant à favoriser le développement du commerce extérieur. L'Algérie suit cette logique, ou la politique tarifaire joue un rôle essentiel dans sa stratégie de développement depuis son indépendance.[588]

Au fil des années, la politique tarifaire en Algérie a connu plusieurs ajustements depuis 1963 jusqu'à nos jours, son objectif principal est de soutenir la stratégie de croissance économique, avec le tarif douanier occupant une place importante dans la politique commerciale du pays.[589]D'un côté, il vise à stimuler la croissance économique, et de l'autre côté il représente une source essentielle de recettes pour le budget de l'Etat.

En conséquence de cette stratégie de développement adoptée au cours de cette période, la politique tarifaire est devenue un outil privilégié pour les autorités publiques afin d'intervenir et de contrôler les importations. L'aspect distinctif de cette politique tarifaire de l'Algérie réside dans son caractère fortement asymétrique, quels que soient son partenaire commercial impliqués.

En matière d'ALE, l'Algérie a signé plusieurs accords bilatéraux, elle a signé aussi trois grands accords avec des groupements économique, et le plus connu et significatif au sens où il a eu d'importants conséquences en matière de politique tarifaire est l'accord d'association signée avec la CE.

La mise en place d'un grand nombre d'ALE, ainsi que le lancement des négociations pour l'adhésion à l'OMC, ont conduit à une forte réduction des droits de douanes appliqués par l'Algérie. La notion d'équilibre est au cœur de l'action douanière et du cadre juridique qui l'entoure, il s'agit de trouver un juste milieu entre la nécessité de faciliter les échanges commerciaux et l'impératif de contrôler les activités industrielles et commerciales.[590]

[587] Ait Kheddache Jugurta, Op.Cit, P353.
[588] Kadouri Foued, « *L'impact du démantèlement tarifaire sur l'économie algérienne dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union Européenne* », Mémoire de magister en sciences commerciales, Faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales, Université d'Oran2, 2012, P03.
[589] Belgendouz Houari, Op.Cit, P 22.
[590] Dione Alioune, «*Le droit douanier, le commerce électronique et la dématérialisation* », L'Harmattan, Paris, 2015, P25.

Certaines règles douanières visent principalement des objectifs fiscaux tandis que d'autres semblent relever davantage du domaine économique. Le droit fiscal douanier englobe l'ensemble des dispositions du commerce extérieur qui sont clairement inspiré par des considérations fiscales il s'agit de règles élaborées dans une perspective fiscale ou dans le but de poursuivre des objectifs fiscaux spécifiques.[591]

L'Algérie a adapté son tarif douanier selon le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises par le biais de la loi de finance de 1992, en effet, 1992, l'Algérie a entrepris une réforme majeure de son régime fiscale et tarifaire. [592] Témoignant de son engagement en faveur de la politique d'ouverture et d'ajustement.

Les pouvoirs publics décidèrent alors d'instaurer une nouvelle structure du tarif douanier afin d'améliorer le niveau des recettes fiscales pour le compte du Trésor, des réformes qui devrait annoncer l'adhésion de l'Algérie à l'économie de marché.

La législation douanière est étroitement liée à la mondialisation des échanges ainsi qu'à l'orientation économique et politique de l'économie nationale. De ce fait, et dans le cadre des négociations d'adhésion à l'OMC, l'Algérie à réviser son cadre législatif pour intégrer une méthodologie d'évaluation douanière conforme aux normes de l'OMC dans le Code des douanes de 1998 (article 16).

Cette approche a abandonné la méthode théorique du "Prix normal" liée à la définition de Bruxelles (qui consiste sur le concept d'un prix fixe, sans prendre en compte les remises, les réductions, les faveurs spéciales ou les conditions de cession exceptionnelles), au profit de la notion de valeur transactionnelle énoncée à l'article 7 du GATT (OMC).

La modification la plus significative réside dans le renversement de la charge de la preuve[593], en conséquence, la douane ne peut désormais rejeter la valeur déclarée que lorsqu'elle dispose d'éléments concrets lui permettant de démontrer que le prix convenu entre les parties n'est pas acceptable.

[591] Berr Claude J, « *Introduction au droit douanier* », ITCIS, Paris,2008,P10.
[592] La loi n°91-25 du 18 décembre 1991 portant la loi de finances pour 1992, J.O.R.A N°65, du 18 décembre 1991,P3.
[593]Belkhir Mohamed Fouzi,« Problématique de la valeur en douane en Algérie entre infraction de change et prime de change *», Revue algérienne d'économie et gestion,* Vol 14,N°2,2020,P 30.

En effet, La fragilité du système économique en Algérie et son dysfonctionnement qui dépend du secteur des hydrocarbures, ont poussé le gouvernement algérien des années 1990 à relancer les exportations hors hydrocarbure par une série de mesures encourageantes pour les entreprises exportatrices.

La dévaluation du dinar a entraîné une hausse des prix à l'importation, un maintien des droits de douanes tels qu'ils étaient, représente un vrai fardeau fiscal pour les opérateurs économiques. Il était utile de réaménager le tarif douanier.[594]

Ces mesures réformatrices tournées vers une consécration d'ouverture en matière de politique douanière, parallèlement, avec négociations avec l'Union Européenne en vue de la signature d'un accord de partenariat et les négociations avec l'OMC pour préparer son adhésion.

L'Algérie a mis en œuvre une nouvelle politique tarifaire à partir de 2001. En janvier 2002, un nouveau tarif est entré en application, pour ce qui est des droits de douane, le nombre est réduit à trois en plus de l'exemption (0 %) : un taux réduit de 5% applicable sur les matières premières ainsi que certains produits de large consommation, un taux de 15% est affecté pour les biens intermédiaires et enfin un taux maximal réduit à 30%, touchant ainsi les biens de consommation finale.

En revanche, cette réduction du tarif douanier vient accompagner avec l'instauration d'autres impôts, comme : la TSA qui est une taxe spécifique additionnelle, C'est un prélèvement qui affecte uniquement une liste limitative de produits importé (elle a été institué avant 2002, en 1994 juste après les réformes de 1992), la TVA le législateur algérien a adopté dans le cadre de la loi de finance pour 1991, un code dénommé code sur le chiffre d'affaires qui comprend une taxe sur la valeur ajoutée, la taxe intérieure de consommation et la taxe sur les opérations de banques et d'assurances.

La TIC qui est une taxe intérieure de consommation sur les bières, les tabacs et allumettes, la TAPT qui est une taxe additionnelle sur tous les produits tabagiques qui a été instauré par la LF de 2002.Des taxes qui ont été instauré dans le but de compenser le manque à gagner, relatif aux réductions des tarifs douaniers et de procurer à l'économie nationale

[594]Belgendouz Houari, Op.Cit, P 88.

une certaine protection.

Il faut rappeler que l'objectif fixé d'une zone de libre-échange est la libre circulation des marchandises, services et capitaux[595], et le terme libre circulation signifie que toutes les marchandises en provenance des Etats signataires d'accords de libre-échange pourront circuler librement sur le marché national sans avoir à payer des droits de douane ou taxes d'effet équivalant.

En effet, les privilèges qui sont prévu dans le cadre d'un accord de libre- échange consistent en la réduction ou la suppression de tous les droits de douane et taxes d'effet équivalent, mais leurs suppressions différentes selon qu'il s'agit de produits industriels ou de produits agricoles. Car chaque cadre prévu par un accord pour une catégorie de produit est différent du régime prévu pour une autre catégorie.

La législation douanière algérienne, elle comporte aujourd'hui de nombreuses dispositions, ce qui la rend très complexe, elle est malheureusement très mal connue des opérateurs économiques, voir même des douaniers qui sont en charge de son application. En conséquence, on se trouve face à un système douanier peu efficace en raison de sa conception complexe, mais aussi de sa gestion inefficace.

Cette politique douanière, manque d'unité à cause d'un nombre très important de mesures douanières non codifiées. En effet, la législation algérienne douanière se trouve avec une multiplicité de sources du droit douanier, le code des douanes, les dispositions douanières diverses. Par ailleurs, certaines dispositions ont été prises par le biais de la signature de conventions internationales qui conserve l'harmonisation et la coopération douanière entre les Etats.[596]

[595] Jacquet Jean Michel, Delebecque Philippe, Op.Cit,1997,P31.
[596] Ksouri Idir, Op.Cit, P98.

§ 2 : Assiette des droits de douane :

Tous les produits ou marchandises entrant ou sortant d'un territoire douanier, doivent être soumis à une déclaration en douane, cette dernière permet de déterminer les droits et taxes à payer ainsi que d'autres dispositions douanières applicables.

La déclaration en douane est un acte juridique par lequel le déclarant indique le régime douanier applicable aux marchandises et s'engage à respecter les obligations qui en découlent[597]. Cela inclut la fourniture des informations nécessaires pour identifier les marchandises, appliquer les dispositions fiscales et douanières relatives au régime choisi, et établir les statistiques du commerce extérieur.

Les régimes douaniers sous lesquels peuvent être placées les produits importés ou exportées différent selon la destination que les opérateurs économiques entendent donner à leurs produits en fonction de leurs besoins économiques. Ce régime est alors utilisé pour des fins à la fois douanière et fiscales et autres.[598]

L'application des diverses mesures non-tarifaires liées principalement à la politique commerciale et le calcul des droits et taxes dus, dépend sur trois éléments essentiaux : l'espèce tarifaires des marchandises, l'origine de la marchandise ainsi que sa valeur.

Un régime douanier est le statut légal attribué à une marchandise au moment de son passage de la frontière, que ce soit à l'importation ou à l'exportation.[599] Il existe deux catégories de régimes : ceux qualifiés de "droit commun" (comme l'importation directe en vue de la mise à la consommation et L'exportation définitive) et ceux qualifiés de "régimes économiques" par exemple, entrepôt, importation ou exportation temporaire, perfectionnement passif et actif, etc.

Dans le cadre des premiers régimes, les droits et taxes sont payés, et les opérateurs sont autorisés à disposer librement de leurs marchandises. En revanche, pour les autres régimes, les marchandises restent sous la surveillance de la douane, avec une suspension des droits et taxes pour une période déterminée.

[597] Berr Claude J, Trémeau Henri, Op.Cit, P66.
[598] Ibid,P83.
[599] Ibidem,

2-1 L'espèce tarifaire :

Face à la multitude infinie de marchandises impliquées dans le commerce international, il a fallu opérer entre Etats des classifications qui permettront de regrouper les marchandises par catégories homogènes soumises à un traitement identique, l'espèce tarifaire c'est une expression qui est utilisée par le code des douanes algérien (article 4 de la loi n°17-04)[600].

C'est une dénomination qui est attribué aux marchandises par le tarif des douanes. L'espèce tarifaire peut être défini comme étant une désignation technique attribuée à une marchandise dans le tarif douanier diffère généralement de sa dénomination commerciale habituelle.

Cependant, le classement des marchandises dans le tarif douanier n'est pas une opération simple, car rare ou une marchandise correspond exactement à une désignation douanière préalable, et l'élaboration de cette classification est une prérogative souveraine des Etats, au même titre que la fixation des droits de douanes, or il est indispensable, au regard des impératifs propres à une zone de libre-échange ou plus encore à une union douanière que cette classification s'opère sur des bases identiques quel que soit l'Etat dans lequel est introduite la marchandise.

L'unification internationale est basée sur des critères de classification cohérents, est a mis fin aux inconvénients qui résultaient des différences de structure entre les classifications nationales, cette unification est venue dans le cadre d'une réforme de la convention de Bruxelles[601], une convention qui a été Signée à Bruxelles le 14 juin 1983 et entrée en vigueur depuis le 1er janvier 1988, cette convention a établit un système de codification numérique qui permet de catégoriser les marchandises en fonction de leur nature et du degré de transformation, à des fins douanières et statistiques. Ce système de classification des marchandises est employé par près de 200 pays à travers le monde pour élaborer leurs tarifs douaniers.

[600] La loi n°17-04 du 16 février 2017, JORA N°11, modifiant et complétant la loi N°79-07 du 21 juillet 1979 portant le code des douanes, P06

[601] Pour le texte de la convention internationale sur le système harmoniser de désignation et de codification des marchandises, voir le site suivant : www.wcoomd.org. Consulté le 12/01/2021.

La simplification et l'unification de la réglementation douanière permettrait d'accroitre la sécurité juridique des opérateurs économiques ouvrant à l'international. Pour ceux qui ont déjà eu affaire à la douane savent bien à quel point l'insécurité juridique due à la complexité de la réglementation handicape l'action des opérateurs économique qui opèrent à l'international.

L'opération de classement se réduit à la recherche de la position tarifaire sous laquelle une marchandise sera reprise par une nomenclature tarifaire [602], cette dernière qui est comme un classeur ou tous les produits sont classés selon un nombre de principes et codes numériques.

Ce processus de classification des marchandises est l'un des fondements centraux de la législation douanière. En effet, cette classification va permettre de déterminer le montant des droits de douane à payer, qu'ils bénéficient de préférences ou non, et il influence même sur l'application de mesures non tarifaires, telles que les licences d'importation, les exigences sanitaires et phytosanitaires, les quotas, les formalités douanières complexes, etc (obstacles non- tarifaire).

En raison de sa complexité et de sa technicité, ce processus de classification peut devenir un véritable défi pour les opérateurs économique, notamment lorsque deux positions tarifaires concurrentes sont en jeu, d'où l'importance de la simplification et l'unification de ce classement des marchandises.

2-2 Les règles d'origine :

Les accords de coopération économique ne rentrent pas dans le champ d'application de l'OMC parce qu'ils n'établissent pas un marché préférentiel de libéralisation des échanges, mais ce n'est pas le cas les ALE, auxquels l'OMC s'intéresse parce qu'ils vont plus loin que les accords de coopération économique ou ils créent des zones de libre-échanges en éliminant tous les obstacles tarifaires et non tarifaire entre les pays signataires de ces ALE.[603]Ces derniers qui peuvent avoir de multiples objectifs soit d'une zone de libre-échange ou d'une union douanière, dans cette dernière les marchandises et les services des

[602] Berr Claude J, Trémeau Henri, Op.Cit, P49.
[603] Belguendouz Houari, Op.Cit, P84.

Etats tiers peuvent circuler librement si le tarif douanier commun est payé .

Mais dans le cas d'une zone de libre-échange seuls les marchandises et les services des pays signataires de l'accord peuvent circuler librement, c'est ici que les règles d'origine deviennent cruciales pour différencier les marchandises des Etats tiers de ceux des parties signataires de l'accord, en vue de l'application des tarifs douaniers, la distinction entre ces deux types d'accords est principalement exprimée par les règles d'origine des marchandises.

Afin de maintenir l'aspect préférentiel des ALE[604], et de prévenir contre le transbordement qui est une situation ou les marchandises sont fabriqué dans un pays non signataires d'ALE son entrée dans la zone de libre-échange en passant par un pays signataire d'ALE qui a les tarifs les plus bas, est bénéficier des tarifs préférentiels réservés uniquement pour les marchandises originaires des pays signataires d'accords de libre-échange.

Ces derniers ont déterminé un certain nombre de règles afin de déterminer l'origine des produits, ces règles sont appelées les « règles d'origine », qui sont un nombre de critères que les Etats signataires d'ALE déterminant quels sont les biens qui sont éligibles au traitement préférentiel, généralement ces critères sont en deux catégories, les règles qui sont de nature symétrique (le cumul), et les règles qui sont de nature spécifique (règle de liste).[605]

Parmi les raisons qui poussent les Etats signataires d'ALE afin d'inclure les règles d'origine sont de deux nature[606], la première raison est que ces règles servent à restreindre l'application des avantages préférentiels aux fabricants qui sont véritablement éligibles à ces avantages. Car dans le cas de non existence de ces règles il peut y avoir un risque d'extension involontaire du traitement préférentiels à des fabricants qui n'auraient que pour intention de faire transiter leurs produits dans les pays signataires d'ALE, chose qui affaiblirait la portée des avantages accordées aux fabricants authentiquement éligibles.

La deuxième raison, et que les pays signataires d'ALE conservent la liberté de fixer leurs tarifs extérieurs indépendamment, en l'absence de ces règles d'origine, cette liberté créerait une opportunité d'arbitrage consistant à faire transiter les importations de l'ensemble

[604] Dubin Laurence, Op.Cit, P59.
[605] Cadot Olivier, Djiofack Calvin, De melo Jaine, « Préférences commerciales et régles d'origine : perspective des accords de partenariat économique pour l'Afrique de l'ouest et centrale », *Revue d'économie du développement*,Vol16,N°03,2008,P8. Article disponible sur : www.cairn.info , consulté le 16/09/2022
[606] Ibidem.

de la zone de libre-échange par les pays ayant les tarifs extérieurs les plus bas.

En effet, le développement des échanges commerciaux a rendu la question de la détermination de l'origine des marchandises une question très complexe[607]. Souvent, la possibilité même de mener ces échanges repose sur l'origine géographique, malgré l'adhésion à des zones de libre-échange.

Ainsi, l'attribution d'une origine aux marchandises plus particulière influencera l'accès au marché mondial. En effet, car à l'importation, la perception des droits de douane est effectuée à partir des critères précités en fonction de l'origine des marchandises, il en est de même pour l'application des mesures de contrôle du commerce extérieur, et à l'exportation, l'origine des marchandises est indiquée dans les différents documents composant le dossier d'exportation afin de permettre la délivrance de certificats d'origine lorsque de tels justificatifs sont requis dans le pays de destination.

Les tentatives de définir le pays d'origine des marchandises ne sont pas si nombreuses, Cependant, cette définition est primordiale, du point de vue douanier il est d'usage de lier l'origine des marchandises au territoire d'un pays. On peut se basé sur la définition de qui a été présentée par le Professeur Claude

j. Berr et Henri Termeau définit l'origine de la marchandise comme suit : « lien géographique qui unit cette marchandise à un pays donné dont elle est réputée issue »[608]

Mais il est nécessaire de distinguer entre La notion d'origine et celle de provenance, car la notion d'origine identifie la marchandise en se basant sur les éléments spécifiques à sa fabrication, plutôt que sur ceux liés à son transport depuis le pays d'exportation. En d'autres termes, le pays de provenance est le pays d'où ces marchandises ont été directement expédiées en dernier lieu vers une partie du territoire douanier cette provenance n'influence pas sur la taxation douanière.

Effectivement, cette origine est indispensable à une correcte taxation douanière, mais pas que car afin d'assurer l'efficacité des techniques non- tarifaires de protection que la détermination de l'origine des marchandises est d'une importance cruciale pour les autorités publiques charger d'appliquer une politique commerciale.

[607] Ghenadie Radu, Op.Cit ,P03.
[608] Berr Claude J, Trémeau Henri, Op.Cit, P50.

En effet, de plus en plus de multinationales adopte des stratégies de production et la spécialisation technologique entraine la scission, de la fabrication d'un même produit entre les unités relevant de différents pays. S'il y'a qu'à s'incliné devant cette internationalisation de production, encore faut-il qu'elle ne mette pas en péril les orientations des politiques commerciales fondées précisément sur une différenciation des traitements applicable aux marchandises selon l'origine.

Pour ce qui est des marchandises qui sont entièrement obtenues dans un seul pays, ne suppose pas de problème de détermination d'origine, car elles sont considérées comme originaires de ce pays. Mais pour ce qui est des marchandises dans la production desquelles sont intervenus plusieurs pays, là on trouve un problème d'attribution d'origine de la marchandise, dans ce cas ont considéré comme pays d'origine le pays ou la dernière transformation significative a eu lieu, cette transformation elle doit être justifié économiquement[609].

La détermination du pays d'origine des marchandises fait partie de la stratégie commerciale d'un Etat ou d'un groupe d'Etats[610]. Les l'importateurs peuvent bénéficier des régimes tarifaires préférentiels résultant d'accords libre-échange ou, au contraire, se voir appliquer des mesures de contrôle du commerce extérieur.

Lorsqu'un produit est fabriqué dans plusieurs pays il est considéré comme originaire du pays participant à l'ALE s'il a subi la transformation finale dans ce pays, généralement, dans les ALE les règles d'origine utilisent trois normes afin de déterminer cette transformation substantielle.

La première norme prend en compte la position tarifaire du bien transformé dans la nomenclature douanière du système harmonisé, si ce bien transformé est classé d'une maniéré différentes des intrants ici la nomenclature du bien transformé est appliqué, et chaque accord à la liberté d'exigé des exigences spécifiques, on peut citez comme exemple l'UE qui utilisent certaines techniques spécifiques et qui privilégie une liste d'opérations de transformation à partir de matières originaires ou non originaires des pays membre.

Cependant, les multitudes des méthodes de détermination des règles d'origine dans les

[609] Aime Michel, « *Origine des marchandises* », Dalloz, Paris, P03.
[610] Berr Claude J, Trémeau Henri, Op.Cit, P62.

ALE[611], elles peuvent rendre ces ALE contre-productifs, la plupart du temps les intérêts nationaux des fabricants et sujettes à des pressions de lobbying, ces règles d'origine peuvent décourager les investissements étrangers.

Ainsi elles peuvent limiter l'efficacité du commerce au lieu de le faciliter, car certaines règles d'origine restrictives peuvent créer des obstacles majeurs d'accès au marché. Malgré toutes ces techniques, il est difficile de déterminer l'origine des biens finis lorsque beaucoup de pays participent au processus de fabrication. L'évolution de la notion d'origine se caractérise par la mondialisation et la montée du régime d'origine préférentielle[612], devenu un élément incontournable des échanges commerciaux internationaux. Ce régime préférentiel prévoit qu'un pays ou une union de pays décide que les marchandises, de leurs origines, bénéficieront de préférences lors de leur importation.

En d'autres termes, l'application du régime préférentiel se traduit par la distinction entre les marchandises qui bénéficient d'un traitement privilégié à l'importation et celles qui n'en bénéficient pas. Ainsi, des marchandises similaires peuvent se voir appliquer des traitements tarifaires et non tarifaires complètement différents en fonction de leur origine.

La vérification de l'origine des marchandises est exigée à chaque fois que le sort réservé à cette marchandise découle de la détermination de son pays d'origine, le contrôle de cette origine dépend l'application correcte du tarif douanier, ainsi que de la mise en vigueur de la politique commerciale.

C'est cette situation qui a poussé les Etats signataires d'ALE à prévoir un ensemble de règles relatives aux certificats d'origine qui constituent le mode de preuve normal de l'origine d'une marchandise. La nécessité de présenter un certificat d'origine se limite à la demande d'un traitement tarifaire préférentiel lors de l'importation des marchandises[613].

Cependant, les produits sensibles doivent toujours être accompagnés d'un document attestant leur origine lorsqu'ils sont importés d'un pays tiers ou lorsqu'ils proviennent d'un autre État membre où ils n'ont pas été soumis au régime de la libre circulation.

On peut citer l'exemple de l'union européenne, qui a mis au point un système de preuve de l'origine qui repose pour l'essentiel sur la confiance qu'elle accorde aux autorités

[611] Ghenadie Radu, Op.Cit ,P14.
[612] Berr Claude J, Trémeau Henri, Op.Cit, P 119.
[613] Aime Michel, Op.Cit, P25

étrangères qui sont chargé de délivrer un certificat d'origine.

Néanmoins, il demeure que, et contrairement aux classements des marchandises, il n'est pas possible que voie le jour une réglementation de l'origine universellement acceptée, une réglementation pareille étant en elle- même l'expression de la souveraineté des Etats.

2-3 La valeur en douane :

Généralement, la valeur d'une marchandise peut être déterminée par le biais de différentes techniques objectives, pour ce qui est du droit douanier, il admet en principe que la valeur d'une marchandise est directement liée à son prix de vente.

Il tombe sous ce sens ou un système est fondé sur l'application aux marchandises d'un droit de douane ad valorem (ce qui est le cas du système douanier algérien), la protection effective recherchée dépend au moins autant d'une correcte évaluation de celles-ci que du niveau théorique du droit de douane.

Cependant, et vue la complexité des transactions international, ce doit de douane doit fixer des conditions auxquelles il est prêt à prendre en compte le tarif établi par les opérateurs économiques comme base d'établissement de la taxation, ainsi il doit aussi se réserver la possibilité, lorsque les intérêts de l'ordre public économique sont menacé, de substituer à l'évaluation des parties des normes spécifiques d'évaluation.

La convention de Bruxelles, défini la valeur de la marchandise comme suit :« ***pour l'application des droits de douane ad valorem, la valeur des marchandises importées pour la mise à la consommation est le prix normal, c'est-à-dire le prix réputé pouvoir être fait pour ces marchandises au moment où les droits de douane deviennent exigibles, lors d'une vente effectuée dans des conditions de pleine concurrence entre un acheteur et un vendeur indépendant l'un de l'autre*** »[614].

Comme il a été mentionné antérieurement, la complexité de la réglementation douanière apporte une certaine insécurité juridique aux entreprises ouvrant à l'international. Cette complexité est considérée comme étant un obstacle aux échanges commerciaux

[614] La convention de Bruxelles du 25 Aout 1924,pour le transport des marchandises par mer, pour l'unification de certaines règles en matières de connaissement modifiée par le protocole du 23 fevrier 1968 et par le protocole du 21 décembre 1979, disponible sur le site suivant : https://www.idit.fr/legislation/documents/Conv_Brlles_25aout1924_amendee1968et79.pdf consulté le 21/03/2020.

internationaux, ainsi cette complexité a un impact négatif sur l'attractivité d'un territoire douanier.

Il conviendrait alors de réduire le volume des normes douanières, rappelons que le code des douanes algérien comporte plus de 340 articles, sans compter ses annexes, et ce, sans prendre en compte les textes d'innombrables ALE conclus par l'Algérie et d'autres préférences unilatérales qu'elle accorde.

Il est important aussi de renforcer le dispositif de la douane électronique, en effet ce dispositif va nous permettre de réduire davantage la présence du facteur humain comme ça il y'aura moins d'erreurs et moins de corruption et maitre d'avantage un système de procédure plus transparent pour tous les usagers.

Sous-section 2 : La douane algérienne face aux impératifs du libre-échange

Pour les Etats où les douanes génèrent moins de la moitié des recettes de l'Etat, la fiscalité ici se base principalement sur les taxes à la consommation, telles que la TVA, qui ne sont pas directement perçues par l'administration, mais plutôt versées par les entreprises à l'administration fiscale.

Or dans la plupart des pays en voie de développement (à l'exception des nations pétrolières), les droits et taxes perçus par la douane contribuent pour environ 30 % à 70 % des revenus du budget national[615]. Ici seule la douane qui est capable de recueillir directement des fonds publics, ce qui renforce leur rôle central au sein de l'économie des pays en voie de développement.

Le contrôle des mouvements de marchandises et des personnes demande avant tout la mise en place d'importants moyens humains et matériels, cependant l'efficacité de la protection douanière dépend des instruments juridiques ainsi qu'à l'institution qui gère ce contrôle.

[615] Raballand Gaël, Cantens Thomas, « Réforme des douanes et développement en Afrique subsaharienne », Afrique *Contemporaine*, N°230,2009, P21. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 11/06/2022.

§1 L'administration des douane, enjeu majeur du développement :

La multiplicité des missions et exigences particulières propres à certaines d'entre elles ont conduit l'administration des douanes à se doter de structures originales qui s'éloignent des schémas classiques d'organisation et à définir les pouvoirs d'intervention des douaniers.

Quant au caractère évolutif des mécanismes juridiques de l'action douanière, il est le résultat naturel de la diversification de plus en plus accusée des missions de la douane, et les contraintes qu'impose aux services douaniers dû à l'ouverture des marchés nationaux.

L'administration des douanes, elle est la seule organisation dont les missions différentes selon les lieux ou s'exerce son autorité. Cette particularité trouve son explication facilement par rapport à la mission principale de cette administration qui est de s'opposer à l'introduction irrégulière des produits sur le territoire national.

Sous l'égide de l'OMD, toutes les administrations des douanes des Etats du monde, ont procéder à développer des nouvelles techniques et procédures douanières[616], l'Algérie à l'instar de tous les pays du monde, elle s'inscrit dans cette stratégie avec l'objectif de développer et d'encourager la libre circulation des marchandises.

Un choix qui reflète la prise d'une nouvelle stratégie économique algérienne en passant d'une économie dirigée vers une économie de marché, dans un monde qui devient de plus en plus globalisé, chose qui impose pour l'Algérie d'adapter des nouvelles mesures administratives internationales.

La réforme des administrations douanières est désormais l'un des éléments clés des initiatives financées par les bailleurs de fond. Cette réforme de l'administration des douanes doit être conforme aux normes internationales douanières, ces dernières qui sont définis par les accords de l'OMD, des normes qui encouragent la coopération entre les douanes nationales et opérateurs, ainsi qu'aux obligations qui résulte de l'adhésion d'un Etat à l'OMC[617], des obligations qui s'appuient sur des bonnes pratiques qui facilitent l'insertion dans les échanges économiques internationaux.

[616] Ait Kheddache Jugurta, Op.Cit, P352.
[617] Ghenadie Radu, « Sur la nécessité de simplifier la réglementation douanière », *Revue internationale de droit économique,* N°03, 2015, P 359. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 20/09/2022.

Le travail de modernisation (réforme) de l'administration des douanes, doit s'appuie sur la promulgation des lois simple et bien pensées[618]afin de rationaliser les taxes ainsi que toutes les obligations, maitre en place des procédures efficiente afin de veiller à une bonne gestion des remboursements de la TVA et enfin introduire des mesures de gestion des risques, via à une formation spécialiser pour le personnel des douanes. L'OMD dans son rapport annuel de 2015[619] a souligné que, pour les pays qu'ils soient développés ou en développement, l'intégration requiert inévitablement la modernisation des services douaniers de cet Etat.

L'élaboration d'un plan de modernisation de l'administration de douanes, est d'une importance capitale pour les pays en voie de développement (surtout pour l'Algérie qui n'a pas pris la vocation d'une économie libérale par le passé), pour créer un climat d'affaire qui favorise les IDE, au même temps qui assure un développement économique et social.

Pour ce qui est d'Algérie, la réforme de son administration des douanes a été effectuée dans ce processus qui est marqué par la nécessité d'assurer un service public de qualité, avec les négociations pour l'adhésion à l'OMC.

Cette dernière a recommandé la nécessité de revoir tous les secteurs administratif et législatif de la douane, cette réforme avait pour but de réduction des délais, ainsi que l'amélioration de la qualité des contrôles.

Le rôle de l'administration des douanes a connu un changement significatif dès les années 1980[620], avant son rôle se limitait à la collecte des différents droits et taxes sur l'importation à l'agrégation des différentes données statistiques sur le mouvement des marchandises, ainsi que la lutte contre la contre bande, qui est due aux pénuries ainsi que la fixation des prix de produits.

C'est les entreprises étatiques monopolistiques qui exerce le véritable contrôle douanier, en ce qui concerne que ce soit la spécification, ou la valeur des marchandises voir même l'origine des marchandises.

[618]Montagnat-Rentier Gilles, Parent Gilles, « Réformes et modernisation des douanes en Afrique subsaharienne francophone 1995,2010, *Revue d'économie du développement*, 2012, Vol 20, N°03, PP 357-372. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 20/09/2022

[619] L'OMD, rapport annuel de l'OMD 2015-2016, voir le site suivant : www.wcoomd.org. Consulté le 25/09/2022

[620] Temmar A Hamid, Op.Cit., P55.

Les différents services chargés du commerce extérieur[621] été chargé de délivrer des autorisations globales d'importation ou d'exportation, voir même les licences d'importations ou d'exportations accordées aux producteurs privé.

L'ensemble des démarches visant à moderniser l'administration des douanes est engagée depuis plusieurs années. Parmi la grande préoccupation les décideurs, nous retenons celle de la qualité de service et de la relation de l'administration des douanes avec les usagers.

Les douanes algériennes ont mis en œuvre un programme de modernisation dans ce sens depuis 2007 ou des assises ont eu lieu afin d'évaluer les résultats atteints sur la période 2007-2011. Le premier essai d'enquête a été menée par la direction générale des douanes en 2011 à travers un sondage via une carte S (S pour satisfaction), dont le but été de recueillir l'information nécessaire pour engager des réformes dans ce sens.

En adoptant de différents programmes de modernisation des opérations douanières sur toute l'activité douanière, l'administration des douanes a accompli sa phase de maturation en adoptant ces séries de changements qui vont en concomitance avec les évolutions politico-économique. Ces réformes ne sont pas uniquement structurelles ou législatif, mais il indique aussi que l'administration des douanes s'inscrit désormais dans une optique de bonne gouvernance.

Cette stratégie de modernisation de l'administration des douanes entreprise entre 2007 et 2010[622], elle a créé une image moderne de cette administration qui se veut aux normes internationales, ainsi cette modernisation s'est appuie par la mise en place d'une stratégie planifiée entre 2016-2019[623], afin d'établir solidairement tous ces efforts consentis à la modernisation.

Cette simplification des procédures elle a touché toutes les opérations qui rentrent dans le champ d'application de la douane, tel qu'en matière de dédouanement, on entend par dédouanement : « ***l'ensemble des formalités douanières nécessaires pour mettre à la consommation des marchandises, pour les exporter ou encore pour les placer sous un***

[621] Belguendouz Houari, Op.Cit.PP 71-72.
[622] Guedjali Assia, « Institution douanière : enjeux et défis de la modernisation par la diversité », *Revue des sciences humaines et de société,* Vol 12, N°12,2023, P683.
[623] Ibidem.

autre régime douanier »[624]

Les facilitations en matière de dédouanement afin de réduire les délais ont pris beaucoup de formes : (- la déclaration simplifiée de transit routier, - la déclaration anticipée et la plus importante procédure est l'utilisation du système d'information automatisée de dédouanement)[625].

Selon l'article 76 du code des douanes après le déchargement des marchandises, que ce soit l'importateur ou l'exportateur doit leur assigner un régime douanier qui est autorisé, sous peine de sanction. (Art 319 code des douanes).

Ainsi qu'une série de procédure qui vise à alléger les couts[626] (en règle générale afin de pouvoir disposer de ses marchandises, le déclarant doit acquitter préalablement les droits et taxes au comptant, mais dans le cadre de ces facilitations l'administration des douanes peuvent accorder des crédits).

§2 La mission fiscale de l'administration des douanes :

Afin quel puisse réaliser ses missions, l'administration des douanes dispose de mécanismes juridiques et de moyens matériels d'intervention appropriés qui traduisent l'originalité ainsi que le caractère évolutif de ses activités.

L'administration des douanes est considérée par les autorités comme un rempart de protection de l'espace national contre toutes les différentes pratiques de concurrence déloyale et la fraude fiscale ainsi que la criminalité internationale.

En raison de la nature éphémère de l'acte frauduleux, le franchissement de la frontière ainsi que les difficultés que soulève l'administration des douanes de la preuve de l'irrégularité

De ce fait, les zones frontalières sont soumises à une surveillance plus stricte que le reste du territoire national et que les douaniers disposent de pouvoirs plus étendus. Ainsi la réglementation douanière est applicable dès qu'elle est franchie les limites de ce que le code

[624] La convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Kyoto 1973), Annexe générale, Chapitre 2, disponible sur le site suivant : www.wcoomd.org. Consulté le 12/05/2022.
[625] Voir les articles suivants : 82,56,86 bis du code des douanes algérien.
[626] Voir les articles suivants : 108 et 109 du code des douanes algérien.

des douanes définit comme territoire douanier.[627]

L'amélioration et la modernisation des performances de l'administration des douanes en Algérie s'est effectuer dans un contexte de faible niveau de développement, avec une économie peut diversifier, et un secteur industriel réduit ainsi qu'un secteur informel pléthorique.

Principalement, l'Algérie importe les produits de la première nécessité et exporte essentiellement les ressources naturelles tel que le pétrole et le gaz, cependant avec une infrastructure maritime déficients, les couts du commerce augmentent ainsi que les risques de la fraude douanière.

L'administration des douanes algérienne qui s'est engagé dans ce processus de modernisation doit mettre son système douanier en conformité avec le cadre international des douanes[628], un cadre établi par les conventions de l'OMD ou par l'OMC et voir même les différent ALE, un cadre qui s'appuie sur les bonnes règles reconnues facilitant dans les échanges internationaux, ainsi que la coopération entre l'administration des douanes nationales et opérateurs économique international.

De net amélioration ont été constaté en matière d'automatisation des opération d'import-export, ainsi que la simplification des procédures de dédouanement, cependant, l'évolution en matière de capacité de contrôle et de lutte contre la fraude a été plus lentes, malgré, le contrôle des droits à exonération a été renforcé, mais le nombre ainsi que l'impact des exonérations n'ont pas été réduits , ceci est d'abord un problème de mise en place des différents aspects douaniers des ALE, ainsi que la coopération avec l'administration fiscales.

Généralement, les droits de douanes sont traditionnels, néanmoins, le système douanier est un système qui est influencé à la fois par la croissance des échanges commerciaux du à la mondialisation, ainsi que par le modèle d'organisation et de fonctionnement de l'économie nationale. Cette dernière est souvent gérée de maniéré centralisée et souvent sous forme de monopole, une gestion qui reflété la volonté de protéger la production nationale ainsi que la santé et la sécurité des consommateurs.

[627] Berr Claude J, Trémeau Henri, Op.Cit, P45.
[628] Kadi Mohamed, Guedjal Assia, Benguerna Mohamed, Messaid Amina, « La relation douanes usagers, les conditions d'amélioration de la qualité de service », *Les Cahiers du cread*, N°116, P102.

Il faut savoir que la législation douanière est en partie une législation fiscale[629], ce qui veut dire que cette législation se donne pour but comme les autres objectifs fiscaux et le recouvrement pour le compte du trésor public que ce soit des recettes douanières et non douanières.

La législation douanière algérienne fixe le champ d'application et les prérogatives de l'administration des douanes, ainsi elle a même décrit les missions de l'administration des douanes, dans l'article 03 du code des droits de douanes : « ***L'administration des douanes, a notamment pour missions :***

— ***De mettre en œuvre les mesures légales et réglementaires permettant d'assurer l'application uniforme des lois et règlements douaniers …***

— ***De veiller, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur :***

* ***À la protection de la faune et de la flore ;***

* ***À la préservation de l'environnement.***

— ***De lutter, en collaboration avec les services concernés, contre : * la contrebande, le blanchiment d'argent et le crime transfrontalier ;***

— ***L'importation et l'exportation illicites de marchandises portant atteinte à la sécurité et à l'ordre public ;***

— ***De s'assurer que les marchandises importées ou destinées à l'exportation ont subi les formalités de contrôle de conformité et ce, conformément à la législation et à la réglementation les régissant »,*** par conséquence, on peut dire que la mission de l'administration des douanes est une mission polyvalente, car elle se décline en une multitude de missions dont les plus importantes est sa mission fiscale et économique.[630]

La mission principale de l'administration des douanes est la collecte des différents droits et taxes sur les marchandises fessant partie d'un échange international. En effet, la douane est chargée de collecter des ressources propres à l'Etat. En Algérie, les droits de douanes, ils servent comme pourvoyeurs de recettes fiscales et ils sont perçus sur tous les biens.

[629] Bourriche Riad, « *Les réformes fiscales et douanières en Algérie dans le cadre des accords euro-méditerranéens : une approche relationnelle et institutionnelle de l'association interrégionale* », Thése de doctorat en Droit et Sciences Humaines, Faculté de Droit, Université de Cergy-Pontoise,2016, P 62.
[630] Ksouri Idir, Op.Cit, P22.

Cette mission fiscale de l'administration des douanes est détaillé par l'article 234 du code des douanes, cet article dispose : « ***A l'importation et à l'exportation, l'administration des douanes est chargée de percevoir les droits et taxes institués par la législation en vigueur pour le compte du trésor public, des collectivités territoriales ou locales et des établissements publics*** »,

Cet article signifie une autorisation légale qui est donné pour l'administration des douanes par le législateur à l'effet de percevoir pour le compte de l'Etat des diverses impositions, et cette mission fiscale ne s'arrête pas uniquement à la perception des taxes, car elle permet aussi un contrôle fiscal pour le compte d'autres administration tel que l'administration fiscale.

En l'état actuel de cette législation douanière, ses recettes (douanières et non douanières), constituent une grande part des ressources budgétaires de l'Etat, c'est pour cette raison qu'il faut préserver le rendement fiscal du tarif douanier, c'est pourquoi le code des douanes sanctionne très sévèrement les infractions douanières ayant un impact sur les droits et taxes (voir l'article 325 du code des douanes).

Section 2 : L'avenir du tarif douanier dans le cadre des ALE, perspectives et tendance à venir

Parmi les plus anciens moyens de protection de l'économie nationale figure la taxation douanière, car, quand on impose une taxe sur une marchandise importée, cette taxe est censée rétablir de façon en quelque sorte mécanique l'équilibre entre les opérateurs économiques nationaux et étrangers. En effet, le tarif douanier, vise à combler l'écart de prix entre les produits locaux ainsi que les produits étrangers. Chose qui va affaiblir le jeu normal de la concurrence.

De nos jours, le droit douanier a été affecté positivement de la libéralisation des échanges commerciaux, qui a bouleversé les données de la vie économique internationale, il a acquis d'une manière progressive de nouveaux objectifs et de nouvelles missions, c'est dans cette optique que s'inscrit cette section, en mettant en exergue les différentes nouvelles missions du tarif douanier.

Sous-section 1 : Notion et rôle du droit et tarif douaniers :

Depuis, le développement des relations commerciales internationales**,** ainsi que l'apparition des premiers traités de commerce, les droits de douane font l'objet de traités bilatéraux ou multilatéraux, avec l'ère du libre-échange ainsi que la prédominance de ses idée, suivie de la généralisation de la clause NPF, a marqué la fin de la possibilité de définir les tarifs douaniers d'une manière autonome, désormais ces derniers sont négociés dans le cadre d'ALE.

Dans le cadre de l'OMC, les Etats notifiés à l'OMC un droit de douane appelée « consolidé », ou les Etats s'engagent a de ne pas dépasser ce taux, dans les pays en développement l'écart entre le droit consolidé et le droit appliquer peut-être massif, contrairement aux pays développés ou le droit consolidé et appliqués se correspondent généralement.

§1 Le droit douanier entre protectionnismes et libre-échange :

L'orientation du produit douanier a peu évolué depuis ses débuts, ce droit ne s'intéresse qu'aux marchandises, qui représentent un caractère d'un échange international. Claude J.Berr défini le droit douanier par l'ensemble des règles dont l'application rentre dans les compétences exclusives de l'administration des douanes.

Cependant cette définition fait une assimilation entre le droit douanier et les droits de douanes. Chose qui n'est pas juste dans la mesure où les douaniers sont chargés de multiples taches, qui mettent en jeu des disciplines tout à fait étrangers à leur vocation principale[631]c'est pour cette raison qu'on préfère définir le droit douanier que c'est l'ensemble des normes et règles qui se trouve dans le code des douanes.

Cependant il existe d'autres réglementations qui ne figure pas dans le code des douanes mais qui sont indispensables pour le déroulement d'une opération de commerce international et elles font parties du droit douanier (les règles phytosanitaires, la législation des changes, etc.).

[631] Plusieurs nouvelles missions sont attribuées aux administrations des douanes surtout dans le cas d'une union douaniére, des attributions ou chacune met en jeu ses propres règles, on peut donner un exemple du : droit maritime, Dr.Fisc commun.ect.

Les droits de douanes, peuvent être utilisé afin d'atteindre des objectifs gouvernementaux (des finances publiques ou de protection de l'économie nationale). Des récentes études démontrent également que l'adoption de droits de douane faibles et uniformes peut générer des résultats plus favorables que l'utilisation de droits de douane élevés[632]. Tant en termes de protection que de recettes publiques.

Le rôle contemporain du droit douanier est de favoriser le développement du commerce international dans le cadre des règles qui le règlemente[633], de ce fait, le droit douanier, il est de plus en plus présent dans les zones de libre- échange, dont les Etats signataires de ces ALE souhaitent préserver leurs économies nationales contre les autres Etats.

En conséquence, les droits de douanes peuvent être définis comme étant Une taxe appliquée sur l'importation d'un bien ou d'un service dans un pays, habituellement perçue par les autorités douanières aux points d'entrée du pays[634].

Toutes les marchandises qui sont sujet d'un mouvement international, sont régies par le droit douanier, c'est pour cette raison que les législations n'ont jamais envisagé de soumettre les échanges de service au droit douanier, cependant, ce service n'est soumis au droits de douanes juste lorsqu'il est l'accessoire d'une opération sur les marchandises, lorsque les douaniers évalue les marchandises afin de leurs appliquer le tarif douanier, ici le douanier prend en compte l'incidence de certains services sur leurs valeurs.

On sait bien, que le développement des échanges commerciaux internationaux a abouti à la condamnation du protectionnisme, ainsi le GATT devenu OMC lutte pour l'abolition de tous les obstacles tarifaires aux commerces, de ce fait on se demande pourquoi les douaniers n'ont pas pu disparaitre depuis longtemps ainsi que le droit douanier qui est privé de sa mission essentielle.

Il faut rappelle que, l'OMC elle-même n'a jamais interdit l'usage des droits de douanes du moment qu'ils sont juste et raisonnable et non- discriminatoires, car il est nécessaire d'encadrer juridiquement les politiques douanières des Etats, un encadrement qui n'a nullement comme but de vider les droits de douane de leurs mission principale qui est la

[632] Kadouri Foued,Op.Cit, P40.
[633] Berr Claude J, Trémeau Henri, Op.Cit, P16.
[634] Lindert Peter.H, Pugel Thomas A, « *Economie Internationale* »,Economica, Paris,2006,P 160.

protection économique.

La mission du droit douanier devient de plus en plus ambivalente, chose qui explique la difficulté de déterminé sa définition, en effet, le droit de douane, représente l'outil le plus ancien de régulation des échanges économiques internationaux.

Cette taxation a lieu au moment du dédouanement des produits et le taux des droits dus est fonction de certaines caractéristiques du produit, ainsi que du niveau de protection que l'Etat souhaite garantir.

La formule du droit de douane (l'inscription dans un tarif douanier), permet de différencier le droit de douane d'autres taxes ou prélèvement tel que la TVA, et les taxes de contrôle, mêmes si ses dernières elles sont perçus à l'occasion du passage de la frontière.

C'est ce qui fait la différence entre les droits de douane et les autres taxes discriminatoires « taxes d'effet équivalent », donc cette inscription dans un tarif douanier c'est le seul critère d'un droit de douane.

Le pouvoir de mis en œuvre de ce tarif douanier, c'est une forme d'expression de la souveraineté douanière à la frontière qui est exercé par le législateur[635].Les droits de douane sont des taxes qui sont énumérées dans un tarif douanier, ils sont régis par un régime juridique spécifique et doivent être identifiables sans ambiguïté quant à leur nature fondamentale.[636]

On distingue généralement deux types de droits de douane :

1- Les droits de douane spécifiques : ils prennent la forme d'un montant fixe en monnaie pour chaque unité de bien échangé, le montant des droits de douane est déterminé en fonction de mesures physiques telles que la longueur, la surface...etc.[637]

2- Les droits de douane ad valorem : ils prennent la forme d'un pourcentage de la valeur estimée des marchandises lorsqu'elles entrent dans le pays importateur, le montant des droits est calculé en fonction de la valeur de la marchandise.[638]

[635]Généralement, et dans la pratique la prérogative d'élaborer le tarif douanier est plus souvent déléguée au pouvoir exécutif et le contrôle a posteriori est effectué par le parlement.
[636] Berr Claude J, Trémeau Henri ,Op.Cit,P83.
[637] Kadouri Foued,Op.Cit, P41.
[638] Ibid, P41.

Il convient de noter que ces deux types de droits de douane peuvent être présents dans un même tarif douanier, et leur application dépendra des spécificités de chaque produit ou marchandise.

Les droits de douane représentent la composante légale de la taxation douanière, et c'est grâce à leur combinaison que le montant des droits et taxes est applicable à une marchandise est déterminé. Ces éléments de taxation sont au nombre de trois : la classification tarifaire, l'origine de la marchandise et sa valeur en douane.[639]

Le système tarifaire vise à atteindre deux objectifs, l'un est d'ordre fiscal et l'autre d'ordre économique.[640]Les DD sont à la fois un moyen et une source significative de recettes fiscales et ils peuvent se révéler plus efficaces que d'autres mesures.

La douane est responsable de la collecte de toutes les taxes fiscales ou parafiscales appliquées aux marchandises nationales consommées ou utilisées sur le territoire national et soumises à la perception de certaines taxes fiscales en régime intérieur.[641]

Pendant longtemps, la perception des droits de douane est interdite dans le but de rétablir la partie des prix entre les produits étrangers et nationaux, plusieurs taxes prélevées en régime intérieur au profit d'autres administrations sont également appliquées aux marchandises importées.

La douane est chargée de collecter ces taxes, notamment la TVA dont le recouvrement lui a été confié, de même, certaines taxes fiscales spéciales frappent à l'importation certains produits et sont perçus par la douane.

§2 Le rôle du tarif douanier et son avenir :

Les tarifs douaniers, en tant que mesure de politique commerciale consistent en une taxe appliquée lors de l'importation de biens. Ils représentent la forme la plus ancienne de politique commerciale et ont historiquement été utilisés à la fois comme source de revenus pour les gouvernements et comme moyen de protection de certains secteurs économiques.[642]

De fait que, le tarif douanier, constitue un indicateur de la politique tarifaire, (le terme

[639] Belgendouz Houari, Op.Cit,P 26.
[640] Gannoun Lotfi, *« La politique tarifaire et l'impact du démantèlement tarifaire sur les recettes douanières »*, mémoire IEDF, 1992, P19.
[641] Berr Claude J,Op.Cit, P83.
[642] Belgendouz Houari, Op.Cit, P22.

de politique tarifaire est employé pour signifier la politique d'un Etat vers l'ensemble des droits et taxes inscrites dans le tarif douanier), en raison de son aspect fiscal et la faciliter de son application, et il est l'instrument principale de la politique commerciale des Etats, et surtout les pays en voie de développement.

Cependant, et avec la prolifération des ALE ainsi qu'une multitude de blocs régionaux, ce rôle des droits de douane est remis en cause, car les droits de douanes dans le cadre de ces accords sont abaissés d'une maniéré significative ou carrément totalement démantelés.

En ce qui concerne la détermination des taux de droits de douane, le montant des DD dépend de type du tarif douanier utilisé, à savoir les tarifs autonomes, ou les taux des DD sont fixés unilatéralement par les autorités nationales, ce qui témoigne de leurs pouvoirs souverains.[643] Ils s'appliquent lorsque les taux sont inférieurs au tarif de douane conventionnelle existant ou lorsque ses derniers ne sont pas applicables.[644]

En revanche, dans les tarifs douaniers conventionnels, les taux des DD sont établis conformément à des engagements internationaux.[645] Et la souveraineté d'un pays pour modifier son système tarifaire est limitée.

La plus par des tarifs douaniers actuellement en vigueur relèvent essentiellement du régime conventionnel, s'appliquant aux marchandises importées en provenance de pays tiers qui sont parties de l'OMC, ou ayant conclu des ALE, conformément au principe de NPF.[646]

Si l'on envisage d'évaluer le degré réel de protection tarifaire d'un territoire douanier ou encore la portée des négociations de libéralisation des échanges commerciaux, il est important de distinguer entre les différents types de tarif douanier.

Le tarif douanier joue un rôle symbolique et politique important, en plus de son efficacité en tant que régulateur des échanges notamment avec les pays bénéficiant de régimes tarifaires préférentiels.

L'élaboration et l'adoption du tarif douanier ont eu ont eu lieu dans un contexte spécifique, les nombreux amendements apportés au code des douanes suggèrent qu'il n'a pas

[643] Natarel Elisabeth, Op.Cit , P30.
[644] Belgendouz Houari, Op.Cit,P46.
[645] Natarel Elisabeth, Op.Cit, P30.
[646] Belgendouz Houari, Op.Cit,P 46

encore retrouvé sa stabilité et son identité, il est important de souligner que les conventions internationales émanant de l'OMD[647], ainsi que les recommandations correspondantes sont une source inépuisable d'inspiration. Bien que la grande majorité de ces conventions ait été ratifiée par l'Algérie leur intégration dans le cadre juridique national nécessite des efforts considérables de transposition.[648]

La douane est également responsable de l'application d'autres conventions, à la fois en tant que principale et en tant que complémentaire. Par ailleurs, l'accord d'association avec l'UE prévoit l'harmonisation des législations (art 56), et la coopération des différents domaines (art 63), ce qui rend pertinent l'examen des domaines de compatibilité couverts par cet accord, de même, l'accord sur la Grande Zone de Libre-Echange Arabe, présente des aspects importants à prendre en compte, notamment en ce qui concerne le certificat d'origine.

Sous-section 2 : Le démantèlement tarifaire dans le cadre des ALE

Dans le cadre d'un accord de libre-échange, un calendrier du démantèlement tarifaire est prévu, ou la suppression des droits de douane et taxes d'effet équivalent sur une période bien déterminé pour l'ensemble des marchandises, avec un engagement de ne pas créer d'autres taxes dans les échanges entre les Etats signataires de ce type d'accord. Le principe qui est retenu ici est celui d'une libéralisation progressive mais immédiate des échanges par liste de produits dès que cet accord est rentré en œuvre.

§1 Le calendrier du démantèlement tarifaire pour l'ALE (UE,l'Algérie) :

Il arrive que l'O.M.C. et l'O.M.D. organisations internationales qui se déclarent compétentes pour prendre des mesures nécessaires afin d'assurer une bonne gestion des échanges commerciaux internationaux, constatent leur impuissance face à certains phénomènes.

Ainsi, des écarts de plus en plus importants se creusent entre les pays développés et les pays en développement surtouts ces dernières décennies. Il est clair que les problèmes

[647] L'Algérie a ratifié un nombre important des conventions internationales sous l'égide du conseil de coopération douanière (devenu dès 1995 l'OMD), des conventions portant sur les domaines techniques : la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, la valeur en douane. ect, voir plus de détail sur le site suivant : www.douane.gov.dz.

[648] Baraka Zine Mohamed, « Réflexion sur les incidences fiscales et douaniers de l'accord d'association Algérie Union Européenne », *Revue économie et management*, N°4, 2005, P170.

des pays développés et ceux des pays en développement sont différents.

Cependant, pour que les échanges commerciaux internationaux apportent des bénéfices pour toutes les nations il convient de procéder périodiquement à l'amélioration de certains mécanismes régissant ces échanges.

Les institutions financières internationales telles que le FMI et BM ont toujours soutenu le principe d'ouverture de l'économie algérienne vers l'extérieur, elles considèrent cette ouverture comme bénéfique. [649]

Car elle peut favoriser la diversification des exportations en fonction des avantages compétitifs du pays et réduire la dépendance à l'égard d'un seul produit d'exportation (les hydrocarbures), cependant, et selon le modèle d'ouverture algérien à travers le démantèlement tarifaires prévu dans l'accord d'association n'a pas eu d'effets positifs sur la diversification de son économie.

Les recettes douanières sont un élément essentiel des recettes ordinaires englobant les droits et taxes perçus lors des importations au profit du budget de l'Etat, étant donné l'importance du volume des importations, les recettes douanières constituent une source de revenus significative.[650]

D'une manière générale, le calendrier du démantèlement tarifaire prévoit d'un un cadre d'accord de libre-échange la suppression des droits de douane et taxes d'effet équivalent sur une période de douze ans pour tous les produits échangés, avec une interdiction d'établissement de nouvelles taxes sur toutes les marchandises échangées entre les pays signataire de ce type d'accord. C'est vrai que le principe retenu dans ces accords c'est la libéralisation immédiate, mais cette dernière elle doit être d'une manière progressive et par liste de produits[651].

Les objectifs ainsi que les modalités d'intégration économiques différents pour l'accord d'association Algérie et UE. On peut distinguer trois catégories[652], les réductions tarifaires varient de 20 à 100% du droit de douane et du droit additionnel provisoire (DAP),

[649] Mersel Brahim,Kaci Boualem, Op.Cit, P654.
[650] Medjani Ghania, Farah Feriel, « l'impact de la libéralisation du commerce extérieur sur les ressources douaniere : étude de cas de l'Algérie période 2005-2015 »,*Journal of économic sciences institute*,Vol20, N°02, 2016, P30
[651]Natarel Elisabeth, Op.Cit,P145.
[652] Ibidem,

pour ce dernier est appliqué sur quelque importations industrielles afin de protéger la production locale, mais pour les droits de douane en fonction de chaque catégorie de produits des régimes tarifaires préférentiels sont prévus, dans les accords d'association de l'UE, c'est les produits industriels, manufacturés ou semi-manufacturés, généralement ces derniers bénéficiaient déjà d'un accès préférentiel au marché européen. (Ici le principe de réciprocité se traduit donc par l'abolition des droits de douane sur les importations de produits communautaires)

Actuellement, l'Algérie rencontre des défis économiques dus à la baisse des revenus pétroliers, entrainant une diminution significative de ses réserves de change. Pour l'Algérie, un défi majeur consiste à limiter la concurrence étrangère sur les produits de base et à faciliter l'accès au marché européen, en particulier pour certains produits d'exportation tels que les produits agricoles.

De leurs côtés, les autres pays comme ceux de l'UE accordent des avantages préférentiels aux exportations algériennes tout en mettant en place un système complexe de protections commerciale afin de restreindre l'accès à leur marché.

Ainsi, les contingents tarifaires appliqués dans le cadre des échanges euro méditerranéens nécessitent des négociations ardues entre les deux partenaires commerciaux, l'Union Européenne et l'Algérie, ce qui entrave la croissance des flux commerciaux et le développement de l'intégration économique. Si l'on examine la politique tarifaire des pays méditerranéens dans leurs échanges commerciaux, on constate que le niveau des droits tarifaires [653]appliqués par l'Algérie est très élevé.[654]

Globalement, la lenteur du processus d'élimination des tarifs douaniers en Algérie restreint l'accès des importations européennes à son marché national. Par conséquent, cela se traduit par une marge de préférence limitée dans les échanges entre l'UE et l'Algérie.

Les limitations imposées par les pays de l'UE sur l'accès au marché algérien empêchent ce dernier de tirer pleinement parti de ses avantages comparatifs dans certains produits d'exportation, ce qui limite l'exploitation des effets d'efficience attendus de

[653] Voir plus de détail sur les statistiques de données tarifaires dans la base de données statistiques de l'OMC sur le site suivant : www.wto.org.
[654] Mkimer-Bengeloune Laila, Op.Cit, P155.

l'accord d'association.[655]

En revanche, les pays de l'EU octroient des avantages tarifaires significatifs aux produits industriels couverts dans le cadre l'accord d'association. En effet, le démantèlement, en premier lieu portera dans une première étape sur les produits industriels (ils sont considérés comme étant une matière première entrant dans la fabrication d'autres produits),avec un listing de plus de 2000 lignes tarifaires représentant des marchandises exemptes de droits a donc élaborée et annexée à l'accord.

Un échéancier de réduction des droits de douanes progressive sur une période de douze ans est établi pour les produits finis et pour les autres biens de consommation. Cependant, et pour ce qui est des produits agricoles transformés, en revanche sont exclus du libre-échange (à cause de leur sensibilité) .

Pour le cas algérien, dans le cadre d'accord d'association, le calendrier du démantèlement portera dans un premier lieu selon (chapitre 25à 97 TDA) sur les produits industriels considérés comme matières premières entrant dans la fabrication d'autres produits.

Dans une liste positive qui représente les produits exemptes de droits a donc été élaborée et annexée à l'accord. Un calendrier de diminution progressive de sept ou douze ans est établi pour les produits finis et enfin et pour les produits agricoles transformés, en raison de leur sensibilité particulière sont exclus du libre-échange.

Avant de mettre en œuvre la zone de libre-échange ces marchandises échangé dans le cadre de cet accord, ils restent soumis à des restrictions tarifaires ainsi qu'un système de concessions réciproques, un système qui dépond de la nature de la marchandise et le pays.

Parmi les raisons qui ont retardé l'établissement de la zone de libre-échange qui été prévu à la fin de 2017, cette zoné qui relie l'UE avec l'Algérie, c'est le risque d'un amenuisement significatif des recettes douanières, car c'est le démantèlement tarifaire progressif et total des obstacles tarifaires qui est visé.

C'est pour cette raison que l'Etat algérien cherche a renégocié l'accord d'association, de ce fait, il suffit que cette zone et mis en œuvre, il faut songer à trouver des recettes de

[655] Ibid, P139.

substitutions.

L'accord d'association qu'a signée l'Algérie avec l'UE, il peut conduire à des déséquilibres économiques et à des relations de pouvoir inéquitables, c'est pour cette raison qu'il faut mobiliser toutes les ressources économiques sur le plan interne en assurant la mise à niveau des entreprises locale afin de faire face à la concurrence étrangère.

En effet, la réduction progressive ou la suppression totales des droits de douanes qui vont être en raison de la mise en œuvre de la zone de libre- échange, ainsi que l'impact de cette suppression sur les autres taxes, tel que la TVA, toutes ces mesures vont avoir un impact négatif sur les ressources budgétaires. De ce fait, l'Algérie s'est lancée dans une série de réformes (douanières et fiscales), afin de limiter les éventuels manquent à gagner.

A notre humble avis, on peut faire face au tarissement probable de ces ressources budgétaires, en mettant en œuvre, dès maintenant privilégiant une réglementation douanière économique facteur de promotion et de soutien des échanges extérieurs, créatrice de richesses et d'emplois et surtout pourvoyeurs des caisses de l'Etat en devises.

Des renégociations régulières de l'accord d'association Algérie-UE seront primordiales pour une relation gagnant-gagnant, afin de progresser vers une libéralisation complète.

§2 La coopération douanière dans le cadre des ALE :

Il convient de noter que les accords de libre-échange, qui peuvent conduire à la formation de zones de libre-échange ou, à terme, à des unions douanières, font également usage de concepts douaniers. Malgré que les ALE sont en principe peut compatible avec la philosophie de l'OMC, qui promeut le libre- échange en se concentrant sur la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires[656].

Cependant, dans la pratique, ces ALE peuvent être conclus à condition de respecter au moins deux conditions : ils ne doivent pas entraîner une augmentation des barrières douanières envers les États tiers, et les barrières douanières internes doivent être éliminées en grande partie entre les Etats membres d'une zone de libre-échange, disparaissant complètement entre les Etats formant une union douanière.

[656] Berr Claude J, Op.Cit., PP46-47.

Dans ce dernier cas, les territoires des Etats membres fusionnent en un territoire douanier commun, et l'application d'un tarif douanier commun extérieur devient nécessaire. En fait, de nombreuses normes incluses dans ces accords sont de nature douanière

L'impact des réformes de la politique douanière sur le développement économique et social en Algérie demeure négligé. Il existe certaines analyses mais elles se perdent dans des considérations juridiques et techniques de description de procédures et peinent à reconstituer l'ampleur des enjeux économiques, d'autres analyses reste très théoriques et néglige par exemple, l'importance d'une économie politique des réformes dont la compréhension demande une analyse fine des pratiques réelles des opérateurs économiques ainsi que ceux de l'administration douanière.

Le 13 octobre 1993, l'Algérie a exprimé son accord de principe de la création d'une zone de libre-échange avec l'UE, cette décision démontre la volonté de l'Algérie de ne plus se limiter à l'accord de 1976, et d'établir cette coopération dans le cadre d'un partenariat rénové.[657]

Initié à la fin des années 1970, avec la signature des premiers accords de coopération bilatéraux entre l'UE et les pays du sud de la méditerranée, le processus de Barcelone vise à établir progressivement une zone de libre- échange euro-méditerranéenne[658].

Il prévoyait la suppression progressive de toutes les barrières, tant tarifaires que non tarifaires, au libre-échange des produits commerciaux au sein de la zone euro-méditerranéenne.

Depuis la conférence de Barcelone en 1995, de nombreuses conférences ministérielles euro-méditerranéens aboutissant à la conclusion de différents accords d'association entre UE et ses partenaires méditerranéens (MED).

Les premières discussions visant à la conclusion d'un accord d'association entre l'UE et l'Algérie ont commencé en mars 1997 à Bruxelles ces discussions ont abouti à la création de quatre groupes de travail portant sur les domaines suivants : la coopération sociale et culturelle, la coopération économique et financière, l'agriculture et les services.[659]

[657] Ait Habouche Abdelmadjid, Mihoub Ait Habouche, Op.Cit,P31.
[658] Mkimer-Bengeloune Laila,Op.Cit, P134.
[659] Ait Habouche Abdelmadjid, Mihoub Ait Habouche, Op.Cit, P30.

L'élément principal des ALE est la progression vers la réduction des tarifs douaniers, dans un contexte de libéralisme, les tarifs douaniers perturbent le commerce international en augmentant le cout des produits importés.

De plus les modifications fréquentes des tarifs créent une incertitude quant à la stabilité du commerce et influencent les décessions relatives aux investissements industriels, en effets, les tarifs douaniers sont considérés comme une manifestation de la politique économique et commerciale d'un pays.[660]

Cependant, les ALE visent à organiser et gérer les relations de libre-échange plus qu'à créer des zones d'union économique. En effet, les ALE révèlent une préférence des Etats pour conserver leurs personnalités réglementaires et douanière propre à l'égard des Etats tiers.

Alors que la libéralisation du commerce international, fait l'objet d'ALE régionaux et multilatéraux, et qu'elle est largement entamée à l'échelle mondiale. L'ouverture du marché algérien demeure très modeste, cette hétérogénéité des enjeux de l'ouverture, on la constate dans presque tous les pays en développement pour les pays du Maghreb

La mise en place d'une zone de libre-échange (ZLE) entre l'UE et l'Algérie, se caractérise par l'élimination progressive de toutes les protections tarifaires, résulte de la signature d'un accord d'association entre les deux parties est l'objectif principal de cet accord, cette évolution implique un changement fondamental du régime préférentiels[661] précédent, qui reposait sur des concessions unilatérales accordées par les pays européens aux exportations industrielles algériennes, vers un nouveau régime basé sur des concessions commerciales mutuelles.

Le principal enjeu constitue dans la limitation de la concurrence étrangère pour les produits essentiels, ainsi que la facilitation de l'accès aux marchés étrangers et plus exactement le marché européen ou ces Etats du Maghreb ont signés des ALE.

[660] Baraka Zine Mohamed, Op.Cit ,P169.

[661] Les préférences tarifaires généralisées ont été initiée suite aux revendications de certains pays du tiers monde lors de la CNUCED en 1963, l'objectif était de permettre au produits manufacturés exportés par les pays en développements d'accéder aux marchés des pays industrialisé en bénéficiant d'une exemption totale ou partielle des droits de douane, ces préférences tarifaires étaient mises en place de manière unilatérale par les pays développés. www.wto.org. consulté le 20/12/2021.

En effet, ces pays européens, offrent des avantages préférentiels aux exportations des pays du Maghreb, cependant, ils appliquent tous un système de protection commercial à l'encontre des exportations des pays du Maghreb, afin de limiter l'accès au marché européen.

Ces quotas tarifaires appliqués dans le cadre des échanges commercial entre UE et les pays du Maghreb[662], imposent de multiples négociations des négociations qui seront très compliquée, afin d'arrivé à une situation ou les rapports de force économiques sont équilibré, car ces quotas risquent de freiner la croissance des flux commerciales ainsi que le développement en matière d'intégration économiques.

La politique douanière est utilisée par les autorités publiques comme une méthode d'intervention dans la politique économique du pays, ainsi comme moyen d'encouragement dans leurs politiques d'intégration économique internationales.

Par rapport aux pays voisins l'Algérie a entamé ses réformes douanières et fiscales très tardivement, ou on peut citer un exemple de la TVA, qui a été institué en 1988 mais pour l'Algérie c'été en 1992[663].

Dans le cadre d'ouverture économique de l'Algérie et de ses négociations d'accession à l'OMC, elle s'est mise à rattraper ce retard, et cela à travers des réformes de la législation du pays, et contrainte de reconsidérer l'ensemble de réglementation plus essentiellement douanière et fiscale afin de mieux parachever l'accès au marché pour les marchandises et services.

Ainsi une série de réduction très importante du nombre des quotités du tarif douanier a été mise en œuvre depuis 2002.[664] Une simplification des tarifs douaniers qui s'est traduit par l'intégration de trois taux : 5%,15% et 30%[665].

Ces différentes réformes ont eu des conséquences, et la première conséquence été l'enregistrement d'une diminution des recettes douanières, Ainsi des décennies après cette nouvelle orientation économique du pays (l'économie de marché), l'échec de la réforme fiscale et douanière à mobiliser des ressources suffisantes pour financer le trésor public

[662] Mkimer-Bengeloune Leila, Op.Cit ,P155.
[663] Zaid Hizia, Draa Messeouda Redha, « L'impact de la taxe sur la valeur ajoutée sur le budget de l'Etat en Algérie », *Revue algérienne des finances publiques*, Vol 12,N°02, 2022, P 239.
[664] Ait Kheddache Jugurta, Op.Cit, P355.
[665] Rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD), « *Les perspectives économique en Afrique* », 2002, Voir le site suivant : www.afdb.org. Consulté le 22/05/2023.

demeure compensé par les résultats de la fiscalité pétrolière.

En effet, malgré cette volonté politique d'ouverture aux marchés internationaux, les conditions de la coopération économique et juridique ne sont guère favorables aux différents accords, d'où la nécessité d'approfondir les différentes approches, et de réexaminer les différentes mesures juridiques et économiques dans lesquelles, doivent être mis en œuvre ces différents accords de libre-échange.

En effet, la politique douanière, demeure un secteur très approprié, l'aboutissement des mises en œuvre des zones de libre-échanges, en dépit des progrès enregistrés s'affronte à la multitude d'obstacles dans la mise en œuvre eu égard tant, à la rigidité du cadre juridico - économique algérien. Effectivement, l'économie algérienne comme c'est une économie rentière ne jouit pas des éléments variés afin de pouvoir supporter les effets de l'élimination du tarif douanier[666].

Par conséquence, toutes les réductions des droits de douanes, sur les importations de la matière premières ainsi que les produits importés pour les besoins d'un investissement, sont accordées dans le but de promouvoir la croissance économique algérienne. Cependant, ces concessions sont difficiles à gérer surtout en matière de la destination finales des produits qui bénéfices de ces exonérations, chose qui encourage la fraude et l'évasion fiscale.

[666] Djebara AC, « La refonte du code des douanes, entre les contingences du passé et les exigences de la modernité », *Revue des sciences économiques et de gestion*, Vol12, N°15,P 76.

Chapitre II : L'élimination des barrières non tarifaires

Au sein d'une zone de libre-échange l'objectif, ne se limite pas uniquement à la libéralisation des échanges commerciaux entant qu'élément du modèle de développement, il est essentiel de compléter la simple suppression des droits de douane par une réduction voire une élimination, des barrières non tarifaires.

Car les barrières tarifaires ne sont pas les seules à influencer la fluidité des échanges, en effet, il existe de nombreuses barrières non tarifaires souvent complexes et difficiles à quantifier, qui peuvent avoir un impact encore plus important sur les échanges économiques. Ces barrières non tarifaires jouent un rôle déterminant dans le rythme et le volume des échanges.

Section 1 : L'efficacité des instruments non-tarifaires :

Si les droits de douane constituent un moyen de protection et de régulation des échanges commerciaux internationaux, acceptable selon l'OMC et les ALE. Certains Etats ont toujours eu recours à des méthodes complémentaires dont l'objectif et de protégé l'économie nationale. Actuellement, il existe plusieurs techniques, il y'a certaines qui ne relèvent pas du droit douanier, et d'autres empruntent des outils douaniers d'où les interrogations que soulève leur légitimité.

De plus, la stratégie des ALE concernant la réduction progressive, voire la suppression totale des droits de douane, fait que les Etats recourent de plus en plus à l'application des mesures non tarifaires de nature protectionniste ou défensive. Dans ces conditions il est très important de comprendre la nature des échanges commerciaux internationaux modernes, dont l'évolution est impressionnante, apparaît comme la clé de voûte de ces échanges.

Durant ces dernières années, la question des barrières non-tarifaire et leurs impacts sur les échanges économiques internationaux est plus que jamais d'actualité. Les barrières non tarifaires sont devenues un élément inévitable dans le système commercial international actuel, elles occupent une place très importante au sein des instruments d'encadrement des échanges internationaux et elles sont également au centre de nombreuses négociations d'accords de libre-échanges voir même dans les négociations au niveau de l'OMC.

Avant la création du GATT, et l'apparition des ALE la pratique la plus dominante été celle du protectionnisme, ou les Etats limiter leurs importations par l'application des barrières tarifaires et non-tarifaires[667].

Cependant, cette tendance a complétement changé avec la création du GATT, cette dernière qui vise à libérer les échanges commerciaux entre les Etats par le biais de l'abaissement des droits de douane et l'élimination de toutes les restrictions aux échanges, cette tendance a été reprise après à l'OMC, qui a comme but principale de favoriser le développement économique et cela en mettant en œuvre le principe de libre-échange. Malgré cette tendance libérale les Etats de leurs coté n'ont jamais abandonné la volonté de protéger leurs économies nationales des risques de cette libéralisation économique.

Sous-section1 : La diversité des instruments non tarifaires

La mise en œuvre d'une politique commerciale non tarifaire va au-delà d'une coopération ou des facilitations offerte aux Etats partenaires. C'est une politique qui englobe tous les régimes non tarifaires de traitement des échanges commerciaux internationaux.[668]

De ce fait, l'expression des mesures non tarifaires englobe toutes les mesures qui diffères en termes d'objectif (juridique, économique), une diversité qui rend leurs analyses difficiles, par rapport aux mesures tarifaires. Des mesures qui ont une incidence directe et indirecte sur le commerce international. Cet impact il est non seulement sur le cout de marchandises échangées, mais sur même la quantité échangée, ou les deux. La réglementation nationale peut imposer via ces mesures non tarifaires des exigences particulières sur les produits importés ou même destinés à être vendus sur un marché donné.

§1 La complexité d'identification des barrières non tarifaires :

La protection offerte par la technique de la taxation douanière peut se révéler insuffisante afin de répondre aux besoins de l'économie nationale. Il est nécessaire à certains moments de limiter l'entrée de marchandises sur le territoire douanier, voire de mettre en place des mesures de représailles contre d'autres pays.il va de soi que ces techniques ne peuvent être employées de la même manière avec tous les pays.

---

[667] Sapir Jacques , « *Le protectionnisme* »,Que sais-je ?, Paris,2022,P70

[668] Cadot Olivier, Gourdon Julien, Van Tongeren Frank, « Evaluer les effets des mesures non tarifaires sur les prix et les volumes d'échanges », *Revue d'économie du développement*, N°1, Vol 27,2019 ,P13. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info , consulté le 12/03/2023

Mais les tentations d'un protectionnisme indifférencié sont telles pour les Etats avec lesquels on a signé des accords de libre-échange, ces derniers qui ont veillé à ce que ces Etats ne s'écartent pas de leurs obligations réciproques fondées sur l'idée de libre circulation des marchandises.

Les barrières tarifaires (droit de douane), imposé aux frontières des Etats, ont été réduits d'une manière considérable, suite au négociations commerciales dans le cadre du GATT et l'OMC, cependant, on assiste à une augmentation de de l'importance relative des barrières non tarifaires comme outils de protection et comme outil de réglementation des échanges.

Contrairement aux tarifs douaniers classiques (ordinaire), les mesures non tarifaires c'est des mesures généralement d'ordre politiques qui peuvent influencer le commerce international des marchandises (soi en évoluent les quantités des marchandises échangés ou même leurs prix ou les deux à la fois)[669].

Il n'existe toujours pas de définition claire et précise pour ces mesures non- tarifaires, car la définition dépend de l'objectif que peuvent avoirs ces mesures, et ces dernières peuvent avoir de multiples objectifs[670]Il existe des mesures qui visent à garantir la protection de la santé de la sécurité du consommateur national.

Il est donc très important de fournir toutes les informations nécessaires, afin de supprimer l'asymétrie d'information, il existe aussi d'autres mesures qui visent à protéger les marchés domestiques et limiter la concurrence étrangère. Les mesures non tarifaires revêtent diverses formes et elles servent à accomplir une variété d'objectifs d'ordre commerciale et non commerciale.

Afin de distinguer entre les différents types de mesures non tarifaires et leurs objectifs, on identifie généralement deux catégories :

On premier lieu il y'a les mesures présentent une nature principalement qualitative, ici l'introduction de la marchandise dans le territoire national dépendra des caractéristiques de cette marchandise ainsi que de sa nature.Il s'agit de vérification de la conformité de cette

[669] Rapport de la CNUCED, « Les mesures non tarifaires de A à Z », disponible sur le site suivant : https://unctad.org/system/files/official-document/ditctab2021d3_fr.pdf. Consulté le 30/10/2023.
[670] Jemaa Takwa, Sadraoui Tarek, « Interaction et quantification des mesures non tarifaires : analyse empirique », *Revue Etudes en Economie et Commerce et Finance,* Vol 11, N°01,2022,P 624.

marchandise aux différentes normes (respect de l'environnement, à la santé...) préétablies par la loi interne du pays récepteur de cette marchandise, des lois qui se traduisent par l'obligation d'obtenir des autorisations de franchir la frontière qui sont subordonnée à la fourniture de certificats adéquats.

La deuxième catégorie de mesures d'instruments sont celles de nature quantitative, ici nous sommes face à une réapparition très claire d'un protectionnisme pur et simple. On plaçant les échanges commerciaux sous surveillance de l'Etat, les opérateurs économiques qui souhaite importer des produits de l'étrangers seront obligé à solliciter des licences auprès des administration locales compétente, ces licences vont permettre aux autorités de mesurer l'importance des flux de marchandises ainsi que de détecter la nature des menaces.

Les Etats choisissent généralement une méthode moins brutale qui est l'instauration de contingents quantitatifs[671], ce dernier est fixé pour une période donnée la quantité de marchandises déterminées que l'on est disposé à accepter. Même ici les importateurs doivent solliciter une licence d'importation, laquelle n'est accordée que dans la limite du contingent.

C'est pour cette raison qu'on a choisi dans notre travail on n'a fait le choix de classer l'anti-dumping, les mesures de sauvegarde ainsi que les subventions, parmi les règles de défense commerciale.

Car la pratique du dumping [672]constituent une véritable agression commerciale de la part d'un opérateur étranger qui propose sa marchandise à un prix inférieur à celui qu'il pratique sur son propre marché, donc ici l'Etat qui impose des droits anti-dumping, constitue par cette pratique une mesure de représailles plutôt que de protection.

Si la collecte des droits et taxes inscrits au tarif douanier demeure la base de la technique douanière fiscale, il est important de faire une place aussi importante à certaines techniques, dont la plupart sont plus anciennes mais qui ont subi de nos jours un rajeunissement grâce à la mondialisation des échanges économiques, ainsi qu'à la multiplication de la signature de nouveaux accords de libre-échange.

[671] Voir plus de détail sur les contingents quantitatifs, sur le site suivant : www.douane.gov.dz , consulté le 29/10/2023.
[672]Bouyahyi naima, « Le dumping au sein du commerce », article disponible sur le site suivant : www.useyourlaw.com . consulté le 20/08/2023.

Il s'agit en général de mesures globales de nature variée qui pour effet de protéger l'économie nationale, car la protection offerte par les barrières tarifaires (droits de douane) peut se révéler insuffisante pour répondre aux besoins de protection de l'économie nationale.

La monté en puissance de l'utilisation des mesures (barrières) non tarifaires, elles reflètent le développement des raisons mêmes qui conduisent les Etats à exercer une surveillance étroite sur les flux de marchandises, les Etats utilisent ces mesures que ce soit pour des raisons d'intérêt général ou des fois pour des raisons purement économiques.

Plusieurs organisations internationales et depuis les années 70[673] ont commencé à élaborer des catalogues sur les mesures non tarifaires afin d'appréhender l'émergence des mesures non tarifaires, et de mesurer ainsi leurs étendue[674].

La complexité qu'on trouve lors de l'identification et de l'analyse de ces mesures est liée au fait que ces dernières peuvent prendre de différentes formes (juridiques : réglementations, quotas, techniques : qualification...etc.) et correspondre à différents objectifs. Contrairement aux droits de douanes, pour lesquels il existe des techniques qui permettent de savoir le niveau de protection, l'évaluation des barrières non tarifaires et l'évaluation de leurs impacts rencontrent des difficultés considérables.

En effet, l'identification ou la définition des mesures non tarifaires est très difficile à cause du manque ou de mauvaise qualité des informations, mais d'une manière générale et selon la commission du commerce international[675], les mesures non tarifaire sont définit comme ***étant des politiques gouvernementales ou des différentes mesures restrictives autres que les tarifs douaniers qui faussent indument le commerce international voir même le limité***.[676]

Cependant, la CNUCED[677]et dans le cadre de ses programmes, en 1994 a mis en œuvre un programme qui a comme mission la collecte ainsi que la diffusion de données qui sont informatisée sur le commerce et surtout les mesures non-tarifaires, ce programme est le

[673] Des organisations tel que la CNUCED, et l'OMC, voir plus de détail : Lima Maria Antonina, « La montée des mesures non tarifaires », article disponible sur le site suivant : https://www.repository.utl.pt/bitstream/10400.5/9442/1/ee-mal.pdf. Consulté le 30/10/2023.
[674] Berr Claude J, Op.Cit, P53.
[675] Mkimer-Bengeloune Leila, Op.Cit ,P65.
[676] Ibidem ;
[677] La CNUCED : conférence des nations unies pour le commerce et le développement, c'est un mécanisme intergouvernemental permanant, il a été créé en 1964, voir plus sur le site suivant : www.unctad.org . Consulté le 02/11/2023.

TRAINS (trade analysis and information system)[678], ainsi le TRAINS, est devenue une source très importante sur les barrières non- tarifaires. Ce programme a mis en œuvre une base de données (une classification des barrières non-tarifaire), qui permet d'émettre une évaluation des mesures non-tarifaire.

Cette évaluation se fait selon une multitude de critères tels que leurs façons d'application ainsi que leurs objectifs. Cette base de données a été actualisée deux fois, la première fois été en 2005, et le deuxième été en 2009[679], une actualisation qui a pris en compte les nouvelles conditions du commerce international, la plus récente mise à jour de cette classification des mesures non-tarifaires été en 2012[680].

Malgré tous ces travaux qui tentent d'évaluer et d'identifier les effets de ces mesures non-tarifaires, il faut avouer qu'à cause de la multitude des objectifs que peuvent avoir ces mesures, n'est pas toujours une tâche facile.

§2 La lutte contre les barrières non tarifaires dans le cadre multilatérales

L'appartenance à un accord de libre-échange ou être un Etat adhérant à l'OMC, n'a pas eu pour seule conséquence de priver les Etats du droit de percevoir des droits de douanes et taxes d'effet équivalent sur tous les produits et marchandises dans d'autres Etats membres.

Le principe fondamental de la liberté de circulation dans la zone de libre- échange, impose également l'interdiction des barrières non tarifaires restrictives, comme celle des mesures de tous ordres qui auraient le même effet. Cependant l'application de cette règle est très délicate, dans la mesure où elle se heurte en pratique au droit légitime des Etats à protéger leur économie ou leur territoire contre l'introduction des marchandises qui contreviendraient à leur ordre public.

Actuellement les barrières non tarifaires sont devenues incontournables au sein d'un système économique globalisé, c'est pour cette raison qu'elles sont au centre de nombreuses négociations d'accords de libre-échange, voir même au niveau des négociations de l'OMC.

[678] Voir plus de détail sur ce programme et ses statistiques : www.unctad.org, consulté le 02/11/2023.
[679] Mkimer-Bengeloune Leila, Op.Cit, P63.
[680] Ibidem ;

Selon cette dernière l'utilisation des différentes mesures non-tarifaire est autorisée dans des situations bien précise, car selon l'article XX de l'accord du GATT, qui s'intitule « ***exceptions générales*** », et même l'article XXI « ***exceptions concernant la sécurité*** » a donné une autorisation aux Etats afin qu'ils puissent intervenir d'une manière protectionnistes dans leurs échanges commerciaux à conditions que ces mesures non-tarifaires, ne constitue pas des restrictions déguisée au commerce international ou un moyen de discrimination arbitraire.

Même après avoir remplacé le GATT par l'OMC, cette dernière autorisée ses Etats adhérant dans des conditions bien précis a utilisé les mesures non tarifaires, on peut citez à titre d'exemple, l'accord sur les obstacles techniques (OTC), ainsi que l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

Depuis la création du GATT en 1947[681], la tendance été usé à libérer les échanges commerciaux entre les Etats adhérents et cela par le biais de l'abaissement des droits de douane, sans les auspices de cet accord qui a duré pendant cinq décennies (1947-1995), huit cycles (rond en anglais) de négociation commerciale ont été tenues suit à ces cycles de véritables progrès ont été réalisés dans le cadre de la libéralisation des échanges commerciales.

Les négociations durant les cinq premiers cycles du GATT ont été axées principalement sur l'admission de nouveaux adhérents, ainsi que la réduction progressive des droits de douane[682].

Cependant, cette ouverture et ces progrès en la matière, ont été affaiblis par le recours aux barrières non tarifaires, en effet, plusieurs pays ont trouvé dans les barrières non tarifaires, une issue afin de contourner la règle du « libre- échange », du fait de l'élargissement des principes commerciales multilatérales, et l'intégration plus profonde de l'économie mondiale, il y'a eu un accroissement des barrières non tarifaires.

En effet, il existe plusieurs mesures non tarifaires qui constituent un sérieux obstacle au commerce international à qui les négociations multilatérales ne trouvent pas de solution, alors qu'une négociation dans un cadre régionale (ALE), peut être la bonne alternative dans la mesure ou l'élimination de ces barrières non tarifaires soit possible. Car dans un cadre

[681] Martinez Jean-Claude,Op.Cit,P16.
[682] Ibid,P209.

régionale les négociations des règles ainsi que les engagements plus profonds que les engagements pris lors des négociations dans un cadre multilatérales.

Généralement, ce processus d'intégration profonde, prends deux formes principales[683], la première ou il s'agit d'une base pour adopter une position commune, envers les Etats qui ne font pas partie de cet accord (tel que UE), et il y'a un autre type d'accord d'intégration profonde ou les Etats signataires de ce type d'accord suivent des initiatives d'ordre régionales, mais ils sont dans l'impossibilité de définir des politiques communes.

Puisque les ALE, sont souvent des formes d'intégration approfondie, ils peuvent constituer le meilleur moyen de réduction voir même de suppression des barrières non tarifaires. Cependant, les ALE peuvent limiter les échanges avec les autres pays qui ne sont pas signataires de cet accord, chose qui peut avoir un impact négatif au niveau multilatéral, ainsi il peut même limiter les perspectives de croissance.

Bien que, l'ensemble des ALE tente de respecter les différentes règles et normes de l'OMC, dans le but d'éviter de provoquer des discriminations entre opérateurs économique et susciter ainsi des diversions des échanges.

Ces règles et principes déjà retenus par le GATT de 1947, et continuent de guider les opérations de l'OMC, malgré quelques modifications apportées par ces dernières années menées dans des négociations (le cycle de l'Uruguay[684]) surtout en question de dérogations et exceptions, alors que celui-ci élargissait la sphère désormais couverts par les accords internationaux[685]. Ces négociations d'Uruguay se trouvaient dans une impasse et les Etats développé manifestaient leurs volontés à conclure des ALE (régionaux et bilatéraux)[686].

Cette tendance vers les ALE, peut s'expliquer par une certaine déception envers l'encadrement des échanges économiques dans un cadre multilatéral, un encadrement qui est jugé de complexité, et qui est de plus en plus long dans ses négociations. De ce fait, il important de préciser que les Etats qui sont dans le multilatéralisme se spécialisent dans leur domaine de compétence, mais dans le cadre régional les Etats se spécialisent en fonction

[683]Hassaine Keltouma, *« Accord d'association Algérie-Union européenne, quelles perspectives pour l'économie algérienne ?* », mémoire de magistère en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales,Université d'Oran 2,2011 ; P120
[684] Siroen Jean-Marc, Op.Cit,P06
[685] Martinez Jean Claude, Op.Cit,P26.
[686] Ibidem.

des tarifs douaniers appliqués par les Etats partenaires.

De plus, les ALE, vont au-delàs, car de plus en plus dans une libération classique demandée au niveau multilatéral, ils abordent les questions qui concernent les barrières non tarifaires en les incluant dans les différents secteurs tels que les services et la propriété intellectuelle, ou l'harmonisation des réglementations des Etats signataire de ces accords est réclamé.

Ainsi, il est clair que c'est dans un cadre régional (ALE), qu'on peut atteindre à éliminer les barrières non tarifaires, que dans un cadre multilatéral.

Sous-section 2 : La légitimité des instruments non tarifaires

Le concept « barrières non tarifaires », comprennent l'ensemble des mesures (juridiques, politiques et économique) autres que les droits de douane qui ont un impact plus ou moins direct sur le commerce international. Car elles ont une incidence sur le prix, la quantité échangée et dans des cas les deux à la fois[687], d'une manière générales ces barrières non tarifaires visent à réguler les lacunes du marché.

La juridiction peut constituer un obstacle et avoir un effet négatif sur les importations, en particulier si elle différé beaucoup de celle appliquée dans le pays exportateur, car les opérateurs économiques souhaitent d'exporter vers des marchés étrangers, sont généralement confrontés à des frais d'ordre commerciales supplémentaires.

Cette situation est liée généralement à l'identification ainsi qu'au traitement des informations sur les critères requis dans le marché ciblé à l'obligation d'adapter la marchandise ou le processus de production aux exigences du pays importateur, ainsi qu'à la preuve que ces obligations sont effectivement respectées.

Généralement les Etats recours à ce type de barrières comme des substitutions à une protection tarifaire réduites, un certain nombre d'études[688] ont suggéré que la barrière non tarifaire est un regroupement de mesures réglementaires, ou ces réglementations ont pour but de protéger les producteurs nationaux. C'est pour cette raison, qu'on trouve ces barrières

[687] Cadot Olivier, Gourdon Julien, Van Tongeren Frank, Op.Cit, P14.
[688] Andriamananjora Soamiely Dean, Judith M, Ferrantino, Michael J, Feinberg, Robert M , ludema, Rodney D Tsigas, Marinos E, « The effect of non-tarrif measures on prices, trade and welfare », article disponible sur le site suivant : www.papers.ssrn.com , consulté le 14/08/2023.

non tarifaires sont abordées dans les ALE dans des clauses d'intégration approfondie[689].

Cependant, évaluer la réglementation des marchandises uniquement du coté de prix (chaque fois qu'il y'a augmentation de prix des marchandises importée), et le qualifie ainsi de protectionnisme caché est une approche trompeuse, car du point de vue historique la réglementation des marchandises des fois sont imposé dû à la pression non pas des opérateurs nationaux, mais des consommateurs, ces derniers qui seront perdu avec des prix élevé.

§1 Les barrières non tarifaires comme mesure de protection :

De nos jours la barrière non tarifaire représente le principal obstacle pour les échanges commerciaux internationaux, en effet les barrières non tarifaires est une partie intégrante de la politique commerciale de l'Etat, ainsi ils représentent un refuge pour les Etats souhaitant protéger leurs économies nationales. En effet, cette barrière non tarifaire prend de diverses formes juridiques mais avec un effet économique avec une incidence plus au moins direct sur le commerce internationale

Cependant, à voir ce qui caractérise ces barrières non tarifaires, c'est le fait que la plupart d'entre elles ne montrent pas leur caractère protectionniste par rapport aux produits importé de l'étranger, en effet c'est à cause de leurs impacts que ces barrières peuvent être qualifiées d'obstacles aux échanges commerciaux internationaux.

Sur le plan international, l'application de ces barrières non tarifaires par les autorités publiques reste sujette à controverse, sur le plan multilatéral[690], on trouve que l'OMC mène une politique de réduction et d'interdiction de telles mesures. Sur le plan national, [691]on trouve que pour la plupart des pays développés usent de ces mesures afin de cadrer leurs échanges économiques internationaux.

La principale limite aux ALE, et la restriction du commerce est les barrières non tarifaires, c'est pour cette raison qu'il faut accorder une attention particulière à l'élimination complète ou bien la réduction des BNT comme initiative d'une intégration économique régionale.

[689] Cadot Olivier, Gourdon Julien, Van Tongeren Frank, Op.Cit, P15.
[690]Ghenadie Radu *« L'origine des marchandises, un élément controversé des échanges commerciaux internationaux »*, ITCIS, Alger, 2008, P74.
[691] Ibidem,

En effet, la réussite d'une intégration est subordonnée à l'abolition de toutes les barrières non tarifaires. L'UE a conclu plusieurs accords euro- méditerranéens d'association entre 1998 et 2006 [692]. Ces accords d'association, prévoyaient un démantèlement tarifaire progressif, en effet ces derniers ont contribué à une libéralisation commerciale, devenue ainsi tangible pour tous les produits industriels.

Tous les produits en provenance des pays méditerranéens avec lesquels elle a signée des accords d'association ont accès au marché de l'UE sans droit de douane. D'une manière réciproque, les pays méditerranéens ont mis en place un processus de démantèlement tarifaire progressif.

La mise en place de de ces accords d'association ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des flux commerciaux entre l'UE et ses pays partenaires[693], le taux de croissance reste inférieur à l'augmentation des exportations des pays MED vers le reste du monde. Il faut souligner que les échanges entre les deux partenaires demeurent limités à une catégorie de produits tels que les produits manufacturés, textile … avec des exportations des pays méditerranéens constituées en grande partie par des produits peut élaborer.

Ce résultat obtenu s'explique principalement par la réticence de certains pays à la libéralisation totale des échanges commerciaux, ils intègrent les barrières non tarifaires dans leurs libéralisations des secteurs d'activité.

Pour ce qui est d'Algérie juste après cinq ans d'application de l'accord d'association, elle a demandé à l'UE une renégociation du calendrier de démantèlement tarifaire. D'une manière générale, l'élimination des tarifs en Algérie ou même dans tous les pays méditerranéens, peut être qualifié de lent, ainsi il limite l'accès aux importations en provenance de l'UE sur leurs marchés. Et cela a un impact sur la marge de préférence, cette dernière qui est limitée pour les échanges UE.

Cet accès limité empêche les pays méditerranéens de développer leurs avantages comparatifs qu'ils détiennent dans certains secteurs, ce qui empêche l'exploitation des effets

[692] Ces pays sont : le premier accord que l'UE avait conclu été avec la Tunisie 1998, après elle signée avec le Maroc 2000, la Jordanie 2002, l'Egypte 2004, l'Algérie 2005 et enfin le Liban 2006.
[693] Labaronne Daniel, « Les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins », *Mondes en développement,* N°163,2013,P100. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info , consulté le 12/09/2023

d'efficience attendus de l'accord d'association.

Cependant, il faut rappeler que les pays de l'Afrique du nord applique des tarifs plus souple que les autres pays de la méditerranéen tel que la Turquie qui applique des droits commerciaux très important aux importations de l'UE[694].

Ce résultat peut s'explique par le fait que les pays du Maghreb sont plus proches (proximité géographique) ; ainsi que l'historique colonial, et plus ouverts sur les importations qui arrivent de l'UE, alors que la politique commerciale des pays autres pays de la méditerranée est plus orientée vers les autres partenaires tel que les pays du continent américain.

De la part de l'UE, elle accorde des préférences tarifaires très importantes aux produits en provenance des pays méditerranéen partenaire, principalement, les produits industriels concernés par les accords d'association, et la raison qui incite l'UE à réduire son niveau tarifaire c'est d'améliorer les flux des échanges euro-méditerranéens.

Cependant, cette préférence (réduction) tarifaire ne concerne pas tous les produits échangés entre l'UE et ses partenaires car les produits agricoles et les services ne peuvent pas bénéficier des mêmes préférences tarifaires que des produits industriels, ils bénéficient d'autres préférences allouées dans le cadre d'autres accords préférentiels comme le système des préférences généralisées[695] classé de produits sensibles ils bénéficient d'un traitement spécial.

La suppression des toutes les mesures non tarifaires aux échanges entre les États membres est conçue comme le complément idéal à l'élimination des droits de douane ainsi que de toutes les taxes d'effet équivalent en vue de réaliser le volet interne dans le cadre de l'accord d'association.

Ces entraves à la libre circulation des biens et services constituent dans un premier lieu un moyen d'expression de volonté protectionnistes des États membres de ces ALE, privés de l'instrument de politique économique extérieure constitué par les droits de douane et taxes

[694] Achy Lahcen, « Le commerce intra-régional : L'Afrique du est-elle une exception », Disponible sur le site suivant : https://journals.openedition.org/anneemaghreb/395?lang=en consulté le 19/06/2022.
[695] Kuroda Tomoya, « L'instauration du système de préférences généralisées de la communauté européenne », *Bulletin de l'institut pierre Renouvin*, N°34,2011,P 139. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 17/10/2023.

de même nature car ils sont dépouillés de leur totale souveraineté fiscale.

En effet, les obstacles non tarifaires résultent en général, en dehors de tout stratégie protectionniste manipulatrice, de la survivance de disparités entre les législations nationales, dont les finalités peuvent d'ailleurs être très légitimes, même si elles aboutissent à entraver objectivement la circulation des biens et services. Et afin d'éliminer ces obstacles non tarifaires, il faut passer non seulement par une résolution de discrimination évidentes, ainsi qu'une action complexe visant à rapprocher les législations nationales.

En principe l'OMC interdit tous types d'accords préférentiels non réciproques. Toutefois, une exception a été acceptée en ce qui concerne le calendrier de démantèlement tarifaire ainsi la segmentation des produits entre produits sensibles et produits très sensibles (le secteur agricole et du secteur des services). Pour ces derniers, la libéralisation est différée à la fin de transition.

Provisoirement, ces produits échappent, aux règles d'abolition des barrières non tarifaires notamment les restrictions quantitatives et les mesures d'effet équivalent qui sont inclus dans les accords d'association. En effet, d'importantes restrictions subsistent sous forme de contingents et de calendriers d'exportation restrictifs pour les produits classés soit sensibles ou très sensibles.

Le volet agricole intègre dans l'accord d'association fait l'objet d'une clause qui devrait permettre d'approfondir progressivement la libéralisation des produits agricoles. Pour ce qui est des services la libéralisation commerciale depuis 2005, l'UE a engagées des discussions bilatérales avec tous les pays partenaires.

§2 La réglementation des obstacles non-tarifaire :

Le déclin de l'utilisation des techniques classique douanière, vu la multiplication des négociations le développement des ALE afin de l'éliminer les droits de douane, on contribuer à la prolifération des techniques non- tarifaire, ces derniers traduisent la difficulté de parvenir à une véritable libéralisation du commerce mondial.

La disparité des stades de développement économique entre les Etats, ainsi que les différences de couts de production qu'elles engendrent, et les crises soit sanitaires ou économiques, qui incitent à un repliement sur soi-même, tous ces facteurs ont favorisé la

remontée du protectionnisme[696].

Cependant, il est important de fixer des limites conceptuelles à cette catégorie, afin d'éviter d'y inclure toutes les mesures de soutien internes à effet éventuellement protectionniste et d'éviter ainsi une confrontation permanente avec les compétences des pays de choisir librement leurs politiques internes.

Dans la pratique internationale, la catégorie des obstacles non-tarifaires possède une nature résiduelle, en effet, résiduaire parce qu'y échappent certaines mesures protectionnistes non tarifaires qui font l'objet d'un régime international spécifique[697].

L'interprétation de la notion des obstacles non tarifaires reste très large en raison de leurs objectifs, ce qui donne lieu à des situations de conflit entre différentes finalités légitimes de certaines mesures nationales.

La liberté de circulation des marchandises, c'est une formulation extrême de la politique de libération de tous les obstacles, et dans le droit international cette notion elle comporte des degrés divers de libéralisation de certains échanges, avant de justifier à partir de certains degrés de libéralisation.

La sincérité de la volonté politique des Etats suppose une information complète et à jour entre les opérateurs économique, il faut avouer qu'il est plus simple de négocier l'élimination des obstacles tarifaires que d'encadrer l'utilisation des techniques protectionnistes non tarifaire.

L'OMC n'est jamais resté indifférente à l'encontre de ces barrières non- tarifaires, en effet, faute d'une condamnation expresse de ces derniers, l'OMC a lutté contre ces barrières, mais sans que ces résultats soient réellement à la mesure des efforts déployés. Après avoir fait un inventaire minutieux autant que contestable[698].

L'OMC ainsi que d'autres institutions et organisation[699] ont souhaité, voir démantelés ou encadrés ces barrières, les accords de Marrakech expriment en tout cas la volonté des

[696] Sapir Jacques, Op.Cit, P120.
[697] Daillier Patrick, De la Pradelle Géraud, Ghérari Habib, Op.Cit, P367
[698] Rapport de l'OMC, « Obstacles non-tarifaires : lourdeurs administratives, etc. », disponible sur le site suivant : www.wto.org , consulté le 22/02/2020, selon ce rapport plus de 1000 types d'obstacles existeraient dans le monde.
[699] Denys Simon, « *Restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent* », Dalloz, Paris, 2004,P12.

signataires de voir s'opérer une remise en ordre dans les domaines les plus sensibles (les normes techniques, les règles d'origine), des normes qui sont très difficiles à connaitre et aisément modifiées par les Etats. De ce fait, ces efforts ne peuvent guerre donnée des résultats aussi significatifs que ceux qui ont été obtenus en matière de droits de douane.

A la fin des années soixante, le GATT, a mis en place une méthode très originale afin de détecté les barrières non tarifaire qui sont institué par les différents Etats[700], le secrétariat du GATT qui été chargé de collecté les informations concernant ces barrières et pas par le biais des pays qui applique ces barrières mais plutôt par les pays qui estiment que leurs exportations en souffrent.

La méthode du GATT, en matière d'obstacles non tarifaires étaient fondée sur le principe du « traitement national »[701], ainsi que sur le fondement d'interdiction de toutes les restrictions quantitatives[702], ces dernière elle impliquait qu'en ce qui concerne les formalités administratives, obstacles techniques au commerce ainsi que la fiscalité et bien sur toutes les règles et mesures de commercialisation intérieur, les marchandises importés ne fassent pas l'objet d'une discrimination négative vis-à-vis des mesures appliquées aux produits nationaux. Cependant, la formulation du principe est trop vague pour permettre de contester les atteintes indirectes au principe.

Pour ce qui est des procédures et les formalités documentaires, l'OMC a imposé des limites, dans une certaine mesure à travers l'article VIII « ***la nécessité de réduire au minimum les effets et la complexité des formalités d'importation et d'exportation*** », mais vu l'ampleur des problèmes[703] non résolu avec ce principe on peut dire qu'il est resté trop général et peu efficace.

Tous les cycles de négociation du GATT ont visé à restreindre le champ d'application des obstacles non tarifaires, ces derniers qui imposent des prélèvements variables, et

[700] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P142
[701] Daillier Patrick, De la Pradelle Géraud, Ghérari Habib, Op.Cit, P377.
[702] Voir les articles suivants : III et XI du GATT, sur le site suivant : www.wto.org, consulté le 12/02/2022, ainsi que l'article 2,5 et 8 de l'accord SPS, article 2,5 et 6 de l'accord OTC, disponible sur le même site.
[703] Voir la plainte des États-Unis contre la Corée. La situation des cargaisons ayant été immobilisées dans le port pendant plus de trois semaines, les États-Unis demandent alors que des consultations soient menées dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC en appliquant l'article VIII du GATT. Après deux séries d'entretiens, il est décidé que la Corée amendera ses procédures d'inspection de manière à faciliter le dédouanement des fruits frais et des légumes, plus de détail sur l'affaire voir l'article de : Charlier Christophe, Rainelli Michel, « Politique commercial et recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC, le cas des Etats-Unis », *Revue internationale de droit économique*, N°03,2009,PP 253- 276.

discriminatoires, un effort qui a pour but que l'utilisation de ces mesures encore autorisées respecte certaines lignes directrices.

Section 2 : D'une interdiction à un encadrement en vue d'une utilisation loyale des obstacles non-tarifaires

L'accord d'association UE et Algérie ne donne aucune définition explicite du contenu substantiel des notions des obstacles non tarifaires d'une part, et de mesures d'effet équivalent d'autre part. Ces obstacles non tarifaires, soulèvent beaucoup de problème car l'absence d'une définition globale pour ces obstacles rend leurs élimination une tache très compliquer. D'une manière générale. En outre, le seul critère de qualification d'obstacles non-tarifaires est celui des effets restrictifs de la mesure incriminée au regard de la circulation des biens et services.

Des institutions internationales ont pris ce problème d'absence de définition et de classification en considération, en effet ces institutions ont établi une nomenclature précise et valable pour chaque type de barrière non tarifaire. Notons que dans la plupart de ces classifications ont pris en considération la particularité ainsi que la sensibilité des secteurs et des produits.

Sous-section1 : La classification des barrières non tarifaires :

L'économie internationale répond au principe libre-échange, et depuis son apparition le débat entre ceux qui le soutiennent et ceux qui s'y opposent n'a jamais cessé.

Ainsi la participation à ce système d'échange commerciale internationale définit les nouvelles frontières économiques, de ce fait, les Etats se lancent dans une compétition impitoyable afin de protéger et de défendre leurs intérêts économiques nationale, et ce n'est que l'Etat qui est plus compétitive qui réussira à accroitre sa puissance et son influence dans le monde.

Le recours aux règles juridiques multilatérales est devenu indispensable afin d'assurer une stabilité des relations économiques internationales, et la signature à Marrakech en 1994 de l'acte portant la création de l'OMC, constitue un progrès dans la réglementation du commerce international[704].

[704] Radu Ghenadie , Op.Cit ,P18 .

Ce que proposer les ALE, afin de contribuer à la réglementation du mouvement économique international c'est d'aller au-delà d'une simple réduction des barrières douanières appliquées pour tous les pays contractant car la politique liée aux tarifs douaniers, réduits dans les pays développés est actuellement compensés par des mesures non-tarifaires.

De ce fait, que ces accords contiennent des dispositions visant à remédier ce problème du remplacement des droits de douane par des mesures non tarifaires ; en même temps, il est essentiel de faire la différence entre les mesures de réglementation à des fins protectrices dites légitimes, des mesures protectionnistes dites discriminatoires. Plusieurs mesures non-tarifaires peuvent avoir été mises en place pour des finalités valables de réglementation. Il n'est donc pas possible de réduire ou de supprimer arbitrairement une partie ou la totalité de ces barrières.

§1 La typologies des barrières non-tarifaires :

D'une manière général les barrières non tarifaires ont de différents objectifs, cependant il est primordial de faire une distinction entre les BNT qui visent à réduire de déséquilibre d'informations en fournissant ainsi toutes les informations à la protection de la sécurité et la santé du consommateur, des BNT protectionnistes qui ont pour objectif de limité la concurrence étrangère et protéger ainsi le marché national. Même l'OMC elle a pris en considération uniquement les barrières non-tarifaires qui ont un but légitime car elles sont compatibles avec ces règles, et les autres ayant un but discriminatoire elle les a classés comme des moyens de protection déguisée.

Les raisons de l'utilisation de certaines mesures non-tarifaire, varient car ils peuvent aller jusqu'à faire face contre les risques de maladies, ainsi que de protéger l'environnement, et voir même de contribuer à l'amélioration du fonctionnement des marché nationaux.

Cependant, pour ce qui est de la classification des barrières non-tarifaire, il y'a deux classification principales, qui ont été mis en place par la CNUCED, il y'a une ancienne qui a été élaborée par la CNUCED en 2005, et une nouvelle (qui constitue une mise à jour de l'anciénne) établit par l'équipe de MAST[705] en 2012.[706]

[705]Multi-Agency Support Team, est un groupe de travail multi-organisationnelle (FMI, OMC, FAO, BM, CNUCED, CCI, OCDE), qui est chargé de réaliser des études empiriques sur les obstacles non-tarifaires, plus d'informations sur cette équipe sure : www.unctad.org , consulté le 17/02/2022.
[706]Amani Abdelkader, Rouissat Abdenasser, « Les effets des mesures non-tarifaires sur le commerce international des produits alimentaires », *Revue d'intégration économique*, Vol 09, N° 03,2020, P694.

Cette classification est sous forme d'un système de codage relatif aux mesures de réglementation commerciale, ce système contient la plus complété des bases de données sur les barrières non-tarifaire dans le monde avec plus de 100 différents types de barrières non-tarifaires[707].

Ainsi ce système de classement, permet de classé les barrières non-tarifaire en trois catégories : - les mesures relatives à la protection de la santé des consommateurs et de l'environnement, - les mesures relatives à la politique commerciales ainsi que – les mesures relatives à l'administration et aux procédures administratives,[708] une classification qui ne prend pas en considération la légitimité ou la discrimination, c'est une classification qui à pour but de planifier l'information dans un format de base de donné et de la mettre à la disposition du grand public .

Les mesures non-tarifaires les plus utilisé dans la pratique des échanges commerciaux internationaux sont les restrictions quantitatives, les obstacles techniques au commerce ainsi que les mesures sanitaires et phytosanitaires. Ces derniers, sont régit par deux accords spécifique (l'accord SPS et l'accord OTC), car selon les statistiques ils représentent le plus nombre d'exceptions.

- ***Les restrictions quantitatives :***

Il n'existe aucune définition explicite des notions ni de restrictions quantitatives ni de mesures d'effet équivalent dans les ALE. Cependant, une définition négative figure dans l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE dans l'article 27, mais ce dernier prévoit une série d'exceptions importantes à la règle d'interdiction de principe des restrictions quantitatives, la même chose pour le texte de l'article XI, § 1 du GATT de 1994, qui interdit toutes « … restrictions autres que les droits de douane, taxes ou autres impositions »[709]. Mais même cet article du GATT a prévu une série d'exceptions dans l'article XX du GATT de 1994, et de l'article XXI du GATT de 1994.

[707] Mkimer-Bengeloune Leila, Op.Cit, P75.
[708] Voir plus de détails sur le système de codage de la classification des barrières non tarifaires de la CNUCED (l'ancienne et la nouvelle) sur le site suivant : https://unctad.org/system/files/official- document/ditctab2019d5_fr.pdf consulté le 22/06/2022.
[709] Rapport de l'OMC,« restrictions quantitatives » , disponible sur le site suivant : www.wto.org consulté le 03/03/2022.

Afin d'éviter une interprétation chaotique des restrictions quantitatives, le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC dans l'annexe de sa Décision du 10 janvier 1996, a présenté une série de mesures considérées comme des restrictions quantitatives, tel que le régime de licences, la prohibition[710].

Mais d'une maniéré générale, on pourrait entendre par restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent, toutes mesures totale ou partielle d'interdictions, d'importation, d'exportation et même transit, notamment de tous les systèmes de contingentement ou de quotas[711].

En effet, les restrictions quantitatives est une réduction de produits autorisées à l'exportation ou à l'importation, cette restriction a pour objectif purement économique dicté par les autorités pour des raisons protectionnistes. L'utilisation de ces restrictions afin de réduire les niveaux des importations peut être justifiée selon certaines situations par exemple sous la forme de couts d'informations élevés.

L'utilisation des restrictions quantitatives à l'exportation se réduit à la lutte contre la pénurie de certaines marchandises sur le marché intérieur, en revanche, l'application des restrictions quantitatives à l'importation contribue à la protection du marché intérieur et des producteurs nationaux, ainsi qu'à l'équilibre de la balance des paiements.

Le principe de la transparence il implique que les membres appliquent une politique commerciale ouverte et libérale. Le GATT admet que les Etats puissent protéger leurs producteurs nationaux contre la concurrence étrangère, à condition que cette protection ne soit que par le biais des droits de douane.

Ce principe exige que la protection soit renforcée par de différentes dispositions qui interdisent aux Etats membres d'appliquer des restrictions quantitatives aux importations, sauf dans des cas particulier et précis. L'un des cas exceptionnels permet aux pays qui ont des difficultés de balance de paiement de restreindre leurs importations afin de sauvegarder une position financière extérieure.

Pour ce qui est des mesures d'effet équivalant à celles des restrictions quantitatives, en générale elles sont qualifiées depuis lors de mesures spécifiquement applicables à toutes les

[710] Radu Ghenadie, Op.Cit, P77
[711] Denys Simon, Op.Cit,P45.

marchandises soit importés ou exportés. Donc elles englobent toutes les mesures qui constitue un obstacle à l'importations qui pourraient avoir lieu en leurs absences, que ce soit celles qui rendent les importations plus difficiles ou bien plus onéreuses que la production nationale[712].

Il est important de préciser qu'il s'agit spécialement des mesures qui généralement subordonnent l'importation ou l'écoulement, à tout stade de ces produits importés de commercialisation, à condition, autre qu'une formalité, requise pour juste les produits importés ou à une condition plus difficile à satisfaire que celle demandé pour les produits nationaux.

Les Etats utilisent de plus en plus de restrictions quantitatives, afin de faire face à la concurrence étrangère, on peut citer l'exemple des pays de l'UE qui utilisent ces barrières (ils avaient un problème de balance de paiement) afin de faire face à la concurrence japonaise. Les restrictions quantitatives est l'une des barrières les plus compliqués étant donné que les pays les instauraient à des fins de balance de paiement.

- Les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC) :

L'analyse des mesures non-tarifaires porte essentiellement, dans la plupart des études sur les mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que sur les obstacles techniques au commerce, ces deux catégories de mesures sont centrées sur deux raisons légitimes[713].

Ces raisons sont la protection de la santé publique ou l'environnement, ainsi que de corriger les défaillances du marché nationale dues à l'asymétrie informationnelle, de ce fait, une opportunité se présentant pour les décideurs politiques de prendre des mesures légales afin de protéger la production nationale.

Cette catégorie d'obstacle traite des attributs techniques des marchandises ainsi que les différentes méthodes de fabrication des produits et les mécanismes d'évaluation de la conformité, ces obstacles ne contiennent pas d'interdictions d'importation originaires de certaines régions. Ici il s'agit beaucoup plus de toutes les réglementations techniques tels que les différents tests et les certificats car ces obstacles sont axés sur la protection de la

[712] Ibidem,
[713] Mkimer-Bengeloune Leila, Op.Cit, P114.

santé du consommateur national ainsi que l'environnement.

Cependant, l'adaptation des marchandises importées à ces exigences techniques peut engendrer des couts plus élevés et ces derniers peuvent avoir un incident sur le commerce international. Cependant on peut faire une petite distinction entre ce qui est des obstacles directs et indirects[714].

On peut considérer les obstacles comme obstacles directes ceux qui affectent par eux -mêmes la possibilité d'importer, d'exporter ou de commercialiser des produits à destination d'un autre État. Pour ce qui est des obstacles indirects on peut les considérées de tels si ces obstacles qui, sans rendre radicalement impossible l'accès au marché, rendent plus difficile ou plus couteux la commercialisation des marchandises importés ou exporté,

Généralement, cette mesure n'a pas de dimension bilatérale car, elle est appliquée d'une manière unilatérale par l'Etat importateur, ainsi qu'elle est appliquée pour tous les autres Etats exportateurs.

De plus, il est approprié de noter que pour quelques pratiques commerciales la qualification d'obstacles techniques aux commerces est d'ordre subjectifs et varie selon chaque Etat.[715]

En général comme est le cas de cour de justice (CJUE) le seul critère qui est pris en considération est celui d'effets restrictifs de la mesure incriminée au regard du principe de libre-circulation, à l'exclusion de toute référence à une finalité discriminatoire ou protectrice du marché national. Elle prend seulement les mesures formellement discriminatoires (l'article 29 du traité de la CE), donc celles qui s'appliquent de manière différente aux marchandises exportés par rapport à ceux destinés aux marchés nationaux des pays de production sont considérées comme barrières interdites contrairement à la classification de la CNUCED.

Dans le cadre d'empêcher l'utilisation abusif des obstacles techniques, l'accord OTC appelé aussi le code de normalisation est une forme révisée de l'accord du même nom conclu en 1979, l'ensemble des règlements techniques et les normes, ainsi que les procédures d'essai et de certification non compris dans l'Accord SPS, cet accord est entré en vigueur le 1er

[714] Denys Simon, Op.Cit,P66.
[715] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit,P141.

janvier 1980.

Ce code a prévu une obligation pour tous les Etats signataires de notification au secrétariat du GATT pour ce qui est des règlements techniques et de certifications qu'ils instituent.

Afin d'atteindre ses objectifs, dès les années 1980, ce code a créé un comité des obstacles techniques au commerce [716] afin d'examiner la compatibilité de la réglementation relative aux normes et aux certifications nationales des Etats signataires avec les dispositions de ce code.

Ces directives techniques peuvent être mises en œuvre afin de protéger la santé ou de sécurité nationale, ainsi que de normaliser les produits, garantir leur qualité pour les consommateurs.

Contrairement à l'Accord SPS, ou les éléments scientifiques constituent une composante importante à prendre en compte lors de l'évaluation des risques préalable à l'adoption de mesures, ici l'élément scientifique ne constitue pas une composante importante. Pour ce qui est des mesures SPS, c'est toutes les réglementations, lois et procédures que les Etats imposent sur les importations, dans le but de protéger la santé (humaine, animale, voir même végétale), contre des risques probables dû à la propagation transfrontalière.

Cependant, ces mesures SPS comme le démontre une étude réalisée par la CNUCED affirme que ces mesures ont un effet restrictif sur les échanges[717], c'est dans ce cadre que l'utilisation de ces mesures SPS par les pays membre de l'OMC a été encadré par un accord qui est « l'accord SPS », ce dernier accorde la possibilité pour ses Etats de protéger leurs santés, sans que ces mesures puissent être un outil de discrimination entre les membres et être ainsi une entrave au commerce international.

§2 La réglementation des obstacles non tarifaires :

Remédier les barrières non tarifaires étaient au cœur des négociations du Tokyo Round, mais le résultat été nuancé, les négociations ont abouti à six nouveaux accords s'appuyant sur les principes du GATT afin de réglementer toute mesure entravante ou

[716] Ibidem,
[717] Mkimer-Bengeloune Leila, Op.Cit, P116.

faussant la concurrence internationale[718]. Or, ces nouveaux accords n'étant pas encore des instruments, ils étaient insuffisants dont certaines allaient inciter à lancer les négociations du Cycle d'Uruguay.

Le but du cycle d'Uruguay a consisté à poursuivre les réalisations du Tokyo Round et renforcer les principes du GATT concernant les barrières non tarifaires en ayant comme objectif l'élimination des BNT.

De la même façon que les impôts intérieurs peuvent substituer à l'élimination des droits de douane et avoir ainsi le même impact protectionniste, ces barrières tarifaires qu'on a déjà citées peuvent avoir le même effet néfaste que les droits de douane portant sur les produits importés lors du franchissement de la frontière, peu importe si ses obstacles sont imposés sur les produits en amont ou en aval, car l'effet protectionniste est le même.

La clause du traitement national qui régit les échanges économiques dans le cadre de l'OMC ou dans le cadre des ALE sont but principale été de faire face, mais les Etats contractant avait détourné se principe et ils utilisé ce principe d'une manière très abusif.

Ce principe qui avait comme objectif principale d'assurer une certaine égalité de traitement entre différentes marchandises similaires notamment en ce qui concerne leurs commercialisations que ce soit nationaux ou étrangers (importé).

Cependant, tous les pays souverains [719] sont libres d'interdire la commercialisation de marchandises pour des finalités de protection des intérêts essentiels ou afin de protéger leurs ordres publics, comme les articles XX et XXI de l'OMC le stipule, ainsi que les articles 27, et 35 de l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE le stipule aussi.

Des lors, et sous l'apparence de la protection de ces intérêts légitime, la tentation est très grande pour ces pays de prendre un nombre de règlements qui sont dans leurs apparence respectent la clause du traitement nationale, en réalité vont frapper essentiellement les marchandises importées.

[718] Ibid, P120.
[719] Soccol Brice, « *Relations internationales* », Paradigme, Paris,2008 ,P25.

Pour ce qui est des obstacles techniques au commerce un accord annexé fut conclu lors du Tokyo Round en 1979[720], cet accord figure à l'annexe 1A de l'accord instituant l'OMC au titre des accords multilatéraux sur le commerce des marchandises, cet accord couvre en même temps les produits agricoles ainsi que les produits industriels.

L'inquiétude principale aux quels répondais cet accord est que ces normes et réglementations, sont légitimes pour assurer la sécurité et protéger la santé des consommateurs et l'environnement, cependant, ces réglementations ne doivent pas constituer une restriction déguisée et discrimination injustifiée à l'encontre des marchandises importées et ne pas être un obstacle au commerce international.

De ce fait, le législateur qui promulgue des lois qui régisse ces « règlements techniques et normes » doit éviter toute discrimination entre les marchandises similaires importés ou nationaux, en effet, est être nécessaires et poursuivre ainsi des objectifs légitimes, surtout pour les échanges qui se font dans un cadre régit par les ALE, car le principe du traitement national et le principe de la nation la plus favorisée trouveront ici à s'appliquer.

Ces règlements techniques et normes ils doivent être transparent une fois publiés ils doivent être notifiés aux membres de l'OMC, car généralement, les principes internationaux existantes doivent utilisées à ce titre dans la réglementation nationale si ce n'est pas le cas , dans chaque pays il existe dans les lois nationaux une présomption de non-restriction au commerce international. Mais dans le cas contraire cela pourra déboucher sur un différend commercial qui devra être réglé par recours à l'ORD[721]

Pour ce qui est des mesures SPS, un accord SPS est entrée en vigueur en 1995[722], ainsi il a permis aux pays membres de l'OMC d'adopter des mesures visant à assurer la sécurité soit des produits alimentaires, la santé des animaux ou même de préserver les végétaux[723].

Avant la mise en œuvre complète de l'accord, les pays en développement ont une période transition de deux ans (cinq ans pour les pays les moins avancés), dans le but d'éviter que le commerce international ne soit entravé, l'Accord SPS stipule que les normes qui sont

[720] Carreau Dominique, Flory Thiébaut, Juillard Patrick, Op.Cit, P100.
[721] Sierpinski Batyah, Tourard Héléne, « Mise à l'épreuve du systéme de règlement des différends de l'OMC, est- ce un rejet du multilatéralisme ou une mise en cause de l'ordre économique actuel », *Revue internationale de droit économique, article* disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 20/11/2023.
[722] Rapport de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, disponible sur le site : www.wto.org , consulté le 03/03/2022.
[723] Boy Laurence, Charlier Christophe, Michel Rainelli, Reis Patrice,Op.Cit, P1299,

adoptées par les pays doivent être fondées scientifiquement.

De ce fait, les pays sont obligés à baser leurs mesures sur des standards internationaux lorsqu'ils existent plus particulièrement, ceux établis par la Commission du Codex Alimentarius[724], l'Office international des épizooties et le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux[725].

L'accord SPS souligne que ces mesures ne doivent pas établir de discrimination arbitraire entre les opérateurs étrangers ou nationaux ou injustifiable entre les Etats où existent des conditions identiques ou similaires. En effet, chaque Etat doit publier les normes SPS en vigueur sur son territoire national ainsi q' un point d'information doit être établi afin de renseigner les Etats partenaires.

Si une mesure SPS est fondée sur un ou plusieurs éléments scientifiques justifiés, elle peut constituer une entrave au commerce international, car en revenant à l'article 2.2 de l'accord SPS[726] il exige que toutes mesures contraignantes doivent être soutenue par des arguments scientifiques suffisants afin d'être maintenue. En effet, la suffisance des éléments des arguments doit être établie au cas par cas[727].

L'objectif principale de cet accord est de trouvé une solution au conflit entre le légitime droit des Etats exportateur a accéder aux marchés étrangers ainsi que le droit de l'Etat importateur à préserver des règles et normes de sécurité et de la santé de ses consommateurs (que ce soit humain, animal et voir même végétale), cette réglementation (lois, décret,..etc) entraine des couts en plus pour les opérateurs économiques, en outre ils alourdissent les couts de production afin qu'ils puissent répondre à ces obligations d'où une entrave au commerce.

Pour ce qui de l'encadrement de ses mesures sanitaires et phytosanitaires par les ALE signé par l'Algérie on trouve que l'accord d'association Algérie et UE, a stipulé implicitement ces mesures dans l'article 27, et en ce qui concerne l'agriculture et la pèche dans l'article 58 : « ***… l'harmonisation des normes et des contrôles phytosanitaires et***

[724] Plus d'information sur cette commission disponible sur le site suivant : www.fao.org , consulté le 03/03/2022.
[725] Présentation de la convention internationale pour la protection des végétaux, disponible sur le site suivant : www.fao.org, consulté le 03/11/2023
[726] L'article2.2 de l'accord SPS est disponible sur le site suivant : www.wto.org , consulté le 03/03/2022.
[727] Boy Laurence, Charlier Christophe, Michel Rainelli, Reis Patrice,Op.Cit, P1300.

vétérinaires », ces mesures n'ont pas été traité d'une manière suffisante à de ne pas les utilisé comme une restriction déguisé au commerce international.

Contrairement à l'accord d'association UE et Algérie, l'accord portant la création de la zone de libre-échange continentale africaine, signé en 2018, ce dernier traite d'une manière plus détaillée sur ces mesures dans l'article 2, et l'article 3 qui renvoi à l'annexe 7. De ce fait, une révision à l'accord d'association UE et Algérie est obligatoire.

Sous-section 2 : La prédominance des barrières non tarifaires dans les secteurs sensibles

§1 L'utilisation des barrières non tarifaires dans le commerce agricole

Près de 20 ans après la signature de l'accord d'association UE et Algérie, et plus de 17 ans après l'entrée en vigueur de cet accord, cet accord d'association n'a pas encore atteint ses objectifs, voir même qu'il manque d'une certaine cohérence et une crédibilité insuffisante selon les parties de cet accord surtout du côté algérien.

Actuellement, cet accord d'association se trouve dans un tournant de son histoire, d'un côté les pays occidentaux qui juge le rythme d'intégration comme très lent, de l'autre côté nous avons l'Algérie, avec une situation économique qui ne s'est pas améliorée, une situation qui n'offre pas un cadre adéquat pour progresser dans la démarche d'intégration.

Et s'il existe plusieurs études et théories[728] qui estime que l'établissement d'une zone de libre-échange, et l'élimination totale des droits de douane va stimuler la croissance économique, d'autres théories et études[729] considèrent que le fait l'éliminer les droits de douanes n'est pas suffisant afin de stimuler la croissance économique, car d'autres obstacles peuvent freiner cette croissance.

[728] Il existe plusieurs économistes qui ont fondé des théories en faveurs du libre-échange , tel que David Ricardo avec sa théorie sur les avantages comparatifs qui est pour que chaque pays doit se spécialiser dans la production d'un produit dans lequel il a un avantage comparatif, la meme chose pour les Etudes plusieurs instituts et chercheurs qui ont publié des études en faveur de libre-échange, tel que le Cato Institute, qui a publié plusieurs études qui sont disponible sur le site suivants : www.cato.org , consulté le 22/02/2023.

[729] D'autres économistes se sont opposés au libre-échange et ils ne le voient pas comme suffisant pour stimuler la croissance économique tel que : Filoussi Jean-Paul, Rosanwalon Piérre, « *Le nouvel âge des inégalités* », Le seuil, Paris,1996,P201.

Ainsi, la littérature du commerce international fait référence que la simple élimination des tarifs ne signifie pas l'élimination de toutes protections commerciales. Car les Etats recours aux barrières non tarifaires comme moyens de protections et apparaissent comme principaux obstacles à l'intégration économique.

Ces barrières non tarifaires limitent le potentiel de l'accord d'association, elles incluent particulièrement la protection du secteur agricole[730] (notamment des quotas), les obstacles techniques au commerce internationale des services[731].

Dans un premier temps, les accords de libre-échange ont été limités au commerce des marchandises ; ils ont été progressivement étendus à d'autres secteurs tels que le commerce agricole. Celui-ci a été toujours considéré comme secteur sensible des accords de libre-échange et ainsi, il a toujours fait l'objet d'un traitement spécifique.

Presque tous les pays méditerranéens, se sont intéressés à la libéralisation du commerce international après la fin du cycle de l'Uruguay Round de négociations au GATT. Tous[732], sont en effet aujourd'hui membres de l'OMC ou candidats à l'adhésion. A ce titre, ils sont soit engagés d'une manière directe par des textes signés à Marrakech en 1994, soit engagés dans un processus qui à terme les impliquera à respecter ces textes. Dans le secteur agricole, les engagements portent, sur trois domaines principaux : en premier lieu on trouve les conditions d'accès aux marchés intérieurs, puis l'aide aux exportations, et en dernier lieu le soutien interne à l'agriculture.

Cependant, Les pays développés ont la capacité de continuer de soutenir leurs agricultures malgré tous ces engagements pris sur le plan multilatérale par le biais d'un certains nombres de mécanismes[733]. Ces derniers varient d'un pays à l'autre et sont soumis aux règles de l'OMC, ces pays ont souvent plus de ressources que les pays en voie de développement, afin de mettre en œuvre ces mécanismes et peuvent même influencer les négociations commerciales internationales afin de protéger leurs intérêts agricoles.

[730]Tangermann Stefan, « L'accord sur l'agriculture de l'Uruguay round fonctionne-t-il », *économie internationale*, N° 87, 2001,P15, article disponible sur le www.cairn.info consulté le 19/12/2023.
[731] Kaci Nadjet, Op.Cit,P138.
[732] Il y'a des pays de la méditerranée qui ne sont pas membres de l'OMC tel que la Syrie et la Libye, et pour ce qui est de l'Algérie et le Liban leurs dossiers de candidature est toujours en instance depuis 1987 et 1999
[733] Le pays développés utilisent plusieurs mécanismes qui ont pour but de protéger leurs intérêts agricoles, tel que les différentes normes de qualité et de sécurité alimentaire, ainsi que la possibilité de signature de nouveaux accords sélectifs qui ont pour but de protéger certains secteurs agricoles.

Contrairement aux pays en voie de développement qui ont des politiques internes généralement moins fortes que pour les pays développés. Mais ces engagements pris sur le plan international sont très significatifs puisqu'ils impliquent des transformations de toutes les mesures de protection aux frontières en tarifs douaniers ainsi que l'engagement à terme d'amorcer une réduction de ces tarifs.[734]

Une situation que dénoncent plusieurs de pays en développement dans la région méditerranéenne : les pays développés continuent de soutenir leurs agricultures alors que les pays en voie de développement se sont engagés à réduire leur soutien.

Ainsi, ces accords de Marrakech ont une autre conséquence, est que les pays méditerranéens qui bénéficiaient auparavant d'un accès préférentiel au marché européen verront cet avantage se réduire de plus en plus, car l'Union européenne diminuera son niveau de protection pour les produits agricole applicable à tous les pays membres de l'OMC.[735]

Cependant, les premières évaluations de cette diminution de l'avantage préférentiel indiquent que l'impact devrait en être limité car, d'un côté, l'élimination de la protection générale a été faible jusqu'à maintenant et que nul ne s'attend à une accélération du mouvement de dé protection et, d'un côté, l'impact de l'avantage préférentiel a lui-même été limité.

Le 27 et 28 novembre 1995, douze pays méditerranéens, partenaires de l'Union européenne dons l'Algérie, ont été invités à passer des accords d'association avec celle - ci.Ces accords économiques s'inscrivent dans une perspective d'établir un espace commun de paix et de stabilité par le biais du dialogue politique l'instauration progressive d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010 ; ainsi qu'un rapprochement entre les peuples et les sociétés civiles.

Ces ententes font suite à des accords commerciaux plus anciens, principalement à ceux signés à partir de 1976 dans le cadre de la Politique Méditerranéenne Globale de l'Union européenne.[736]

---

[734]Catin Maurice, Regnaut Henri, « *Le sud de la méditerranée face aux défis du libre-échange* », L'Harmattan, Paris,2006, P13.
[735] Richet Xavier,Safir Nadji, « *Le maghreb à l'épreuve de la mondialisation* », L'Harmattan, Paris, 2016, P61.
[736]Berdat Christophe, « L'avènement de la politique méditerranéenne globale de la CEE », Relations internationales, Vol 2,N°130,2007, P89. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 02/01/2024.

Un libre-échange intégral est prévu pour les produits industriels dans la zone de libre-échange en 2010. Cependant pour ce qui est des produits agricoles la libéralisation totale des échanges n'est pas programmée mais seulement une extension des anciennes préférences ainsi qu'un élargissement des quotas et réduction des droits de douane.

Ce nouvel accord est régi par le principe de réciprocité dans les concessions, les pays méditerranéens s'engageant à diminuer tous les obstacles limitant l'accès à leur marché. Le premier accord de la nouvelle génération, signé entre l'UE et la Tunisie est entré en vigueur en 1998. D'autres accords ont suivi, tel que l'Algérie et le Liban.

En Algérie les années 90 ont été marquées par plusieurs réformes dans tous les secteurs et particulièrement des politiques agricoles[737]. Ces réformes ont abouti à un désengagement de l'État des activités économiques, par le biais d'une libéralisation des échanges ainsi qu'une diminution des soutiens internes. En effet, La privatisation des entreprises est peut-être considérée comme le vecteur qui a le plus joué sur la transformation des activités agricoles en Algérie.

L'autonomie de décision a ainsi permis aux agriculteurs de réorienter leurs productions, et aux exportateurs de développer des stratégies de commercialisation comme ils le souhaitent. Cependant cette libéralisation été loin d'être complète. Car Si le rôle de l'Etat a été réduit s sur les marchés intérieurs dans tous les cas, le niveau de protection de ce marché contre toutes menace extérieure reste très important selon les produits.

Pour le cas de l'accord d'association UE-Algérie, Les deux parties de l'accord redoutent une aggravation de la concurrence étrangère dans ce secteur. Pour les pays de l'UE, ils redoutaient de devoir faire face à la concurrence algérienne en cas de disparition de la « préférence communautaire ».

L'Algérie pour elle réclame une facilité d'accès aux marchés européens. L'UE limite l'accès au marché des produits agricoles en mettant en place différents moyens de protection et plus particulièrement les quotas ou des subventions ; ce qui empêche l'Algérie de bénéficier de son avantage comparatif dans des produits d'exportation comme les fruits (les dattes, les agrumes) et légumes.

[737] Djenane Abdel Majid, « Ajustement structurel et secteur agricole », *Cahiers du CREAD* ,N°47,1999,P125.

De sa part, l'Algérie maintien un niveau de protection sur les produits agricoles, ce qui limite l'accès aux pays de l'UE pour l'exportation des produits ou elle a un avantage comparatif comme les produits laitiers et les céréales.

Les pays de la zone de la méditerranée, les interventions des autorités publiques affectant le commerce des produits agricoles et alimentaires ont toujours été nombreuses tant aux frontières que sur les marchés locaux[738]. Cependant depuis ces dernières années, et sous l'effet des accords internationaux concernant les échanges agricoles ces interventions ont connu une forte évolution dans le sens général d'une plus grande libéralisation.

C'est pour cette raison que, le commerce agricole fait l'objet d'une clause de rendez-vous permettant d'approfondir étape par étape la libéralisation de ces produits. En effet, tellement ce secteur de l'agriculture est très sensible pendant le cycle de l'Uruguay de nouvelles règles ont été établies dans le cadre de l'accord sur l'agriculture[739], ainsi ce dernier a fondé et renforcé deux principaux accords, qui sont l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)[740], ainsi que l'accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)[741],

Cette libéralisation du commerce agricole doit aller au-delà d'une élimination des droits de douane. En effet, l'Algérie bénéficie d'ores et déjà de préférences importantes sur le marché européen. La libéralisation des échanges agricoles serait limitée du fait de l'importance des mesures non tarifaires au commerce agricole.

En effet, pour cette libéralisation est un impact positif sur le marché agricole algérien, elle suppose dans un premier temps la suppression des tarifs douaniers, puis une introduction dans un second temps la suppression de toutes les mesures et obstacles non tarifaires.

[738] Richet Xavier,Safir Nadji ,Op.Cit, P17
[739] Tangermann Stefan, Op. Cit,P18.
[740] Lire et voir plus de détail sur sont l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sur le site suivant : www.wto.org . Boy Laurence, Charlier Christophe,Rainelli Michel, Reis Patrice, « La mise en œuvre du principe de précaution dans l'accord Sps de l'OMC », *Revue économique,*Vol 54,2003,PP 1291- 1306.article disponible sur : www.cairn.info consulté 03/01/2024
[741] Lire et voir plus de détail sur sont l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sur le site suivant : www.wto.org . Kadem Safia, « L'accord Otc entre les nécessités de protection et les besoins du développement », *Revue académique de la recherche juridique* ,Vol 11, N°1,2020,PP568-588.

Certaines études on analyser les enjeux ainsi que l'impact d'une libéralisation du secteur agricole sur l'économie des pays de la zone méditerranéenne[742].Elles estiment que l'élimination des barrières non tarifaires pourrait avoir un impact positif de la libéralisation des échanges pour les pays de la zone méditerranéenne.

Les auteurs précisent qu'une libéralisation des échanges agricoles limitée à des droits de douane uniquement elle ne peut pas entrainer le développement agricole des pays de la zone méditerranéenne.

Cette étude précise qu'il faut mettre en œuvre des mesures d'accompagnement, et sans ces mesures l'ouverture du marché agricole n'aura pas d'impact significatif sur la croissance des pays de la zone méditerranéenne[743]. La maitrise des normes de commercialisation ainsi que, l'harmonisation des réglementations entre les pays la zone méditerranéenne est primordiale pour bénéficier réellement de la libéralisation des échanges agricoles.

Cependant il faut savoir que les obstacles à la libéralisation des échanges agricoles dans la zone euro-méditerranéenne sont principalement d'ordre politique. C'est pour cette raison, que les négociations multilatérales doivent renforcer la volonté politique afin de poursuivre la libéralisation de du commerce agricole.

§2 L'utilisation des barrières non-tarifaires dans le commerce des services :

A cause de la sensibilité du commerce des services il figure parmi les secteurs protégés après le secteur agricole. Conformément à l'accord général sur le commerce international des services (GATS), les pays méditerranéens et ceux de l'UE ont réaffirmé leurs engagements afin d'améliorer de la libéralisation du commerce des services.

Dans ce cadre, et depuis 2005, l'UE négocie bilatéralement avec quelques pays méditerranéens, cependant les progrès concrets se font toujours attendre. Car UE imposer une libéralisation profonde juste dans les secteurs dans lesquels elle détient généralement à un avantage comparatif tel que le domaine financier comme les banques ou bien la

[742] Emlinger Charlotte, Jacquet Florence, Petit Michel, « Les enjeux de la libéralisation agricole dans la zone méditerranéenne », Région et développement, N° 23,2006, PP 42-72. Article disponible : www.cairn.info consulté le 30/01/2024.
[743] Tangermann Stefan, Op.Cit, P16-17.

télécommunication, mais elle n'accepte pas de faire des concessions dans les domaines qui pourraient présenter un avantage pour les pays méditerranéens.

Cependant ces derniers maintiennent aussi une large série de restrictions au commerce sur des domaines comme le secteur financier tel que les banques, la télécommunication. Comme les services qui sont p e r ç u s comme non stockable et intangible, cette spécificité du service à crée un lien entre le producteur et le consommateur. [744]Cela implique que la phase finale de la production doit avoir lieu localement, c'est pour cette raison que les services ont rarement la possibilité de participer au commerce international de manière traditionnelle. Par conséquent, pendant une période considérable, les économistes ont considéré la plupart des services comme fondamentalement non échangeables[745]

Vu l'importance du commerce international des services et sa dynamique, il est intégré dans toutes les négociations des accords de libre-échange d'ordre régionale, tel que l'accord de libre-échange nord-américain l'ALENA, ainsi que l'accord canado-américain CUSTA, voir même dans les négociations multilatérales du GATT lors du cycle d'Uruguay.

Selon un rapport publié par l'OMC en 2019 sur le commerce mondial, il affirme que Plus de deux tiers de la production économique mondiale sont issus du secteur des services, ainsi ce secteur arrive à attire plus de deux tiers des investissements directs étrangers[746].

En effet, le commerce des services représente une part très importante du commerce mondial, et même les barrières au commerce international des services sont régies par des lois et réglementations faisant appel à des règles complexes et des connaissances spécifiques.

De ce fait, il est important de prendre connaissance de l'inclusion du commerce des services dans le système commercial multilatéral comme premier point, ainsi qu'aux ALE comme deuxième point.

D'aborder l'accord impliquant le commerce des services comme étant l'organisme de régulation, Il couvre tous les services ainsi que leurs fournisseurs sauf les services qui sont

[744] Broussole Damien, « Le commerce des services, un commerce en trompe-l'œil ? », *Revue économique*, Vol 63,N°6,2012,P1445.disponible sur : www.cairn.info consulté le 02/02/2024.
[745] Un grand nombre d'économistes ont abordé la commerce international des services, et parmi ces économistes on trouve : Krueger Anne O , Krugman Paul dans son ouvrage ***La géographie et le commerce*** publié en 1991, cet ouvrage a été analysé par :Grozet Matthieu, « Commerce et géographie : la mondialisation selon Paul Krugman », *Revue d'économie politique*, Vol 119,N°04,2009,PP513-534. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 14/02/2024.
[746] Kaci Nadjet, Op.Cit, P138.

fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental. La conclusion de ce dernier connu sous l'acronyme anglais GATS, est l'un des résultats les plus importants du cycle de l'Uruguay.

Cet accord a fait entrer les échanges de services dans le cadre multilatéral, cet accord a pour objectif la libéralisation progressive des services qui se fait par le biais des négociations. Etablie un ensemble de normes régissant l'utilisation, des mesures commerciales en matière de services par les pays signataires de cet accord, c'est-à-dire toutes les règles qui s'appliquent aux services ainsi qu'aux fournisseurs de services est le premier et le seul accord multilatéral qui est dédié aux commerces des services, tout en incluant des exceptions à l'égard des pays en développement et leurs offrir ainsi un traitement préférentiel.

Au cours des négociations qui se sont déroulé dans le Cycle d'Uruguay, des pays membres se sont montrés hésitants.[747] Une large partie du secteur des services sont considérés généralement comme des activités nationales qui ne sont pas échangeables à travers les frontières.[748]

D'autres secteurs, tel que les transports, étaient sous le monopole de l'État. De même, une autre partie de ce secteur, comprenant la santé et l'éducation, ils sont trop sensibles pour être exposé aux aléas des marchés. Cet accord a élaboré un cadre juridique pour les négociations internationales de l'OMC dans le secteur des services, ainsi il est la base pour élaborer une mesure parfaite du commerce international des services.Ainsi cet accord Modifie les notions du commerce traditionnel[749] afin de l'adapter aux services.

Les pays membres de l'OMC se sont mis d'accord de libéraliser le commerce des services suivant une multitude de négociations successives, avec un objectif qui est d'enlever toute entrave pouvant nuire au commerce des services mais au même temps de respecté les politiques nationales ainsi que le niveau de développement des pays membres.

Pour ce qui est des ALE, les restrictions qui sont de nature réglementaire constituent un vrai obstacle pour une intégration régionale, cependant, pour la région méditerranéenne, les pays méditerranéens négocient peu des accords de libre-échange du commerce des

[747] Rekiba Salima, « L'AGCS et le commerce des services », *Journal of economics and finance*, Vol 08, N°01,2022 ,P347.
[748] Ibidem.
[749] Broussole Damien, Op.Cit, P1450.

services.

Depuis les années 2000, les pays de la méditerranéen ont entamé une série de réformes de libéralisation en s'engageant dans le commerce international des services. En outre, l'ouverture de négociations d'ordre régionales en 2006 avec l'UE devrait améliorer d'une manière progressive la situation en mettant en œuvre ces accords conclus, le Maroc par exemple a réduit considérablement sa protection quant aux secteurs des services tel que les banques, sauf les domaines où il maintient son contrôle sur le capital participatif.

Des études ont révélé que des progrès en matière de réforme de la réglementation dans le secteur des services ont été enregistré[750]. Cette étude montre que la majorité des pays méditerranéen ont réduit d'une manière considérable la protection dans le secteur des services. Ceci devrait permettre aux pays méditerranéens d'attirer davantage de capitaux étrangers au même temps garder un certain contrôle sur la gestion et l'emploi dans ce secteur.[751]Des accords portant sur les relations économiques couvrant les biens ainsi que les services de règlementations en termes de barrières tarifaires et non tarifaires en vue de faciliter le commerce. Au centre des objectifs de ces accords.

Bien que la plupart des ALE conclus jusqu'à présent se basé sur les échanges de biens, l'OMC envisage également la possibilité de conclure des accords que ce soit bilatéraux ou régionaux visant à libéraliser le commerce des services, techniquement ces accords sont appelés Accords d'intégration économique (AIE) et parfois appelés des Accords de libre-échange de services.

Les conditions pour la conclusion d'un AIE, qui représentent des exceptions au principe de la nation la plus favorisée, sont énoncées dans l'Article V de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS)[752]. La conclusion de ce type d'accord est autorisée à condition qu'ils couvrent un nombre important de secteurs, et qu'ils garantissent la suppression de la quasi- totalité des mesures discriminatoires entre les parties, et cela en les supprimant et/ou en interdisant toutes nouvelles mesures ou plus discriminatoire.

Cependant il faut signaler qu'aucun ALE n'a été conclu en dehors du cadre d'un ALE qui porte sur les échanges de biens ainsi que les services. En effet, selon les standards de

[750] Mkimer-Bengeloune Leila, Op.Cit,P154.
[751] Rapport de Marouani, MA. & Munro, « Assessing Barriers to Trade in Services in the MP Region», 2009, disponible sur le site suivant : www.oecd-ilibrary.org. Consulté le 12/02/2023.
[752] Calderon Angel J , Tangas Jim, Op.Cit, P101.

l'OMC, un ALE ne soit pas principalement requis afin d'englober le commerce des services, la plupart des Accords de libre- échange, traitent à la fois des biens et des services. Cet encadrement pour le commerce des services réitère l'importance du rôle de ce secteur dans la surmonte des obstacles à la réduction à la croissance économique.

Ainsi Il encourage les Etats parties à se rencontrer pour discuter des priorités en la matière. Parallèlement, ces ALE ont pour but de rationaliser les barrières non tarifaires inutiles afin de réduire les coûts liés à l'application de la réglementation économiques en simplifiant ainsi les procédures administratives et réduisant toutes les formalités, en améliorant la transparence.

Conclusion

Conclusion générale :

Ces dernières décennies, l'économie mondiale est marquée par de profondes mutations et par la modification des structures des échanges commerciaux internationaux, qui s'est traduite par un accroissement de ces derniers dans le cadre des accords d'intégration régionale.

Ce nouveau système libre-échangiste régionale a pour objectif de stimuler le commerce dans une région bien précise. Un régime juridique transparent a été mis en place afin d'encadrer les échanges dans ces régions par le biais des ALE.

Dans le cadre de ces accords, toutes barrières tarifaires ou non tarifaires aux échanges seront éliminées d'une manière progressive par voie de négociations commerciales entre les pays parties de ces accords.

Le régime juridique régissant ces accords d'intégration régionale, tel qu'il est issu du système multilatéral s'avère donc dépassé. Les mutations auquel l'on assiste sur la scène économique international, notamment en ce qui concerne la prolifération de ces types d'accords ont de plus en plus d'effet sur le choix de stratégie économique des États parties.

Effectivement, ces ALE qui constituent une exception du système multilatérale, ce dernier qui a pour objectif le développement des relations économiques mondiales, et pas uniquement sur le plan régional. Ce système ne répond plus aux exigences de ce nouveau système régional d'où l'explication de la prolifération des ALE car tous les pays ont opté pour cette voix d'ALE comme alternative de ce système multilatérale.

Les multitudes de crises économiques et sécuritaires, ainsi que l'interdépendance des économies dû à la mondialisation ont favorisé le climat d'incertitude qui règne sur les relations économiques entre les pays du monde.

De ce fait, l'importance de revoir le rôle et les différents moyens d'intervention de l'Etat dans la vie économique s'est fait sentir d'une façon insistante. Afin de faire face à cette incertitude, les Etats ont opté pour des plans de relance économique nationaux, cependant, ces derniers ont engendré un taux de dépense publique très important et un endettement public.

Des plans de relance économique qui associent des réformes de politique structurelle avec une stratégie d'ouverture du commerce extérieur. Dans notre travail, nous avons exposé les différents plans de relance économique qu'a suivi l'Algérie afin de mettre à niveau son économie nationale.

Des réformes qui s'inscrivent dans un processus d'ouverture économique que l'Algérie avait choisi depuis les années quatre-vingt-dix. Ainsi nous avons constaté que la politique fiscale a pris une place très importante dans une stratégie d'ouverture économique.

En effet, la signature de l'Algérie d'une multitude d'ALE, vient confirmer ce choix d'ouverture, en dépit du fait que ces accords constituent un sérieux défi à relever, car intervenant dans un contexte social, juridique et économique particulier, des taux de chômage très élevé, une économie rentière instable, ainsi que des textes juridiques caractérisés par leur inadéquation à cette ouverture.

Notre objectif principal durant tout ce travail était de comprendre le processus de mise en place des ALE, afin de pouvoir éliminer tous les obstacles (tarifaires et non tarifaires) aux échanges suite à cette mise en place. L'idée de base derrière cette analyse est de démontrer l'impact de ces accords sur la politique fiscale algérienne.

Afin d'atteindre cet objectif principal, nous avons fixé des objectifs intermédiaires à savoir :

1. **Présenter :** les différentes théories qui sont à l'origine du libre-échange et l'intégration économique régionale, ainsi que l'interaction entre les ALE plurilatérale et le système multilatéral de l'OMC (chapitre 1 et chapitre 2). Il existe deux principales théories fondatrices des ALE, c'est la théorie des avantages comparatifs du théoricien *David Ricardo,* ainsi que la théorie des avantages absolue d'*Adam Smith* , les deux sont en faveur du libre-échange et le présente comme étant un facteur de développement des économies des pays, cependant d'autres théories le considère comme étant un facteur d'appauvrissement des nations.

Les États exercent le libre-échange soit dans un cadre multilatéral qui est l'OMC, d'autres États ont choisi le cadre régionale (soit plurilatéral ou bilatérale). Ces ALE qui sont généralement des accords régionaux constituent une exception légitime du multilatéralisme, ils sont conclus selon les règles de la Chaine de valeurs comme tous les traités

internationaux, mais ils sont négociés par des spécialistes en la matière.

2. **Définir** le cadre juridique et les différents principes régissant les ALE, ainsi que l'analyse du contenu de ces ALE (chapitre 1 et chapitre 2). En effet, les ALE comme tous les traités internationaux sont régies par un ensemble de règles et principes, ces derniers ont connu au cours de ces dernières décennies, une évolution et un renouvellement. Une situation qui est causée par la prolifération des ALE comme une alternative à l'encadrement des échanges économiques internationaux par l'OMC. Les règles de l'OMC ne correspondent plus aux exigences des échanges commerciales internationales contemporaines.

Cependant, l'OMC impose à ces pays membres qui souhaitent intégrer des zones de libre-échanges ou signer des ALE d'aviser soit le conseil du commerce des marchandises ou bien des services, car l'OMC supervise ces ALE. Effectivement, l'OMC a imposé à l'Algérie une série de réformes qu'elle doit entreprendre si elle souhaite devenir membre, et la signature de l'accord d'association s'inscrit dans le cadre des engagements de coopération et d'ouverture économique de l'Algérie.

3. **Expliquer** les répercussions de la signature d'ALE sur la politique fiscale ainsi que l'importance des réformes juridiques d'ordre fiscal et tarifaires surtout en ce qui concerne l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaire afin d'atteinte des objectifs de ces ALE. En parallèle de ces réformes et afin de compenser les pertes douanières, l'Algérie veille à encourager les IDE et coopère avec les autres pays partenaires en ce qui concerne la politique fiscale (chapitre 1 et chapitre 2 du premier titre de la deuxième partie). Nous avons vu que, suite à la crise économique et sécuritaire qu'a connue l'Algérie, et les programmes d'ajustement imposer par le FMI, l'Algérie a opté pour une ouverture économique libre-échangiste et mettre fin à tout interventionnisme de l'État, dans l'économie. Ainsi elle s'est lancée dans une série de réformes juridiques qui ont touché la fiscalité et l'investissement, l'analyse menée dans la présente thèse a permis de constater que cette politique fiscale, à travers ses nouveaux instruments, est souvent sollicitée dans le cadre des nouvelles politiques économiques. Effectivement, ces réformes fiscales entreprises par les autorités algériennes dans le cadre de son intégration dans l'économie de marché ont pour objectif d'attirer les IDE et cela par le biais de différentes garanties de protection juridique offerte pour les investisseurs étrangers, notamment l'assouplissement des restrictions sur la propriété étrangère.

4. **Se rapporter**, les différentes politiques douanières mises en œuvre depuis l'ouverture de l'Algérie à l'économie de marché et ses instruments tarifaires utilisés afin de répondre aux exigences de l'instauration de la zone de libre-échange (chapitre 1). Effectivement la zone de libre-échange est basée sur le démantèlement tarifaire et l'élimination de tous les obstacles non tarifaires, car il a été constaté que les États ont souvent eu recours à ces obstacles non tarifaires comme un moyen de protection de leurs économies, de la sorte, ils affectent d'une manière négative le commerce international. D'où l'importance de signer des ALE, notamment pour les pays qui ne sont pas encore membre de l'OMC, car leur objectif c'est l'élimination de tous les obstacles au commerce tarifaires et non tarifaires (chapitre 2).

L'analyse de l'impact des ALE signés par l'Algérie sur la fiscalité nationale, a permis d'aboutir aux résultats ci-après :

Bien que les accords libre-échange résument à eux seuls le cadre libérale et légal qui régit les échanges internationaux, la situation économique de l'Algérie qui est une économie rentière peut nous obliger à adopter des politiques protectionnistes visant à faire face aux différentes crises et des situations de déséquilibres économiques, notamment de déséquilibre de la balance commerciale toute en restant en harmonie avec les dispositions de ces ALE.

Il faut souligner que pendant la période de 2009 à la fin 2010, ainsi que la période de 2019 à 2020, les mesures protectionnistes tarifaires et non tarifaires qui vise à freiner les importations et à encourager dans le même temps les exportations entreprise par l'Algérie ont eu un impact positif sur la baisse des pertes fiscales algérienne.

L'Algérie peut adopter une politique fiscale et parafiscale (droits de douane) ayant un effet positif sur l'économie nationale et assuré en même temps le bon fonctionnement d'une zone de libre-échange. Cela peut être atteint par le biais de l'augmentation de la production nationale, un climat d'affaires attractif pour les IDE, augmentation les recettes fiscales et la lutte contre toutes les pratiques et fraudes fiscales.

Dans la présente thèse, où on n'a analysé l'impact des ALE sur la fiscalité nationale (politique fiscale, recettes fiscales extérieure et intérieure, droits de douane ...etc.), les résultats ont montré un effet négatif des ALE sur la variation des recettes fiscales dans leurs totalités en Algérie. Ce qui n'est pas le cas des recettes extérieures (tel que les droits de douane, TVA) qui sont plutôt négatif

En outre, cette étude a montré que les ALE ont apporté une valeur ajoutée a quelques secteurs tel que l'agroalimentaire, mais il faut avouer que même la stabilité politique et la sécurité juridique ont contribuer au développement de ces secteurs.

Malgré que , les différentes théories et études déjà exposé concluent que la conclusion des ALE a un impact positif sur la croissance économique, cet impact dans le cas algérien reste très modeste, et il existe d'autres secteurs pour qui ces accords constituent un vrai défi, En effet, la structure économique algérienne ainsi que le système juridique mise en œuvre pour gérer les opérations d'échange économique n'est pas suffisamment développé pour qu'il puisse s'insérer dans une intégration régionale efficiente.

Les résultats enregistrés des ALE signés par l'Algérie montrent que le partenariat n'a pas pu atteindre ses objectifs, les échanges commerciaux entre les deux parties sont souvent plus concurrents que complémentaires, ce qui rend difficile la réalisation de l'objectif principal de l'accord d'association, qui est la mise-en place de la zone de libre-échange.

Les pertes fiscales résultant du démantèlement tarifaire sont importantes en raison de la diminution progressive des droits de douane, malgré les différentes réformes fiscales dans lesquels l'Algérie s'est engagée depuis sa signature de cet accord, et malgré la mise en place des incitations fiscales, telles que les exemptions d'impôts et les facilités administratives les IDE en provenance de l'UE reste peu nombreux.

C'est pour cela, que nous proposant afin d'atteindre les objectifs tracés de ces ALE, il faut entreprendre ces mesures ci-après :

- L'harmonisation du système fiscal algérien avec les normes fiscales internationales, ainsi l'Algérie va promouvoir la transparence fiscale ;
- Organiser Tenir des séminaires et des ateliers réguliers avec les opérateurs économiques algériens, pourra mieux les informer et les préparer à exploiter les opportunités crées par ces ALE, de nature à faire avancer le partenariat et analyser l'évolution de tous ses ALE et encourager les initiatives sur les intégrations régionales, devant aboutir en particulier à renégocier l'accord d'association avec l'UE ;
- Restructurer le système fiscal en réduisant la taxation sur le travail et orienter les politiques les incitations fiscales qui peuvent attirer davantage les IDE ;
- Intégrer de nouvelles clauses qui permettant de gérer des situations de crises sanitaires ou des catastrophes technologiques afin de mieux se préparer aux défis futurs ;

- Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale afin d'élargir l'assiette fiscale et avoir plus de recettes fiscales sur le plan national qui peuvent remplacer les pertes engendrer suit à la l'élimination des droits de douane.

Bibliographie

1. **Ouvrages :**

A. Ouvrages généraux :

-Abdelmalki Lahsen, Sandretto René, « *L'OMC et la régulation du commerce international en danger ?* », *in « Regards croisés sur l'économie* », La Découverte, France, 2017 ;

-Alexandre Reichardt, « *Les Grandes Théories économiques pour les nuls* », First, Paris,2018,

-Bastid Suzanne, « *Les traités dans la vie internationale* », Economica, Paris,1985,

-Bastidon Cécile, Gbaguidi Ochozias, Ghoufrane Azzedine, Silem Ahmed,

« *Mondialisation, accord commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique »*, L'harmattan, Paris, 2017,

-BELATTAF Matouk, « *Economie générale* », Office des publications universitaires, Alger,2017 ;

-Ben Abdelkader Fahmi, Labaronne Daniel, « *Les institutions de gouvernance dans les pays arabes, confiance et développement* », L'Harmattan, Paris,2014, ;

-Benchikh Madjid, « *Droit international public* », Casbah, Alger,2016 ;

-Bensahli Mustapha, « *La mise à niveau en fiscalité à l'ère de la mondialisation, mythe ou réalité expérience algérienne* » OPU, Alger, 2022 ;

-Blin Olivier,*« L'organisation mondiale du commerce »*, Ellipes,Paris,1995 ;

-Bouchet Michel-Henry, « *La globalisation* », Pearson Education, Paris, 2005,

-Bouzidi M'hamsadji Nachida, *« 5 essais sur l'ouverture de l'économie algérienne* »,ENAG,Alger, 1998,

-Carreau Dominique, « *Commerce international multilatéral : droit matériel commun* », Dalloz, Paris, 2007 ;

-Carreau Dominique, « *Droit international* », A. Pedone, Paris,1999,

-Carreau Dominique, Juillard Patrick, « *Droit international économique »*, Dalloz, Paris,2013 ;

-Carreau Dominique, Juillard Patrick, « *Droit international économique* », L.G.D.J, , Paris, 1989 :

-Carreau Dominique, MarrellaFabrizio, « *Droit international* », A. Pedone, Paris,2018,

-Carreau Dominique, Thiébaut Flory, Juillard Patrick, « Droit international économique »,L.G.D.J, Paris,1990 :

-Constant Karine, Domingues Patrick, Duchêne Gérard, Guilin Amélie, Kablan

Sandrine, Lenain Patrick, Lochard Julie, « *Economie Internationale »,* Vuibert, Paris, 2018 :

-Daillier Patrick, De la Pradelle Géraud, Ghérari Habib, « *Droit de l'économie internationale* », A.Pedone, Paris,2004 ;

-De Nanteuil Arnaud, « *Droit international de l'investissement* », A.Pédone,Paris, 2014 :

-Fereydouna Khavand, « *Le nouvel ordre commercial mondial : du GATT à L'OMC »*, Nathan, Paris, 1995 ;

-Forstater Mathew et Palmer Anna, *« Economie : comprendre les plus grands économistes qui ont marqué notre histoire* », Contre-Dires, France,2013 :

-Groud Thomas Habu, « *Les règles nationales visant les opérations économiques internationales* », In « *Droit de l'économie internationale* », A.Pedone, Paris,2004 :

-Hafsi Taibi, « *le développement économique de l'Algérie »* Casbah,Alger, 2011 :

-Hayet Bouilef, *« la mobilisation des ressources publiques par la fiscalité ordinaire en Algérie »*,ENAG,Alger,2014 :

-Jacoud Gilles, Tournier Éric, «*L*es grands auteurs *de l'économie* », Hatier, Paris,1998 :

-Jacquet Jean-Michel, Delebecque Philippe, « *Droit du commerce international* », Dalloz, Paris,1997 :

-Lahsen Abdelmaleki, René Sandretto, « *Politiques commerciales des grandes puissances* », de Boeck, Bruxelles,2011 :

-Lesaffre Hubert, « *Droit de l'économie internationale* », A.Pedone, Paris, 2004 :

-Lindert Peter.H, Pugel Thomas A, « *Economie Internationale »*, Economica, Paris,2006 ;

-Lindert, Peter H. Pugel, Thomas A., « *Economie internationale* », Economica, Paris ,1997 ;

-Manin Philippe, « *Droit international public* », Masson, Paris,1979,P80.

-Martinez Jean-Claude, « *L'OMC de Marrakech à Washington 1994-2017*», L'Harmattan, Paris, 2017 ;

-M-P Roy, « *l'Organisation Mondiale du Commerce* », RRJDP,Paris, 1995 ;

-Mucchielli Jean-Louis, Mayer Thierry, « *économie internationale* », Dalloz, Paris, 2010 ;

-Racine Jean-Baptiste, Siiriainen Fabrice, « *droit du commerce international* », Dalloz, Paris, 2007 ;

-Rainelli Michel, « L'organisation Mondiale de Commerce », La Découverte,

Paris,2011 ;
-Rainelli Michel, « L'Organisation mondiale du commerce », Casbah, Alger,1999 ;
-Rainelli Michel,*« le commerce international* », La Découverte, Paris,2009 ;
-RICARDO David, « Les principes *de l'économie politique et de l'impôt* », Calmann-Lévy, Paris, 1970 ;
-Richet Xavier,Safir Nadji, « *Le Maghreb à l'épreuve de la mondialisation* », L'Harmattan, Paris, 2016 ;
-Roche Jean jacques, *« relations internationales »*, LGDJ, Paris,2010 ;
-Roy Martin, « *l'Organisation Mondiale du Commerce* », RRJDP, Paris, 1996 ;
-Ruzie David, « *Droit international* »,Dalloz,Paris,1999 ;
-Salin Pascal, *« libéralisme »*, Odile Jacob, Paris,2000 ;
-Santulli Carlo, « *Introduction au droit international* », A.Pedone,Paris,2013 ;
-Sapir Jacques , « *Le protectionnisme* »,Que sais-je ?, Paris,2022 ;
-Sharer Robert, « *Le commerce un moteur de croissance pour l'Afrique* », Finances et développement, Paris, 1999 ;
--Siroen Jean-Marc, « *La régionalisation de l'économie mondiale* », La Découverte, Paris,2000 ;
-Smith Adam « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des* nations », collection Idées, Gallimard, Paris,1976 ;
-Soccol Brice, « *Relations internationales* », Paradigme, Paris,2008 ;

B.Ouvrages spéciaux :

-Aime Michel, « *Origine des marchandises* », Dalloz, Paris,2008 ;
-Bekenniche Othmane, « *La coopération entre l'Union Européenne et l'Algérie, l'accord d'association* », OPU, Alger, 2006 ;
-Bekhechi Mohamed Abdelwahab, « *Variations autour d'un demi-siècle de production juridique algérienne. Le long chemin vers la construction d'un système juridique pour le développement et la bonne gouvernance, Algérie, cinquante ans après, la part du droit* », AJED, Alger, 2013 ;
-Benkamla Mohammed Abdelaziz, « *Techniques de fiscalité des firmes, de contrôle et de contentieux* », Maison du livre contemporain, Alger, 2023 ;
-Berr Claude J, « *Introduction au droit douanier* », ITCIS, Paris,2008 ;
-Berr Claude J, Trémeau Henri, « *Introduction au droit douanier* »,Dalloz, Paris, 1997;
-Bigot Céline, « *Faveur et clause de la nation la plus favorisée* »,*in,«la faveur et le*

droit»,puf ,Paris 2009 ;

-Bouvier Michel, « *introduction au droit fiscal général et à la théorie de l'impôt* », L.G.D.J, Paris ,2010 ;

-Carreau Dominique, « *Investissements* » Dalloz, Paris, 2017 ;

-Cartou Louis ,*« Droit fiscal international et européen* »,Dalloz,France,1986 ;

-Castagnéde Bernard, « *la politique fiscale* », PUF, Paris,2008 ;

-Catin Maurice, Regnaut Henri, « *Le sud de la méditerranée face aux défis du libre-échange* », L'Harmattan,Paris,2006 ;

-Decaux Emmanuel, « *Réciprocité* », Dalloz, Paris,1998 ;

-Denys Simon, « *Restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent* », Dalloz, Paris, 2004 ;

-Dione Alioune, « *Le droit douanier, le commerce électronique etla dématérialisation* », Le Harmattan, Paris, 2015 ;

-Donsimoni Myriam, *« L'Algérie et l'OMC : l'adhésion ou la rente* », *in* «*Mondialisation, accordscommerciaux régionaux et intégration de l'Afrique* », L'Harmattan, Paris,2017 ;

-Dubin Laurence, « *Accords commerciaux préférentiels* », Dalloz, Paris,2017;

-Dupuy Pierre-Marie, « *Droit international public* »,Dalloz, Paris,1993 ;

-El Mouhoud Mouloud, « *Mondialisation et délocalisation des entreprises* », La Découverte, Paris, 2017 ;

-Geoffroy Lyonnet, « *la clause de la nation la plus favorisée en droit des investissement : bilan et perspectives* », *in Revue Générale de Droit International Public*, A.Pedone, Paris, 2015 ;

-Kaci Abes, « l*e système Harmonisé* », ITCIS, Alger, 2010 ;

-Ksouri Idir, « *Les techniques douanières et fiscales* », Alger-Livres, Alger, 2013 ;

-Lambert Thierry, « *le contribuable face à l'administration fiscale, psychologie et science administrative* », PUF,1985 ;

-Lauriol Thierry, « *Le traitement national* »,*in Revue Générale de Droit International Public*, A.Pedone, Paris, 2015 ;

-Loic Girard, « *Les intégrations régionales, l'Union Européenne et après »,* Pedone , Paris,2015 ;

-Maherzi Mohamed Abbes, « *Introduction à la fiscalité* », ITCIS, Alger, 2010 ;

-Natarel Elisabeth, « *Le rôle de la douane dans les relations commerciales internationales* », ITCIS, Paris,2007 ;

-Madiés Thierry, « *La concurrence fiscale internationale* », La Découverte, Paris,2020.

-Radu Ghenadie, *« L'origine des marchandises, un élément controversé des échanges commerciaux internationaux »*, ITCIS, Alger, 2008 ;

-Schmidt Jean, « *l'impôt : politique et technique* », Dalloz, Paris, 1995 ;

-Siroen Jean-Marc,« *Les accords commerciaux régionaux. Alternative au multilatéralisme*? » *in* « *Mondialisation, accords commerciaux régionaux et intégration de l'Afrique* », L'Harmattan ,Paris,2017 ;

-Temmar Hamid A, « *l'économie de l'Algérie, les stratégies de développement »*, Office Des Publications Universitaires, Alger, 2015 ;

- Tafighoult Rabah, « *Fiscalité algérienne* », à compte d'auteur, Algérie,2015 ;

-Virgile Pace, « *l'organisation mondiale du commerce et le renforcement de la réglementation juridique des échanges* », L'Harmattan, Paris,2000 ;

-Weintraub Sideny, « *L'impact de l'ALENA sur les relations entre Etats-Unis et le Mexique », In Intégration dans les Amériques dix ans d'ALENA* », Presses Sorbonne Nouvelle, Paris,2004 ;

2. Articles de revues spécialisées :

-Abbas Mehdi, « l'accession de l'Algérie à l'OMC entre ouverture contrainte et ouverture maitrisée », *les cahiers du cread* ,N°93,2010 ;

-Abbas Mehdi, « l'ouverture commerciale de l'Algérie, apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme », *Revue Tiers Monde*, N°210, France, 2012 ;

-Abbes Mehdi, « Du GATT à l'OMC : un bilan de soixante ans de libéralisation des échanges », *Cahiers francais*, N°34,2007 ;

-Ait Abdellah Mohamed, « Les régimes de perfectionnements actif et passif et l'insertion des entreprises algériennes dans la sous-traitance internationale », *Revue des sciences économiques et sciences de gestion,* Vol 16,N°16,2016 ;

-Ait Habouche Abdelmadjid, Mihoub-Ait Habouche Ouahiba, Dali-Oulha Fatiha,
« Impact de l'accord d'association sur l'industrie, cas de l'industrie oranaise », *Les cahiers du cread,* N°111,2015 ;

-Ait Kheddache Jugurta, « Evaluation des facilitations douanières mises en œuvre par la douane algérienne », *Finance and Business Economics Review*, Vol 7,N°01,2023 ;

-Amani Abdelkader, Rouissat Abdenasser, « Les effets des mesures non-tarifaires sur le commerce international des produits alimentaires »,*Revue d'intégration économique,*

Vol 09, N° 03,2020 ;

-Arkoub Ouali, Boudali Mohamed, « évaluation de l'efficacité de la performance de l'administration fiscale en Algérie à travers les indicateurs TADAT », *Revue des sciences commerciales*, Vol19, N°01,2020 ;

-Arséne Landry Nguena Djoufack , « Le droit international public et les processus d'intégration en Afrique occidentale et centrale », *Revue droit public*, N°6, 2022 ;

-Baraka Zine Mohamed, « Réflexion sur les incidences fiscales et douaniers de l'accord d'association Algérie Union Européenne », *Revue économie et management*, N°4, 2005 ;

-Bedjaoui, Mohamed, « Problèmes récents de la succession d'États dans les États nouveaux »,*Recueil des cours de l'Académie de droit international*, Vol 02, N° 130, 1970 ;

-Bedreddine Amina, Benamirouche Rachid, « Les obstacles de l'attractivité des investissements directs etrangers en Algérie », *International Journal on Innovation & Financial Stratégies (IFS*), Vol 1 ,2018 ;

-Behrens Peter, « L'établissement des régles du marché mondial : de l'ouverture des marchés territoriaux aux régles communes des marchés globalisés », *Revue internationale de droit économique,* Vol°03,N°04,2003 ;

-Belamri Wassila Amel, Hitala Maamar, « L'AGCS, un instrument juridique garantissant la libéralisation du commerce international et l'investissement direct étrangers dans le secteur des services », *Revue de droit international et développement,* Vol 10,N°01, 2022 ;

-Belkhir Mohamed Fouzi,« Problématique de la valeur en douane en Algérie entre infraction de change et prime de change *», Revue algérienne d'économie et gestion,* Vol 14,N°2,2020 ;

-Bellatreche Youcef, « Dix ans après la mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union Européénne : quel impact sur le commerce extérieur Algérien », *Revue Nouvelle Economie,* Vol 08,N°02, 2017 ;

-Ben Bayer Habib, Mennad Naima, « Démantèlement tarifaire et intégration de l'économie algérienne aux échanges à travers l'accord d'association avec l'Union Européenne et l'adhésion à l'Organisation Mondiale de Commerce », *Revue d'économie et de management*, Vol 4,N°01, 2005 ;

-Ben bayer Habib,Chaalal Samiya, « Etude l'impact des IDE entrants sur la croissance de l'économie Algérienne (1990-2021) », *Journal of contemporary business and*

economic studies, Vol 06,N°01,2023 ;

-Benabdallah Youcef « l'économie algérienne entre réformes et ouverture : quelles priorité *», les cahiers du cread,* Vol22, N°75, 2009 ;

-Benabdallah Youcef, « Rente et désindustrialisation », *Confluences méditerranée*, N° 71, 2009 ;

-Benha Mohamed, « Les effets de l'ouverture internationale sur les structures des systemes fiscaux nationaux et les mesures prises dans le cadre de la crise du covid-19. », *Revue internationale du chercheur,* Vol 02, N°02,2021 ;

-Besson Jean-Luis, « Faut-il craindre la concurrence fiscale ? », *Revue Française de Finances Publiques, L.G.D.J,* N° 70, 2000 ;

-Beztouh Djaber,Boulahouat Mahdia, « Climat des affaires et attractivité des IDE en Algérie : état des lieux et apercu comparatif aux pays voisins », *Revue algérienne d'économie et gestion,* Vol 15,N°01,2021 ;

-Bianquis Gaspard, « Les nouveaux accords de libre-échange », *Regards croisées sur l'économie,* N°21,2017 ;

-Bouderbala Mohamed Abdou, « la réforme fiscale en Algérie », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques et Politiques,* Vol 51, N° 2,2014 ;

-Bouhou Kasim, « L'Algérie des réformes économiques : un gout d'inachevé », *politique étrangère*, N°2,2009 ;

-Boumediene Djallal, «La non-discrimination dans l'accord d'association union européenne-ALGÉRIE », *Revue de droit public algérien et comparé,* Vol04, N° 02, 2018 ;

-Boumeghar Mohamed Yazid, « potentiel du commerce extérieur de l'Algérie vers l'Afrique, un essai de mesure », *Les cahiers du MECAS,* Vol 16, N°1,2020 ;

-Bourouba Samia, Sassi Salma, « Le juge algérien et les sources du droit international : l'application des conventions internationales relatives aux droits de l'homme », *Les annales de l'université d'Alger1,* Vol 35, N° : spécial,2021 ;

-Bouzidi Nachida, « Les enjeux économiques de l'accord d'association Algérie-UE », *Revue IDARA,* Vol 12,N°02 ;2002 :

-Brahmi Souad, Bouteldja Abdenacer, « ouverture commerciale de l'Algérie : états de lieux et perspective », *Revue Finance et Marchés,* Vol 5,N°9,Algerie,2018 ;

-Calderon Angel J , Tangas Jim, « Libéralisation des échanges, accords régionaux et implications pour l'enseignement supérieur », *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur,* N°18,2006 ;

-Castagnos Mireille, Paoli Jean Paul, « L'Algérie, l'OMC, et l'UE : le point sur les négociations en cours », *Le Moci*, N°1760,2006 ;

-Chaouche Yelles Bachir, « Les relations entre l'administration fiscale et les contribuables*», les annales de la faculté de droit des sciences politiques, Issue Spéciale,* 2017 ;

-Cherif Chakib, « A propos du rééchelonnement et du rôle du FMI *», Revue Algérienne Des Sciences Juridiques Economiques Et Politiques,* N° 1,1995 ;

-Choual Imed Eddine, Aggoun Slim, « Apercu de la politique budgétaire de l'Algérie (1962-2015) », *Revue El mishkat,* N°03,2016 :

-Coissard Steven, « Paul Krugman ou la théorie au service de la politique économique », *L'économie Politique,* N° 41,2009 ;

-Corm Georges, « La réforme économique algérienne : une réforme mal-aimée », *Maghreb-Machrek,* N° 139, 1993 ;

-Crozet Matthieu, « commerce et géographie, la mondialisation selon Paul Krugman », *Revue d'économie Politique,*Vol 119, N °4,2009 ;

-Deblok Christian, « Accord commerciaux : entre coopération et compétition », *Politique Étrangère,* N°04,2012 ;

-Djebara AC, « La refonte du code des douanes, entre les contingences du passé et les exigences de la modernité », *Revue des sciences économiques et de gestion*,Vol 12, N°15, 2015 ;

-Djenane Abdel Majid, « Ajustement structurel et secteur agricole », *Cahiers du CREAD* , N°47,1999 ;

-Duboz Marie-Line, Houser Mattheiu, « L'absence d'une définition précise de la notion de pays en développement », *Mondes en développement,* Vol 3, N°163,2013 ;

-Fabien GRECH, « Le principe de sécurité juridique dans l'ordre constitutionnel français *», Revue française de droit constitutionnel,* N° 2, 2015 ;

-Founas Souhila, « La nouvelle loi relative à l'investissement, deux levier majeurs au service des investissements »,*Revue jurisprudence,* Vol 15, N°01 ,2023 ;

-Founas Souhila, « La plateforme numérique de l'investisseur : une solution numérique pour améliorer le climat d'investissement en Algérie »,*Revue El-Nebras d'étude juridique,*Vol 06,N°04,2023,

-Fuest Clemens, Parenti Mathieu,Toubal Farid, « Fiscalité internationale des entreprises : quelles réformes pour quels effets »,*Notes du conseil d'analyse économique*, N°54,2019 ;

-Guechairi Ep Allal Farah, Benchik Houari, « Les étapes du processus d'accession à l'OMC et l'évolution des négociations entreprises par l'Algérie quant à son accession à l'OMC », *Revue Algérienne d'économie de gestion*, Vol 12, N°01,2018 ;

-Guedjali Assia, « Institution douanière : enjeux et défis de la modernisation par la diversité », *Revue des sciences humaines et de société,* Vol 12, N°12,2023 ;

-Guendouzi Brahim, « commerce extérieur algérien : entre démantèlement tarifaire et nouvelles mesures protectionnistes », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques et Politiques*, Vol 51, N°2, 2014 ;

-Guy de la Charriere, « aspects récents de la clause de la nation la plus favorisée », *Annuaire français de droit international*, N°7,1961 ;

-Jacquemot Pierre, Raffinot Marc, « La mobilisation fiscale en Afrique », R*evue d'économie financière,* N°131,2018 ;

-Jacquemot Pierre, Raffinot Marc, « La mobilisation fiscale en Afrique », *Revue d'économie financière*, N °131,2018 ;

-Jemaa Takwa, Sadraoui Tarek, « Interaction et quantification des mesures non tarifaires : analyse empirique », *Revue Etudes en Economie et Commerce et Finance,* Vol 11, N°01,2022 ;

-Kaci D, « une refonte des tarifs attendue en 2002 », *Le Phare*, N°29, 2001 ;

-Kaci Nadjet, « L'ouverture commerciale : quels défis et perspectives pour l'économie algérienne », *Revue les cahiers du poidex*, Vol 09, N°02,2020 ;

-Kaci Nadjet, « La libéralisation du commerce des services dans le cadre de l'accord général sur le commerce des services (AGCS) », *Algérien Business Performance Review*, Vol 10, N°01, 2021 ;

-Kadem Safia, « L'accord Otc entre les nécessités de protection et les besoins du développement », *Revue académique de la recherche juridique* ,Vol 11, N°1 2020 ;

-Kadi Mohamed, Guedjal Assia, Benguerna Mohamed, Messaid Amina, « La relation douanes usagers, les conditions d'amélioration de la qualité de service », *Les Cahiers du cread,* N°116,2016 ;

-Kanoun Nacira, Taleb Taher, « De la place des traités internationaux dans l'ordonnancement juridique national en Algérie », R*evue critique de droit et science politiques,* Vol 4, N° 2, 2009 ;

-Kharroubi Kamel, Benbayer Habib, « Modernisation de l'administration fiscale, une priorité d'extrême urgence », *Revue rayon d'études économiques*, N° 1, 2017 ;

-Labaronne Daniel, « Les difficultés de l'intégration économique régionale des pays

maghrébins », *Monde en développement*, Vol 3, N°163, 2013 ;

-Laraba Ahmed, « Le droit conventionnel Algérien », *Annuaire de l'Afrique du nord*, N°33, 1994,

-Lauriol Thierry, « Le traitement national », *Revue générale de droit international public*, N°01,2015 ;

-Le bœuf Romain, « La double nature de la ratification des traités : observations sur les discordances entre les procédures constitutionnelles et internationales », *Revue française de droit constitutionnel,* Vol 3, N°107,2016 ;

-Lieby Thomas, « Quelques réflexions sur l'interprétation des conventions internationales du travail par le juge national », *Revue internationale de droit économique*, Vol 34, N°01,2020 ;

-Lounis Abdelouab, « La coopération internationale en matière de contrôle fiscal », *Revue droit international et développement,*Vol 01,N°02,2022 ;

-Mahiou Ahmed « Les séquences du changement juridiques en Algérie, cinquante ans de droit (1962-2012), permanences et changements », *Insaniyates*, N°57-58,2012 ;

-Mahiou Ahmed, « La constitution algérienne et le droit international », *Revue générale de droit international public,* N°2,1990 ;

-Manciaux Sébastien, « Les règles du droit des investissement internationaux s'opposent elles aux politiques de sécurité alimentaire ? », *Revue internationale de droit économique,*Vol 4, 2012 ;

-Medjani Ghania, Farah Feriel, « L'impact de la libéralisation du commerce extérieur sur les ressources douaniere : étude de cas de l'Algérie période 2005-2015 », Journal of économic sciences institute,Vol20, N°02, 2016 ;

-Mekhmoukh Sakina, « Les investissements directs étrangers en Algérie et le rôle de la politique fiscale », *Revue des études fiscales,*Vol 03, N°1,2014 ;

-Mersel Brahim, Kaci Boualem, « L'impact du démantèlement tarifaire sur la diversification de l'économie algérienne », *Journal of Advanced Economic Research,* Vol 08, N°01, 2023 ;

-Mezouaghi Mihoub, « L'économie algérienne : chronique d'une crise permanente », *Politique Etrangére*, N°03,2015 ;

-Mezouaghi Mihoub, Talahite Fatiha, « Les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », *Confluences Méditérranée*, N°71,2009 ;

-Mimouni Chahrazede, « Les échanges agricoles intra-arabe : la nature des échanges agricole entre l'Algérie et la GZALE », *Revue algérienne d'économie et gestion*, Vol

9, N°03,2016 ;

-Mustapha Iddir, Zergoune Mohamed, « Impact de la modernisation de l'administration fiscale sur l'éfficacité de l'administration fiscale et la conformité fiscale des contribuables en Algérie. », *Revue algérienne de développement économique*, Vol 8,N°01, 2021 ;

-Ndour Cheikh Tidiane, « Libéralisation commerciale et recettes fiscales », *Revue d'Economie Théorique et Appliqué*, Vol 06, N°02, 2016 ;

-Oukaci Dahbia, « L'impact du démantèlement tarifaire », *Revue algérienne des sciences juridiques et politiques*, Vol 48, N°4,2011,

-Rabia Lamia, « Examen de la politique de promotion des investissements direct étrangers (IDE) en Algérie », *Revue de droit et des sciences humaines*, N° 34, 2015 ;

-Rabia Lamia, « Examen de la politique de promotion des investissements directs étrangers, (I.D.E) en Algérie », *Revue des Etudes économiques*, Vol 12, N°01, 2018 ;

-Rekiba Salima, « L'AGCS et le commerce des services », *Journal of economics and finance*, Vol 08, N°01,2022 ;

-Remini Meriam, « Le principe de liberté d'investir selon la législation algérienne »,*Revue jurisprudence*, Vol 13,N°28,2021 :

-Roch Gnahoui David, « Le principe du respect de la situation particulière des pays en développement et de l'assistance au développement », *Revue internationale de droit économique*, N°03, 2003 ;

-Rodrik Dani, « Les mirages de l'ouverture extérieure », *Revue de l'économie politique*, N°10, 2001 ;

-Sadoudi Mouloud, « Comprendre les réformes économiques en Algérie, quelques repères », *Revue Algérienne des Sciences Juridiques et Politique*, Vol38, N°03, 2001 ;

-Sadoudi Mouloud, « Les réformes économiques en Algérie : une accumulation primitive du capitale », *Revue algérienne des sciences juridiques et politiques*, Vol38, N°4,2001 ;

-Silem Ahmed, Benziane Dalila, Sadi Nour El houda, «Commerce extérieur et développement économique des pays africains, un essai de typologie par ACP », *Revue Tadamsad- Unegmu*, Vol 03, N°1,2023;

-Taibi, Achour « Les limites du principe de la liberté d'investir en droit algérien », *Revue*

internationale de droit comparé, Vol.65 N° 3, 2013 ;

-Talahite Fatiha, « Intégration économique régionale en méditerranée et dans le monde Arabe : quelle place pour une intégration Sud-Sud », *Revue de Recherche sur l'Economie de la Firme, Industrie et le Territoire,* N°1,2013;

-Tehami Mouloud, « Pourquoi adhérer à l'OMC », *Revue de Recherche sur l'Economie de la Firme, l'Industrie et le Territoire,* N°1,2013 ;

-Terki Nour eddine, « La protection conventionnelle de l'investissement étranger en Algérie », *Revue algérienne des sciences juridiques et politiques* », Vol 38,N°02,2001 ;

-Toquin Eric, « Règles matérielles du commerce international et droit économique », *Revue internationale de droit économique,* Vol 24,N°01,2010 ;

-Trépant Inés, « L'organisation mondiale du commerce », *Dossiers du CRISP*, N°63,2005;

-Warin Thierry, « Accords de libre-échange du XXI siècle : une étude de l'AECG », *L'Europe en Formation*, Vol 3, N°381,2016 ;

-Yahouni Oussama, berzigua Senoussi Amina, « Accord d'association entre l'Algérie et l'UE, mise en ouevre et perspectives », *The Algérien journal of politicl sciences and international relation*, N°15,2020 ;

-Yanat Abdelmadjid, « Un état actuel des relations administration fiscale- contribuables », A*nnales de l'université d'Alger* ,Vol 29,N°02,2016 ;

-Zaid Hizia, Draa Messeouda Redha, « L'impact de la taxe sur la valeur ajoutée sur le budget de l'Etat en Algérie », *Revue algérienne des finances publiques*, Vol 12,N°02, 2022 ;

-Zatla Nadjet , Djelil Zinelaabidine, « Aperçu sur les dépenses fiscales en Algérie », *Revue Algérienne de Finances Publiques*,Vol 05,N°01,2015 ;

-Ziller Jacques, « Du contrôle juridictionnel de l'intervention publique à l'encadrement juridique par l'intégration économique régionale ou globale : aides publiques et fiscalité, quelques pistes pour un programme de recherche », *Revue internationale de droit économique,* Vol 02,N°03,2002 ;

-Zouaimia Rachid, « A la recherche de la sécurité juridique de l'investissement étrangers », *Revue Académique de la Recherche Juridique,* Vol 12, N°01, 2021 ;

-Zouaimia Rachid, « Le cadre des investissements en Algérie : les figures de la régression » , *Revue Académique de La Recherche Juridique,* Vol 4,N°02,2013 ;

3. **Thèses et mémoires**

A. Thèses

-Ais souhila, « *Les conventions internationales en droit fiscal* », Thèse de doctorat, Faculté de droit, université d'Oran, 2010,2011 ;

-Bekenniche Otmane , « *la coopération entre l'Algérie et l'Union Européenne : bilan et perspectives* », Thèse de doctorat en droit, Faculté de droit, Université René Descartes (Paris V), 1998 ;

-Belguendouz Houari, « *évaluation des aspects essentiels de l'accord d'association entre l'Algérie et l'union européenne, quel bénéfices possibles pour l'économie algérienne* », Thèse de doctorat, Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée, 2018 ;

-Benhama Abderrahman, « *le régime d'investissement étrangers en Algérie : aspects juridiques* », Thése de doctorat, département de droit privé, Université Paris, Panthéon- Sorbonne, Paris,2020 ;

-Bourriche Riad, « *Les réformes fiscales et douanières en Algérie dans le cadre des accords euro-méditerranéens : une approche relationnelle et institutionnelle de l'association interrégionale* », Thése de doctorat en Droit et Sciences Humaines, Faculté de Droit, Université de Cergy-Pontoise,2016 ;

-Chennouf Sadok, « *intégration économique internationale : fondements théoriques et expériences cas d'un pays en développement : l'Algérie »*, Thèse de doctorat en Es-Sciences Economiques, Faculté des Sciences Economiques, des Sciences Commerciales, Université d'Oran2, 2015 ;

-Douici-Hachemi Naima, « *Les effets de l'accord d'association Algérie Union Européénne sur l'économie nationale* », Thèse de doctorat en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, Université Mouloud Mammeri,2019 ;

-Ghenadie Radu, « *L'origine des marchandises : un élément controversé des échanges commerciaux internationaux* », Thèse de doctorat en droit, Université Piérre Mendés, France, 2007 ;

-Kalafate Nadia, « *Politiques commerciales et croissance économique dans les PED, le cas de l'Algérie* », Thèse de doctorat en sciences commerciales, Université d'Oran 2, 2016 ;

-Mennad Naima, « *Impact du démantèlement tarifaire sur l'économie algérienne : évaluation à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable* », Thèse de doctorat

en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion, université d'Oran2,2018 ;

-Mernache Amina, « *Le statut et le rôle de l'Etat algérien dans l'économie : rupture ou continuité ?* », Thése de doctorat en droit public, Université Paris-est creteil-val de marne, 2017 ;

-Mezili Imad, « *la problématique de l'application du traitement spécial et différencie au sein du système commercial multilatéral* », Thèse de doctorat, Faculté des sciences économiques, commerciales, et des sciences de gestion, université d'Oran2, 2016 ;

-Mkimer-Bengeloune Leila, « *Modélisation des barrières non tarifaires et leurs impacts sur les échanges internationaux : une application aux pays méditerranéens* », Thèse de doctorat en Sciences économiques, école doctorale société méditerranéenne et Sciences humaines, 2013 ;

-Ouguenoune Hind, « *La politique de promotion et d'attraction de l'investissement en Algérie* », Thèse de doctorat en économie, Université Paris III, 2014 ;

-Rabah Fatima Zohra, « *La politique fiscale et la contrainte financière* », Thèse de doctorat en analyse économique et développement, Faculté des Sciences économiques, Sciences de gestion et des sciences commerciales, Université d'Oran2,2017 ;

-Rachid Mira, « *Économie politique de l'industrialisation en Algérie : analyse institutionnelle en longue période »,* Thèse de doctorat en Economies et finances. Université Sorbonne Paris Cité, France, 2015 ;

-Rekiba Salima, *« La libéralisation des services dans le cadre de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce, étude de cas : service bancaires, période 1987-2011*. », Thèse de doctorat en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, sciences commerciales et sciences de gestion, Université d'Oran 2 ;

-Si-Tayeb Hachemi, « *Les transformations de l'agriculture algérienne dans la perspective d'adhésion à l'OMC* » Thèse de doctorat en sciences agronomiques, Faculté des sciences biologiques et des sciences agronomiques, Université Mouloud Mameri de Tizi Ouzou, 2015 ;

-Sofiane Douah, « *La politique fiscale face à la crise financière* », Thèse de doctorat en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de Gestion, Université Sidi bel Abbés, 2016 ;

-Yelles Chaouche Nassima, « *Le régime fiscal des implantations internationales d'entreprises, le cas de l'Algérie* », Thèse de doctorat, Faculté de droit, Université de

Cergy Pontoise, Université d'Oran2, 2019 ;

B. Mémoires

-Ais Souhila, « *Les conventions internationales en droit fiscal* », mémoire de magister en droit comparé des affaires, Faculté de Sciences politique et juridique, Université d'Oran2, 2010 ;

-Bakir Mohamed, *« Tentative d'évaluation des politiques publiques en matière d'encadrement du commerce extérieur en Algérie* », mémoire de magistère, Faculté des sciences économiques et sciences de gestion et des sciences commerciales,Université d'Oran2,2013 ;

-Gannoun Lotfi, *« la politique tarifaire et l'impact du démantèlement tarifaire sur les recettes douanières* »,mémoire de magistére de l' IEDF, 1992 ;

-Hassaine Keltouma, « *Accord d'association Algérie-Union européenne, quelles perspectives pour l'économie algérienne* ? », mémoire de magistère en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales,Université d'Oran 2,2011 ;

-Kadouri Foued, *« L'impact du démantèlement tarifaire sur l'économie algérienne dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union Européenne* », mémoire de magister en sciences commerciales, Faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales, Université Oran2, 2012 ;

-Khiat Kenza Linda, « *L'impact du partenariat euro-méditerranéen sur les économies des pays du Maghreb* », mémoire de magister en sciences économiques, Faculté des sciences économiques, sciences de gestion et des sciences commerciales, Université d'Oran2,2011 ;

-Rakoto-Ramambason, Hans Mandresy ,« *L'intégration régionale et la fiscalité* », mémoire en vue de l'obtention du diplôme maitrise es-sciences économiques, Faculté de droit, université d'Antanarivo ,Madagascar, 2010 ;

-Saadi Belameri Wassila Amel, *« La place des pays en développement dans l'Organisation Mondiale du Commerce »*, mémoire de magister en droit, Faculté de droit, Université d'Oran2,2011 ;

3. **Textes législatifs et règlementaires**

A. **Textes juridiques:**

Constitutions:

-Décret présidentiel N°20-442 du 30 décembre 2020, relatif à la révision constitutionnelle, J.O.R.A N°82, du 30 décembre 2020,PP 04-49 ;

Conventions internationales:

Conventions multilatérales

-Décret présidentiel N°21-133 du 5 avril 2021, portant la ratification de l'accord portant la création de la zone de libre-échange continentale africaine, J.O.R.A N°36 du 16 mai 2021,P03 ;

-Décret présidentiel N° 04-223 du 16 Joumada Ethania 1425 correspondant au 3 août 2004 portant ratification de la convention de facilitation et de développement des échanges commerciaux entre les Etats arabes, faite à Tunis le 27 février 1981.Conventions multilatérales : du 3 aout 2004, J.O.R.A, N°49 du 08 aout 2004, P04 ;

-Décret présidentiel N° 05-159 du 27 avril 2005, portant ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la République algérienne démocratique et populaire d'une part et la communauté européenne et ses Etats membres d'autres part, signé à Valence le 22 avril 2002, ainsi que ses annexes 1à6, les protocoles n° 1à 7, et l'acte final y afférents, J.O.R.A N°31, du 30 avril 2005, PP16-22.

Conventions bilatérales :

-La convention de coopération commerciale entre l'Algérie et la Jordanie qui a été signée à Alger le 19 mai 1997 et ratifiée par le décret présidentiel N° 98-252 du 08 aout 1998, J.O.R.A., N° 58, du 9 aout 1998,P 07 ;

-l'accord commercial préférentiel conclu entre l'Algérie et la Tunisie, signé à Tunis le 4 décembre 2008, ratifiée par le décret présidentiel N°10-12 du 10 janvier 2010, J.O.R.A., N°12 du 17 février 2010,P 3, ainsi que ses annexes du protocole n°1, ratifié par décret présidentiel n°13-271 du 24 juillet 2013, J.O.R.A., N° 42, du 21 aout 2013.P03

B. Textes législatifs :

- La loi 90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit , J.O.R.A, N°16, du 18 avril 1990, abrogé par l'ordonnance N° 03-11 du 26 aout 2003, J.O.R.A, N° 52 du 27 aout 2003,P3, qui a été modifiée par le décret législatif N° 93-12 du 5 octobre 1993, J.O.R.A, N°64 du 10 octobre 1993,P3, qui a été modifié par l'ordonnance N°96-22

du 9 juillet 1996,J.O.R.A , N°43 du 10 juillet 1996, p3, qui a été modifié par l'ordonnance N°01-01 du 27 février 2001, J.O.R.A, N° 14 du 28février 2001, P4.

-La loi N°90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, J.O.R.A, N°16 du 18 avril 1990, abrogé par l'ordonnance N°03-11 du 26 Aout 2003 ,J.O.R.A ,N°52 du 27 Aout 2003,modifieé et complété par l'ordonnance N°10-04 du 26 Aout 2010, ,J.O.R.A ,N°50 du 1 septembre 2010,modifieé et complété par la loi N°17-10 du 11 octobre 2017, ,J.O.R.A, N°57 du 12 octobre 2017.

La loi n°17-04 du 16 février 2017, J.O.R.A, N°11, modifiant et complétant la loi N°79-07 du 21 juillet 1979 portant le code des douanes,

-La loi N°91-25 du 18 décembre 1991 portant la loi de finances pour 1992, J.O.RA, N°65, du 18 décembre 1991, p 3

-La loi N°90-10 du 14 avril 1990 relative à la monnaie et au crédit, J.O.R.A, N°16 du 18 avril 1990, abrogé par l'ordonnance N°03-11 du 26 Aout 2003 ,J.O.R.A, N°52 du 27 Aout 2003,modifieé et complété par l'ordonnance N°10-04 du 26 Aout 2010, ,J.O.R.A, N°50 du 1 septembre 2010,modifieé et complété par la loi N°17-10 du 11 octobre 2017, ,J.O.R.A, N°57 du 12 octobre 2017.

-La loi N°11-16 du 28 décembre 2011, portant la loi de finance pour 2012, J.O.R.A, N°72, du 29 décembre,2011, P3 .

-Ordonnance N° 01-03 du 20 aout 2001 relative au développement de l'investissement, J.O.R.A n° 47 du 22 aout 2001, P. 3. Modifiée et complétée par : l'ordonnance N° 06-08 du 15 juil. 2006, J.O.R.A n°47 du 19 juil. 2006, P. 15 ; l'ordonnance N° 2009-01 du 22 juil. 2009, portant loi de finances complémentaire pour 2009, J.O.R.A n° 44 du 26 juil. 2009, P. 4 ; l'ordonnance N° 10-01 du 26 aout 2010 portant loi de finances complémentaire pour 2010, J.O.R.A N°49 du 29 aout 2010, P. 3 ; loi N°11-16 du 28 déc. 2011 portant loi de finances pour 2012, J.O.R.A, N° 72 du 29 déc. 2011, P. 3 ; loi N° 12- 12 du 26 décembre 2012, portant loi de Finances pour 2013, J.O.R.A, N° 72 du 26 déc. 2012, P3 ; loi N° 13-08 du 30 décembre 2013, portant loi de finances pour 2014, J.O.R.A, N° 68 déc. 2013, P3. ; Loi N° 14 – 10 du 31 décembre 2014, portant loi de finances pour 2015, J.O.R.A, N° 78 du 31 déc 2014, P. 3.Loi N° 16-09 du 03 aout 2016, JORA N°46 du 3 aout 2016, P. 16 ; modifiée par la loi N°18-13 J.O.R.A ,N° 42 du 15 juil. 2018, P.7. Loi N°22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement, J.O.R.A, N° 50 du 28 juillet 2022.

-Ordonnance N°09-01 du 29 rajab1430 correspondant au 22 juillet 2009, portant la loi de finances complémentaire, du 26 juillet 2009, J.O.R.A, N°44, P4 ;

-Ordonnance N°76-97 du 22 novembre 1976 portant promulgation de la constitution de la république algérienne démocratique et populaire, J.O.R.A, N°94 du 24 novembre 1976 ;

-Ordonnance N°63-414 du 28 octobre1963, instituant un nouveau tarif douanier, J.O.R.A, N°80 du 29 octobre 1963, P80 ;

-Décret-exécutif N°06-327, du 18 septembre 2006 fixant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale, J.O.R.A, N°59 du 24 septembre 2006,P6 ;

-Décret exécutif N°22-298 du 8 septembre 2022, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'agence algérienne de promotion de l'investissement ; J.O.R.A, N°60, P6 ;

-Décret-exécutif N°06-327, du 18 septembre 2006 fixant l'organisation et les attributions des services extérieurs de l'administration fiscale, J.O.R.A, N°59 du 24 septembre 2006,P.6 ;

4. Rapport

-CNUCED (2019), « Key Statistics and Trends in Regional T in Regional Trade in Africa ».

-Voir plus de statistiques sur les recettes fiscal en Afrique le site suivant : www.oecd.org, consulté le 16/04/2023.

-Talahite Fatiha, « *réformes et transformations économiques en Algérie*. » Rapport en vue de l'obtention du diplôme habilitation à diriger des recherches, Université Paris-Nord - Paris XIII, 2010.P 27.

-Rapport sur le commerce mondial, « *L'OMC et les accords commerciaux préférentiels* », Publications de l'OMC, Genéve, 2012, p 180. Disponible sur le site suivant : www.wto.org consulté le 19/10/2020.

-Rapport de recherche de Piroté Alin,Titi Aikaterina, « L'impact des traités d'investissement sur les flux d'investissement direct étrangers », 2020, disponible sur le site suivant : https://shs.hal.science/halshs-02910927. Consulté le 15/12/2022;

-Document, « Les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay », *OMC* , ce document contient tous les accords conclus à l'issue du cycle d'Uruguay en 1993, disponible sur le site suivant : www.wto.org. Consulté le 22/10/2020.

-Rapport de Marouani, MA. & Munro, « Assessing Barriers to Trade in Services in the MP Region», 2009 , disponible sur le site suivant : www.oecd-ilibrary.org. Consulté le

12/02/2023

-Rapport publié par le ministère du commerce de la république populaire de Chine, « La Chine et Singapour lancent des négociations de suivi sur la montée en grade de leur accord de libre-échange bilatéral », disponible sur le site suivant : http: www.french.mofcom.gov.cn , consulté le 21/03/2021.

-Rapport de l'OMC, « Obstacles non-tarifaires : lourdeurs administratives, etc. », disponible sur le site suivant : www.wto.org , consulté le 22/02/2020

-Le rapport sur le régime commercial de l'Algérie fait par le Groupe de travail de l'OMC. Disponible sur le site suivant : https://www.wto.org/french/news_f/news08_f/acc_algeria_17jan08_f.htm consulté le 11/05/2021.

-Rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD), « *Les perspectives économique en Afrique* », 2002, Voir le site suivant : www.afdb.org. Consulté le 22/05/2023.

-Rapport de la CNUCED, « Les mesures non tarifaires de A à Z », disponible sur le site suivant : https://unctad.org/system/files/official-document/ditctab2021d3_fr.pdf. Consulté le 30/10/2023.

-Rapport sur le commerce mondial, « *L'OMC et les accords commerciaux préférentiels* », Publications de l'OMC, Genéve, 2012, P 180. Disponible sur le site suivant : www.wto.org consulté le 19/10/2020 ;

5. **Dictionnaires**:

Bezbakh Pierre, Gherardi Sophie, « Dictionnaire de l'économie », LAROUSSE, Paris,2008 ;

6. Site internet :

-Voir plus de détail sur le pacte des SDN, consultéz le site suivant : www.ungeneva.org consulté le 20/03/2021.

-Raballand Gaël, Cantens Thomas, « Réforme des douanes et développement en Afrique subsaharienne » ,*Afrique Contemporaine*, N°230,2009, P21. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 11/06/2022.

-Ghenadie Radu, « Sur la nécessité de simplifier la réglementation douanière », *Revue internationale de droit économique*, N°03, 2015, P 359. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 20/09/2022.

-Broussole Damien, « Le commerce des services, un commerce en trompe-l'œil ? », *Revue économique*, Vol 63,N°6,2012, P1445.disponible sur : www.cairn.info consulté le 02/02/2024.

-Berdat Christophe, « L'avènement de la politique méditerranéenne globale de la CEE », Relations internationales, Vol 2,N°130,2007,P89. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 02/01/2024.

-Tangermann Stefan, « L'accord sur l'agriculture de l'Uruguay round fonctionne-t- il », *économie internationale,* N° 87, 2001,P15, article disponible sur le www.cairn.info consulté le 19/12/2023.

-Emlinger Charlotte, Jacquet Florence, Petit Michel, « Les enjeux de la libéralisation agricole dans la zone méditerranéenne », Région et développement, N° 23,2006, PP 42-72. Article disponible : www.cairn.info consulté le 30/01/2024.

-Présentation de la convention internationale pour la protection des végétaux, disponible sur le site suivant : www.fao.org, consulté le 03/11/2023

-Sierpinski Batyah, Tourard Héléne, « Mise à l'épreuve du systéme de règlement des différends de l'OMC, est- ce un rejet du multilatéralisme ou une mise en cause de l'ordre économique actuel », *Revue internationale de droit économique* ,article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 20/11/2023.

-L'OMD, rapport annuel de l'OMD 2015-2016, voir le site suivant : www.wcoomd.org. Consulté le 22/09/2022

- Achy Lahcen, « Le commerce intra-régional : L'Afrique du est-elle une exception », Disponible sur le site suivant : https://journals.openedition.org/anneemaghreb/395?lang=en consulté le 19/06/2022.

-Montagnat-Rentier Gilles, Parent Gilles, « Réformes et modernisation des douanes en Afrique subsaharienne francophone 1995,2010», *Revue d'économie du développement*, 2012, Vol 20, N°03, PP 357-372. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 20/09/2022

-Boy Laurence, Charlier Christophe,Rainelli Michel, Reis Patrice, « La mise en œuvre du principe de précaution dans l'accord Sps de l'OMC », *Revue économique,* vol 54,2003,PP 1291-1306.article disponible sur : www.cairn.info consulté 03/01/2024

-Plus de statistiques sur les accords d'investissement, veuillez consulté le site suivant : https://www.oecd-ilibrary.org/ consulté le 26/11/2022.

-Egger and Pfaffermayr (2004), Neumayer et Spess (2005), Egger and Merlo (2007), Sauvant et Sachs (2009), Busse, Königer et Nunnenkamp (2010), Berger, Busse,

Nunnenkamp et Roy (2013), voir le site suivant : https://www.tillvaxtanalys.se. Consulté le 15/12/2022.

-Laviec Jean Perre, « Protection et promotion des investissements,etude de droit international économique »,Graduate Institude Publications, Genéve,1985, P241. disponible sur le site suivant : www.books.openedition.org consulté le 26/08/2022.

-Andriamananjora Soamiely Dean, Judith M, Ferrantino, Michael J, Feinberg, Robert M , ludema, Rodney D Tsigas, Marinos E, « The effect of non-tarrif measures on prices, trade and welfare », article disponible sur le site suivant : www.papers.ssrn.com , consulté le 14/08/2023

-Danish Hamed el kady, Makane moise Mbengue, Suzy H Nikiéma & Daniel Uribe,

« Le protocole sur l'investissement de l'accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine :que contient-il et quelles sont les prochaines étapes pour le continent », www.iisd.org. Consulté le 01/01/2023.

- le système de codage de la classification des barrières non tarifaires de la CNUCED (l'ancienne et la nouvelle) sur le site suivant : https://unctad.org/system/files/official-document/ditctab2019d5_fr.pdf consulté le 22/06/2022

-Mezouaghi Mihoub, Talahite Fatiha, « Les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie », *Confluences Méditerranée*, N° 71,2009,P9. Article disponible sur : www.researchegate.net , consulté le 22/09/2022.

-Saadoune M, « Ouyahia se met à jour avec la loi de finance complémentaire », le quotidien d'Oran,2009, www.algérie-watch.org. Consulté le 20/03/2020.

-OCDE , « Définition de référence pour les investissements directs internationaux »,2008, disponible sur le site suivant : https://www.oecd.org. Consulté le 20/02/2023.

-Mourad Nabil Abdessemed, « principales mesures fiscales de la loi de finances pour 2022 », https://cms.law/fr/dza/, consulté le 27 juin 2022.

-Multi-Agency Support Team, est un groupe de travail multi-organisationnelle (FMI, OMC, FAO, BM, CNUCED, CCI, OCDE), qui est chargé de réaliser des études empiriques sur les obstacles non-tarifaires, plus d'informations sur cette équipe sure : www.unctad.org , consulté le 17/02/2022.

-Cadot Olivier, Gourdon Julien, Van Tongeren Frank, « Evaluer les effets des mesures non tarifaires sur les prix et les volumes d'échanges », *Revue d'économie du développement*, N°1, Vol 27,2019 ,P 13. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info , consulté le 12/03/2023

-Communiqué de presse N°22/396 des services du FMI de leurs missions de consultation

au titre de l'article IV en Algérie en 2022. www.imf.org . consulté le 16/08/2022.

-Alain Douathe Koyangozo, *« l'impact de la libéralisation commerciale sur les finances publiques du congo »*, Codesria, 2010, www.codersia.org consulté 04/06/2022

-CES, « Déclaration de la Grande Zone Arabe de Libre-échange, décision du CES n° 1317 SO59 du 19-02-1997, disponible sur le site suivant :

https://www.economy.gov.lb/public/uploads/files/1436_4119_8440.pdf , consulté le 15/08/2021.

-L'Algérie a ratifié un nombre important des conventions internationales sous l'égide du conseil de coopération douanière (devenu dés 1995 l'OMD), des conventions portant sur les domaines techniques : la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, la valeur en douane..ect, voir plus de détail sur le site suivant : www.douane.gov.dz

-United National Conference on Trade and Development, « National Treatment », series on issues in International Investment Agreements (1999), p.35, disponible sur le site : https://unctad.org/

-Base de donné sur les ACR, et les différentes statistiques sur le site suivant : https://rtais.wto.org/ consulté le 14/05/2022.

-Tancréde Voituriez, « L'Europe maitrise-t-elle ses accords de libre-échange agricole », *in « le demeter2020 »*, P82, disponible sur le site suivant : https://hal.science/hal-02567930/document , consulté le 12/05/2021.

-Bird Richard M, « *Administrative Dimensions of Tax Reform* », Asia-Pacific Tax Bulletin, 2004. P144.article disponible sur le site suivant : www.mf.gov.dz , consulté le 22/07//2022.

-: Bejeoui Imed, « La constitution Tunisienne du 27 Janvier 2014 et le droit international conventionnel : les controverses alimentéed », Revue internationale de droit comparée, article disponible sur le site suivant : www.persee.fr , consulté le 22/03/2021 ;

-Bellour Nawel, « Investissements en Algérie : de la régle 51/49 aux secteurs stratégiques », *La tribune*,2020, disponible sur le site suivant :www.afrique.latribune.fr. consulté le 20/02/2021 ;

-Kohen Marcelo G, « *Possession contestée et souveraineté territoriale* », Graduate Institute Publications, Paris,2014, disponible sur le site suivant :www.books.openedition.org consulté le 20/08/2022 ;

-http://www.douane.gouv.fr/articles/a11056-lexique-destermes-douaniers, consulté le

20/01/2020.

-Bozonnet Charlotte, Beaugé Florence,Akef Amir, « Abdelaziz Bouteflika, vingt ans de régné », *Le Monde*, voir plus sur le site : www.lemonde.fr consulté le 01/03/2021.

-Voir plus sur les réformes judiciaires algériennes juste après l'indépendance voir sur :

« l'Algérie dans la voie du socialisme, un nouveau système judiciaire », *Le monde diplomatique*,1965, www.monde-diplomatique.fr. consulté le 13/04/2021.

-Guides pour les petites et moyennes entreprises dans la région de la CEDEAO, « comprendre la ZLECAF », www.africa.undp.fr. consulté le 16/04/2023,

-Crochet Alain, *« Mondialisation et régionalisation, les déterminants exogénes de l'ALENA », in « Intégration dans les Amériques, dix ans d'ALENA* », Presses Sorbonne Nouvelle,Paris,2004,P 138, disponible sur le site suivant : www.books.openedition.org , consulté le 11/05/2022

-L'accord sur les marchés publics de l'OMC avec plus de détail, sur le site suivant : https://www.wto.org/french/tratop_f/gproc_f/gp_gpa_f.htm consulté le 03/07/2021.

-Gerbet Pierre, « La genèse du plan Schuman, des origines à la déclaration du 9 mai 1950 », Revue française de sciences politique, 1956, P4, article disponible sur le site suivant : www.persee.fr , consulté le 12/03/2022.

-Spector Céline , « Le concept de mercantilisme », Revue de métaphysique et morale, N°39,2003,PP 289 -309. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 02/05/2021.

-Cattaneo Olivier, « Comprendre le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha : son contexte, ses enjeux, ses perspectives », Les Etudes du CERI, N°92,2002, article disponible sur le site suivant : www.sciencepo.fr consulté le 02/02/2020.

-Bouyahyi naima, « Le dumping au sein du commerce », article disponible sur le site suivant : www.useyourlaw.com . consulté le 20/08/2023.

-Lima Maria Antonina, « La montée des mesures non tarifaires », article disponible sur le site suivant :

https://www.repository.utl.pt/bitstream/10400.5/9442/1/ee-mal.pdf. Consulté le 30/10/2023.

-La CNUCED : conférence des nations unies pour le commerce et le développement, c'est un mécanisme intergouvernemental permanant, il a été créé en 1964, voir plus sur le site suivant : www.unctad.org . consulté le 02/11/2023.

-Eichenlaub Alix, « Interaction entre Organisation Mondiale du Commerce et intégrations

régionales, opposition ou complémentarité », Rapport de recherche, Université Paris II,2022,P21, disponible sur le site suivant : www.ihei.assas-université.fr , consulté le 22/03/2023

-Bianquis Gaspard, « Les nouveaux accords de libre-échange », *Regards croisés sur l'économie,* N°21, article disponible sur le site suivant : www.cairn.info ,consulté le 23/05/2021.

-Baccheta Marc, « les investissements directs dans l'OMC », *Revue française d'économie,* 1997,N°04,pp 71.93. article disponible sur : www.cairn.info consulté le 22/12/2022 ;

-De Verges Marie, « L'impôt est un moyen encore largement sous-employé en Afrique », article disponible sur le site suivant :

https://www.lemonde.fr, consulté le 11/04/2021.

-Azouaou Nadia, « Codes des investissements et loi de finances », El Watan, 2013. www.elwatan-dz.com. Consulté 21/02/2020.

-Document, « Les résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay », *OMC* , ce document contient tous les accords conclus à l'issue du cycle d'Uruguay en 1993, disponible sur le site suivant : www.wto.org. Consulté le 22/10/2020 ;

- Document sur le calcul des marges de dumping, disponible sur le site suivant : https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/583794/EPRS_IDA(2016)58 3794_FR.pdf , consulté le 20/08/2022.

-Statistiques sur le commerce extérieur de l'Algérie qui se fait dans le cadre de la GZALE, 2019, publier par la direction générale des douanes sur le site suivant : www.douane.gov.dz , consulté le 15/08/2021.

-Pour le texte de la convention internationale sur le système harmoniser de désignation et de codification des marchandises, voir le site suivant : www.wcoomd.org. Consulté le 12/01/2021

-Cadot Olivier, Djiofack Calvin, De melo Jaine, « Préférences commerciales et régles d'origine : perspective des accords de partenariat économique pour l'Afrique de l'ouest et centrale », *Revue d'économie du développement*,Vol16,N°03,2008,P8. Article disponible sur : www.cairn.info , consulté le 16/09/2022 ;

-Kuroda Tomoya, « L'instauration du système de préférences généralisées de la communauté européenne », *Bulletin de l'institut pierre Renouvin*, N°34,2011,P 139. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info consulté le 17/10/2023.

-Reuter Paul, « *introduction au droit des traites* », Presses Universitaires de France,1995,P.26, livre disponible sur le site suivant : www.presee.fr consulté le 19/08/2019.

-Chambre algérienne de commerce et d'industrie, « Présentation générale de l'accord d'association », www.caci.dz. Consulté le 21/06/2022.

-Labaronne Daniel, « Les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins », *Mondes en développement*, N°163,2013,P100. Article disponible sur le site suivant : www.cairn.info , consulté le 12/09/2023

-Santander Sebastian, « Le mercosur et ses Etats membres : les asymétries interétatiques, un obstacle à l'intégration ? », *In* « ALENA-Mercosur, enjeux et limites de l'intégration américaine », L'IHEAL, livre disponible sur le site suivant : www.books.openedition.org , consulté le 18/03/2022

-United National Conference on Trade and Development, « National Treatment », series on issues in International Investment Agreements (1999), p.35, disponible sur le site : https://unctad.org/;

-Deblock Christian, « Le régionalisme commercial, Ya-t-il encore un pilote dans l'avion ?», disponible sur le site suivant : www.journals.openedition.org , consulté le 13/02/2023.

-Deblock Christian, « Les nouveaux accords commerciaux régionaux », Revue Québécoise de droit international, hors série,2021, article disponible sur le site suivant : www.sqdi.org , consulté le 13/03/2022.

- Hugon Philippe, « L'économie de l'Afrique », disponible sur le site suivant : www.erudit.org consulté le 22/03/2022

-Altaf Anjum, Dilinger Wiliam R, Evenett Simon J, Fay Marianne, Henderson john Vernon,Kenny Charles J, Wu weiping, Yusuf Shahid, « Le développement à l'aube du XXie siécle », Rapport de la banque mondiale 1999-2000, disponible sur le site suivant : https://documents.banquemondiale.org/ , consulté le 22/06/2021.

-Atelier d'experts multipartite sur une éventuelle étude d'impact sur les droits de l'homme de la zone continentale de libre-échange, « transparence, consultation et participation dans le cadre des négociations sur la zone continentale de libre-échange en Afrique », www.uneca.org, consulté le 12/02/2023.

-Accord d'association Algérie-UE : révision de l'accord selon une approche « gagnant-gagnant », disponible sur le site suivant : www.aps.dz. Consulté le 13/12/2023 ;

-Bismut Claude, Pisani-Ferry Jean, l'union économique et montaire : principes et

implications, *Revue économique*, N°44,1993,P.122, article disponible sur le site suivant : www.cairn.info , consulté le 14/05/2019.

-Barbet Philippe, Souam Said, Talahite Fatiha, « Enjeux et impacts du processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC », P4, article disponible sur le site suivant : file:///C:/Users/Genius/Downloads/Enjeux_et_impacts_du_processus_dadhesion_de_lAlg%20(1).pdf , consulté le 11/07/2021.

-L'accord plurilatéral sur le commerce des aéronefs civils, avec plus de détail, sur le site suivant : https://www.wto.org/french/tratop_f/civair_f/civair_f.htm consulté 03/07/2021.

-L'accord sur les marchés publics avec plus de détail, sur le site suivant : https://www.wto.org/french/tratop_f/gproc_f/gp_gpa_f.htm consulté le 03/07/2021.

-Rakoto-Ramambason Hans Mandresy, « *Intégration régionale et la fiscalité* », Mémoire en vue d'obtention du diplôme maitrise ès-sciences économiques, Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie, université d'Antananarivo, Madagascar, 2010. Disponible sur le site : www.univ- antananarivo.mg consulté 26/4/2019.

-Gaillard Emmanuel,« la distinction des principes généraux du droit et des usages du commerce international », *Etudes offertes à Pierre Bellet*, 1991, disponible sur le site suivant : https://www.academia.edu , consulté le 30/08/2021

-Guides pour les petites et moyennes entreprises dans la région de la CEDEAO, *« Comprendre la ZLECAF* », www.africa.undp.fr. Consulté le 16/04/2023.

-CNUCED (2019), « *Key Statistics and Trends in Regional T in Regional Trade in Africa* », P30, voir le site : www.oecd.org, consulté 14/04/2023

-Bulletin d'information, de la direction générale des impôts N°81/2015, le système d'information, levier majeur de modernisation de la DGI ,P 4. Disponible sur le site suivant : www.mf.gov.dz consulté le 12/05/2022.

-Bulletin d'information de la direction générale des impôts N°85/2017.P03. Disponible sur le site suivant : www.mf.gov.dz consulté le 12/05/2022.

Table Des Matières

Remerciement .....

Dédicaces .....

LISTES DES ABREVIATIONS .....

Sommaire .....

INTRODUCTION 1

Partie I Le fondement Juridique des ALE, enjeux légaux et considérations économiques. 11

Titre 1 : Analyse théorique des ALE 13

Chapitre I : Les bases conceptuelles et théoriques du libre-échange 14

Section 1 : La conceptualisation et les théories fondamentales du libre-échange 14

Sous-section1 : Notion du libre-échange 14

§1 Définition du libre-échange : 14

§2 Analyse des théories fondatrice du libre-échange : 16

Sous- Section 2 : La mise en place du libre-échange 21

§1 La libéralisation multilatérale : 21

§2 : La régionalisation des échanges :..... 23

Section 2 : L'élaboration et la mise en œuvre des ALE..... 28

Sous-section1 : La conclusion des ALE 29

§1 Typologie des ALE : 29

§2 Etapes de conclusion des ALE :..... 32

Sous-section2 : Les effets de la conclusion d'un accord de libre-échange 40

§1 Effets de conclusion des ALE entre les pays parties : 41

§2 Effets de conclusion des ALE à l'égard des tiers..... 43

Chapitre 2 : Interaction entre les ALE et l'OMC : opposition ou complémentarité 46

Section 1 : Les ALE et l'OMC entre coopération et compétition 46

Sous-section1 : Les ALE une exception légitime du multilatéralisme 46

§1 : Les ALE une tendance bilatérale plutôt que multilatérale 47

§2 L'articulation entre l'OMC et les ALE :..... 50

Sous-section2 : Le multilatéralisme avant le régionalisme 54

§1 Les accords régionaux vs multilatéralisme : 55

§2 Les ALE réponse aux carences du multilatéralisme :..... 57

Section 2 : L'OMC supervise les ALE un encadrement ou un frein 60

Sous-section1 : L'OMC, un libre-échange institutionnalisé 61

§1 La consécration d'un système libre-échangiste organisé : 61

§2 Les accords auxquels s'intéresse l'OMC : 65

Sous-section2 : L'accession de l'Algérie à l'OMC 68

§1 Les procédures d'adhésion à l'OMC 68

§2 Les obstacles de l'accession de l'Algérie à l'OMC 73

Titre 2 : Le cadre juridique des ALE signés par l'Algérie, des avancées juridiques confirmées 75

Chapitre 1 : **Les principes régissant les échanges dans le cadre des ALE : engagement obligatoire et régimes d'exceptions** 77

Section 1 : Les principes directeurs régissant les ALE 78

Sous-section1 : Le principe général de la non-discrimination et ses dérivés 79

§1 Le principe de la nation la plus favorisé : 81

§2 La clause de traitement national : 85

Sous-section 2 : Le principe de la libéralisation commerciale 88

§1 Le principe de la transparence : 89

§2 Le principe de réciprocité : 91

Section 2 : Les règles de défense commerciale et les exceptions 93

Sous-section 1 : Les règles de défense commerciale..... 93

§1 La lutte contre la pratique déloyale des entreprises : le dumping 94

§2 La lutte contre les pratiques déloyales des Etats : les subventions, les mesures de sauvegarde : 96

Sous-section 2 : Les exceptions..... 99

§1 Les exceptions d'ordre général 100

§2 Les exceptions spécifiques : 102

Chapitre 2 : **Le contenu des ALE, une étude approfondie**..... 104

Section 1 : La libéralisation commerciale algérienne : réformes et enjeux : 104

Sous-section 1 : L'Étatisation de l'économie algérienne :..... 105

§1 De 1962-1965 : La continuité du droit colonial :..... 105

§2 De 1965-1979 : Planification et industrialisation 108

Sous-section2 : La transition vers un État régulateur :..... 110

§1 De 1979-1999 : Ajustement structurel visant à instaurer l'économie de marché :..... 110

§2 De 2000-2023 : Tentatives inachevées de libéralisation de l'économie nationale 117

Section 2 : **Présentation des ALE signés par l'Algérie**..... 123

Sous-section1 : Accords régionaux et plurilatéraux : 123

§1 L'accord de libre-échange avec l'Afrique : 124

§2 La grande zone arabe de libre-échange : 127

Sous-section 2 : L'accord d'association 131

§1 Le contenu de l'accord d'association : 133

§2 La mise en œuvre de l'accord d'association : 138

Partie II Effet des ALE sur la politique fiscale : un système fiscal en retrait par rapport à la mondialisation 144

Titre 1 : L'incidence fiscale des ALE : des difficultés à surmonter 146

Chapitre 1 : Le système fiscal national à l'ère des ALE, des réformes d'ordre législatif et institutionnelle..... 147

Section 1 : L'évolution de la politique fiscale en Algérie 148

Sous-section1 : Réformes du système fiscal algérien..... 149

§1 La politique fiscale algérienne :..... 149

§2 La souveraineté fiscale : 155

Sous-section 2 : Modernisation de l'administration fiscale algérienne... 158

§1 Vers une numérisation de l'administration fiscale..... 158

§2 Les mutations de l'administration fiscal : 162

Section 2 : La relation entre ALE et la fiscalité :..... 164

Sous-section1 : La relation entre les ALE et la politique fiscale algérienne 165

§1 L'impact sur les recettes fiscales :..... 165

§2 : L'impact sur la Concurrence fiscale 171

Sous-section2 : Les rapports entre le commerce international et la fiscalité :..... 174

§1 L'échange international et la fiscalité :..... 174

§2 La coopération fiscale internationale : 176

Chapitre 2 : Les investissements directs étrangers en Algérie : une perspective fiscale..... 179

Section 1 : Interaction entre les ALE et les traités bilatéraux sur l'investissement 180

Sous-section 1 : Les traités internationaux sur l'investissement :..... 180

§1 Les traités bilatéraux sur la promotion et la protection de l'investissement 180

§2 Les ALE avec chapitre ou dispositions sur l'investissement :..... 186

Sous-section 2 : L'influence des ALE sur les investissements 189

§1Les règles régissant les investissements selon les ALE :..... 189

§2 Les différents types d'obstacles aux IDE : 193

Section 2 : Les diverses mesures fiscales influençant les décisions d'investissement 199

Sous-section 1 : Le régime juridique des investissements directs étrangers en Algérie 199

§1 La liberté d'investissement en Algérie : 199

§2 La sécurité juridique des investissements en Algérie : 202

Sous-section 2 : Les incitations fiscales et leurs influences sur l'attraction des IDE 205

§1 Les incitations fiscales : 206

§2 La relation entre le système fiscal et les IDE : 209

Titre 2 : Les réformes du système douanier : reflets ou conséquences des ALE 215

Chapitre 1 : L'évolution de la politique douanière en Algérie : entre les contraintes locales et internationales 216

Section 1 : L'évolution de la politique douanière dans le contexte algérien 217

Sous-section 1 : Vers une simplification de la législation tarifaire 218

§ 1 : L'évolution de la politique tarifaire en Algérie 218

§ 2 : Assiette des droits de douane : 224

Sous-section 2 : La douane algérienne face aux impératifs du libre-

échange 232

§1 L'administration des douane, enjeu majeur du développement : 233

§2 La mission fiscale de l'administration des douanes : 236

Section 2 : L'avenir du tarif douanier dans le cadre des ALE, perspectives et tendance à venir..... 239

Sous-section 1 : Notion et rôle du droit et tarif douaniers :..... 240

§1 Le droit douanier entre protectionnismes et libre-échange : 240

§2 Le rôle du tarif douanier et son avenir :..... 243

Sous-section 2 : Le démantèlement tarifaire dans le cadre des ALE..... 245

§1 Le calendrier du démantèlement tarifaire pour l'ALE (UE,l'Algérie) : 245

§2 La coopération douanière dans le cadre des ALE :..... 249

Chapitre II : L'élimination des barrières non tarifaires..... 254

Section 1 : L'efficacité des instruments non-tarifaires : 254

Sous-section1 : La diversité des instruments non tarifaires 255

§1 La complexité d'identification des barrières non tarifaires :..... 255

§2 La lutte contre les barrières non tarifaires dans le cadre multilatérales 259

Sous-section 2 : La légitimité des instruments non tarifaires..... 262

§1 Les barrières non tarifaires comme mesure de protection :..... 263

§2 La réglementation des obstacles non-tarifaire : 266

Section 2 : D'une interdiction à un encadrement en vue d'une utilisation loyale des obstacles non-tarifaires 269

Sous-section1 : La classification des barrières non tarifaires : 269

§1 La typologies des barrières non-tarifaires : 270

§2 La réglementation des obstacles non tarifaires : 275

Sous-section 2 : La prédominance des barrières non tarifaires dans les secteurs sensibles 279

§1 L'utilisation des barrières non tarifaires dans le commerce agricole 279

§2 L'utilisation des barrières non-tarifaires dans le commerce des services : 284

Conclusion générale : 290

Bibliographie..... 296

Table Des Matières..... 323

Résumé : 332

Abstract:..... 332

Résumé :

L'économie mondiale est caractérisée par l'internationalisation des échanges chose qui a accentué la libre circulation des biens, services et capitaux. Afin de pouvoir se situer aux mieux dans ce système économique mondiale les Etats se sont vu obligé d'adhérer à ce mouvement, l'Algérie à l'instar de tous ces pays, elle a pris le choix de s'ouvrir à l'économie mondiale. Ce choix s'est traduit par la signature d'une série d'accords de libre-échange.

Ces accords ont eu un impact sur la politique économique algérienne et plus particulièrement sa politique fiscale. En effet, il existe une relation très étroite entre ces accords et la fiscalité. L'entrée en vigueur de ces accords exige une élimination progressive de tous les tarifs douaniers afin d'instaurer une zone de libre-échange. Ce démantèlement tarifaire a engendré pour l'Algérie un manque de ressources budgétaires importantes, chose qui a poussé les autorités publiques à revoir toute sa politique par le biais d'une série de réformes fiscales.

Mots clés : Accords de libre-échange, Politique fiscale, Démantèlement tarifaire, Politique douanière, l'OMC, Accord d'association.

Abstract:

The global economy is characterized by the internationalization of trade, which has accentuated the free movement of goods, services and capitals. In order to position themselves as effectively as possible in the global economic system, countries are obliged to join this movement, and Algeria like all these countries, has chosen to open up to the market economy.

This choice has led to the signing of a series of free trade agreements; these agreements have had an impact on Algerian economic policy as whole and on tax policy in particular. Because there is a very close relationship between these agreements requires the progressive elimination off all customs tariffs in order to establish a free trade zone.

This dismantling of tariffs has resulted in a significant loss of earnings for Algeria, which has prompted the public authorities to review us, entire tax policy through a series of legal reforms.

Key words : Free trade agreements, Fiscal policy, Tariff dismantling, Customs policy, WTO, Association agreement.

الملخص:

يتميز الاقتصاد العالمي بعولمة وتدويل التجارة، مما زاد من حرية حركة السلع والخدمات ورؤوس الأموال. ومن أجل التموضع بفعالية في هذا لنظام الاقتصادي العالمي، فان الدول ملزمة للانضمام الى هذه الحركة. الجزائر مثلها مثل باقي الدول اختارت الانفتاح على اقتصاد العالمي. وقد أدى هذا الى توقيعها لسلسلة من اتفاقيات التبادل الحر كان لها تأثير على السياسة الاقتصادية للبلاد ككل والسياسة الضريبية على وجه الخصوص. ونظرا لوجود علاقة وثيقة بين هذه الاتفاقيات والجباية، فان دخول اتفاقيات التبادل الحر حيز التنفيذ نتج عنه بالضرورة الالغاء التدريجي لجميع التعريفات الجمركية. لقد أدى تفكيك التعريفات الجمركية الى خسارة كبيرة في الإيرادات بالنسبة للجزائر الأمر الذي دفع السلطات العمومية إلى مراجعة سياستها الضريبية بكاملها من خلال سلسلة من الاصلاحات الجبائية.

كلمات مفتاحية: اتفاقيات التبادل الحر، السياسة الضريبية، تفكيك التعريفة الجمركية، السياسة الجمركية، منظمة التجارة العالمية، اتفاق الشراكة.